LA PENSÉE

SOMMAIRE

DU NUMERO 56 (JUILLET-AOUT 1954)

NOTE DE LA RÉDACTION

Nos lecteurs seront heureux de lire au début de ce numéro les articles consacrés au vingtième anniversaire de la radioactivité artificielle. Nous sommes particulièrement reconnaissants à l'illustre physicien soviétique D. Skobeltsyne d'avoir bien voulu écrire spécialement pour la Pensée *l'importante étude qu'on lira plus loin. Nous avions espéré publier aussi l'article d'un savant britannique ; mais celui-ci ne nous étant pas parvenu à temps, nous regrettons de n'avoir pu l'insérer dans le présent numéro.*



Comme nous l'avions annoncé, le numéro 57 sera consacré à notre Colloque sur Lénine philosophe et savant. *Il paraîtra avant le 15 septembre.*



On nous a souvent demandé de réimprimer les articles les plus importants qui figuraient dans les trois premiers numéros, aujourd'hui introuvables, de la Pensée, *parus en 1939. Nous espérons pouvoir réaliser prochainement ce projet, sous la forme d'un numéro spécial hors-série ; mais nous serions reconnaissants à nos amis de nous dire dès à présent s'ils seraient disposés à le recevoir. Il nous paraît impossible de reproduire, comme certains nous l'avaient demandé, la totalité de ces trois numéros ; mais le choix des articles à publier et l'ampleur de ce numéro spécial dépendent en grande partie de l'intérêt de nos lecteurs ; c'est pourquoi nous attendons leurs réponses pour décider des conditions de cette publication.*

Erratum

Nos lecteurs ont sans doute rectifié d'eux-mêmes une erreur qui s'est glissée à la page 42 de notre dernier numéro, la première ligne ayant, par un fâcheux « mastic », été insérée à la ligne 4.

LA DÉCOUVERTE DE LA RADIOACTIVITÉ ARTIFICIELLE ET SON ROLE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA PHYSIQUE DEPUIS VINGT ANS

par D. SKOBELTSYNE
membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.



OUS célébrons en cette année 1954 une date remarquable de l'histoire de la physique : le vingtième anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle.

Vers 1930, Irène et Frédéric Joliot-Curie, dignes héritiers de la gloire immortelle de Marie et Pierre Curie, commencent leurs remarquables recherches sur les radiations du polonium, produit radioactif final de la série des transformations qui suit la désintégration du radium. Le cycle de leurs travaux classiques est couronné en 1934 par une découverte qui a inauguré l'ère nouvelle de la physique du noyau atomique, celle de la radioactivité artificielle.

La période pendant laquelle ont été réalisés ces travaux et la découverte qui en est l'achèvement (les années 30 à 40 de notre siècle) est exceptionnelle dans l'histoire de la physique, et peut-être dans l'histoire de toute la science.

En deux ou trois ans, presque simultanément (mais, bien entendu, non sans liaisons), des événements d'une importance primordiale se déroulent dans la science mondiale. L'une après l'autre se produisent des découvertes qui exercent une influence décisive sur le destin, non seulement de la physique, mais de la science en général. Sur les larges routes ouvertes à la recherche dans diverses directions nouvelles, s'élance une troupe nombreuse d'expérimentateurs, dont le travail conduit à de nouvelles conquêtes et porte de nouveaux fruits, enrichissant le trésor de la science.

La série des découvertes de cette époque se déroule à l'image d'une réaction en chaîne. L'éclatante flambée allumée dans la science par ce processus en chaîne ne s'atténue que progressivement. Par suite, vers 1940, et particulièrement après la guerre, le front d'attaque de la science dans le domaine de la physique nucléaire s'élargit à des proportions sans précédent. La situation se modifie radicalement dans cette branche de la connaissance. Des hauteurs atteintes aujourd'hui, on devine des horizons que le regard ne peut pas embrasser et des perspectives lointaines qui, hier encore, paraissaient fantastiques.

Si l'on essaie d'évaluer le rôle des découvertes que j'ai mentionnées et qui ont déclenché cet impétueux mouvement en avant et cet élargissement du front des recherches nucléaires, c'est l'influence de la découverte de la radioactivité artificielle qui apparaît indiscutablement la plus large.

★

Mais revenons aux découvertes elles-mêmes.

De 1932 à 1934 ont été repérées l'une après l'autre, et presque simultanément, de nouvelles particules — le positon et le neutron — et un phénomène fondamental nouveau — la radioactivité artificielle. Au fond, la venue au monde pratiquement simultanée de ces « jumeaux » n'est évidemment pas due au hasard.

La découverte même de la radioactivité artificielle est directement liée avec l'animation qui régnait sur ce secteur de la science en vue de déchiffrer les phénomènes de création et de transformation des positons, après que les « éclaireurs » utilisant les rayons cosmiques eurent conduit à découvrir l'existence de ces nouvelles particules dans la nature.

Ce n'est pas un hasard si la découverte de la radioactivité artificielle est venue couronner les travaux remarquables effectués pendant de longues années par des chercheurs (I. et Fr. Joliot-Curie) qui ont beaucoup apporté à l'étude, tant des phénomènes liés aux positons que de ceux qui ont conduit à la découverte du neutron.

Les neutrons, ainsi que nous le savons maintenant, se sont révélés comme des « agents » extraordinairement efficaces des transformations nucléaires que la radioactivité artificielle accompagne invariablement.

C'est justement en liaison avec l'étude de la radioactivité artificielle suscitée par les neutrons dans l'uranium [1] que Hahn et Strassmann ont fait en 1939 une nouvelle découverte, celle de la « fission » de l'uranium, provoquée par les neutrons.

Cette découverte a conduit (pour une part notable grâce aux nouveaux travaux fondamentaux et aux idées de Fr. Joliot-Curie et de ses élèves) à l'élaboration des méthodes d'utilisation de ce qu'on appelle l'énergie atomique (c'est-à-dire intranucléaire). Tout en ouvrant une ère nouvelle dans la prise de possession par l'humanité des forces de la nature, elle a eu des suites fatales, puisqu'elle a créé en même temps un danger non pas seulement pour le destin de la science, mais pour l'existence même de la civilisation, pour l'existence de l'humanité.

L'entrée dans ce monde des « jumeaux » — le neutron et le positon — et la mise en évidence de la radioactivité artificielle étroitement liée à ces particules ont illuminé d'un jour radieux le monde de la science ; mais cet événement fut comme assombri par un sort (comme dans le conte de Perrault), dont l'effet plane encore sur le destin de la science d'aujourd'hui.

Dans la science comme dans la vie des peuples, la nouvelle ère qui a suivi ces remarquables découvertes est marquée par l'accentuation des contradictions, la lutte des principes contraires, des forces de création et des forces de destruction, des forces de guerre et des forces de paix...

---

1. I. Curie et P. Savitch ; L. Meitner, O. Hahn, G. Strassmann.



Les positons et les phénomènes qui leur sont liés ont servi de fil conducteur à Fr. et I. Joliot-Curie pour aboutir aux expériences qui ont montré pour la première fois la possibilité de réaliser des réactions nucléaires produisant diverses substances radioactives que l'on ne trouve pas toutes faites dans la nature.

Les Joliot-Curie ont employé avec un succès extraordinaire les méthodes qui avaient déjà montré dans l'étude du rayonnement cosmique leurs possibilités exceptionnelles, en raison de l'évidence des résultats qu'elles permettent d'obtenir.

Ils ont utilisé pour leurs observations la chambre de Wilson placée dans un champ magnétique, dans laquelle on peut voir la trace laissée par chaque particule individuelle et dans laquelle les traces des positons s'identifient directement par le caractère de la courbure que leur donne le champ magnétique. Dans certaines conditions et dans des cas déterminés, les positons sont de véritables *indicateurs* de la radioactivité artificielle.

Les particularités de la méthode d'observation employée ont permis de mettre en évidence cet indicateur d'une façon immédiate et absolument sûre, puisqu'on provoque de la radioactivité artificielle en bombardant de l'aluminium par des particules alpha dans la chambre de Wilson.

Cette découverte s'est faite en deux étapes. Les positons découverts dans la chambre de Wilson ont d'abord été interprétés comme des produits de la réaction qui se déroule dans les noyaux des atomes d'aluminium lors de leur bombardement par les rayons alpha du polonium, produits formés au moment où ces noyaux sont atteints par les particules qui les bombardent.

C'est ce que signalait la note publiée aux comptes rendus de l'Académie des Sciences le 19 juin 1933.

Mais on a remarqué aussitôt qu'on observe aussi l'émission de positons après que l'agent qui l'a provoquée — le rayonnement X du polonium — a cessé d'agir.

Il a été ainsi établi que, par suite de la pénétration, dans les noyaux des atomes d'aluminium, de bore ou de magnésium, de noyaux d'atomes d'hélium — particules alpha — il se forme des noyaux *radioactifs* de nouveaux isotopes du phosphore, de l'azote ou du silicium (P^{30}, N^{13}, Si ^{27}). On a réussi aussitôt à séparer par voie chimique les nouvelles substances radioactives des substances dans lesquelles elles s'étaient formées, ce qui a été d'une grande importance.

Ces premières substances activées artificiellement ont été tout de suite suivies par beaucoup d'autres.

En définitive, il a été possible pour la première fois de créer à l'aide d'une cause extérieure la radioactivité de certains noyaux atomiques pouvant subsister un temps mesurable en l'absence de la cause excitatrice (15 janvier 1934).

En commentant ainsi la description de leurs résultats, les auteurs de ces travaux résumaient l'essence de leur découverte.

Cependant, la phrase citée ne fait ressortir qu'un des deux aspects de cette découverte capitale, sans doute la plus importante du point de vue pratique.

Mais il y a aussi un autre aspect, dont il est difficile de surestimer l'importance de principe.

Comme nous l'avons déjà souligné, les particules émises lors de la désintégration des radioisotopes artificiels obtenus par les Joliot-Curie sont des

positons, particules qui se distinguent des électrons habituels — les négatons — par le signe de leur charge électrique.

Ainsi, en même temps que la possibilité de faire la synthèse artificielle de substances radioactives, on avait découvert en fait une nouvelle espèce de radioactivité, la radioactivité bêta-positive.

Du point de vue purement théorique, cela représentait un élargissement substantiel de nos représentations sur la nature des transformations radioactives et le passage à un nouveau degré dans le développement de la théorie quantique de l'électron.

Du point de vue expérimental, cela ouvrait de nouvelles possibilités pour l'étude des phénomènes liés aux positons, puisque cela mettait entre les mains des expérimentateurs de nouvelles sources, plus puissantes, d'émission de positons, ce qui a été souligné par les auteurs dans la première note citée plus haut.



Comme on le sait, c'est le développement logique et la combinaison de la théorie des quanta et de la théorie de la relativité qui ont conduit aux conceptions théoriques sur le positon. Edifiée sur cette base, la théorie de cette classe spéciale de particules dont relèvent aussi, en particulier, les électrons (décrits par les équations bien connues de Dirac), conduit à l'idée qu'aux particules s'opposent des « antiparticules ». Dans le cas de particules chargées, ce sont les particules positives et négatives (en particulier, les positons et les électrons-négatons, qui ne diffèrent que par le signe de leur charge).

Considérer le positon comme un « anti-électron » fait partie depuis longtemps déjà des notions de base de la physique nucléaire et est devenu tout à fait habituel.

Mais au moment des travaux fondamentaux des Joliot-Curie, cela paraissait révolutionnaire.

Maintenant que les observateurs ont découvert dans les rayons cosmiques tout un assortiment de nouvelles particules élémentaires — il est vrai de type spécial, instables (c'est-à-dire en fait radioactives) — l'introduction d'une nouvelle particule dans l' « inventaire » des notions physiques ne semble plus un événement aussi exceptionnel. Mais il n'a pas été facile de faire le premier pas vers la « reconnaissance » d'une nouvelle particule élémentaire, différente des particules habituelles.

C'est le développement logique des idées propres à la théorie de Dirac, publiée dès 1928-1930, qui a conduit à conclure à l'existence du positon. Mais cette conclusion a suscité alors une attitude de scepticisme et l'auteur de la théorie lui-même a tenté d'abord d'en trouver une interprétation qui lui épargnât la nécessité de reconnaître l'existence d'une nouvelle particule hypothétique.

Les positons n'ont reçu droit de cité dans la physique que lorsque K. Andersen, Blackett et Occhialini en eurent découvert dans le rayonnement cosmique.

A la suite des travaux des Joliot-Curie et d'autres auteurs et, pour une part notable, grâce au fait qu'on a commencé à se servir de substances radioactives artificielles pour produire des positons, il est devenu possible d'étudier en détail les phénomènes liés aux positons.



Le positon est l' « antiparticule » du négaton ; il assure la symétrie (au point de vue du signe de la charge) des processus élémentaires qui se déroulent dans la nature et qui sont liés à l'échange de quanta de charge électrique.

Le neutron, subissant la désintégration bêta ordinaire, se transforme en proton, en émettant simultanément le négaton créé au cours de ce processus (acte élémentaire de la désintégration bêta ordinaire).

A l'inverse, le proton (s'il a la possibilité d'absorber l'énergie nucléaire nécessaire) peut se transformer en neutron en émettant un positon (transformation bêta découverte par les Joliot-Curie).

L'émission (dans ce dernier mode de transformation radioactive) d'une charge positive, d'après la théorie, est équivalente à l'absorption d'une charge négative de grandeur égale.

Les expériences des Joliot-Curie ayant établi l'existence de la désintégration bêta avec émission de positons, on pouvait dès lors (en se fondant sur des considérations théoriques) prévoir l'existence d'un autre genre de transformations. inverse des processus bêta ordinaires, à savoir la transformation d'un des protons en neutron à l'intérieur du noyau atomique par *absorption* d'un électron négatif ordinaire pris à l'extérieur.

Cet électron qui, « capturé » par le noyau, est capable d'entraîner la transformation décrite, peut (d'après les calculs théoriques) être l'électron le plus proche du noyau atomique, l'un des deux électrons K qui forment la couche interne, la plus profonde, de l'enveloppe d'électrons qui entoure le noyau de l'atome.

Le phénomène même de la « capture K » (analogue direct de la désintégration par émission de positons découverte par les Joliot-Curie) lié à la transformation radioactive correspondante, a été découvert en 1937-38 (Alvarez, Williams) et joue maintenant un rôle important dans la physique nucléaire. La « capture K », comme la désintégration bêta par émission de positons, est liée à la transformation d'un atome d'un élément en un atome de l'élément qui le précède dans la classification de Mendeleev.

L'étude des phénomènes liés aux positons s'est enrichie dans ces toutes dernières années de nouvelles observations tout à fait intéressantes. En irradiant un gaz (l'azote par exemple) par un flux de positons émis par du sodium radioactif (^{22}Na) et en lui faisant absorber les positons, il a été possible de former un composé de cette particule avec l'électron. Rencontrant un électron, un positon peut, dans certaines conditions, s'unir à lui et former avec lui (grâce à l'action des forces d'attraction entre les charges électriques, positive et négative, des deux particules) un système quantique, en fait semblable à l'atome d'hydrogène, mais presque deux mille fois plus léger.

Il s'est trouvé que certaines particularités quantiques spécifiques du mouvement de ces deux partenaires en interaction mutuelle (positon et négaton) assurent dans les cas favorables la stabilité relative de ce système : l'atome d'un gaz électronique artificiel, le « positonium » (Deutsch, 1951).

Cette stabilité n'est que relative. Elle n'assure à cet atome artificiel, composé seulement d'électrons, que la possibilité d'exister un intervalle de temps infime de l'ordre d'un dix-millionnième de seconde. Avec la technique moderne, cette durée est cependant suffisante pour qu'on observe la formation de ce gaz

artificiel et extrêmement instable et qu'on étudie ses propriétés. L'étude du comportement de ce gaz (« orthopositonium ») et de sa désintégration, liée à la formation et à l'émission de *trois* quanta de rayonnement électromagnétique, photons d'énergie élevée, présente un grand intérêt pour la physique des phénomènes quantiques.



La découverte fondamentale en 1934 par I. et Fr. Joliot-Curie de la nouvelle espèce de radioactivité a aussitôt déclenché en différents pays une série de travaux remarquables, qui ont conduit en fin de compte à la découverte des moyens d'utiliser l'énergie « atomique », comme nous l'avons déjà rappelé, et à la découverte de nouveaux phénomènes nucléaires d'une importance primordiale.

Tout de suite après la découverte des Joliot-Curie, la radioactivité artificielle et les méthodes des indicateurs radioactifs et d'analyse radioactive ont été employées en Italie avec un succès extraordinaire, par Fermi et ses collaborateurs, pour l'étude des neutrons.

Fermi et ses collaborateurs ont découvert que les neutrons, si on les ralentit jusqu'à des vitesses très petites (relativement), jusqu'à la vitesse de l'agitation thermique des molécules (de l'ordre du kilomètre par seconde), acquièrent la capacité de réagir très facilement avec les noyaux atomiques et montrent une tendance à s'unir à eux. Ralentis jusqu'à ces vitesses, ils deviennent des agents tout à fait efficaces de la radioactivité artificielle. Outre cela, il apparaît une sélectivité définie dans la tendance d'un noyau donné à former des composés avec le neutron, sélectivité nettement exprimée et liée aux particularités individuelles de la structure de ce noyau. Les noyaux atomiques qui se trouvent dans le flux de neutrons ralentis choisissent dans ce flux les neutrons qui se meuvent à une certaine vitesse rigoureusement définie (et caractéristique pour chaque noyau considéré) et ils les capturent avec violence.

Les niveaux d'énergie, et par conséquent les vitesses des neutrons auxquelles un neutron est capturé par les noyaux atomiques d'un milieu donné par absorption sélective, par « résonance », varient dans certaines limites, selon la nature de l'absorbant. Le cadmium, par exemple, est caractérisé par une bande d'absorption sélective des neutrons située dans le « domaine thermique » des vitesses, ce qui est largement utilisé, en particulier dans les installations énergétiques nucléaires.

Les découvertes de Fermi, qui ont suivi immédiatement les travaux de base de I. et Fr. Joliot-Curie, ont fait faire un pas en avant substantiel au développement de la physique nucléaire.



Un autre exemple des nouveaux résultats remarquables qui se rattachent directement à l'étude de la radioactivité artificielle, devenue générale à travers le monde, peut être donné par la découverte de l'isomérie nucléaire des substances artificiellement activées. Les Koustchatov, Roussinov et d'autres (en U.R.S.S.) ont observé pour la première fois ce phénomène en 1935 dans le cas du brome radioactif (^{80}Br). Il s'agit de l'existence d'états métastables dans lesquels le noyau peut se trouver pendant une longue période, dans le cas considéré pendant quatre heures et demi environ.

Si le brome radioactif (^{80}Br) se forme dans son état fondamental, il se désintègre en un certain temps (en moyenne 20 minutes environ) avec émission, dans la grande majorité des cas, d'un électron négatif, ce qui entraîne sa transformation en krypton.

Mais si, lors de sa formation, le noyau de ^{80}Br garde un excès défini d'énergie et se trouve en état « d'excitation », métastable, alors la désintégration bêta et sa transformation en noyau de krypton sont retardées jusqu'à ce que le noyau de l'atome de brome soit libéré de l'énergie en excès qui lui a été communiquée, par exemple par émission de quanta de rayonnement électromagnétique — photons d'énergie élevée —, ce qui exige en moyenne quatre heures et demie environ.

En même temps, il est vite apparu que le phénomène d'isomérie a un caractère universel. Il est très largement répandu parmi les représentants de l' « assortiment » actuellement connu d'isotopes radioactifs de différents éléments.

Pour expliquer le phénomène, Weiszacker a proposé une hypothèse, dont la justesse ne fait actuellement aucun doute. Nous avons maintenant une théorie qui permet d'utiliser largement ce phénomène pour l'étude des états quantiques des noyaux atomiques.

Dans le cas de l'isomérie, il s'agit d'états définis, métatastables, à partir desquels le noyau considéré ne passe à l'état fondamental qu' « à contre-cœur ». Ce passage est rendu plus difficile par l'action de certaines « interdictions » spécifiques et ne se réalise qu'avec une lenteur inhabituelle pour les processus nucléaires, par suite de quoi les noyaux excités de façon convenable s'attardent dans de tels états métastables pendant la période prolongée qui est nécessaire à la réalisation de la « transition isomérique », avec émission d'un photon de rayonnement gamma.

Selon les idées de Weiszacker, la possibilité d'existence de tels processus de rayonnement à « émission retardée » dans les « transitions isomériques » peut être expliquée si une petite différence entre les énergies des deux états (métastable et normal) se combine avec une différence très notable entre les nombres quantiques caractérisant le mouvement rotatoire du noyau, c'est-à-dire s'il existe une différence substantielle entre les états des mouvements rotatoires du noyau dans son état fondamental et de son isomère.

La signification de l'isomérie nucléaire, en liaison avec les problèmes de la structure des noyaux, commence à s'éclaircir dans ces tout derniers temps.

La réunion des conditions dont il vient d'être parlé, et qui sembleraient difficilement compatibles, trouve apparemment son explication dans les nouvelles idées sur le modèle de structure des noyaux. Elle manifeste sans doute certains traits caractéristiques de la structure des systèmes nucléaires et des lois des forces nucléaires qui ont été mises en évidence par les recherches les plus récentes.



Nous avons donné quelques exemples de découvertes et d'observations étroitement liées à l'emploi de la radioactivité artificielle.

Mais nous n'avons abordé qu'un cercle limité de phénomènes.

Or les résultats de l'emploi en physique de la radioactivité artificielle, multipliés par la technique moderne, ne peuvent plus être embrassés du regard. Combinés avec les méthodes nouvelles d'action sur les noyaux atomiques, utilisant les procédés les plus modernes d'accélération des particules nucléaires et les

réacteurs nucléaires, les phénomènes de radioactivité artificielle s'étendent dans diverses directions de recherches nucléaires et deviennent la base de ces recherches sur le front d'étude des réactions nucléaires le plus large. Il devient impossible de suivre même les lignes fondamentales de cette extension.

Cependant, si l'on tente de faire un bilan général de l'apport fait à la science de la matière par vingt années d'observations comportant l'emploi de la radioactivité artificielle, on peut définir ce bilan comme le passage à une nouvelle étape dans la solution des vastes problèmes déjà posés au siècle dernier, et auxquels se rattache le nom de Mendeleev.

Le système des éléments, tel qu'il a été donné par Mendeleev, fournit en fait le fondement d'un programme grandiose de généralisations et de synthèses de nos connaissances sur la matière, programme dont le cadre s'élargit à mesure que ces connaissances s'accumulent, mais dont l'actualité subsiste aujourd'hui encore.

L'apport dû à la théorie des quanta, qui a permis d'achever une étape très importante dans la réalisation de ce programme, apport lié au nom de Bohr, est considérable. Mais nous savons que les résultats obtenus par l'achèvement de cette étape ne sont en fait que très superficiels. Ils ne concernent que le vêtement extérieur des atomes de la matière, leur « vêtement d'électrons ».

Il s'agit maintenant de mettre en évidence la structure des noyaux atomiques et d'expliquer leurs propriétés sur la base de la théorie de ces structures.

Les progrès de la physique nucléaire, et en particulier de la théorie de la radioactivité, ont eu pour résultat le passage à l'étape suivante.

La découverte de la radioactivité naturelle a déjà apporté des modifications notables au tableau de Mendeleev, pour autant qu'elle a été liée à la découverte d'une série d'éléments nouveaux : le polonium, le radium, le radon et d'autres encore, et pour autant (ce qui, bien entendu, est l'essentiel) qu'elle a entraîné la notion de la variabilité des éléments et de l'isotopie.



Mais la découverte de la radioactivité artificielle conduit à cet égard à de nouveaux résultats d'une grande importance de principe.

L'élément qui se trouvait à la limite du système de Mendeleev et qui occupait la 92e case de ce tableau était l'uranium (numéro atomique $Z = 92$).

Par l'union d'un neutron et d'un noyau d'uranium (^{238}U), on a réussi à transformer artificiellement ce dernier en un nouvel isotope radioactif ^{239}U. Le noyau de ^{239}U, qui a tendance à se débarrasser du neutron en excès qui lui a été imposé, le convertit en proton, avec émission d'un négaton. Le résultat est la désintégration bêta de l'uranium 239 et la formation d'un élément *transuranien*, le neptunium, qui occupe la 93e case du système de Mendeleev et engendre spontanément à son tour, par émission d'un électron, l'élément transuranien suivant, le plutonium ($Z = 94$), découvert par Seeborg en 1940.

Les transuraniens radioactifs suivants ont été obtenus par diverses méthodes et à diverses époques, comme produits des réactions nucléaires ; il s'agit de l'américium, du curium, du berkelium, du californium et, enfin, à en juger d'après les dernières communications (1954), des éléments de numéros atomiques $Z = 99$ et 100.

Une nouvelle page de l'étude des séries radioactives est ouverte.

Le neptunium (^{237}Np) synthétisé artificiellement est le père d'une nou-

velle série de générations radioactives comprenant 12 éléments et se terminant par les isotopes radioactifs du thalium (^{209}Tl) et du plomb (^{209}Pb) [1].

A côté de cela, se remplissaient les cases qui étaient restées vides dans le tableau de Mendeleev, par suite du fait que (comme nous le savons maintenant) les éléments correspondants ne sont représentés que par des isotopes radioactifs artificiels.

Les chercheurs obtiennent l'un après l'autre ces nouveaux éléments : le technecium ($Z = 43$), le promethium ($Z = 61$), l'astatine ($Z = 85$), etc...

Ainsi se complètent nos connaissances sur le système périodique des éléments de Mendeleev, considéré sous l'aspect où il a été établi par son auteur lui-même.

Sous cet aspect, la multiformité des atomes de la matière devient homogène. Les atomes se distinguent par un seul paramètre, le numéro d'ordre de l'élément dans le système périodique, le nombre atomique (ou, ce qui revient au même, par le nombre des protons du noyau atomique).

En tenant compte de la structure nucléaire, on peut considérer les atomes comme classés en deux catégories, leurs divers représentants étant distingués par deux paramètres, par exemple Z et A, où A est le nombre de masse (le nombre entier le plus proche du poids atomique), ou bien Z et N, où N est le nombre des neutrons du noyau atomique [2].

Les problèmes de la systématique des isotopes, c'est-à-dire des lois d'un tel système généralisé, présentent aujourd'hui une actualité particulière.

Les diverses réactions nucléaires, unies aux processus de radioactivité artificielle qu'elles provoquent, ont conduit à ce résultat que le système des « nuclides » comprend maintenant plus de mille représentants de structures nucléaires (800 d'entre eux sont radioactifs).

La liste de ces structures s'est enrichie sans cesse au cours des dernières années, en particulier depuis la guerre.

Par exemple, on connaît déjà maintenant douze isotopes du technecium (sans compter ses isomères), alors que le technicium a été obtenu pour la première fois en 1937.

Le francium ($Z = 87$), découvert en 1939 par M. Perey dans la série naturelle de l'actinium, est représenté à l'heure actuelle par huit isotopes.

La technique actuelle de transmutation des atomes, unie et combinée avec les processus spontanés des transformations radioactives artificielles, représente des possibilités exceptionnelles pour obtenir de nouvelles espèces de noyaux atomiques, et édifier par voie artificielle de nouvelles structures nucléaires généralement instables, c'est-à-dire radioactives.

Les rayonnements radioactifs, pour autant qu'ils sont liés à la transformation des atomes les uns dans les autres, permettent de multiplier le nombre des structures nucléaires dans la collection des « nuclides » et, par là, d'enrichir nos connaissances sur la structure des systèmes nucléaires.

D'un autre côté, les rayonnements radioactifs jouent par eux-mêmes un rôle d'une importance exceptionnelle en ce qui concerne la possibilité d'étudier ces structures.

---

1. Les nombres de masse des atomes de cette série s'expriment par la formule $A = 4n + K$, où n est un entier différent pour les différents membres de cette série et $K = 1$. Parmi les familles radioactives naturelles on ne connaissait que trois séries caractérisées par des valeurs de $K = 0, 2$ et 3.

2. On appelle isotopes les atomes qui ont le même Z et des N différents et isobares les atomes qui ont le même A et des Z et N différents ; $A = Z + N$.

Les particules bêta expulsées par l'atome par suite des modifications radioactives et comportant un assortiment d'électrons de vitesses définies, de même que les quanta de rayonnement électromagnétique — photons de fréquences définies —, constituent des signaux originaux grâce auxquels l'observateur est informé des processus qui se déroulent dans le noyau atomique en cours de réorganisation et des états successifs par lesquels il passe. Perçus et déchiffrés à l'aide des moyens achevés de la spectroscopie nucléaire moderne, ces signaux donnent les renseignements les plus précieux sur les états quantiques des noyaux atomiques. Aujourd'hui on dispose d'une documentation gigantesques sur les caractéristiques quantiques des noyaux. On en a déjà déduit une série de conclusions.

Mais il reste encore à résoudre les plus importants problèmes que pose la synthèse des conclusions à partir de ces données.

Cette synthèse, dont les résultats seront d'une part la découverte de la nature des forces nucléaires et d'autre part l'élucidation complète des lois des structures nucléaires, de même que la solution du problème de la genèse des éléments chimiques, etc..., sera une nouvelle étape essentielle dans la construction de l'édifice majestueux dont les fondements ont été posés par Mendeleev.



Nous avons parlé ici (avec briéveté et peut-être quelque étroitesse) de l'influence de la radioactivité sur le progrès et le développement des idées en physique (dans le domaine de la théorie du noyau atomique), mais nous n'avons fait que mentionner en passant un des côtés essentiels de cette influence, liée à l'utilisation de l'énergie atomique.

Or, on sait que la radioactivité artificielle a trouvé l'emploi le plus vaste dans les branches les plus diverses de la connaissance et de la technique.

Les signaux émis par les atomes, lors de leur désintégration sous forme de rayonnements radioactifs pénétrants, permettent de suivre ces atomes et de les utiliser, en quelque sorte, comme des balles traceuses. Ils nous donnent par là la possibilité de suivre le déroulement des processus chimiques, biologiques, métallurgiques, etc... les plus divers. La méthode des indicateurs radioactifs — des atomes marqués — est appliquée largement à tous ces domaines ; elle constitue un moyen extrêmement puissant de résoudre des problèmes très complexes, comme l'échange de matières dans les organismes, la photosynthèse, la diffusion (en particulier l'autodiffusion dans les solides), le contrôle de divers processus technologiques, l'étude des réactions chimiques, les processus métallurgiques, etc...

D'un autre côté, les radiations radioactives, du fait qu'il est possible de disposer de sources de grande activité spécifique, sont largement utilisées pour elles-mêmes en médecine, en technique (par exemple pour l'examen défectoscopique des matériaux et objets), dans les prospections géologiques, pour la conservation de denrées périssables, dans la technique des mesures, etc...

Nous sommes obligés de nous borner ici à une simple énumération d'exemples, et d'exemples pris au hasard, car ces questions sortent du sujet de cet article et on pourrait écrire sur elles (on l'a déjà fait) des volumes entiers.

Du point de vue pratique, ce qui ouvre le plus de perspectives, ce qui promet des fruits particulièrement précieux pour le bien de l'humanité, c'est peut-être l'emploi des atomes radioactifs artificiels en biologie ainsi que dans les sciences

appliquées et la technique qui s'y rattachent, dans la médecine et l'agrotechnique.

Le fait que l'on peut aujourd'hui disposer des radioisotopes artificiels d'éléments comme le carbone, l'azote, le phosphore, l'iode, éléments qui entrent dans la composition de l'organisme des animaux, des plantes et des substances qui les nourrissent, ce fait revêt une importance capitale.

De semblables radioisotopes peuvent rendre — et rendent déjà — des services inappréciables comme indicateurs pour l'étude des processus fondamentaux de la nature vivante et aussi pour la recherche des méthodes d'action sur ces processus et des moyens de les diriger.

Des substances comme, par exemple, le radio-iode sont, de plus, largement utilisées aussi comme médicaments, en tant que source de radiations (en particulier, on obtient de grands succès dans le traitement des maladies de la glande thyroïde).

Cependant, ces substances, utilisées en grandes quantités, peuvent être aussi employées à détruire l'organisme, à détruire les tissus de l'homme et des animaux ; elles peuvent faire office de poisons d'une force considérable.

D'un côté, elles recèlent un principe de vie, qui libère l'humanité des maladies ; de l'autre côté, ce sont des armes mortelles d'extermination massive.

Les substances, — naturelles ou synthétisées par l'intermédiaire de la radioactivité artificielle —, qui peuvent (grâce à l'emploi des neutrons) être utilisées pour libérer l'énergie nucléaire — ce qu'on appelle le « carburant nucléaire » —, représentent une source d'énergie bienfaisante pour l'humanité, mais en même temps un explosif d'une puissance destructive effroyable.

Ces contradictions, auxquelles conduit actuellement le progrès de la science, ne peuvent pas être tolérées plus longtemps.

Il dépend de la raison humaine et de la volonté des meilleurs citoyens de tous les pays du monde, qui s'unissent aujourd'hui sous le drapeau de la lutte pour la paix, que ces contradictions soient éliminées.

Le danger, dont nous avons parlé en commençant et qui plane aujourd'hui sur les plus importantes découvertes des savants, doit être écarté.

La menace et la possibilité même d'utiliser les progrès scientifiques à des fins guerrières qui causeraient à l'humanité des maux incalculables, doivent être abolies à jamais.

On peut trouver — et on trouvera — le moyen d'aboutir aux formes d'association et de collaboration des nations qui libèreront l'humanité et la science de cette menace et créeront par là les conditions requises pour que soient utilisées toutes les possibilités de la science pour le bien — et pour le bien seulement — de l'humanité.

Comment en douter lorsqu'aux premiers rangs de ceux qui luttent pour cette cause se trouvent des personnalités aussi éclairées et des savants aussi grands qu'Irène et Frédéric Joliot-Curie, qui ont ouvert à la science ces voies d'une largeur immense, vers les sommets rayonnants de la connaissance ?

28 августа 1954. Д. Скобельцын

LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCOUVERTE DE LA RADIOACTIVITÉ ARTIFICIELLE

par Eugène COTTON

Il y a vingt ans, le 14 janvier 1934, une Note présentée à l'Académie des Sciences apportait au monde la nouvelle d'une grande découverte française, celle de la radioactivité artificielle par Frédéric et Irène Joliot-Curie. L'importance de cet événement scientifique a été considérable, tant par ses conséquences pour l'étude des noyaux atomiques que par ses applications bienfaisantes. Il nous semble particulièrement nécessaire de rappeler ici cette grande contribution de nos compatriotes au moment où il est de bon ton, dans certains milieux, de proclamer la faillite de la science française.

Notions sur la structure de la matière : atomes et noyaux

Pour bien comprendre l'importance de cette découverte il est indispensable de connaître les grandes lignes de nos connaissances actuelles sur la structure de la matière. Le grand Paul Langevin avait publié en 1945 sur ce sujet dans la *Pensée* [1] un article à la fois très accessible et très profond, écrit avec une très grande clarté, et je ne saurais trop conseiller au lecteur de s'y reporter s'il a la chance de pouvoir le consulter. Je ne saurais reprendre ici l'ensemble de la question ; je voudrais cependant rappeler quelques notions essentielles.

On sait aujourd'hui que la matière pondérable est constituée d'atomes dont la petitesse est extrême : un milligramme de carbonne en contient 60 milliards de milliards, et il en faudrait environ cent millions, mis les uns à la suite des autres, pour couvrir un centimètre de longueur. On sait aussi que ces atomes restent inaltérés par les transformations chimiques habituelles et qu'ils ne font que s'associer de différentes manières pour former des molécules qui peuvent ensuite être dissociées. Les atomes de carbone sont les mêmes dans le charbon, dans le gaz carbonique (où ils sont associés chacun à deux atomes d'oxygène), dans l'acide acétique constituant du vinaigre ou dans les protéines qui forment la matière vivante.

Les réactions de la chimie s'expriment comme on le sait par des équations entre symboles, par exemple :

$$C + O_2 = CO_2 + 94 \text{ grandes calories}$$

1. « L'ère des transmutations », *la Pensée*, n° 4, juillet-août-septembre 1945.

équations qui représentent simplement la conservation des atomes au cours de leur passage d'une molécule à l'autre et le bilan en énergie de la réaction. Ainsi l'égalité précédente représente la combustion du carbone pour donner le gaz carbonique avec libération d'énergie.

La réalité des atomes est bien établie aujourd'hui. On connaît même maintenant la structure interne des atomes ; on sait qu'ils sont constitués d'un *noyau* où est concentrée presque toute leur masse, entouré d'un nuage *d'électrons*, chacun de ces électrons étant une particule dont la masse est environ 1.800 fois plus petite que celle de l'atome le plus léger (l'atome d'hydrogène) et qui sont chargés électriquement. Les noyaux sont encore environ de dix mille à cent mille fois plus petits que les atomes, il en faudrait plusieurs milliers de milliards mis à côté les uns des autres pour couvrir un centimètre. Et les noyaux atomiques sont constitués de *protons* (noyaux d'hydrogène, chargés électriquement d'une charge positive) et de *neutrons* (neutres électriquement ayant une masse sensiblement égale à celle des protons). Les différents atomes diffèrent uniquement par le nombre de protons et de neutrons qui sont unis dans leurs noyaux, le nombre d'électrons du nuage étant égal au nombre de protons du noyau, de telle sorte que l'atome est électriquement neutre.

Ainsi, de même que les molécules de la chimie organique, au nombre de centaines de milliers, sont toutes constituées d'atomes de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote et diffèrent par le nombre et la position respective de ces atomes de quatre espèces, les noyaux des atomes sont tous formés de protons et de neutrons en nombre variable. Le noyau d'hydrogène léger est formé d'un proton et zéro neutron, celui d'hélium (que l'on appelle aussi particule alpha) de deux neutrons et deux protons, le noyau d'oxygène 16 de 8 neutrons et de 8 protons, le noyau de radium de 88 protons et de 138 neutrons, le noyau d'uranium 238 de 92 protons et de 146 neutrons. Les transformations de la chimie ordinaire, mettant en jeu des énergies relativement modérées, s'effectuent grâce à des forces liées aux nuages d'électrons périphériques des atomes intéressés et n'affectent pas les noyaux. Le nombre d'électrons étant égal à celui des protons du noyau, deux atomes dont les noyaux ne diffèrent que par le nombre de leurs neutrons ont des propriétés chimiques extrêmement voisines. On les appelle des *isotopes* puisque leurs noyaux ont même charge. Ainsi l'hydrogène lourd ou deutérium, constituant de l'eau lourde, dont le noyau est formé d'un proton et d'un neutron, est un isotope de l'hydrogène. Le tritium ou hydrogène 3 (noyau : 1 proton + 2 neutrons) est un autre isotope. L'uranium 235 (92 protons, 143 neutrons) est un isotope de l'uranium le plus abondant, l'uranium 238 (92 protons, 146 neutrons).

Lorsqu'on fait intervenir des énergies beaucoup plus élevées que celles qui sont libérées ou absorbées dans les réactions chimiques ordinaires, on peut atteindre les noyaux et réaliser des réactions nucléaires, véritables transmutations, au cours desquelles ces noyaux sont transformés les uns dans les autres avec libération ou absorption d'énergie. Le nombre total de neutrons et de protons reste constant (comme le nombre d'atomes de chaque espèce dans une réaction chimique), mais il y a arrangement de ces protons et de ces neutrons.

On peut ainsi représenter la réaction nucléaire azote (7 neutrons, 7 protons) réagissant sur l'hélium (2 protons, 2 neutrons) pour donner de l'oxygène 17 (un isotope de l'oxygène : 8 protons, 9 neutrons) et de l'hydrogène (un proton) par

$$ {}^{14}_{7}N_{7} + {}^{4}_{2}He_{2} = {}^{17}_{8}O_{9} + {}^{1}_{1}H_{0} + Q $$

Les nombres placés en indice représentent les nombres de protons (à gauche) et de neutrons (à droite), le nombre en exposant représente le nombre total de nucléons (neutrons + protons). Il y a bien conservation de tous ces nombres

$$(7 + 2 = 8 + 1\ ;\ 7 + 2 = 9 + 0\ ;\ 14 + 4 = 17 + 1),$$

Q représente l'énergie libérée (ou absorbée si Q est négatif).

De même que les réactions chimiques ordinaires sont très rares au voisinage du zéro absolu (— 273° centigrades), les réactions nucléaires ne se produisent que très rarement aux températures usuelles. Par contre dans les étoiles elles constituent le mécanisme le plus courant.

Les énergies libérées par les réactions chimiques ordinaires ne peuvent communiquer aux molécules formées qu'une vitesse d'agitation thermique accrue, accroissement qui se traduit par un échauffement. Les énergies libérées au cours des réactions nucléaires communiquent aux différents noyaux formés des vitesses qui, pour les fragments les plus légers, peuvent être considérables et atteindre une fraction importante de la vitesse de la lumière.

Notons enfin une transformation très particulière, celle qui correspond dans un noyau à la transformation d'un neutron en proton (ou réciproquement) avec émission d'un électron négatif (ou positif) et d'un *neutrino*[1].

Par exemple pour les phosphores 30 et 32 :

$${}^{30}_{15}\mathrm{P}_{15} = {}^{30}\mathrm{Si}_{16} + {}^{0}_{(1)}e^{+} + {}^{0}_{0}\nu \qquad \text{émission d'électron positif}$$

$${}^{32}_{15}\mathrm{P}_{17} = {}^{32}_{16}\mathrm{S}_{16} + {}^{0}_{(-1)}e + \nu \qquad \text{émission d'électron négatif}$$

Ce sont des transformations spontanées appelées radioactivité bêta (un électron se désigne aussi sous le nom de particule bêta).

Pour des énergies encore plus élevées on peut penser que les protons et les neutrons ne restent pas immuables et qu'ils subissent eux-mêmes des transformations dues à leur structure interne. C'est ce qu'on commence à réaliser aujourd'hui grâce à l'étude du rayonnement cosmique et aux expériences faites avec les accélérateurs donnant des énergies mille fois plus élevées que celles des premiers cyclotrons.

De la radioactivité naturelle aux réactions nucléaires

Tous ces résultats admis aujourd'hui n'ont été acquis que grâce au travail de plusieurs générations de savants et il convient de rappeler quelques-unes des étapes les plus marquantes de cette progression de notre connaissance des atomes et de leurs noyaux.

Rappelons d'abord que la radioactivité naturelle de certains éléments qui se trouvent presque tous à la fin du tableau de la classification périodique établie par le savant russe Mendeleev, avait été découverte aussi en France par Becquerel et Pierre et Marie Curie, à la fin du siècle dernier. Cette merveilleuse propriété de ces éléments (comme l'uranium, le radium, le thorium, le polonium) se traduit par l'émission de rayonnements corpusculaires et électroma-

---

1. Particule neutre dont la masse est très petite et dont la réalité est essentiellement démontrée par des vérifications indirectes.

gnétiques : les rayons alpha, bêta et gamma. Certains de ces rayonnements, extrêmement pénétrants, traversent des épaisseurs importantes de matière et on sait que c'est l'observation de l'action de ces rayonnements sur une plaque photographique enveloppée de papier noir qui a permis la mise en évidence de la radioactivité.

L'identification des rayonnements put se faire relativement vite et Lord Rutherford montra que le rayonnement alpha était constitué d'atomes d'hélium deux fois ionisés, les rayonnements bêta d'électrons et que le rayonnement gamma était de même nature électromagnétique que les rayons X, mais généralement beaucoup plus pénétrant. L'énergie libérée par ces rayonnements fut mise en évidence déjà sous forme thermique par échauffement d'un calorimètre et la transmutation de ces éléments radioactifs en d'autres éléments radioactifs ou non fut également démontrée.

Et l'on arriva en moins de vingt ans, grâce essentiellement aux travaux de Pierre et Marie Curie et de leurs collaborateurs en France et ceux de Rutherford et de ses élèves en Angleterre, à la compréhension de la radioactivité qui s'interprétait avec une merveilleuse clarté en supposant qu'elle était due à la désintégration spontanée des noyaux des atomes radioactifs, désintégration liée à l'instabilité de ces noyaux qui ont une probabilité définie de se transformer en noyaux plus stables, en libérant une énergie qui correspond à la différence des énergies de liaison de ces noyaux.

La radioactivité s'interprète d'après nos connaissances actuelles. La désintégration du radium par exemple est une réaction nucléaire spontanée (le noyau de radium étant instable) qui s'écrit :

$${}^{226}_{88}Ra_{138} = {}^{4}_{2}He_{2} + {}^{222}_{86}Rn_{136} \qquad \text{(radioactivité alpha)}$$

(radium) = (particule alpha) + (radon)

celle du radium E, (descendant du radium et isotope du bismuth)

$${}^{210}_{83}Bi = {}^{210}_{84}Po + {}^{0}_{-1}e + \nu \qquad \text{(radioactivité bêta)}$$

(radium E) = (polonium) + (électron particule bêta) + (radioactivité bêta)

La mise en évidence de ces noyaux instables montrait à la fois l'existence propre des noyaux des atomes et la complexité de ces noyaux eux-mêmes, elle apportait la preuve des énergies immenses contenues dans ces noyaux et de leur libération dans certaines conditions [1]. L'étude des minerais radioactifs permettait d'évaluer l'âge de la terre et l'action biologique des rayonnements ouvrait la voie au traitement de cette redoutable maladie qu'est le cancer. Les rayons gamma permettaient de radiographier de grosses pièces métallurgiques impénétrables aux rayons X. Sur le plan de la connaissance des lois de la nature comme sur celui de l'action de l'homme sur la nature, la radioactivité ouvrait des perspectives nouvelles et d'une ampleur exceptionnelle.

---

1. La correspondance entre l'énergie libérée et la diminution de l'énergie ou de la masse inerte des noyaux vérifiait la loi de relativité d'Einstein-Langevin $W = mc^2$, montrant la nouvelle forme des lois de conservation et l'impossibilité de séparer matière et mouvement conformément aux vues géniales d'Engels. Pour la première fois on observait des transmutations d'une espèce d'atome en une autre : le rêve des alchimistes commençait à se réaliser.

La connaissance des atomes et des noyaux atomiques se développa rapidement au cours des années qui suivirent la guerre de 1914-1918. En 1919 Lord Rutherford put observer pour la première fois une désintégration d'un noyau stable provoquée par bombardement des noyaux d'azote par les particules alpha du Radium C′, substance radioactive naturelle avec formation d'oxygène et d'hydrogène, réaction déjà écrite dans la première partie

$$^{14}_{7}N_7 + ^{4}_{2}He_2 = ^{17}_{8}O_9 + ^{1}_{1}H_0$$

ce que nous appelons aujourd'hui une réaction nucléaire par analogie avec les réactions de la chimie. Mais la physique du noyau prit un essor extraordinaire aux environs de 1930.

Dans les recherches entreprises à cette époque, l'Institut du Radium de Paris, créé après des années de lutte par Marie Curie, joua un rôle de premier plan. Dans ce laboratoire travaillaient deux jeunes chercheurs : Irène Curie, fille des illustres savants et Frédéric Joliot, sortant de l'Ecole de Physique et Chimie et élève de Langevin qui l'avait encouragé à faire de la recherche. Irène Curie avait toujours vécu dans cette atmosphère de passion pour la science et les idées neuves qui caractérisait le foyer de ses parents, elle avait reçu un enseignement secondaire spécial fait de leçons particulières données par des grands savants ; elle avait soutenu une thèse remarquable sur le parcours des rayons alpha du polonium étudiés à la chambre de Wilson. Frédéric Joliot apportait, avec sa formation d'ingénieur dépassée par l'ampleur de ses vues théoriques et son génie de chercheur, des qualités non moins exceptionnelles. Sa thèse très brillante portait sur les propriétés électrochimiques des radioéléments. Mariés, ils collaborèrent dans leurs travaux et s'orientèrent eux aussi dans la voie de ces recherches qui ont permis d'améliorer considérablement nos connaissances sur la structure des noyaux.

Notamment ils montrèrent dès 1930 que le rayonnement découvert par Bothe et Becker en bombardant du béryllium par des particules alpha était de nature corpusculaire, contribuant ainsi de manière essentielle à la découverte du neutron achevée par l'Anglais Chadwick en 1932. Frédéric Joliot montra aussi en 1933 la formation d'électrons positifs en même temps que d'électrons négatifs lors de la création de paires par le rayonnement gamma, électrons positifs dont la présence dans le rayonnement cosmique avait été mise en évidence par l'Américain Anderson.

La découverte de la radioactivité artificielle s'insère dans le cadre de ces particules :

En 1932 les physiciens anglais Cockroft et Walton avaient réussi à provoquer une réaction nucléaire en utilisant comme projectiles non plus, comme Rutherford, des particules alpha émises par un élément radioactif naturel, mais des protons (noyaux d'hydrogène) qu'ils formaient en produisant une décharge dans l'hydrogène et qu'ils accéléraient sous une différence de potentiel de plusieurs centaines de milliers de volts. Ce procédé, qui est utilisé couramment aujourd'hui dans les accélérateurs de type Van de Graaff avec des tensions de plusieurs millions de volts, permet de faire varier de manière continue l'énergie des projectiles utilisés, il permet aussi d'obtenir des projectiles beaucoup plus nombreux que ceux que produisent les sources radioactives habituelles. La réaction provoquée était la transmutation par proton du lithium en deux particules :

$$^{7}_{3}Li_4 + ^{1}_{1}H_0 = ^{4}_{2}He_2 + ^{4}_{2}He_2$$

Cette belle réussite ainsi que la découverte du neutron par Bothe, Becker, Irène et Frédéric Joliot-Curie et Chadwick orienta davantage encore les recherches des laboratoires de radioactivité vers l'étude des transmutations provoquées. L'Américain Lawrence avait conçu dès 1929 le principe du cyclotron qui permettait d'accélérer par impulsions successives, ne nécessitant que quelques dizaines de milliers de volts, des projectiles nucléaires comme les protons et de leur communiquer ainsi la même énergie qu'une différence de potentiel de plusieurs millions de volts appliquée une seule fois.

Le premier cyclotron commença à fonctionner dès 1930 et en 1932 il permettait déjà d'obtenir des projectiles correspondant à une accélération de plus de 3 millions de volts.

La Radioactivité artificielle

A l'Institut du Radium, Frédéric et Irène Joliot-Curie ne disposaient d'aucun de ces accélérateurs de particules qui fournissent aisément plus de mille milliards de projectiles par seconde émis dans une direction bien définie. Ils avaient préparé des sources très intenses de polonium (plusieurs centaines de millicuries) ; cette source n'émettait malgré son intensité exceptionnelle que 50 milliards de particules alpha par seconde dans toutes les directions (énergie correspondant à une accélération sous 5,3 millions de volts). Ils ont utilisé des sources de ce type pour l'étude des neutrons formés par bombardement du béryllium (ou glucinium). Poursuivant leurs recherches en 1933, ils constatèrent que le béryllium, le bore, l'aluminium bombardés par ces particules alpha donnaient lieu à l'émission d'électrons positifs.

Ils pensèrent d'abord que ces électrons positifs étaient formés instantanément lors de la réaction nucléaire. Mais au cours d'essais effectués pour déterminer l'énergie minimum nécessaire aux particules alpha pour provoquer dans l'aluminium l'émission d'électrons positifs, ils constatèrent que cette émission n'était pas instantanée. Elle se produisait seulement après quelques minutes d'irradiation et se poursuivait quelque temps après la fin de l'irradiation. L'étude de la décroissance avec le temps du nombre d'électrons positifs émis par la feuille d'aluminium irradiée montra que cette décroissance était exponentielle, comme la décroissance de l'émission d'une substance radioactive naturelle. La formation de la substance émettrice d'électrons positifs obéissait également à des lois analogues à celles qui régissent la formation d'un émetteur radioactif à vie courte à partir d'un autre émetteur à vie très longue, qui se désintègre avec un taux constant pendant la durée de l'expérience. Les savants français conclurent de ces expériences, répétées sur le bore et le magnésium, que le bombardement par particules alpha donnait lieu à une transmutation aboutissant à la création d'éléments radioactifs ayant les propriétés chimiques d'éléments connus et dont ils sont des isotopes nouveaux, n'existant pas dans la nature en quantité appréciable. Frédéric et Irène Joliot-Curie ont pu par examen des différentes réactions possibles dans chacun des trois cas envisagés [1] supposer que les corps formés étaient constitués pour

---

1. Par exemple la réaction sur l'aluminium s'écrit

$${}^{27}_{13}Al_{14} + {}^{4}_{2}He_{2} = {}^{30}_{15}P_{15} + {}^{1}_{0}n_{1} \text{ (neutron)}$$

la radioactivité du phosphore 30 s'écrivant

$${}^{30}_{15}P_{15} = {}^{30}_{14}Si_{16} + {}^{0}_{(1)}e^{(+}_{0} + \nu$$ (voir au début de cet article les notations).

le magnésium bombardé par un silicium radioactif de masse atomique 27 (masse des siliciums naturels 28, 29, 39) ; pour le bore par un azote radioactif de masse 13 (azote naturel 14 et 15) et pour l'aluminium par un phosphore de masse 30 (phosphore naturel 31). Et par des opérations chimiques délicates et minutieuses ils montrèrent que les radioéléments formés avaient effectivement les propriétés chimiques du silicium de l'azote et du phosphore, ce qui représentait une vérification indiscutable de leur découverte.

Il faut lire les mémoires qui ont relaté les expériences et leurs conclusions, note aux comptes rendus de l'Académie des sciences en date du 14 janvier, article détaillé au *Journal de Physique* et *Le Radium* dans son numéro d'avril 1934. La concision, la précision de la rédaction, le poids des arguments scientifiques invoqués et la vérification minutieuse de toutes les hypothèses constituent un modèle de valeur scientifique. La sobriété avec laquelle l'importance de cette découverte est évoquée montre bien la simplicité propre aux véritables savants. D'ailleurs la réalité de la radioactivité artificielle fut admise d'emblée par les milieux scientifiques du monde entier, les expériences de Frédéric et Irène Joliot-Curie furent reprises et vérifiées dans tous les laboratoires spécialisés et notamment par Cockroft et Walton. La radioactivité artificielle mise en évidence, les radioéléments nouveaux allèrent en se multipliant avec toutes leurs applications sur lesquelles nous reviendrons. Dès 1935 les deux savants français recevaient le prix Nobel de chimie, la plus haute distinction scientifique qui venait pour la troisième fois récompenser le génie et le travail de chercheurs de la même famille.

La possibilité de créer des isotopes radioactifs des éléments chimiques connus par leurs isotopes stables ne semble pas avoir été sérieusement envisagée avant les expériences de Frédéric et Irène Joliot-Curie. Contrairement à la découverte de l'électron positif et du méson, particules dont l'existence fut prévue par les théoriciens avant leur mise en évidence expérimentale, ce sont les mêmes savants qui ont effectué les expériences et en ont élaboré l'interprétation au moyen d'un mécanisme nouveau, ce qui n'est pas leur moindre mérite. Les éléments radioactifs connus dans la nature sont tous soit de vie moyenne très longue (comme par exemple le thorium ou l'uranium), soit formés par la désintégration de ces corps à vie très longue, ce qui leur permet d'être en équilibre radioactif avec les premiers. Les radioéléments artificiels ont pu exister dans la nature en quantité importante lors de la formation de la terre par exemple, mais leur vie moyenne relativement courte a amené leur disparition et ils n'ont pu se former que fortuitement et en petites quantités avant l'intervention humaine.

Une remarque très importante s'impose lorsqu'on examine par ailleurs les conditions de cette découverte. Le cyclotron américain était en plein fonctionnement en 1934 : dès 1932 les publications signalaient des réactions nucléaires effectuées grâce à cet appareil, par des faisceaux de projectiles de grande énergie et de très grande intensité. Les réactions nucléaires étaient étudiées en détail par les savants américains et cependant c'est en France avec une source radioactive de polonium que la radioactivité artificielle a été trouvée, alors que certains organes mêmes des cyclotrons présentaient certainement une radioactivité intense depuis un ou deux ans. Ce fait montre que si des moyens immenses sont nécessaires aux recherches de physique moderne, ils ne sont pas suffisants. Le rôle de la réflexion, de l'orientation des recherches, de l'analyse de tous les aspects des phénomènes et même de ceux qui semblent, à première vue, accessoires par rapport à la ligne générale des recherches est essentiel.

Sans contester la valeur de la physique d'outre Atlantique, il faut noter que dans certains laboratoires américains, et non des moindres, le physicien nucléaire semble aujourd'hui ravalé au rang de technicien nucléaire, plus soucieux du perfectionnement technique de ses appareils de détection que de l'expérience même qu'il a entreprise et de ses conséquences. Le théoricien évidemment oriente les expériences et les interprète, mais si la collaboration entre théoriciens et expérimentateurs est indispensable aujourd'hui, elle ne saurait empêcher que le physicien qui expérimente soit lui-même en mesure de comprendre les grandes lignes de la théorie de manière à interpréter lui-même un processus inattendu. Telle est la tradition de Pasteur, de Claude Bernard, de Pierre et Marie Curie, de Paul Langevin et de Jean Perrin, tel est l'enseignement que l'on peut aussi tirer de la découverte de Frédéric et Irène Joliot-Curie.

Une autre leçon qui se dégage de l'analyse de la naissance de la physique nucléaire moderne au travers des recherches de Bothe et Becker, de Cockroft et Walton, de Chadwick, de Frédéric et Irène Joliot-Curie et de Fermi, pour ne citer que quelques noms illustres, c'est l'importance du développement harmonieux de la science, développement qui utilise à la fois les traditions nationales comme celles du Cavendish Laboratory de Lord Rutherford et de l'Institut du Radium de Marie Curie et les véritables échanges culturels internationaux conçus sur des bases de réciprocité et de respect de l'originalité des cultures nationales. La découverte de la radioactivité artificielle s'inscrit dans la ligne de progression de la physique nucléaire, elle a profité des progrès réalisés en Angleterre et en Allemagne notamment, mais elle a été rendue possible non par une copie servile de l'organisation des recherches dans d'autres pays, mais par l'application des méthodes de travail françaises appliquées à la résolution des problèmes d'actualité.

Conséquences et applications de la radioactivité artificielle

Dans le développement ultérieur de la physique du noyau, la radioactivité artificielle a joué un rôle de premier plan. Elle a permis de mieux comprendre la constitution des noyaux et par l'étude des nombreux exemples de radioactivité bêta (radioactivité par émission d'électrons positifs et négatifs) elle a permis de vérifier les lois de cette radioactivité liées à la nature même des forces nucléaires. Comme Frédéric et Irène Joliot-Curie le prévoyaient déjà en 1934, on a pu mettre en évidence des corps radioactifs artificiels émetteurs de particules alpha et on a trouvé de nombreuses familles de corps radioactifs artificiels se désintégrant par filiations successives. La radioactivité artificielle a été utilisée pour identifier les réactions nucléaires à l'aide des radioéléments produits. Dans l'étude même de la fission de l'uranium découverte en particulier grâce aux travaux d'Irène Curie et Savitch et de Frédéric Joliot, l'identification chimique des radioéléments produits par la fission a joué un rôle important.

Les applications de la radioactivité artificielle ont été bienfaisantes et innombrables. Il vaut la peine de noter que l'ampleur et l'importance de ces applications a été tout de suite prévue par Frédéric et Irène Joliot-Curie qui écrivaient dans leur mémoire au Journal de Physique, en avril 1934 :

Les énergies et les intensités obtenues actuellement dans les tubes producteurs de particules accélérées permettent de considérer comme proche le moment où on pourra créer, au moyen de ces

particules, des radioéléments d'intensité de rayonnement supérieure à celle des préparations de radioéléments naturels, utilisables pour des applications médicales ou pour d'autres usages.

La radioactivité artificielle a été utilisée par différentes sciences pour suivre, dans des processus chimiques et biologiques, l'évolution d'un élément chimique donné.

En effet, les propriétés chimiques de deux isotopes étant sensiblement les mêmes, il est possible de « *marquer* » un élément chimique en ajoutant au mélange naturel d'isotopes stables une petite quantité d'un isotope radioactif de cet élément, qui le suivra ensuite dans toutes ses transformations chimiques. Comme ce radioélément peut être décelé, même en quantité infime, par le rayonnement qu'il émet, on pourra suivre l'évolution de l'élément chimique ainsi marqué. Ainsi le phosphore peut être marqué par du phosphore 32 radioélément, dont 1 millionième de milligramme émet plus d'un million d'électrons par seconde. Un compteur Geiger, détecteur d'électrons, ou une plaque photographique permet de suivre le phosphore et d'étudier notamment son assimilation par les êtres vivants.

Comme exemples de telles études on peut citer les recherches sur la nutrition des plantes et les déplacements du phosphore introduit dans le sol à l'état de phosphate. On a pu montrer que les fruits verts prennent davantage de phosphore que les fruits mûrs et que ce phosphore se concentre surtout dans les pépins. Les études ont pu être faites par photographie de coupes effectuées dans les tissus. D'autres études ont été effectuées sur le métabolisme de différents éléments comme le fer dans les organismes animaux. Les indicateurs radioactifs ont été utilisés aussi pour marquer certains animaux comme les moustiques et étudier les déplacements de ces animaux. L'étude du mécanisme biochimique de la photosynthèse a été entièrement rénovée par l'emploi du carbone 14 radioélément à période longue et ce même carbone 14, découvert d'abord comme élément radioactif artificiel, a pu être décelé dans la nature, où il provient sans doute de l'action des protons cosmiques sur l'azote de l'atmosphère, et cela est utilisé pour l'étude de l'âge des arbres.

L'emploi des éléments marqués est également très développé en chimie pure, où il a permis notamment de confirmer certains résultats de l'étude des radicaux libres.

On pourrait multiplier ces exemples. Le nombre des radioéléments artificiels connus dépasse aujourd'hui 800 et la production de ces radioéléments grâce aux piles atomiques et aux gros cyclotrons est extrêmement importante. Il faut insister sur l'intérêt médical de ces radioéléments qui sont utilisés non seulement pour l'étude des processus intervenant dans les maladies, mais aussi pour le traitement interne des cancers de certains organes, par ingestion d'éléments actifs qui viennent se fixer dans les organes à irradier et dont l'action peut être ainsi prolongée sur ces organes. Ainsi l'iode radioactif a été utilisé avec succès pour attaquer le cancer de la thyroïde. L'emploi des radioéléments artificiels a joué un rôle très important dans la lutte, encore bien insuffisante, engagée contre la maladie.

Et nous ne pouvons que rappeler les applications industrielles des éléments radioactifs, par exemple pour remplacer le radium par du radiocobalt pour radiographier les pièces métallurgiques.



La radioactivité artificielle a ainsi constitué une étape décisive du progrès de la physique nucléaire et de nombreuses autres sciences. Avec leur partici-

pation aux découvertes du neutron, des paires d'électrons positif et négatif, de la fission et avec la découverte de la réaction en chaîne par Frédéric Joliot, la contribution des deux savants à la science française est inappréciable. Lorsqu'on songe de plus à tous les chercheurs formés par Frédéric Joliot au Collège de France et par Irène Joliot-Curie à l'Institut du Radium, à l'enseignement qu'ils ont donné et à l'organisation du Centre national de la recherche scientifique et du Commissariat à l'énergie atomique, on est frappé par l'importance exceptionnelle de l'œuvre de ces deux grands Français.

Et il est à la fois triste et révoltant de penser que ces deux savants voient leurs recherches limitées par le manque de moyens matériels et qu'ils ne sont plus consultés sur l'organisation générale des recherches nucléaires, fondamentales et appliquées, dont l'importance nationale est évidente pour tous. Leurs noms mêmes semblent compromettants et on évite de les citer lorsqu'on rappelle le rôle d'avant-garde joué par la France dans les recherches nucléaires.

C'est une des manifestations parmi les plus graves d'une politique de démission nationale qui s'applique à tous les domaines. Pour mettre à l'écart Irène et Frédéric Joliot-Curie, on prétexte leur attitude publique, on leur reproche leur volonté de ne pas séparer leur œuvre de savants de la lutte pour la paix et le progrès. On leur tient rigueur de leurs qualités mêmes, de leur grandeur !

Ainsi prive-t-on la France de l'apport magistral que peuvent lui donner ces deux savants et tous les chercheurs qui, guidés par de tels maîtres et pourvus de moyens matériels suffisants, pourraient redonner à notre pays, en physique nucléaire, une place de tout premier plan.

Tout se passe comme si l'on ne voulait pas, de propos délibéré, que notre pays reprenne son essor et manifeste sa puissance dans un domaine scientifique qui lui doit tant.

L'AGE DU DILEMME

par Marguerite BONNE et Marinette DAMBUYANT

L'ABONDANCE des dilemmes, et le goût pour le dilemme, chez les élèves de philosophie par exemple, font penser qu'on n'a pas affaire à un simple accident de raisonnement, à un tic scolaire, mais à un trait significatif. Au reste, il suffit d'y prêter attention pour constater que c'est le fait non de l'élève mais du maître, qu'il y a là une habitude envahissante de l'exposé philosophique, et de la pensée actuelle en général. On s'y complaît : il faut choisir. Choisir entre deux notions, entre deux aspects des choses présentés comme antithétiques et exclusifs l'un de l'autre. On formule tout, on pense tout selon le « ou », on devient incapable de penser selon le « et ».

Le dilemme est, dans son usage habituel, une alternative malheureuse [1]. Une alternative dont les deux cas impliquent la même conséquence — cette conséquence, au surplus, étant d'ordinaire mauvaise. On imagine d'emblée les faiblesses de cette argumentation : l'alternative peut être établie sur de fausses oppositions ou ne pas couvrir tout le champ des possibilités, puis, en tant que la conséquence est la même, c'est une stagnation, une incapacité de synthèse, de dépassement, de construction.

Cette forme de pensée nous paraît refléter une certaine réalité, surtout actuelle. Il faut ou bien faire ceci, ou bien faire cela, alors que ni ceci ni cela ne peut conduire à rien de valable. La divergence, l'impasse existantes sont hypostasiées. Une situation, une politique sans issue. Y correspondant, une logique de l'impasse, du sans-issue.

Critique logique du dilemme [2]

Il n'y a que l'embarras du choix pour évoquer quelques-unes des oppositions plus ou moins fallacieuses qui conduisent à des dilemmes. On nous contraint de choisir entre l'intelligence et le sentiment, entre la raison et l'expé-

1. La stricte définition logique ne contient pas le « malheureux ». Certains dilemmes, au reste, peuvent avoir un caractère constructif. Nous en donnerons nous-mêmes des exemples pp. 30 sq. Mais l'emploi malheureux est de beaucoup le plus fréquent actuellement.

Il nous paraît inutile, comme on voit et comme la suite de cet article nous paraît le justifier, de distinguer entre des dilemmes faux ou vrais. Ce qui est caractéristique, c'est la surabondance des dilemmes, qui à elle seule est une faute de logique.

2. Bien que notre article ait été rédigé, pour l'essentiel, avant que nous connaissions le travail de Kedrov paru ici même (« Du rapport entre la logique et le marxisme », *la Pensée*, n° 50, sept.-oct. 1953 et n° 52, déc. 1953), nous espérons qu'il peut contribuer à illustrer, sur un cas particulier, l'idée fondamentale exprimée par Kedrov sur les deux logiques, à savoir : la logique formelle concerne le mode élémentaire de penser, elle établit entre les objets des rapports qui sont valables si on ne les interprète pas dans un sens absolu comme traduisant la vérité complète. La logique dialectique établit entre ces mêmes objets des rapports approfondis, vrais, vus dans la perspective de l'interrelation temporelle de toutes choses. Les deux logiques diffèrent donc comme le superficiel et l'approfondi, comme l'abstrait et le concret, le réel. Cf. GARAUDY, *La théorie matérialiste de la connaissance*, p. 255 sq.

Ici, par « critique logique » du dilemme, nous entendons son examen sommaire, le relevé de quelques-unes de ses erreurs, valable pour toute logique ; sous la rubrique « critique dialectique », nous essaierons de pousser plus à fond cet examen.

rience, entre le moi et le monde ou entre plusieurs aspects du moi qui ne peuvent, paraît-il, ni cohabiter ni se résoudre à disparaître. Il faut opter entre la vie esthétique et la vie morale, entre l'individu et la société, et, bien entendu, avouer si on préfère la liberté ou l'un quelconque des biens qu'on lui oppose, depuis la justice jusqu'à la paix. Bien des dilemmes tournent autour de quelques thèmes devenus lieux communs. C'est le cas, notamment, de l'opposition entre la pensée et l'action qui est multiforme : « Que de choses il faut ignorer pour agir ! » s'écrie Valéry d'un air faussement paradoxal ; ailleurs on estime que « l'acte évite l'idée, qui évite l'acte » ; et chaque jour des écrivains ou journalistes se flattent d'être « plus lucides parce que moins engagés » ; à quoi s'ajoute l'hostilité entre les aspects divers de la volonté — soit lucidité soit énergie, délibération ou bien décision, justesse ou efficacité ; au total, et c'est caractéristique : ne rien faire ou le faire mal.



A quoi tient ce goût intempérant de l'alternative, et spécialement de l'alternative malheureuse, du dilemme ?

Une première raison, immédiatement discernable, est la facilité pédagogique et discursive. Positions contrastées, balancements et conclusions donnent le cadre d'un examen des problèmes. De plus, ces dichotomies paraissent répondre aux exigences mêmes de l'analyse et résulter d'une juste discrimination. Le goût de la symétrie joue beaucoup, et le langage — on a souvent signalé et critiqué ce fait — recueille et multiplie les couples de contraires ou de prétendus contraires. Du fait qu'un certain nombre de choses ont un aspect double, nécessairement ou normalement, simultanément ou successivement : recto-verso, achat-vente, départ-retour, de ce qu'un mouvement appelle le mouvement qui rétablit l'équilibre, on généralise. Vie-mort, amour-haine, sujet-objet, bien-mal : avec n'importe quelles notions, ayant entre elles n'importe quelles relations, on fabrique des paires solidaires ou disjonctives. Sans compter les cas où il conviendrait de s'assurer que les termes qu'on oppose — instinct et intelligence — correspondent à une réalité et qu'ils peuvent être employés, chacun, sans être analysés.

Il se peut d'ailleurs que l'opposition soit valable à un certain niveau et non à un autre, par exemple au niveau empirique et non rigoureux, et si ses termes sont traités comme des relatifs et non comme des absolus figés : ainsi le chaud-et-le-froid, opposition valable pratiquement ou pour une science archaïque, a perdu son sens scientifique. Une analyse plus ou moins longue est parfois nécessaire pour qu'on aperçoive la fausseté ou le caractère insuffisant ou périmé d'une opposition. On reconnaît aujourd'hui que la douleur n'est pas le contraire du plaisir, mais est une réalité propre, et on commence à comprendre que la maladie exige d'être définie en elle-même, non comme le simple contraire de la santé. Dans des cas comme ces derniers, la dichotomie pèche surtout en tant qu'alignement de réalités hétérogènes, ou mise en équivalence de choses qui n'ont pas la même importance, le même rôle, le même domaine, qu'il n'y a pas de raison de rapprocher ou de confronter. Dans les autres cas, il s'agit de choses qu'il n'y a pas de raison de disjoindre, de regarder comme incompatibles.

Tout effort qui essaie de saisir des « et » réels en refusant ces séparations verbales a déjà quelque chose de bienfaisant, de fructueux. C'est pourquoi,

par exemple, *Poésie, raison ardente* est un beau titre (de P. Emmanuel). Un peu dans le même sens Bachelard montre, parlant d'Eluard (dans *Europe*, juillet-août 1953), qu'il est à la fois « germe et raison » ; non pas ou bien l'intelligence lucide ou bien l'ardeur créatrice, la flamme, le germe qui éclate, mais précisément l'un et l'autre. Lorsqu'on se place au niveau du concret, du travail réel, de la poésie telle qu'elle éclôt, de la science prise sur le vif, alors on évite ces pseudo-séparations ignorantes.

S'il n'y avait, derrière les dilemmes, que de mauvais usages du discours, et même que des ignorances, s'il n'y avait aussi certaines convictions, il serait facile, peut-être, d'éviter les faux dilemmes. Mais en fait, un usage correct du langage suppose des attitudes fondamentales correctes. Science « désintéressée » ou science « utilitaire » ? L'emploi impropre de ces mots suppose toute une série de glissements de la pensée : on confond la science et le savant (lequel est désintéressé au sens où il n'est pas un homme d'affaires — et en outre au sens où dans nos pays il n'est pas souvent aidé) ; on entend par « utilitaire » asservi à l'utilité immédiate et à la technique régnante, pratiquement au profit ; ayant pris « utilitaire » dans ce sens désobligeant qui est le sens capitaliste, on étend ce sens au mot « utile » ; quelques glissements encore et l'on conclut que la science doit être ou bien pure ou bien utile, et plus généralement que le Vrai (et de même pour le Beau) ne saurait se rencontrer avec l'utile.

L'opposition entre les termes de l'alternative vient ainsi, souvent, de l'interprétation contestable, voire détestable, qu'on donne de l'un d'eux ou des deux. Pour Gabriel Marcel (*Les hommes contre l'humain*) il est évident qu'on ne devait pas, à la Libération, « accorder le droit de juger aux victimes, en raison même de l'esprit de vengeance qui les animait ». Cette application d'un principe admis — on ne peut être à la fois juge et partie — n'est pas valable ici ; elle repose sur une analyse insuffisante : la victime du nazisme n'est pas pure « victime » souffrante (et vindicative) ; c'est quelqu'un qui a su garder, sous l'occupation, une juste compréhension et qui a des chances de l'avoir gardée encore ; et qui, ayant agi pour autre chose que des passions personnelles, ne doit pas être soupçonné d'avance et seul de ne pouvoir s'en détacher. Le juge, lui, est censé posséder justesse et justice parce qu'il s'est sans doute tenu à l'écart de l'action et qu'il n'a pas souffert (n'est pas une « victime »). Quand on appauvrit ainsi le contenu des notions, quand on réduit les êtres à un de leurs aspects, à une de leurs fonctions, à un événement de leur vie, n'importe quoi exclut n'importe quoi [1]. Il y a là un impérialisme des notions : l'une chasse l'autre, quand elle ne l'absorbe pas. Et tout devient impossible : par exemple, dans le même livre : « Ne cherchons pas à nous persuader qu'une éducation des masses est possible : c'est là une contradiction dans les termes. »

Naturellement, une source continuelle de dilemmes sort du fond de pensée dualiste et pessimiste. L'esprit ou le corps, l'intérieur ou l'extérieur, le dévouement ou le bonheur personnel, la force ou le droit, la nature ou le devoir. On ne peut pas avoir tout à la fois, la terre et le ciel, on ne doit pas souhaiter

1. Ou n'importe quoi contient n'importe quoi, et on a une caricature de dialectique. Ainsi Valéry : « Il y a de la victime dans le bourreau et du bourreau dans la victime, du croyant dans l'incroyant et de l'incroyant dans le croyant. Il y a de quoi passer de l'un à l'autre... » Pratiquement : tout homme est un traître en puissance et tout traître est, en un sens, un honnête homme. Confusionnisme des notions qui correspond, d'ailleurs, à une société qui, loin d'apporter à la personne cohérence et fermeté, tend à la désaxer.

tout avoir ; il faut donc l'exclusion, le sacrifice : « l'option est la chose du monde qui ressemble le plus au suicide. »[1] On hésite sur ce qu'il faut sacrifier ; le cas de conscience est volontiers présenté, non comme un embarras accidentel qu'on surmontera le mieux qu'on peut, mais comme le sommet de la conscience ou comme son aspect normal.

Et, le sacrifice fait, son poids continue à se faire sentir ; la réflexion sur ses actes ou sur soi est l'occasion du remords et autres formes d'une mauvaise conscience complaisante. Le dilemme est continué même au delà de l'acte.

Lorsqu'on sépare si gravement les choses, lorsqu'on les a rendues irréconciliables, elles ne peuvent plus se rejoindre par des moyens terrestres mais seulement à l'infini, en Dieu. Nous sommes si divisés, à l'intérieur de nous-même et entre nous tous, le « conflit qui est inhérent à la société humaine » (Maritain) est tel qu'il y faut un lien transcendant, et que l' « unité de l'homme est une valeur qui le dépasse » (Delesalle). C'est parfois plus explicite encore : « L'origine commune des événements et des propositions [il s'agit d'une bizarre alternative : être ou parler], s'il y en a une, ne peut se situer qu'en dehors de nous. Or il faut qu'il y en ait une. Donc le mot de Dieu n'est pas dénué de sens » (B. Parain). Dieu existe, puisque nous commettons des dilemmes. Comment, autrement, se rejoindraient aussi la liberté et la vérité après qu'on a défini la liberté « la faculté que nous avons de dire n'importe quoi, n'importe quand, n'importe comment » (*id.*), à peu près comme la fausseté ?

Pessimisme métaphysique, pessimisme politique ; pessimisme des interrogations, pessimisme des solutions ; il se relie à l'incapacité. Il fait accepter des dilemmes qui sont de mauvaises excuses. Et qui sont, de plus, un habituel moyen de chantage et de capture des esprits ; on « enferme » les gens dans des dilemmes : puisque cela revient au même, vous n'avez plus qu'à accepter.

Une cascade d'événements dramatiques que chacun évoquera sans peine nous a largement habitués à ces façons de penser. On oblige à choisir entre deux solutions mauvaises en faisant croire qu'il n'y en a pas d'autre imaginable

---

1. A la limite, comme dans l'*Antigone* de M. Anouilh, à force de multiplier les options malheureuses, on en arrive au suicide proprement dit. Toutes les notions ont été faussées afin que nous soyons enfermés dans les multiples dilemmes qui aboutissent au dilemme fondamental : la mort ou la saleté.

— le bonheur ? il consiste à ressembler aux « chiens qui lèchent tout ce qu'ils trouvent ».

— la jeunesse ? c'est de refuser obstinément de comprendre, c'est de mépriser tous ceux qui sont assez médiocres pour penser aux conséquences de leurs actes.

— l'amour ? c'est de vivre dans la peur et l'anxiété ; c'est de croire l'autre mort quand il est en retard de cinq minutes, et de se sentir seul au monde s'il a ri sans qu'on sache pourquoi.

— la politique ? elle est « ignoble... et bête, monstrueusement bête » ; elle consiste à « gouverner des brutes » ; « ce qu'on peut discuter, c'est s'il faut le faire ou non ; mais si on le fait, il faut le faire comme cela ». Antigone refuse la politique, mais accepte la définition ; loin d'elle le « sale espoir » qu'il soit possible de faire une autre politique, que son sacrifice puisse être bassement « utilitaire » et contribuer à libérer les hommes de la tyrannie ; elle est bien d'accord avec Créon pour identifier toute politique avec celle qui fait exposer les cadavres des fusillés pour impressionner la population. Il faut donc : ou bien se désintéresser des affaires publiques (« Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse à moi, votre politique ? » dit Antigone) ; ou bien s'avilir en acceptant d'être mêlé à « cet office sordide ».

M. Anouilh présente toutes choses de telle sorte qu'elles paraissent soit invivables, soit « ignobles » et « sordides ». Après quoi, il est aisé de conclure que seuls les impurs peuvent accepter de vivre. « Ce qui importait pour elle (Antigone), c'était de refuser et de mourir. » Elle se suicide par personne interposée, faisant en sorte que son oncle Créon se trouve dans l'obligation de la faire exécuter — ce mode indirect de suicide ayant d'ailleurs l'avantage de forcer Créon à jouer son rôle jusqu'au bout : ceux qui vivent, ce sont ceux qui tuent. Antigone, elle, était « faite pour être morte », comme M. Anouilh se plaît à nous le répéter. Nous sommes dans le monde de la tragédie : « C'est propre, la tragédie, c'est reposant, c'est sûr... parce qu'on sait qu'il n'y a plus d'espoir. » Pour ceux qui ne veulent pas voir pourrir leur exigeante jeunesse et leur amour, pas d'autre issue que le suicide.

ou réalisable ; en faisant croire aussi que l'une permet d'éviter l'autre — alors qu'au contraire l'une entraîne l'autre. Non-intervention en Espagne (et on présente l'aide au gouvernement régulier, ou simplement le commerce continué avec lui comme une initiative comportant, et comportant seule un risque de guerre). Abandon de la garantie donnée à la Tchécoslovaquie (le respect de ces engagements présenté comme entraînant automatiquement la guerre, et leur violation comme l'évitant). Pendant la guerre elle-même : collaboration avec les occupants, ou sinon, par la résistance, danger de répression et allongement des hostilités. On brandit le dilemme comme excuse : certes, on a cédé devant Hitler, mais que voulez-vous ? Une démocratie est faible, on ne saurait être à la fois un pays libre et fort ; et puis on était coincé. On se laisse coincer, on se dit surtout coincé, de façon à faire passer une solution donnée comme celle qui s'impose ; on dégage sa responsabilité à coup de logique — de logique fausse ; comme dans tout raisonnement passionnel, la conclusion préexiste à l'argument.



Et ce sont aujourd'hui les partisans de la C.E.D. qui appellent le dilemme à leur secours. Pour nous faire accepter ce à quoi nous répugnons, ils cherchent à nous enfermer dans le dilemme : armée allemande « intégrée » ou Wehrmacht indépendante (dilemme utilisé même par ceux qui, comme Churchill, sont partisans de la C.E.D. pour les autres, se gardant bien, quant à eux, de s'embarquer sur cette galère).

Ratifiez, ne ratifiez pas : vous aurez une armée allemande sur le dos — à quoi bon dès lors vous opposer à la ratification ? A une opinion publique française hostile à la C.E.D., on voudrait faire croire que celle-ci est un moindre mal, qu'il faut accepter pour éviter que la Wehrmacht soit reconstituée sans que nous ayons voix au chapitre ; ou à défaut même de cet acquiescement donné à contre-cœur, on espère, par cette sophistique, nous réduire à la passivité du désespoir (si le peuple de France ne veut pas dire « oui » à la C.E.D., qu'au moins il ne dise rien, qu'il se taise et laisse faire). Comme l'a fait remarquer Guy de Chambrun à la Conférence nationale sur le problème allemand, c'est dans un « climat de fatalité » que les « Européens » posent la question (fatalité du réarmement massif d'une Allemagne revancharde, toute-puissance des Américains, impuissance de la France).

On nous présente abusivement la reconstitution d'une Wehrmacht non intégrée comme une chose facile. Abusivement ; car l'âpreté même que mettent les gouvernements de Bonn et de Washington à exiger la ratification des accords par la France vient précisément de ce que ces gouvernements savent les difficultés presque insurmontables auxquelles se heurterait la reconstitution d'une Wehrmacht non « intégrée » : « Si le traité d'armée européenne n'est pas voté, quels moyens aurions-nous de réarmer ? » avait dit Adenauer pour obtenir en Allemagne de l'Ouest un vote favorable. Juridiquement la reconstitution de la Wehrmacht ne peut se faire sans l'assentiment de la France ni par la voie du pacte atlantique (auquel un nouveau membre ne peut être appelé à participer que si les précédents signataires sont unanimes à l'accepter) ; ni par un traité bilatéral entre Bonn et Washington qui ne peut être conclu sans l'accord des trois hauts commissaires. Et même si, pour ceux qu'anime l'esprit « européen », les traités et accords précédemment signés ne sont que « chiffons de papier », les difficultés stratégiques d'un réarmement allemand opéré contre

la volonté d'une France conservant sa souveraineté sont de nature à faire hésiter les Américains : « L'Amérique, disait M. Henri Bouret, député M.R.P. des Côtes-du-Nord à la Conférence sur le problème allemand, ne peut assumer la charge d'un système stratégique aussi avancé que celui qu'impliquerait le réarmement direct de l'Allemagne, avec, en France et dans l'Union française, des arrières flous et dégarnis, et avec un ensemble méditerranéen qui serait incertain pour des raisons politiques. » Enfin, on nous dissimule les difficultés psychologiques et politiques auxquelles se heurte dans l'Allemagne de l'ouest elle-même la reconstitution d'une Wehrmacht indépendante : auprès d'un peuple qui a subi deux fois en moins de trente ans une écrasante défaite, l'argument essentiel mis en avant par le parti d'Adenauer pour faire accepter le réarmement a été : nous avons été vaincus parce que nous étions seuls ; maintenant, grâce au chancelier Adenauer et à la C.E.D., nous ne serons plus seuls. La reconstitution sans notre assentiment d'une Wehrmacht indépendante est donc, aux yeux mêmes de ceux qui agitent cette menace, moins une solution de rechange à la C.E.D. qu'une machine de propagande, un épouvantail destiné à nous faire peur, à nous empêcher d'examiner la question avec sang-froid et de trouver une solution juste.

Fréquemment aussi, on fait appel à un dilemme par lequel on spécule sur les bons sentiments et on prétend nous enfermer dans l'alternative : voulez-vous traiter éternellement l'Allemagne en pays vaincu et ennemi ou pensez-vous qu'il faille, comme le font les accords de Bonn et de Paris, lui permettre de reprendre une place normale parmi les autres nations ? Le sophisme ici réside dans le « comme le font les accords de Bonn et de Paris » ; il consiste à présenter ces accords comme l'expression de l'internationalisme le plus généreux (voir l'intervention de Guy Mollet à l'Assemblée nationale en novembre dernier) ou de la plus pure charité chrétienne (ceci étant plutôt du ressort du M.R.P.). Au nom d'un pacifisme chrétien ou socialiste, on nous invite, en fait, à donner des armes à ceux qui, en Allemagne, persécutent les amis de la paix, à ceux qui comptent sur la force pour reconstituer le Grand Reich de Hitler. Par ce dilemme, en effet, on nous présente l'Allemagne comme une sorte d'entité, on se garde bien d'analyser la situation concrète de l'Allemagne d'aujourd'hui, la division en deux (déjà dangereuse actuellement et que la mise en vigueur des accords rendrait dix fois plus périlleuse encore) ; les structures économiques et sociales qui favorisent ou empêchent la renaissance du militarisme allemand ; les différents courants d'opinion, etc... On reste volontairement dans l'abstrait pour dissimuler que l'Allemagne dont il s'agit, c'est très concrètement l'Allemagne d'Adenauer dont les ministres réclament Strasbourg, Metz, Prague, une partie de la Suisse, de la Pologne et des Républiques soviétiques, non l'Allemagne de W. Pieck et de Grotewohl, qui reconnaît les fautes passées et qui voit dans la frontière Oder-Neisse une frontière de paix ; on veut nous cacher que l'Allemagne à laquelle on tend une main fraternelle, c'est l'Allemagne de Krupp et des S.S., non celle des antinazis et des amis de la paix, celle des camarades de Thaelmann, celle de Niemœller et du chancelier Wirth, celle de Philip Muller, partisan de la paix assassiné par la police de ceux auxquels on veut rendre une armée. Il est bien évident d'ailleurs que, pour *cette* Allemagne-là, il ne saurait être question de reprendre place à titre *d'égale* au milieu des autres nations d'Europe : « Dieu a chargé l'Allemagne de guider l'Europe », déclarait Adenauer après les élections de septembre 1953 ; avis entièrement partagé par M. J. Martin, président de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, s'adressant le 29 octobre dernier au Parlement de Bonn : « Vous conduirez l'Allemagne à la place qui lui revient *à la tête des peuples.* »

Dans le dilemme du moindre mal comme dans celui du pseudo-pacifisme, on veut nous amener à nous hypnotiser sur un choix qui porte sur deux solutions mauvaises afin de nous dissimuler que le choix véritable n'est pas entre les deux solutions qu'on nous présente, mais entre elles et d'autres. Et comme il apparaît à des Français de plus en plus nombreux et divers que la vraie solution de rechange à la C.E.D. consiste en une négociation véritable, où tous les partenaires cherchent une solution acceptable pour chacun et assurant une réunification pacifique de l'Allemagne, on essaie de falsifier les données du problème par le dilemme formulé par Teitgen (17 janvier 54) : « Une telle éventualité [une majorité hostile à la C.E.D.] serait l'exécution d'une volonté soviétique, puisque la Russie a résolu d'empêcher la constitution d'une communauté européenne. » Et Christiaens (même jour) : « Il faudra être pour le bloc soviétique, c'est-à-dire antieuropéen, ou pour le bloc américano-occidental, c'est-à-dire européen. » Parce que l'intérêt de la France et celui de l'Union soviétique sont objectivement convergents et s'opposent à la ratification des accords, parce que l'Union soviétique fait une politique pacifique et lucide, la mythologie européenne range le souci de l'intérêt français, la lucidité, l'amour de la paix parmi les « agents de Moscou ». On essaie au surplus de nous masquer qu'en revenant à l'esprit de Potsdam et au respect du traité franco-soviétique, nous aurions à nos côtés non seulement l'Union soviétique, mais la majeure partie de l'opinion publique en Italie comme en Belgique ; nous aurions l'appui de la Pologne dont des parlementaires français de toutes opinions nous ont dit l'inébranlable volonté de défendre ses frontières actuelles et nous trouverions un écho en Allemagne même où nous rendrions courage aux partisans de la paix, troublés de voir notre gouvernement s'allier à ceux qui sont à la fois nos ennemis et les leurs.

Le choix n'est pas entre la C.E.D. et la Wehrmacht ; ni entre nationalisme et « supranationalisme » ; ni entre deux blocs qui seraient de même nature ; mais il est entre la défense de notre indépendance et de notre sécurité ou leur abandon, en même temps qu'entre un internationalisme véritable fondé sur l'amitié des peuples ou le « cosmopolitisme des trusts sans patrie ».

Critique dialectique du dilemme

Un dilemme existe — on le voit d'après plusieurs des exemples précédents — en fonction d'un certain champ de possibilités : d'autres possibilités auxquelles on pourrait penser, une autre situation d'ensemble étant ignorées ou mises hors de question. Aussi, si l'on reste à l'intérieur d'un certain système, bien des dilemmes sont-ils de vrais dilemmes, correspondant à la réalité ainsi délimitée, abstraite. La crise ou la guerre ? Dans la période actuelle, l'économie capitaliste centrée sur la production de guerre ne peut ni la prolonger indéfiniment sans utiliser ses produits, ni l'arrêter sans risquer le chômage et la crise dès le moment qu'elle ne veut pas renoncer à sa loi de profit, renoncer à être elle-même. C'est un réel dilemme dans cette situation ; ce n'est pas un dilemme perpétuel, un choix obligatoire.

Il devient ainsi évident qu'une critique plus proprement dialectique doit compléter l'examen sommaire. Les fautes auparavant indiquées : aligner et apparier de faux contraires, non homogènes ou non contraires, céder à la symétrie et au verbalisme, employer sans analyse des notions complexes qui ne s'excluent que par une partie de leur contenu, proposer le choix entre deux (ou X) solutions

alors qu'il y en a au moins une de plus, et dans tout cela jeter le manche après la cognée, ce ne sont pas encore les seules fautes ; et d'ailleurs la dialectique les éclaire elles-mêmes autrement. Certains dilemmes en sont plus graves, d'autres réhabilités ou du moins expliqués : éclairés dans leur signification à tel moment, dans tel contexte. Finalement la vraie faute du dilemme n'est pas d'établir des oppositions plus ou moins contestables, c'est de ne pas se situer lui-même. C'est par là qu'il est une dégénérescence de la contradiction vraie, dégénérescence due à l'immobilisme et à l'abstraction, au formalisme ; la pensée dialectique — pensée selon l'historique et le concret — dissout ses mirages.

Individu ou société ? Ce n'est pas un dilemme inexact, si on le situe. Là où l'individu (la grande majorité des individus) n'a pas part aux avantages et aux tâches responsables de la collectivité, où il subit passivement les institutions et les événements, en effet « l'individu » et « la société » ne sont pas donnés ensemble ; et l'alternative des notions répond à celle des réalités : anarchie ou étatisme, subjectivisme ou sociologisme, etc. Mais si d'une situation à délimiter on fait un absolu, à la fois isolé et définitif, si de deux aspects momentanément antithétiques, de deux réalités malheureusement imperméables on fait des essences intemporelles, c'est alors qu'on fausse tout.

Poser une question correctement, c'est-à-dire avec toutes ses qualifications, contraindrait d'y répondre moins mal. Des entités ont des contours fixes et fermés ; on ne peut guère que les voir s'affronter, à moins qu'elles ne s'identifient l'une à l'autre ; au lieu que les réalités se transforment l'une par l'autre. Les oppositions sont des impuissances (logiques, sociales), qu'on vainc en avançant. Il n'y a pas « ceci ou cela » en soi, mais tel problème dans telles conditions. Henri Lefebvre souligne justement (dans son *Descartes*) cette quantité de dilemmes qu'on pose mal. Par exemple, dit-il, on ne peut répondre à la question : « Descartes est-il matérialiste ou idéaliste ? », parce que ce problème n'existe pas explicitement, systématiquement, avec le sens que nous lui donnerions, chez Descartes ; on trouve seulement des aspects de matérialisme à côté d'aspects d'idéalisme (et d'ailleurs c'est cette contradiction, ce dualisme qui sont instructifs). Une question disjonctive ne doit donc pas être posée en dehors de la sphère où elle a son sens ; à cette condition seulement elle permet une réponse par oui ou par non. La liberté ne s'oppose-t-elle pas à l'ordre, à la prévision, à la justice ? La « liberté » au sens du capitalisme du milieu du XXe siècle ne s'oppose-t-elle pas à tout cela ? Si, parbleu : elle est le contraire même de la justice, de la paix, de la vérité. Seule une liberté non asservie coopère avec ces autres biens, ou plutôt elle est contenue en eux.

Ne soyons pas dupes de ces concepts figés dans un de leurs aspects, lui-même contestable, de tout ce platonisme masquant des réalités insatisfaisantes. Les choses ne sont pas des entités, elles ne préexistent pas à ce qu'elles deviennent ni à l'échange qu'elles ont entre elles.



Est-il encore nécessaire d'apporter une précision qui pare à une confusion possible ? En un sens, il faut bien choisir ; et certes tout choix n'est pas une complaisance dans le choix. Si le « ou » du dilemme est critiquable, tous les « ou » ne sont pas mauvais. Il en est qu'il faut éviter de dissimuler : on ne peut à la fois fabriquer du beurre et des canons, il faut décider ce qu'on veut. On ne peut proposer à la fois — comme l'a fait Eisenhower dans une lettre à Adenauer avant les élections allemandes — l'unification de l'Allemagne et le

traité sur l'armée européenne (à moins qu'on n'avoue par là décider la guerre). Les choix sont constants.

On reprocherait volontiers aux marxistes d'employer plus de « ou » que quiconque, d'interpréter en dichotomie des situations ou des êtres complexes, d'exiger des choix plus entiers en omettant les solutions intermédiaires ou mitigées. Le marxiste est un homme qui pense qu'une option fondamentale, engageant la pensée et la vie, est nécessaire ; pour sa part il l'a faite, et à cette option se rattachent désormais ses actes, en même temps qu'ils se règlent sur l'analyse de chaque situation. Pour ce choix il ne peut s'agir de dosage : la misère des hommes, l'ignorance, l'exploitation, la destruction d'un peuple par la guerre, ce ne sont pas des choses que règle la nuance ; leur cause n'est pas nuancée ni même composite, et le remède aussi doit être entier. Cela dit, ce choix est loin d'être une alternative en ce que celle-ci joue dans l'équivalence ou la quasi-équivalence des possibilités et par conséquent peut donner lieu à l'hésitation ou à la préférence arbitraire. Il n'y a ici entre les possibilités aucune équivalence, et plus l'analyse s'approfondit, plus elle déséquilibre la perspective. La tonalité n'est pas celle de l' « opinion », du vraisemblable, mais celle de la rigueur scientifique, de l'analyse sociale [1]. Ce choix fondamental et les choix de détail qui le continuent sont aussi éloignés que possible d'être des dilemmes : cela ne revient nullement au même, à aucun point de vue, jamais, de choisir l'un ou de choisir l'autre.

Le raisonnement dialectique n'est pas l'art d'éviter les oppositions, puisqu'au contraire il est l'art de les déceler là même où elles ne sont pas apparentes ou ne le sont pas encore. Mais il s'agit de contradictions réelles, non d'un jeu de symétriques entités aux contours rigides ; ce qui signifie aussi qu'on envisage les choses dans leur échange réel, dans leur interdépendance. Ce que la dialectique critique dans nombre de couples disjonctifs, ce n'est pas qu'on éloigne les termes, mais qu'on les isole. C'est contre cette séparation que lutte la dialectique avec ce qu'elle a d'essentiel : le souci de l'interdépendance concrète et le souci de la transformation et du transformable. Les choses ne se forment pas et n'évoluent pas indépendamment les unes des autres, pour ensuite fusionner ou s'opposer. Ce n'est pas, on le sait, avec de la raison pure jointe à de l'expérience pure que se fait la raison expérimentale, mais elle est de part en part cette raison expérimentale, et de plus en plus raison parce que de plus en plus en contact avec le réel. Et l'homme est de plus en plus une personne, non s'il se retranche de la vie commune ou s'il y emprunte accessoirement ou y apporte accessoirement quelque chose, mais parce que cette vie commune, c'est lui.

Enfin, la dialectique n'admet pas qu'on établisse seulement entre les termes une succession ou alternance ; soit qu'on atténue et supprime une contradiction réelle ainsi diluée dans le temps, soit qu'on méconnaisse qu'il y a eu transformation non seulement des choses mais de leurs rapports ; ainsi, la domination d'une classe ne succède pas à celle d'une autre, les places simplement inversées, mais une situation différente s'instaure. Ce qui était contenu dans le moment antérieur s'en dégage et le « nie », le dépasse en l'utilisant et se développe ; synthèse et transformation indissociables, synthèse dialectique.

---

1. Bien entendu, on peut hésiter, dans la pratique ; mais on n'interprétera pas cela comme révélant l'essence de la conscience ou des choses ; la mesure des hésitations, c'est la marge d'ignorance, et aussi des restes de formation bourgeoise.

Mais inutile, sans doute, d'insister plus longtemps sur le fait clair que le « ou » de la dialectique — du choix réel, basé sur une opposition authentique — n'est pas celui du balancement alterné, et ne conduit pas au piège des antinomies et des dilemmes. Elle est orientée constamment vers une solution, c'est vers la synthèse que sont entraînés les contradictoires et que nous les dirigeons, ce qui n'est évidemment pas le cas pour la pensée complaisante au dilemme.

Dilemme et décadence bourgeoise

Il est clair qu'il y a un lien profond entre la logique et la pratique, entre des schèmes de pensée et des schèmes sociaux, des techniques sociales. On pourrait suggérer cela aussi à propos d'autres défaillances logiques [1]. Mais pour s'en tenir à ce goût des alternatives, à cet abus des dilemmes, qu'en est-il ?

Il est clair que si nous avions une abondante expérience sociale du « et » au lieu d'avoir celle de l'affrontement, de la concurrence et de l'exclusion, bref de la rivalité, on saurait mieux aussi sur le plan logique penser le « et », éviter le perpétuel « ou bien ». On érige la situation de conflit et de choix malheureux en relation normale, naturelle entre les êtres et à l'intérieur de soi, en mode de penser.

Rivalité et rareté. C'est lui ou bien c'est moi [2]. Si lui gagne, je perds ;

---

1. Trois exemples peuvent être évoqués.

L'abondance des contradictions (en prenant le mot ici pour désigner la faute de raisonnement) ne tient pas seulement à une défaillance mentale — oubli, groupement sous le même concept de choses disparates, etc. — mais elle tient à une situation de défense, individuelle ou de classe ; dans cette situation, en effet, l'esprit est moins intéressé à la construction d'une ligne cohérente de pensée que pressé de parer des coups, obligé de les prévoir divers ; les arguments successifs, uniformes quant à leur intention, sont souvent incompatibles quant à leur contenu.

L'abondance des raisonnements en tout-ou-rien, des passages à la limite, reflète un schème d'impuissance, et d'impuissance consentie et renforcée : « Moi, dit Antigone, je veux tout tout de suite — et que ce soit entier — ou alors je refuse ! » Puisqu'on ne peut tout faire et tout faire immédiatement, on ne peut rien faire et chaque étape de l'action perd son sens : Achille ne rattrapera pas sa tortue, il ne lui sert donc à rien d'avancer, ni par conséquent de partir. On ne peut pas régler tel conflit ou difficulté si on n'a pas réglé tel autre ou tous les autres — prétexte qui oublie notamment que chaque effort partiel rejaillit sur le tout, le transforme et facilite les solutions.

Le troisième exemple concerne cette sorte d'émiettement logique, ce positivisme avec dégradation de la notion de loi qui se manifeste dans le mode de pensée américain, cette préférence pour la thérapeutique individuelle (le « case-work » de l'assistance sociale, etc.) même appliquée à des phénomènes sociaux majeurs (guerre et « agressivité »). Cette dégradation est liée à un optimisme de l'immédiat joint à un pessimisme du lointain, à un défaut d'éclairage réciproque de la théorie et de la pratique et à l'insécurité qui en résulte ; elle est liée à la réussite en tant que celle-ci est séparée de la compréhension de l'essentiel, séparée de l'homme ; à la politique d'expédients, à la pensée selon l'expédient — bref à tout ce qui conduit à prendre les choses seulement au niveau de leur débouché dans l'apparence superficielle. La confiance dans la généralité, dans la loi est solidaire d'une perspective, d'une pratique selon une perspective.

De ce dernier aspect on peut rapprocher maints rappetissements de notions. Le résultat de cela, dans l'enseignement philosophique, est bien visible au baccalauréat. Qu'est-ce que l'intelligence ? La débrouillardise (sauf lorsqu'elle est la supraterrestre intelligence théorique). Qu'est-ce que l'invention ? Le bricolage, le Concours Lépine. Caricature bien méritée.

2. C'est le sens que prend un concours chaque fois que les places à pourvoir se raréfient ; il s'inspire alors uniquement d'un esprit d'élimination et non d'émulation. Au lieu qu'on retienne les meilleurs, au lieu que le concours soit l'occasion pour tous de devenir meilleurs, en sorte qu'au total chacun aide l'autre plus qu'il ne lui fait obstacle, il s'agit seulement de barrer la route et d'établir des rivalités. Et ce qui est vrai des concours proprement dits finit par être vrai aussi pour les examens quand on organise ceux-ci avec le souci d'arrêter le plus possible de candidats (ce qui d'ailleurs n'a pas pour effet d'élever vraiment le niveau culturel, mais plutôt de faire adopter de mauvais critères pour juger les candidats). Les enseignants ont pu sentir cette dégradation également dans le projet Brunold de réforme du second degré, qui visait à éliminer, non à orienter vraiment et à promouvoir.

il faut être mangeur ou mangé ; une femme doit être « une garce » si elle ne veut pas être une victime. Cynique ou moraliste, je pense que le bonheur et la vertu sont des denrées d'autant plus précieuses qu'elles sont plus rares ; on ne peut en jouir vraiment que si la plupart des humains n'y ont pas accès : le bonheur des uns fait le malheur des autres ; les hautes vertus des âmes d'élite ont besoin, pour se manifester, de la médiocrité morale et des turpitudes du prochain. Si autrui existe, je n'existe pas. Si l'un a raison, l'autre a tort ; et la condamnation suffit comme solution. Ni aménagement, ni construction d'une situation où nous ne serions pas rivaux, ni générosité ; ni même d'ailleurs connaissance des faits : car, par exemple, si les salaires baissent, les achats, et finalement la production, baisseront aussi.

On interprète n'importe quoi en termes de rivalité, y compris, sur le plan international, les choses où il est le plus normal que chaque homme, chaque peuple apporte sa contribution : « La Chine cherche à se substituer à l'U.R.S.S. comme artisan de la paix en Asie », annoncent les agences (*Le Monde*, 15 sept. 1953). Cette incapacité de penser que des gens différents peuvent se rencontrer pour travailler à une œuvre commune se manifeste de façon caricaturale chez certains dirigeants américains : pas de « table ronde » pour régler la question coréenne, seulement un affrontement d'adversaires, non une confrontation d'hommes désireux de paix : « Les Etats-Unis ont choisi leur camp ; les communistes n'ont plus qu'à choisir le leur et à se mettre d'accord sur la date et le lieu de la rencontre. » (R. Murphy, New-York, 14 sept. 1953).

On en arrive à un fétichisme de la divergence. Diversité, ce ne peut être que lutte. Et les idées, comme les candidats en période électorale capitaliste, se disputent les suffrages ; et cette dispute est interprétée comme liberté et vérité[1]. Deux aspects de cette illusion sont particulièrement manifestes : la foi dans la majorité et la fausse notion de l'objectivité.

Majorité : on estime que toute pluralité doit s'exprimer en pour-ou-contre. Prenant une certaine étape de la démocratie libérale pour l'essence de la démocratie, on oublie que la majorité n'est qu'un pis-aller ; que là seulement où l'on n'a pas réussi à s'entendre sur un programme, sur des hommes, il ne reste qu'à compter les pour, compter — et éliminer — les contre[2]. Devant toute unanimité se montre la méfiance. Vous dites la même chose, donc on vous a endoctrinés et abusés. On ne sait plus voir dans un assentiment ou une conjonction d'idées le résultat des apports, indépendants ou élaborés ensemble, à une tâche, comprise de façon semblable parce que juste. Il suffit de penser ici à toutes les confusions au sujet du parti unique. Dans une démocratie bourgeoise, la multiplicité des partis exprime la diversité d'intérêts entre les différentes classes sociales. Tant que subsiste une économie capitaliste, l'établissement d'un parti unique signifie du même coup l'établissement du fascisme, l'élimination de toute opposition, la domination exclusive d'une classe et même

---

1. Comme disent les journaux pour désigner les rivalités qui rendent difficile la rédaction d'une note commune des Occidentaux à Moscou (*Information*, 30 sept. 53) : « Divergences très naturelles à des pays libres ». Comme disent aussi les Cardinaux et Archevêques (Directives aux militants de l'A.C.O., 16 oct. 53) : « ...L'assemblée les met en garde contre une conception d'une union imposée d'une manière totalitaire sous la forme d'une unité organique et ne respectant pas le pluralisme des options, qui convient à des hommes libres, capables de prendre leurs responsabilités avec toute leur conscience personnelle. »

2. On peut noter que trop souvent dans l'action syndicale, au lieu de chercher jusqu'au bout à s'entendre sur des tâches ou des listes communes, certains déclarent de façon impatiente et séparante : « Nous avons notre plan, vous avez le vôtre, comptons-nous. »

de certains éléments seulement de cette classe (par exemple, dans l'Allemagne hitlérienne, la domination des maîtres de l'industrie lourde). Au contraire, dans un régime socialiste où il n'y a plus d'antagonismes de classe, la multiplicité des partis n'a plus de raison d'être. Identifier la démocratie avec l'existence de partis multiples et rivaux, c'est donc encore une fois, faute de sens historique, hypostasier un conflit en réalité absolue, être obnubilé par l'actuel, croire que l'affrontement est le rapport normal entre les êtres.

L'idée d'objectivité et de vérité se trouve faussée pour la même raison. On oublie que l'objectivité, c'est la soumission à l'objet. On oublie qu'on y accède par des approches dont chaque terme, s'il est contradictoire à un autre, ne l'exclut pas mais le « nie », c'est-à-dire l'utilise et le dépasse. On prend « objectivité » seulement au sens mineur et propédeutique du mot, un balancement entre des attitudes opposées dont on a artificiellement décidé l'équivalence. On considère couramment comme « objectif » un texte, un journal qui exprime alternativement ou simultanément des opinions opposées, reflets d'intérêts opposés ; on voit là non pas une documentation sur des situations diverses, ce qui serait exact, mais un critère de vérité ou au moins de sérieux dans la relation des faits. C'est penser qu'ici le critère serait tout différent de ce qu'il est en science : non l'approfondissement de l'analyse et la découverte de la solution juste, mais la lutte des opinions, le calcul des pour-et-contre. Par objectif on entend le bilatéral (ou multilatéral), étant admis que ce qui est unilatéral seul est faux ; le bilatéral non comme une étape, un moyen de s'exercer d'abord à un minimum d'impartialité, mais comme critère et achèvement de l'objectivité ; c'est-à-dire, encore une fois, un moment pris comme absolu.

Il est nécessaire que nous résistions à cette détérioration du raisonnement, reflet de comportements sociaux de rivalité ; à ce verbalisme de la rivalité. Incapacité synthétique, incapacité créatrice, solidaires d'une impuissance sociale.

Il reste à préciser que la rivalité, au sens exact, n'est pas de toute époque et ne s'instaure pas entre n'importe quels groupes. Elle n'est pas coextensive à toute lutte, mais à une lutte entre égaux — ou virtuellement ou fictivement tels. Une société hiérarchique n'engendre pas une pensée riche en dilemmes. La lutte des classes ne se rapproche de la rivalité qu'après que les droits ont été déclarés égaux et lorsque les classes inférieures ont conquis une relative et partielle ou formelle égalité ; et notamment à l'époque parlementaire, où les différents partis représentant les différents intérêts de classe s'affrontent avec, en principe et sur ce terrain, les mêmes possibilités ; à côté de quoi s'exerce, bien entendu, la rivalité entre groupes au sein de la même classe dominante. A l'époque encore proche de ses débuts, où la concurrence économique garde son allure stimulante et réalisatrice, la rivalité n'a pas tendance à engendrer des modes de pensée qui se complaisent dans l'hésitation et dans des oppositions stériles et déprimantes. C'est lorsque la puissance du capitalisme va s'affaiblissant et que les oppositions réelles aboutissent à des impasses, qu'on pense aussi selon l'hésitation et l'impasse. La prolifération du dilemme correspond à une rivalité dégénérée, sans issue à son niveau.

L'âge du dilemme est ainsi assez aisé à discerner, et nous y sommes encore tout empêtrés.

Synthèse et négociation

Nous sommes cependant capables de penser selon le « et », et davantage lorsque nous avons davantage l'expérience de la construction commune.

Nous l'avons, sous diverses formes, même en régime capitaliste.

Est exclu, évidemment, le « et » malhonnête de la compromission qui consiste à abandonner, en faveur d'un acccord lui-même impur, quelque chose d'essentiel. Sont exclus aussi les « et » à peine plus innocents du syncrétisme et de l'éclectisme, de la tolérance idéologique, établis grâce à des fragmentations de systèmes ou à des confusions, à de fausses approximations. Ces arrangements n'ont pas même l'excuse de servir véritablement l'union ; l'union ne se réalise que dans la clarté, et même dans la fermeté des idées [1].

Restent deux sortes de « et ». Appelons l'un « négociation », l'autre « synthèse ». Le « et » de la coexistence pacifique et des mouvements de masse (lui-même, d'ailleurs, en perfectionnement constant), et le « et » dialectique. Et, comme on verra, ils ne sont pas étrangers l'un à l'autre.

La négociation vise à un aménagement pratique pour empêcher une rivalité existante de s'aggraver ou une discussion de s'enliser. Solution pratique, c'est-à-dire qu'elle ne porte pas sur les principes dont on se réclame et qu'il n'y a pas lieu de mutiler ; du même coup solution provisoire, cherchant le mieux du moment actuel sans le rattacher nécessairement à un programme d'ensemble ; ne portant pas sur les causes, ne les modifiant pas directement. Les négociateurs se placent au point de vue de la difficulté telle seulement qu'elle se manifeste, telle qu'on peut aussitôt et ensemble avoir prise sur elle. Ils aboutissent, d'ordinaire, à un compromis, solution où chacun renonce à une partie de ses demandes ; même dans ce cas, si elle est menée avec un esprit constructif, en créant une situation plus favorable elle prend la valeur d'une solution non intermédiaire mais nouvelle. Ainsi tout aménagement pacifique tend à se dépasser lui-même et à donner plus qu'il ne promettait.

Le « et » des mouvements de masse aboutit à dégager des résultantes ou à établir un programme minimum commun. Il consiste — par exemple au Mouvement de la Paix — à appeler, sur une base d'entente ou sans propositions préalables, les diverses volontés pacifiques à coopérer, à dégager des solutions adaptées et acceptables par tous (Cette recherche des composantes, cette patience transactionnelle, cet ajustement constant au possible, c'est cela même la raison, le logos, dit à peu près Jankélévitch).

Les motivations peuvent être différentes : un marxiste, un chrétien, un vieux radical style 1900 n'ont sans doute pas exactement les mêmes motifs pour mettre fin aux conflits en cours ; mais il est conforme à la logique de leur position à chacun d'avoir œuvré pour imposer l'armistice en Corée, comme de chercher à faire prévaloir au Vietnam la négociation avec Ho Chi Minh.

Les jugements portés sur certains aspects de la situation internationale ou sur la façon dont certains événements se sont déroulés peuvent diverger, voire s'opposer ; mais il suffit que sur un point précis une même ligne de conduite s'impose à tous ceux qui souhaitent sincèrement la paix, même s'il en est parmi eux qui, sur d'autres points, sont encore victimes de préjugés et d'informations erronées : au cours de la guerre de Corée, des gens qui pensaient que les Nord-Coréens étaient les agresseurs ont pu tomber d'accord avec nous sur le fait que, quels qu'aient été les agresseurs, des bombes lancées sur la Chine ou la Corée du Nord ne feraient qu'aggraver la situation, ou sur la nécessité

1. Comme dit André Wurmser (*Nouvelle Critique*, janv. 1949) : « Ni le noir ni le blanc ne sont gris... Dire que le noir est gris, que le blanc est gris, ce n'est pas faire montre d'objectivité, c'est se tromper deux fois. »

d'engager des pourparlers d'armistice. A la Conférence nationale pour la Paix et la négociation tenue à Pleyel en juin 1953, les participants n'avaient pas tous à beaucoup près les mêmes idées sur les causes et le déroulement des incidents qui s'étaient produits à Berlin-Est peu auparavant ; mais tous ont pu se mettre d'accord sur le fait que la division de l'Allemagne en deux favorisait et rendait très dangereux pour la paix de tels incidents ; qu'en conséquence, il fallait empêcher la ratification d'accords qui consacreraient cette division et trouver des modes pacifiques de réunification.

Les mouvements de masse raisonnent donc selon une démarche de la pensée qui va à l'inverse du dilemme. Les dilemmes douloureux de la pensée bourgeoise décadente tendent à nous enfermer dans une impasse ; on pose comme des entités deux exigences d'un même individu (ou, parfois, d'une collectivité) ; on les présente comme irrémédiablement incompatibles ; et on s'efforce de nous amener à conclure qu'il n'y a pas de solution valable — nous acculant soit à l'inertie du désespoir total, soit à une solution à laquelle nous répugnons. L'argumentation des mouvements de masse, au contraire, vise à trouver un chemin hors de l'impasse ; loin de décomposer un être en abstractions ennemies, elle unit en une action limitée, mais précise et utile, des hommes, des groupes réels jusque-là séparés ; ce mode de penser constructif fait prévaloir, dans l'immédiat, le « et » de la conciliation sur les « ou » de la division en montrant que, quelles que soient les réponses apportées à d'autres questions, il y a sur tel problème une solution qui à l'heure actuelle s'impose à tous les gens de bonne foi et de bonne volonté.

L'unité ainsi réalisée sur un point a d'ailleurs souvent un retentissement sur certaines des positions préalables de ceux qui se sont attelés ensemble à la tâche. Dans un mouvement de masse, on ne demande à personne d'abandonner, pour participer à l'action commune limitée, les positions qu'il peut avoir par ailleurs ; cela n'empêche pas qu'en fait (et, pourrait-on dire « objectivement », en rendant au mot son sens vrai et fort, au lieu du sens mineur que lui donne l'agnosticisme bourgeois) toutes les positions ne sont pas également valables. Par le seul fait d'être engagés sur un point dans une action juste, ceux qui étaient trompés par les sophismes et les fausses nouvelles d'une propagande intéressée à les mystifier sont souvent amenés à modifier certains de leurs jugements. S'ils s'associent, par exemple, aux efforts faits pour mettre fin à un conflit, ils voient qui appuie leurs efforts et qui les contrarie ; et cela peut changer — ou du moins ébranler — leur opinion quant aux responsables du conflit ; après les négociations d'armistice en Corée, imposées par la pression de l'opinion publique et menées à bien grâce à l'effort de conciliation persévérant des gouvernements amis de la paix, après aussi les provocations de Syngman Rhee, il n'est plus guère de Français pour croire dur comme fer qu'un gouvernement sud-coréen tout pacifique a été l'innocente victime des agresseurs nord-coréens. Plus nous entraînerons de gens à l'action contre les accords de Bonn et en faveur d'une réunification pacifique de l'Allemagne, plus nous dissiperons le mythe d'une Allemagne de l'ouest démocratique et d'une Allemagne de l'est « totalitaire ». Dans le Mouvement des « 150 » à ses débuts, un assez grand nombre de participants tenaient l'existence d'un « rideau de fer » brutalement baissé par la mauvaise volonté des gens de l'Est pour un fait quasi incontestable ; le simple effort fait pour organiser des échanges de visites entre enseignants de tous les pays ne pouvait que porter un coup au mythe hitléro-atlantique du « rideau de fer ».

Dans les syndicats autonomes de l'enseignement, nous rencontrons quantité de gens qui gardent à l'égard tant de l'Union soviétique et des démocraties populaires que du Parti communiste français une méfiance soigneusement entretenue par une propagande qui sait à la fois diffuser des informations fausses et jouer sur la tendance au formalisme que développe l'éducation donnée par la démocratie bourgeoise. Mais dans la mesure où nous réussirons à entraîner les syndiqués dans une lutte réelle pour la défense des revendications, des libertés et de la paix, évitant que la vie syndicale s'enlise dans des querelles de tendance (menées de façon à nous détourner de la réalité), nous contribuerons à dissiper les mensonges et les mythes : nos collègues verront, par exemple, qui, dans la lutte, est animé par le souci démocratique de faire entrer en application les décisions prises par les Congrès, et qui les enterre dans des tiroirs ; même si cela ne les amène pas encore à nos positions, cela ébranle leur confiance en ceux qui parlent démagogiquement du « respect de la démocratie » à tout propos et qui violent la démocratie dans leur propre travail syndical ; et cela peut les rendre plus attentifs aux explications et informations que nous devons leur donner par ailleurs.



Et de proche en proche, le « et » de conciliation des mouvements de masse achemine certains de leurs participants vers le « et » de synthèse.

Pour reprendre l'exemple des syndicats ou du mouvement des « 150 », chaque fois qu'est obtenue une motion d'unanimité claire, précise, vraiment acceptée par tous et susceptible d'être une base pour l'action, se trouve réfuté le faux dilemme qui oppose unanimité et respect de la liberté de chacun, identifiant abusivement démocratie et principe de la majorité.

Toute action couronnée de succès, même limitée, tend à briser les multiples faux dilemmes du fatalisme et les sophismes genre tortue d'Achille.

Lorsque des intellectuels de formation bourgeoise, engagés dans une action juste, acquièrent dans cette action une connaissance plus précise et plus exacte des faits, ils peuvent, à la longue, être incités à remettre en question les dilemmes « pensée ou action », « lucidité ou efficacité ». Sans doute une telle démarche est rarement l'œuvre d'un jour, sans doute aussi certains intellectuels, trop profondément marqués par l'idéalisme philosophique de la pensée bourgeoise, resteront convaincus que l'action est un « sacrifice » — un sacrifice auquel il faut peut-être parfois se résigner, mais qui constitue nécessairement un appauvrissement de la pensée ; d'autres intellectuels moins sclérosés découvriront peu à peu que pour avoir une connaissance juste du réel, il ne suffit pas de s'enfermer dans son cabinet de travail pour méditer, ni même d'opérer d'ingénieux recoupements entre journaux falsifiant la vérité avec une agréable variété, selon la clientèle à laquelle ils s'adressent. La participation à une action de masse (rendue possible par le « et » de conciliation) peut donc acheminer certains intellectuels de formation bourgeoise vers le « et » dialectique de synthèse entre la pensée et l'action.



Mais pour que s'effectue ce passage des « et » de conciliation aux « et » de synthèse, il faut évidemment que nous menions de front (sans établir entre eux de dilemme) le travail des mouvements de masse et le travail idéologique.

Il faut faire dans chaque circonstance ce qui est possible ; l'aménagement pratique provisoire est doublement bon en ce qu'il apporte un soulagement immédiat et en ce qu'il permet d'aller plus loin ; mais il ne dispense pas de l'action plus profonde et décisive, celle qui dénonce les causes, celle qui porte sur les causes. Le rapport entre les deux modes d'action a été le plus clairement défini par Staline :

...Le mouvement actuel en faveur de la paix... contribuera, en cas de succès, à conjurer une guerre *donnée*, à l'ajourner temporairement, à maintenir temporairement une paix *donnée*... Mais cela ne suffit cependant pas pour supprimer l'inévitabilité des guerres... Car malgré les succès du Mouvement de la Paix, l'impérialisme reste debout... Pour supprimer l'inévitabilité des guerres, il faut détruire l'impérialisme.

Si le marxisme n'était rien d'autre que la politique d'une classe opposée à la politique des autres classes, s'il s'agissait de défendre seulement une catégorie d'hommes ou un groupe de pays, notre activité dans les mouvements démocratiques généraux ne s'intègrerait pas à notre activité de marxistes. Mais le combat pour le prolétariat est un combat pour tous. C'est actuellement la classe ouvrière (et son parti) qui défend la paix, bien commun de tous les hommes, de même qu'elle défend l'indépendance nationale et les libertés auparavant proclamées et défendues par la bourgeoisie ; plus généralement, la classe montante représente, non ses seuls intérêts, mais l'intérêt général. Et libérer le travailleur, c'est aussi dégager, développer les facultés humaines que ne stimule plus — même chez ceux qui ne souffrent pas de l'exploitation — une société sur son déclin. La lutte pour le prolétariat est la lutte pour l'homme.

L'édification du socialisme en U.R.S.S. nous enseigne à mieux penser, à éviter la pensée artificielle et stagnante ; elle nous fait désapprendre les fausses oppositions et le désespoir. Prospérité ou justice sociale, craignait-on, même de bonne foi, avant les grandes réalisations soviétiques ; travail manuel ou travail intellectuel, oppose-t-on paresseusement ; nationalisme ou internationalisme, hésitent encore ceux qui n'ont pas appris de l'Etat socialiste multinational comment s'instaurent entre les nations des rapports d'égalité et d'aide réelle ; et tant d'autres oppositions momentanées — prêtes, ailleurs, à fausser notre esprit — qui se trouvent résolues dans les faits, dépassées historiquement [1].

Il dépend de nous que cette leçon — que la réalité capitaliste constamment dans l'impasse ne saurait nous donner —, cette orientation totalement constructive façonne jusqu'à nos moindres participations aux efforts communs. L'étape du dilemme et de l'impuissance déjà est dépassée.

Les synthèses créatrices remplacent les choix fictifs.

---

1. De même que la démocratie formelle, si elle ne se transforme en cette autre réalité vivante, la démocratie socialiste, se pourrit et perd le respect de ses propres formes, de même peut-être, l'ordre logique élémentaire n'est finalement respecté que par ceux qui savent le dépasser. C'est la dialectique qui sauve la logique.

Karl Marx et les Communards réfugiés en Angleterre

La maison d'éditions International Publishers *de New-York a publié en* 1953, *sous le titre* Letters to Americans, *un choix important de lettres adressées par Karl Marx et Friedrich Engels à des correspondants d'outre-Atlantique. Un grand nombre d'entre elles, destinées à des hommes tels que Weydemeyer ou Sorge, avec qui Marx et Engels étaient en relations suivies, ne sont pas inconnues en France. Mais il s'en trouve quelques-unes, adressées à des correspondants occasionnels, qui sont absolument inédites en français. On lira avec intérêt la lettre suivante dont le destinataire était le Révérend Moncure Daniel Conway, ministre méthodiste américain, homme d'opinions radicales et abolitionnistes. Il vivait en Angleterre depuis* 1863 *et avait écrit à Marx pour lui demander l'autorisation d'assister à une séance du Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs. La réponse, que nous publions ici, révèle un Marx trop peu connu — le militant infatigable, hautement responsable et conscient de sa responsabilité. Elle montre, outre sa vigilance révolutionnaire, son effort opiniâtre en faveur des victimes de la répression versaillaise après la chute de la Commune, et son souci d'organisation pratique.*

Cette lettre, rédigée en anglais, a été traduite par Paul Meier.

[Londres, 29 août 1871]

Cher Monsieur,

A mon retour de Brighton, j'ai trouvé votre billet, daté du 24 août. La prochaine séance du Conseil Général aura lieu aujourd'hui, mais comme il poursuivra la discussion sur les tribunaux militaires en France, aucune présence étrangère ne sera admise, conformément à la résolution adoptée mardi dernier. Cette règle stricte a été rendue nécessaire par l'infiltration à nos séances de détectives et de mouchards de la police française.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une liste des réfugiés français. Leur nombre (de 80 à 90 pour le moment) ne cesse de croître de jour en jour, alors que nos fonds sont complètement épuisés. La situation est vraiment lamentable. Ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait, si possible, de former un comité spécialement chargé de trouver du travail aux réfugiés, dont la plupart sont des ouvriers qualifiés ou des hommes appartenant aux professions libérales.

Sincèrement à vous.
Karl Marx

UN IDÉOLOGUE DU COLONIALISME NORD-AFRICAIN : ROBERT MONTAGNE

par Jean-Paul MILOU

LA lutte que les peuples colonisés mènent pour leur liberté brise peu à peu le mur de silence et d'ignorance dont le colonialisme aimerait pouvoir entourer son champ d'exploitation ; après l'Indochine où il veut nous condamner à une lutte insensée et sans espoir, Madagascar dont la voix et le sang nous atteignent à peine, la Tunisie où les commandos de colons font la loi, les événements qui se sont déroulés, cette année, au Maroc depuis le mois de décembre 1952, inquiètent les hommes les plus divers : le décor luxueux et prometteur, brossé par les services de propagande du Protectorat, s'est effondré, avec ses buildings, sa bonne conscience de l'œuvre réussie, ses spahis multicolores sur fond de barrage, pour révéler un arrière-plateau d'exploitation féroce d'un paysannat et d'un prolétariat misérables, servie par une administration policière qui se heurte de plus en plus durement à un peuple prenant conscience de sa force et de son droit. Des prises de position, aussi retentissantes qu'inattendues, telles celles de François Mauriac et du général Catroux, ont montré le désarroi que cette nouvelle perspective sème dans des milieux qui étaient jusque là les plus fermes soutiens de la politique coloniale ; sans doute n'y a-t-il là souvent, derrière la façade des appels moralisateurs et des protestations libérales, que le désir de perpétuer, sous une forme nouvelle, plus « intelligente », plus réaliste, qui tienne compte des « évolutions nécessaires », la domination du capitalisme français sur ses « concessions d'exploitation » ; mais, crise de conscience devant la « réalité » coloniale, crevant les mythes coloniaux, ou querelle d'intérêts et de méthodes, cette inquiétude n'en exprime pas moins les progrès réalisés, dans leur combat, par les peuples coloniaux et la réaction que cette tendance libérale suscite dans la presse officieuse et les organismes officiels de la colonisation est significative : F. Mauriac ne peut plus écrire dans *le Figaro* d'articles sur le Maroc ; le général Catroux se voit interdire l'accès du territoire marocain ; démission du ministre Mitterand ; déplacement du Directeur d'Afrique-Levant au quai d'Orsay. Il est significatif que cette réaction, elle-même, ait mauvaise conscience ; elle sent que le silence n'est plus possible, maintenant que le problème a été posé, sinon bien posé, que les images d'Epinal de la colonisation à base de médecins, de religieuses et de missionnaires ne prennent plus ; le colonialisme nord-africain a besoin d'une idéologie qui lui redonnera bonne conscience en fondant et en justifiant son comportement, l'impérialisme a besoin de se refaire un visage : Robert Montagne va s'en charger.

Professeur au Collège de France, directeur de l'Institut des Hautes Etudes musulmanes à Alger, Robert Montagne jouit dans toute l'Afrique du Nord d'une

situation quasi officielle, qui contraste avec celle de la plupart des islamisants métropolitains, pour qui les portes de l'Afrique du Nord ne sont qu'entrouvertes ; conseiller officieux des autorités locales et du quai d'Orsay, il bénéficie sur place du concours de multiples collaborateurs, fonctionnaires et militaires français au Maroc, soldats et gradés d'une armée sociologique dont il est le penseur en chef (c'est ainsi que récemment, Robert Montagne a dirigé une grande enquête collective sur la « Naissance du Prolétariat marocain » (*Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, 1948-1950), dont il tira les conclusions lui-même ; nous verrons lesquelles...). Devant l'indignation, l'inquiétude, l'émotion que suscitèrent les événements qui marquèrent le mois de décembre 1952 à Casablanca : violences et guet-apens policiers, qui devaient servir de prétexte à la « liquidation » du syndicalisme marocain et des partis nationaux, R. Montagne a fait entendre sa voix, une première fois, prudemment, dans la revue *Etudes* de février 1953 (« Orient contre Occident en Afrique du Nord ») ; une seconde fois dans *la Nef* de mars 1953 ; une troisième fois, beaucoup plus nettement, dans le journal *le Monde* (8, 9 et 10 juin), prenant à son compte les thèses et les affirmations les plus contestables de l'administration et de la presse colonialistes ; il n'est pas sans intérêt de chercher comment Robert Montagne en arrive là, par quels « savants » détours la dictature policière à la petite semaine va recevoir le « satisfecit » de la « sociologie nord-africaine ».



Il y a un problème nord-africain, concède-t-il ; mais attention, ce serait une grave erreur de l'aborder et d'en juger selon des normes et des concepts européens et occidentaux ; lutte d'un peuple pour son indépendance nationale ? pour l'octroi des libertés syndicales, d'opinions, de presse ? pour des conditions de vie meilleures ? Robert Montagne ne le nie pas... Il n'en parle pas ; il prie simplement son lecteur de se défier d'une identification trop rapide avec les réalités « européennes »,

> du caractère a priori des jugements que des esprits occidentaux portent sur des faits orientaux, sans tenir compte de la nature particulière des civilisations qui les engendrent.
>
> ...Peut-être n'est-il pas tenu, dans ces jugements, un compte suffisant de la nature réelle de mouvements politiques, sociaux et économiques donnés, qui se développent dans une région précise du monde, au sein de la société islamique, dont la nature est bien différente de la nôtre [1].

Par exemple, le lecteur métropolitain aurait-il tendance à comprendre l'hostilité du peuple marocain et du peuple tunisien à l'égard des prétendues « réformes » qui, toutes, aliènent leur souveraineté et leur indépendance définitivement, alors que les traités de protectorat la sauvegardent en droit, s'ils la détruisent en fait [2] ? Il faut, affirme R. Montagne,

---

1. « Le nationalisme nord-africain », *La Nef*, cahier n° 2, pp. 11-12.

2. Rappelons que les traités de protectorat, qui fournissent la base « juridique » de la domination française en Tunisie et au Maroc, n'aliènent pas la souveraineté ni l'indépendance « de droit » de ces Etats ; les « réformes », soumises à la signature des souverains par les résidents et présentées comme « démocratiques », n'ont, en réalité, qu'un but : faire signer des articles anodins en apparence, mais qui impliquent la renonciation juridique à une partie de cette souveraineté ; ce qui, dans les conditions actuelles, aboutirait à transformer un protectorat théoriquement limité dans le temps, en un protectorat définitif que masqueraient quelques vagues institutions « pseudo-démocratiques » ou l'étiquette « co-souveraineté ».

Le refus des souverains, soutenus par les peuples marocains et tunisiens, sera alors présenté à l' « opinion » métropolitaine comme le refus de réformes démocratiques, marque d'attachement à un « nationalisme » dépassé, rétrograde, chauvin et xénophobe, inadmissible à une époque où la France elle-même renonce à son entière souveraineté au profit d'institutions supranationales, etc...

nous garder de faire une place trop grande à l'abstraction, puisqu'il s'agit de mouvements dans lesquels les passions des hommes jouent un rôle plus important que les concepts juridiques (*ibid.*, p. 12).

Pense-t-on que l'impérialisme français en Afrique du Nord est lié à la volonté capitaliste de réaliser sur des peuples, privés par la force de leurs droits individuels et nationaux, des bénéfices que la maturité du peuple de la métropole rend impossibles en France, et que les problèmes nord-africains ont une base économique (A Casablanca, le chômage atteint les deux tiers de la population et un salaire ouvrier peut faire vivre, avec 10.000 francs, dix à quinze personnes) ?

R. Montagne est catégorique, sinon explicite :

...il serait naïf de n'y [dans le problème nord-africain] voir qu'un épisode de luttes de classes entre les colons et les grands intérêts économiques, d'une part, et les autochtones, d'autre part [1].

Comment découvrir le fond du « problème » ? Il n'est ni « juridique », ni économique, contrairement à toutes les apparences auxquelles se laisse prendre la « bonne âme » occidentale ; qu'est-il ? Comment l'atteindre ? Réponse à la deuxième question :

Il semble que nous ayons intérêt, pour juger de la solidité et de la profondeur des nationalismes nord-africains, à les observer dans la réalité des faits (*la Nef*, p. 12).

Et, pour mieux les voir, sans doute (?),

élevons le débat avec le sentiment qu'une vue plus haute des choses nous aidera à mieux discerner l'importance des grandes composantes de forces qui se heurtent sous nos yeux en cette région de l'Afrique, où depuis plus de dix siècles la Chrétienté et l'Islam se sont trouvés aux prises (*Etudes*, p. 147).

Toutes ces précautions prises, la « réalité des faits », vue des hauteurs où un savant professeur comme R. Montagne est obligé de se tenir, donne sa réponse à la première question : Le problème nord-africain résulte

du duel engagé depuis plus de vingt ans entre l'Orient et l'Occident (*ibid.*).

Nous assistons, en réalité, une fois déblayées les apparences aberrantes, à la « revanche haineuse de l'Asie sur l'Europe » (*ibid.*, p. 146), et les apparences mesquines, matérielles, « terre à terre », que cette lutte, accessoirement, peut prendre, ne doivent pas nous masquer qu'

en réalité, le combat entre l'Orient et l'Occident se poursuit dans le domaine de l'idéal et ce sont peut-être moins les forces économiques et politiques que les possibilités de création intellectuelle et spirituelle qui décideront de l'avenir (*ibid.*, p. 157).

Et voilà le premier tour accompli. L'appel à l'objectivité scientifique (*...observer la réalité des faits*), à l'impartialité, à l'élévation morale (*élevons le débat...*) contre l'esprit partisan, borné ou *a priori*, ne sert qu'à mystifier le problème qui devient, de précis et de net pour tout esprit sain (état de siège, interdiction des partis, de la presse, des syndicats, arrestations, déportations,

---

1. « Orient contre Occident en Afrique du Nord », *Etudes* de février 1953, p. 147.

bénéfices capitalistes, niveaux de vie, etc...), un mythe idéalisé, mystique qui ne donne prise à aucune pensée objective ; le procédé est simple et éprouvé :

1° Faire douter le lecteur de la validité de ses propres pensées, non pas en lui apportant des preuves objectives qu'il s'est trompé, mais en lui imposant *a priori* l'idée qu'il ne peut que se tromper ; il y a trop de points communs entre les luttes du peuple français et celles du peuple marocain, pour que le patriote français qui lit son journal ne comprenne pas le patriote marocain ou tunisien, pour que le prolétaire parisien ne se sente pas le frère du prolétaire casablancais, pour qu'il ne ressente pas derrière les différences (costumes, traditions, stade, niveau ou forme de la lutte, circonstances historiques), une identité et une fraternité profondes ; il faut donc le convaincre que c'est l'identité qui est trompeuse et la différence qui est fondamentale ; le truisme « la société islamique est différente de la nôtre » va devenir « ...la société islamique dont la nature est bien différente de la nôtre » : tout un programme qui réservera au seul initié, expert ès-civilisation arabe, le privilège d'en juger et d'en décider.

2° Ce privilège ne pourra s'exercer qu'en passant du plan objectif des faits et des raisons, au plan subjectif des « grandes idées » (Orient contre Occident, Asie contre Europe, l'Islam, etc...) qui serviront à dissimuler le réel, en paraissant le dominer, et au plan de l'intuition « profonde » opposée aux « abstractions » (« l'âme arabe... »).

Nous saisissons ici le processus typique de mystification idéaliste qui consiste à faire du concret (forces économiques et forces politiques) l'abstrait et de l'abstrait (la lutte « idéale » entre l'Orient et l'Occident) le concret véritable.



De ce sublime poste d'observation, R. Montagne va pouvoir abaisser ses regards sur le « phénomène » inquiétant du nationalisme nord-africain. Un observateur non prévenu pourrait voir en lui le lieu géométrique des aspirations de toutes les couches de la population nord-africaine ; de la bourgeoisie désireuse de voir ses élites jouer un rôle dans la vie politique de son pays, sa culture et son histoire respectées ; des paysans, accablés par un régime féodal que soutient l'administration ; des ouvriers entassés dans les « bidonvilles » ; de ces hommes qui ont tous compris que le colonialisme était l'obstacle immédiat qui se dressait devant eux et demandent la substitution de rapports contractuels sur un pied d'égalité entre le peuple français et le peuple marocain ou tunisien, au rapport de soumission actuel. Non pas, déclare Montagne...

D'abord le nationalisme marocain, pour prendre un exemple, n'a aucun rapport avec ce que nous entendons, nous Européens, par nationalisme ; ce qui a uni les Arabes, au cours de leur histoire, par des liens assez lâches d'ailleurs, c'est la foi religieuse, l'appartenance à la communauté des croyants, à l'Islam, l'hostilité haineuse à l'égard du chrétien, et non l'idée de nation ; tout au plus pourra-t-on parler de « particularismes » locaux ; n'ayant donc aucune base historique et culturelle véritable, le nationalisme ne pourra être qu'un « pseudo-nationalisme », fondé sur une « pseudo-nation » :

L'idée nationale introduite par notre civilisation moderne se développe, en réalité, dans un milieu historique et social que les siècles ont façonné selon des normes très différentes des nôtres (*la Nef*, p. 21).

...au Maroc où l'Istiqlal et le souverain restent fidèles à l'idée de l'Etat islamique, c'est-à-dire à une pseudo-nation, basée sur la race et la religion... (*le Monde*, 10 juin 1953).

Quelle marchandise frelatée recouvre donc ce nationalisme d'emprunt ? Un racisme et une théocratie, nous venons de le voir :

...l'immense majorité des musulmans associe la notion d'Etat à des concepts théocratiques... (*Etudes*, p. 158).

Un impérialisme,

...nationalisme effervescent de l'Orient... forme nouvelle d'impérialisme... (*id.*, p. 145).

Parlant de la ligue arabe :

A défaut d'une confédération solide, il s'est formé une ligue des Etats qui a encouragé dans les esprits, sinon dans les faits, le développement d'un nouvel impérialisme (*id.*, p. 154).

La haine : c'est « ...une revanche haineuse de l'Asie sur l'Europe » (*id.*, p. 146).

La xénophobie : « ...aspirations xénophobes du peuple souffrant » (La Nef, p. 20).

Ce pseudo-nationalisme est une maladie arabe dont R. Montagne parle en médecin, en médecin habile, s'entend, qui sait distinguer une typhoïde d'une paratyphoïde et un nationalisme bien caractérisé d'un crypto-nationalisme ; en réalité, c'est l'administration colonialiste, créatrice, dans les trois pays d'Afrique du Nord, d'Etats « modernes », qui est la « porteuse » de l'idéal national nord-africain :

...ce que l'Occident peut aspirer à réaliser dans la Régence et dans l'Empire chérifien, ce sont deux véritables nations...

Admirons le tour de force réalisé par Montagne : les Résidents généraux au Maroc et en Tunisie deviennent, « scientifiquement », les vrais nationalistes nord-africains et le « combat » qu'ils mènent est un combat contre l'impérialisme arabe camouflé. Tout est renversé : l'impérialisme en Afrique du Nord est « arabe » et le nationalisme est français ; ce qui justifie pleinement le Maréchal Juin donnant des leçons de nationalisme aux Marocains.

Sidi Mohammed ben Youssef eût été un véritable nationaliste s'il avait signé les dahirs présentés, accordant autant de droits civiques aux 400.000 Européens qu'aux 8.000.000 de Marocains ; pas en avant, sans doute, dans la « création de véritables nations modernes » (*Etudes*, p. 159).

Comment R. Montagne réalise-t-il ce tour de passe-passe ?

Aux procédés de mystification déjà signalés, s'en ajoute un troisième : l'utilisation du passé « contre » le présent ; il ne s'agit pas, ce qui serait légitime, de faire intervenir dans l'étude des problèmes nord-africains, des considérations historiques, à côté des considérations actuelles ; il s'agit de les « comprendre » à partir d'un passé schématique et d'éliminer l'actuel, plus ...indigeste.

Passons sur le schématisme et les subtilités historiques, qui font distinguer un véritable fondement national d'un particularisme, sur le prétendu racisme arabe, sur la prétendue xénophobie. En fait, le racisme touche beaucoup moins les « Arabes » que les Européens ; et ce qui apparaît à R. Montagne comme la haine irraisonnée de l'étranger n'est que la haine, très raisonnée, de l'exploitation par l'étranger. Mais les références au passé, la recherche dans ce passé

de constantes traditionnelles, de « lignes de force », vont permettre à Montagne de ne voir dans l'Afrique du Nord colonisée qu'un phénomène accessoire, la « présence française », comme on dit, lorsqu'elle n'est pas conçue comme source de bien-être, ou distributrice d'idées et de concepts mal adaptés aux réalités islamiques, n'apparaît que comme le témoin passif et paternel d'une évolution qui a son explication dans les replis de la nature arabe ; la sociologie et l'histoire vont être utilisées comme moyen de dissimuler le présent.



Le nationalisme ainsi « analysé », R. Montagne s'occupe des nationalistes ; il y en a de quatre sortes :

La première catégorie contient ceux que Montagne appelle les « nationalistes modérés » ; les lignes, un peu embarrassées malgré tout, qui leur sont consacrées, mériteraient d'être toutes citées :

> Partout... on peut observer l'existence d'un nationalisme modéré encadré par des élites traditionnelles, désireuses de réaliser de lents progrès sans entrer en conflit direct et permanent avec l'autorité de l'Etat moderne... En Algérie, cette tendance s'est affirmée au grand jour surtout depuis l'application du Statut et la multiplication des candidatures d' « Indépendants » est le signe de son renforcement. Le terme méprisant de « Béni-Oui-Oui » que leur décernent leurs adversaires n'est pas toujours exact ; il se dégage peu à peu à Alger, au sein de l'Assemblée, des élites conservatrices, souvent si influentes dans les campagnes, un groupe dit de « libéraux » qui, dans la modération, cherche des voies nouvelles avec une résolution variable (la *Nef*, p. 17).

Et voici promus nationalistes (de vrais nationalistes sans doute !), les notables pourris (ils ne le sont pas tous), vomis par leurs compatriotes, qui reçoivent, en échange de leur servilité, le droit de pressurer, de rançonner dans la pire tradition féodale, et de fournir la figuration locale pour l'illustration « colorée » de « l'amitié franco-africaine » ; cela est un peu « gros » même pour un « estomac » aussi solide que celui de R. Montagne, qui digère visiblement mal ces « nationalistes modérés », « indépendants », qui *ne sont pas toujours* des Beni-oui-oui, « libéraux » qui, dans la *modération, désireraient* réaliser de *lents* progrès, avec une *résolution variable*, dans la *recherche de voies nouvelles.*

Deuxième catégorie : les évolués bourgeois, diplômés de nos universités. De même que R. Montagne ne cachait pas une certaine réserve devant les « timidités » excessives des « nationalistes modérés », il ne dissimule pas une certaine attirance devant ces évolués :

> Les plus modernes et les plus occidentaux, ...qui incarnent dans une certaine mesure l'idéal de ce que nous désignons dans notre langage comme le nationalisme moderne, ...nous séduisent souvent en tête-à-tête par leur finesse et leur intelligence aux chatoiements modernes (la Nef, p. 20).

Que le nationalisme nord-africain serait beau si ces jeunes « occidentalisés » suivaient sans timidité, les traces de leurs aînés du nationalisme modéré, infusaient un sang nouveau à ces

> élites traditionnelles, désireuses de réaliser de lents progrès sans entrer en conflit direct et permanent avec l'autorité de l'Etat moderne dirigé jusqu'ici par les Européens (*ibid.*, p. 17) !

Malheureusement, leurs jeunes pas sont « maladroits » ; ils se voient imposer « un conformisme qui peut aller contre leurs intérêts » (*ibid.*, p. 22).

Leurs cadres sont plus occupés de rassembler des adhérents et d'utiliser leurs forces que de conduire le peuple dans une voie raisonnable (*ibid.*, p. 20).

Mais il faut pour cela qu'ils disputent les suffrages du peuple aux deux tendances rivales du nationalisme « théologique » et du nationalisme « prolétarien », qu'ils fassent assaut avec les premiers de fanatisme islamique, avec les seconds de démagogie et de violence extrémistes ; ils vont perdre alors cette finesse et cette intelligence « aux chatoiements modernes » et être contraints... à apparaître comme des magnétiseurs et des démagogues (*ibid.*, p. 20),

Le jugement de R. Montagne sera donc très sévère à l'égard de ces deux dernières « formes » du nationalisme qui entraînent les jeunes évolués hors de la voie royale de l'Occident et de la raison.

Le nationalisme théologique est « essentiellement réactionnaire » (p. 19), il a

l'audience des masses islamiques ignorantes, lorsque celles-ci sont reprises par ces brusques mouvements de cohésion grégaire que provoque un choc émotif (même page).

Quant au « nationalisme prolétarien » :

Nous sommes ici dans un monde confus où se mêlent des influences communistes, nazies, terroristes, en même temps que le dévouement fanatique à l'Islam vengeur (p. 20).

Ces nationalistes prolétariens sont évidemment « aidés par Moscou », puisqu'ils sont communistes ; nazis, leurs leaders, les Zaims, ont une « tendance naturelle à se comporter en autocrates et en petits despotes » ; terroristes,

ses partisans, organisés en cellules secrètes, se rendent à l'occasion coupables de coups de mains exécutés en commandos, attaquant les banques, coupant les fils téléphoniques (*Etudes*, p. 151 ; *la Nef*, pp. 19-20).

Ce mouvement est lié aux

aspirations xénophobes du peuple souffrant... il est en proportion assez exacte avec la misère que le régime colonial n'a pas été capable de faire disparaître en Afrique du Nord et que le nationalisme bourgeois d'Orient n'a fait que développer par sa corruption (*la Nef*, p. 20).

Admirons « l'habileté » de cette dernière phrase qui « suggère » : 1° que le prolétariat urbain n'a pas été créé par le capitalisme impérialiste de l' « Occident » ; tout ce qu'on peut reprocher au colonialisme est de ne pas avoir fait disparaître la misère de ce prolétariat ; 2° que c'est le nationalisme corrompu des bourgeois d'Orient qui est cause de son développement. Mais ne nous y laissons pas prendre : 1° il est évident que le prolétariat des grandes cités des pays arabes a été, dans sa quasi totalité, créé et développé par l'afflux des capitaux « occidentaux », la bourgeoisie locale ne servant, dans la plupart des cas, que de couverture et d'alibi [1] ; 2° dans la mesure où l'on peut parler d'une bourgeoisie corrompue (elle existe et elle est fort utile, on s'en doute, au capitalisme et au colonialisme), elle n'a rien à voir

---

1. Il ressort d'une enquête faite sur les sociétés marocaines dont le capital dépasse cent millions, que la participation des actionnaires de nationalité marocaine est de 5 %...
L'annuaire marocain « officiel » pour 1951 nous donne les chiffres suivants concernant les investissements de capitaux au Maroc :
1946 : six milliards ;
1947 : dix milliards ;
1948 : quatorze milliards ;
1948 : dix-huit milliards.

avec le « nationalisme musulman bourgeois d'Orient » (excepté, évidemment, dans la « sociologie » de R. Montagne qui fait du Béni-oui-oui un nationaliste) ; et si l'importance du mouvement prolétarien peut être mise en rapport direct avec le développement de la corruption dans une partie de la bourgeoisie, il est un peu sommaire de voir dans l'une le résultat de l'autre. Mais cela le paraît moins si l'on songe au rôle assumé par R. Montagne : masquer la réalité de l'impérialisme dans les pays d'Islam ; rôle difficile, avouons-le, car il s'agira d' « expliquer », ou du moins de paraître expliquer, en dissimulant l'essentiel de ce qui explique ; l'impérialisme mis de côté, comment rendre compte du sens de la lutte des ouvriers de Casablanca, par exemple ? Xénophobie, répondra Montagne... (une sorte de maladie mentale curieuse qui atteint les « indigènes » en présence « d'Européens ») ; se groupent-ils ?... Grégarité ? Non, R. Montagne ne le dit pas, mais presque...

On mesure ici... l'importance des mouvements grégaires que les meneurs savent conduire... (*le Monde* : « Le dialogue franco-marocain », 8 juin 1953).

Ne nous étonnons pas, dans ces conditions, si cet univers paraît « confus » à R. Montagne ; regrettons seulement qu'il n'en reste pas à cet aveu et fasse appel, pour « éclairer », à tous les préjugés et lieux communs fourbis depuis un siècle par la presse bien pensante : extrémistes, commandos, terrorisme, fanatisme, haine, vengeance, meneurs, Moscou, démagogues, etc...

L'incompréhension du rôle que joue la religion dans le nationalisme arabe est aussi flagrante ; les traditions et la pensée religieuse représentent, face au colonialisme qui cherche à anéantir la culture nationale des peuples colonisés, à l'exploitation technique de l'impérialisme qui méprise une éducation ne « rendant » pas dans l'immédiat, le refuge dans un univers fermé à l'oppresseur, le retour à un passé national, le garant d'un avenir d'indépendance ; mais il faudrait, pour comprendre cela (cette imbrication de la piété et du patriotisme, qui fait de Jeanne d'Arc une héroïne représentative pour les Marocains [1]), situer cette vie culturelle dans un ensemble qui est la lutte des peuples arabes contre leur oppression par le capitalisme international à direction américaine. Alors, seulement, il est possible de comprendre comment le bourgeois et le prolétaire des villes, le fqih de l'école coranique et le fellah des campagnes se rejoignent dans la même aspiration à l'indépendance nationale, pourquoi le jeune évolué préfère recevoir des coups aux côtés du peuple (la masse, le Demos, dit Montagne...) que des décorations près des « nationalistes modérés » inventés par l'administration en Afrique du Nord.

Mais R. Montagne cherche-t-il à comprendre ? Non pas ; ce qu'il cherche, c'est une justification de l'impérialisme français en Afrique du Nord. Elle exige un long détour « théorique », mais nous nous rapprochons du but maintenant : le sociologue fait lentement place au « politique ».

---

1. Cf. MASSIGNON, *Mouvement intellectuel du Proche-Orient* : « En Maghreb, le durcissement colonialiste est plus bouffon quand il n'est pas sanglant ; il interdit, par exemple, sous peine de prison, à un prédicateur de mosquée d'invoquer Jeanne d'Arc, cette sainte étant réservée en exclusivité aux invocations de mes compatriotes, qui ne se sentent pas, eux, des occupants. »



La démocratie en Afrique du Nord ? Difficile...

Est-ce parce que l'administration s'y oppose, exprimant l'hostilité des capitalistes français ou étrangers à toute réforme qui permettrait aux peuples d'Afrique du Nord de faire entendre leur voix ? Non pas, c'est que la démocratie est contraire à l'esprit islamique, que les « réformes » n'intéressent pas ; c'est le manque de tradition d'autonomie qui

> explique le manque d'intérêt [1] pris par les musulmans aux réformes municipales et provinciales que nous avons souvent tenté d'introduire (*la Nef*, p. 26).

« Nous » nous heurtons à une résistance dans notre effort démocratique :

> On comprend que cette nouveauté que nous apportons, la loi exprimée par la volonté des citoyens, ne se dégage que bien lentement et à grand'peine, malgré l'existence des institutions représentatives modernes que nous avons introduites peu à peu et qui, d'ailleurs, sont bien lentes à s'enraciner (*ibid.*, p. 26).

La formation de partis politiques modernes ? de syndicats ? Difficile aussi... Mais ce n'est à cause ni de l'état de siège, ni des interdictions, ni des arrestations, déportations, mises en résidence surveillée ; c'est parce que les partis nord-africains sont naturellement « totalitaires » : nous avons déjà appris « la tendance naturelle qu'ont les leaders, les Zaïns, à se comporter en autocrates et en petits despotes » ; ajoutons ce tableau de l'activité des partis marocains, avant que l'administration n'y ait mis bon ordre en décembre 1952 :

> Dans les villes, agents politiques et hommes de main du parti font payer tribut aux commerçants, fixent les mots d'ordre, imposent aux élites et aux masses leur attitude selon des méthodes totalitaires (*le Monde*, 8 juin 1953).

Il faut faire attention au syndicalisme, car

> le leader syndicaliste marocain se transforme en un instant en homme politique qui pense à sa carrière [2].

D'ailleurs

> tout Marocain qui conquiert une part d'autorité... est aussitôt tenté d'utiliser ce pouvoir à son profit (*ibid.*, p. 222).

Le tour de force qui consistait à confisquer au profit de l'administration le nationalisme nord-africain, le vrai, n'était pas suffisant ; c'est elle, maintenant, qui apporte au musulman réticent « cette nouveauté » : « la loi exprimée par la volonté des citoyens » (quelle ironie !), qui protège l'ouvrier contre le totalitarisme naturel de ses leaders, qui défend les Nord-Africains contre eux-mêmes, qui les représente dans ce qu'ils ont de valable et de sain, car malgré tout,

1. Pas une seconde, R. Montagne ne se demande si l'indifférence ne provient pas du caractère fallacieux de ces institutions « modernes ».
2. *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, 1948-1950, p. 222.

il est une parcelle de vérité profonde qui sort par instant de l'âme du peuple et qu'il appartient à l'homme d'Etat d'interpréter avec sagesse (*la Nef*, p. 28).

Maintenant que le nationalisme, les partis, les syndicats nord-africains ont été liquidés « sociologiquement » par R. Montagne, après l'avoir été « officiellement » au Maroc par l'administration, la place est libre pour les « réformes » qui permettront de faire l'éducation nationale, libérale des peuples nord-africains avec le concours, évidemment, de l'administration, des gros colons et industriels.



Un problème auquel R. Montagne a consacré une bonne partie de ses travaux est celui des modifications de structure politique et juridique dans les pays d'Islam ; dans sa thèse principale, parue en 1930 : *les Berbères et le Mahzen dans le Sud du Maroc ; essai sur la transformation des Berbères sédentaires* (*groupe chleuh*), il étudie les répercussions du centralisme du Maghzen sur les tribus berbères aux tendances démocratiques et indépendantes ; dans l'enquête collective de 1948-1950 sur la *Naissance du prolétariat marocain*, il insiste sur la rupture brutale du nouveau citadin avec les forces traditionnelles de cohésion sociale qui s'incarnaient dans la tribu ; dans un livre paru en 1947 : *la Civilisation du désert*, la même idée et le même problème apparaissaient, amenés ici par la sédentarisation progressive du nomade. Le drame provient dans ces trois cas du brusque passage entre des formes de vie différentes et la désadaptation sociale qu'il entraîne ; une « superstructure » politique et juridique, des valeurs morales ou religieuses ne cadrent plus avec une nouvelle « infrastructure » technique ou économique ; d'où la conclusion : il faut ménager des transitions qui faciliteront ce passage inévitable, ne pas croire que l'émigrant chleuh, fraîchement arrivé à Casa, peut du jour au lendemain perdre la tribu et trouver le syndicat aussi facilement qu'il abandonne la djellaba pour le veston rapiécé ; des étapes sont nécessaires qui assureront la transformation, sans heurt ni désordre, du paysan primitif en citoyen moderne ; il va falloir faire son éducation démocratique progressive, par exemple, établir dans les faubourgs des villes marocaines des « institutions représentatives élémentaires »,des « commissions consultatives permanentes » :

On pourrait faire appel dans ces commissions de quartiers, non seulement à des commerçants, mais à des ouvriers stables, à des personnages religieux et même à des émigrés temporaires... (*Naissance...* p. 262).

De même, R. Montagne regrette la disparition « malencontreuse » du B.M.T. (Bureau marocain du travail, organisme officiel fondé en 1943, et dirigé par un contrôleur civil « connaissant bien les populations ») qui permettait à l'autorité de contrôle « de jouer efficacement un rôle d'arbitre éclairé entre les employeurs et les salariés » (*ibid.*, p. 221) et « habituait peu à peu la masse des travailleurs à prendre conscience de leurs intérêts (*ibid.*). Il faut remplacer ce B.M.T.

Le seul moyen de faire l'éducation syndicale d'une telle masse de travailleurs aussi frustes est... de réussir à provoquer des consultations fréquentes et *fractionnées* des travailleurs, de dégager de leur sein une représentation nombreuse d'hommes de confiance, investis d'un pouvoir essentielle-

ment *temporaire...* Dès lors *si* l'autorité de l'Etat et l'intelligence des employeurs s'accordent, il sera possible de satisfaire les demandes *justifiées* du peuple... (*ibid.*, p. 223)[1].

Autant que possible, ces groupements « représentatifs » devront retrouver et respecter les divisions tribales ; quant aux « Européens », il est juste de ne pas les écarter de ces « institutions élémentaires » ; leur contribution économique, leur rôle d'introducteur des institutions modernes leur donne le droit d'avoir « l'occasion d'exercer leur activité en qualité de citoyens de plein droit » (*la Nef*, p. 159).

Là encore la « sociologie » vient au secours de la politique coloniale qui tend :

1° à empêcher la création de véritables institutions démocratiques par « l'octroi » de prétendues réformes, établissant des assemblées truquées, sans efficacité et sans danger ; l'hostilité à ces réformes pourra être interprétée comme la preuve d'un manque de maturité démocratique ;

2° à interdire le syndicalisme, en masquant cette interdiction par la constitution, avec l'aide du patronat, d'assemblées de travailleurs réunies au sein de l'entreprise, contrôlées par un « conseiller du travail » européen ;

3° à assurer la pérennité de l'exploitation coloniale ; sous le fallacieux prétexte d'assurer aux Européens comme aux Nord-Africains des droits civiques, on assure aux Européens la prépondérance électorale, de telle sorte que l'exploitation économique et la dictature d'une minorité soient recouvertes, comme en Afrique du Sud, d'un trompe-l'œil démocratique ;

4° à conserver toutes les institutions, fussent-elles les plus contestables, si elles permettent à l'autorité administrative de « contrôler » plus efficacement ; il est incontestable que le prolétaire perdu dans la grande ville échappe plus facilement à la connaissance et à la tyrannie des autorités locales, qu'il se sent plus anonyme, et que c'est là souvent une des raisons de son départ du « bled » ; restaurer dans la ville ou dans l'usine la structure tribale sera un moyen pour l'administration de le faire retomber sous son contrôle par l'intermédiaire des chefs « traditionnels ».

La ruse est ici de présenter comme conforme à l'intérêt « bien compris » des peuples nord-africains des mesures qui ont été évidemment prises dans l'intérêt de la colonisation et, pour rendre cette présentation convaincante, malgré tout, d'avoir recours à des bases « sociologiques » tronquées, mais apparemment justes ; expliquons-nous : il n'est sans doute pas inutile de remarquer et d'étudier le bouleversement institutionnel, social, moral, provoqué dans les pays d'Afrique du Nord et d'Islam par l'apparition des techniques industrielles modernes, l'éclatement de la tribu et des structures juridiques traditionnelles, le désarroi qui en résulte et accompagne l'invention d'un nouvel équilibre ; c'est la base juste dont part R. Montagne. L'absurdité des conclusions viendra de ce que cette base est tronquée, isolée de l'ensemble auquel elle appartient. La connaissance de la désintégration des structures sociales traditionnelles s'accompagne d'une ignorance à peu près totale des structures modernes : le phénomène industriel, ses origines, son évolution ; les nouvelles formes économiques qui l'accompagnent ; les structures politiques qui lui font suite ; le capitalisme, l'impérialisme, le syndicalisme, le libéralisme, le fascisme, etc... R. Montagne paraît mépriser tout cela ; sa

---

1. C'est nous qui soulignons... Rappelons que le droit syndical n'existe pas pour les Marocains.

« science » n'y pénètre pas[1] ; on comprend un peu pourquoi : la simple constatation que les progrès de la démocratie dans le monde sont liés à une lutte, que l'union des ouvriers dans des syndicats s'est faite contre le patronat, rendrait évidemment plus difficile la confiance faite à l'administration, aux patrons et aux colons pour assurer l'éducation démocratique et syndicale des travailleurs et leur permettre de prendre conscience de leurs intérêts.

Ces insuffisances et ces oublis, déjà suspects dans des articles de circonstance que le désarroi peut rendre peu clairvoyants, se retrouvent, aggravés par la prétention « scientifique », dans la présentation des résultats de l'enquête sur le prolétariat marocain [2].



Nous ne nous attendons pas, évidemment, à voir R. Montagne donner au mot « prolétariat » un sens scientifique. Ne soyons pas trop difficiles ; tout « émigrant » des tribus du « bled » sera rangé parmi les prolétaires, qu'il soit épicier, ouvrier d'usine, joueur de gambrit ou mendiant professionnel.

Nous ne nous attendons pas non plus à grand'chose concernant le capitalisme au Maroc ; une page sur trois cents est consacrée au « patronat », dont nous apprendrons qu'il a développé son action « dans une atmosphère de grande liberté et d'indépendance », qu'il a fait fortune « grâce aux circonstances favorables et à l'absence d'une législation fiscale inquisitoriale » et qu'il « a réussi le plus souvent à créer un climat d'indépendance totale à l'égard des grandes directions techniques du protectorat qui rend difficile l'application, par simple voie d'autorité, d'une législation protectrice des travailleurs » (pp. 218-219). Mais est-il admissible de voir présenter comme une étude sur le prolétariat marocain un travail dont les seules bases sont des enquêtes sur l'émigration dans *quelques tribus* du Sud ?

Sans doute sommes-nous avertis (pp. 42-43), que les efforts ont été concentrés sur les Berbères sédentaires des régions de Marrakech et d'Agadir, sur les Haratins des oasis et les Arabes du Sud de l'anti-Atlas, que les renseignements sont lacunaires ou inexistants concernant le reste du Maroc ; mais cela n'empêchera nullement R. Montagne d'en tirer des conclusions générales inattendues, par exemple sur les causes de l'émigration :

L'appel de main-d'œuvre dû à « la modernisation économique du pays » n'est qu'une cause illusoire et apparente ; les causes principales sont, par ordre d'importance,

le mouvement *historique* des populations du Sud vers le Nord,
le surpeuplement du Sud du Maroc,
le dessèchement du pays,
la déforestation et la surpaturation,
l'insuffisance des réserves alimentaires.

La colonisation, qui a privé le Marocain des meilleures de ses terres[3]

1. Cette perspective, qui isole les rapports de l'homme et de la machine, de l'ensemble économique et politique qui les entoure, permet de ne pas mettre en question cet ensemble et de ne s'interroger que sur l'adaptation, individuelle ou collective, à des techniques inévitables.

2. « Naissance du prolétariat marocain, enquête collective 1948-1950. » *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie.*

3. Sur cinq millions d'hectares de terres cultivées au Maroc, un million d'hectares appartiennent à 4.710 « Européens ». Près de 70 % de ces exploitations ont plus de 300 hectares. Les terres des colons, plus riches et exploitées avec des machines modernes, rendent de 15 à 30 quintaux à l'hectare, alors que les terres exploitées par les Marocains ont un rendement de 5 à 10 quintaux ; cela n'empêche pas le fellah marocain de payer les 9/10 de l'impôt foncier, le « tutib ».

Un ouvrier agricole gagne de 40 à 150 fr. par jour... quand il travaille.

n'apparaît, avec les abus de pouvoir des chefs et... les sauterelles, que comme une cause secondaire, qui n'est citée que pour mémoire ; mais cela n'est possible que parce que R. Montagne ne fonde ses déductions que sur des parties du Maroc où, à l'exception du Sous, la colonisation est pratiquement inexistante ;

> Au total, pour le Sud du Maroc, principal foyer d'émigration lointaine, cette cause ne nous semble pas mériter d'être prise en considération pour plus de la millième partie des cas qui nous intéressent. Il n'en va plus de même évidemment dans la plaine atlantique où se sont développés depuis trente ans de grands et moyens domaines européens et indigènes. Mais l'étude est à faire et l'on ne saurait préjuger de ses résultats (p. 98).

L'aveu est de taille et il ne suffit pas pour en limiter la portée de considérer le « Sud du Maroc » (bien vague) comme principal foyer d' « émigration lointaine » et d'être évasif sur les autres régions. L'aveu, d'ailleurs, ne sera pas renouvelé ; parlant du Tadla dont provient une quantité considérable de prolétaires casablancais, R. Montagne se contentera de dire que les causes de cette émigration « sont encore mal connues », qu'en dehors de la pluviométrie, « d'autres causes, sociales sans doute, expliqueraient l'ampleur de l'exode vers les villes » (p. 182).

Tout se passe, là encore, comme si la tâche de R. Montagne était de masquer la réalité coloniale, en tirant d'études fragmentaires sur des tribus du Sud, où la colonisation a eu moins de prise, des conclusions générales sur le prolétariat marocain et les origines de sa migration. Et même dans ce cadre étroit, la prudence est de règle dès que l'émigration pourrait être mise en rapport avec le régime colonial. Insuffisance des réserves alimentaires ? Elle est liée, dans le Sud, à la disparition des agadirs, greniers collectifs où étaient entreposées autrefois ces réserves, disparition qui, elle-même, « peut bien avoir des causes multiples » (p. 97).

Deux lignes vagues nous apprendront (p. 100) qu'il existe dans l'ensemble du Sous un déplacement de propriétés foncières au bénéfice des notables.

Et pourtant, l'étude de ces migrations est la partie la plus importante, la plus riche de chiffres, la plus « sérieuse » ; l'étude des conditions de vie du prolétariat marocain n'a même plus le déguisement scientifique ; aucune étude sur les salaires (cela eût sans doute mené trop loin) ; s'il est noté, en quelques lignes, qu'en dépit de l'extraordinaire prospérité des entreprises, les salaires sont restés constants alors que la vie augmentait [1], une note s'empresse de suggérer, comme pour atténuer les dangers d'une pareille affirmation, que l'augmentation des salaires ne serait pas efficace, l'ouvrier ne ressentant pas des besoins correspondants (p. 216). Le chômage ? Onze lignes : de « bons observateurs » estiment que le chômage n'atteint que le cinquième de la population totale des ouvriers « utilisables » (???). Les « bidonvilles » ? Ils ont « leurs avantages et leurs inconvénients » (p. 155) ; ils sont « plus agréables et hygiéniques que les derbs surpeuplés » (p. 153), « les meilleurs signes de la croissance rapide d'une cité » (p. 12). Admirons enfin, sur l'état sanitaire du prolétariat marocain, ce raisonnement remarquable :

> Dans quelle mesure la tuberculose rapportée des usines et des chantiers, les maladies contractées dans les mines, la maladie du manganèse, entre autres, exercent-elles leurs ravages ?
>
> L'enquête n'a pas été conduite dans ce domaine par les représentants du service de santé. Le fait que l'attention n'ait pas été attirée spontanément par les observateurs sur ces sujets paraît indiquer, jusqu'à preuve du contraire, que le mal n'est pas grand jusqu'ici (p. 123).

---

1. De 1938 à 1951, l'indice général des prix est passé de 100 à 2.179, celui des salaires de 100 à 1.095.

Est-ce sérieux ?

On est d'autant plus frappé de ce manque de rigueur sur les problèmes essentiels du prolétariat marocain qu'il contraste avec l'appareil de statistiques, de chiffres, de cartes et de tableaux multicolores dès qu'il s'agit de problèmes accessoires, ne pouvant mettre directement en question le régime du protectorat. Quelques lignes vagues, nous l'avons vu, sur les salaires et le chômage, mais nous saurons, à l'unité près, la répartition de l'émigration dans les tribus du poste des Ait Abdallah et deux pages de chiffres nous renseigneront sur les précipitations atmosphériques dans le Sud marocain ; contraste paradoxal ? Pas tellement ; l'essentiel n'est-il pas d'impressionner le lecteur, de lui dissimuler, derrière un trompe-l'œil scientifique, l'arbitraire et la partialité des conclusions ? L'appareil numérique et graphique n'est, dans cet ouvrage, qu'un alibi destiné à « faire passer » les thèmes habituels de la propagande colonialiste, à donner l'impression, extérieurement du moins et à un lecteur inattentif, qu'ils sont fondés sur une analyse objective [1].



Nous n'avons donc plus à nous étonner si, dans l'article du *Monde* auquel nous avons déjà fait allusion, R. Montagne reprend à son compte, sans la moindre réserve, la version officielle des événements casablancais de décembre ; le journaliste de circonstance « révèle » le sociologue. Il vole au secours du colonialisme menacé. Le raidissement de l'administration face au mouvement populaire marocain dont l'ampleur ne permet plus les atermoiements, la brutale renonciation aux derniers vestiges d'une politique libérale, l'option pour les méthodes de force, la cruauté de la répression inquiètent et indignent l'opinion métropolitaine qui redoute de voir se reproduire au Maroc la situation tunisienne ; dût-il renoncer au « ton » objectif, aux scrupules d'apparence scientifique, qui ne sont plus de mise, R. Montagne a à couvrir de son autorité de « savant » la version des faits qui peut « justifier » la répression.

Nous lirons donc, sous la plume de R. Montagne, que le Maroc était dans un climat « pré-insurrectionnel » dès l'automne 1952 et que l'émeute y existait « en puissance » au début de décembre (aucune précision n'est donnée sur ce qui peut être appelé « émeute en puissance »... et pour cause ; l'automne 1952 révèle l'ampleur du mouvement national et n'est marqué par aucune violence ; conclusion : C'est une violence « en puissance »...), que le pays rural demeure complètement à l'écart du mouvement national (pourquoi, dans ces conditions, les plus fortes expéditions « punitives » de ces dernières années ont-elles été dirigées, l'une sur le Tadla, l'autre récemment contre les Beni-Snassen ?), que « les autorités habiles », mais « sans machination », et les services d'ordre « bien dirigés » vinrent à bout de « l'émeute » sans faire appel à la troupe (les photographes de la presse locale nous montrant les « goums » doublant la police et les tanks parcourant les Carrières centrales, général en tête, ont, sans doute, été victimes d'un mirage), qu'une fois l'ordre rétabli, « la vie sociale et commerciale reprit librement » les sourires « reparurent ».

---

1. Ce jugement n'entend évidemment pas mettre en cause, dans leur ensemble, les bonnes volontés qui ont fourni le matériel d'information, souvent de qualité, mais s'applique à l'exploitation abusive qui en a été faite.

Etrange comportement des foules du Maghreb, qui, sorties de l'état d'hypnose dans lequel les a placées une propagande frénétique, semblent s'éveiller d'un mauvais rêve. Comment ne pas évoquer l'observation faite dans les mêmes lieux en mars 1951, lorsque disparurent en un instant des lieux publics et magasins des villes tous les portraits du sultan dont on avait attendu la destitution, cependant que s'éclairaient de nouveau tous les visages ?

Etrange, évidemment, s'il faut à tout prix dissimuler la terreur policière, la répression, les massacres, les tortures, etc... (les journaux casablancais ont été obligés de se faire les échos des protestations contre le scandale de la vente des portraits du « nouveau » sultan par des policiers en uniforme). Mais le fait que le « comportement des foules du Maghreb » apparaisse étrange au « sociologue du Maghreb » qu'est R. Montagne ne nous surprend plus, puisqu'il ignore ou dissimule tout ce qui pourrait l'expliquer : l'impérialisme français en Afrique du Nord.

Foule de citadins déracinés, qui ont trop rapidement rompu les liens traditionnels qui les attachaient à la tribu, tombant sous la coupe des meneurs fanatisés jusqu'à l'émeute, pour respirer et sourire à nouveau, libérée par la police : R. Montagne ne fait que reprendre, transformés en « informations », des thèmes sociologiques qu'il a lui-même fourbis, rajeunissant à l'usage de l'Afrique du Nord les mythes universels de l'idéologie coloniale.

Le ministère de l'Intérieur ne s'y trompe pas, en confiant à R. Montagne la tâche d'étudier à son intention la situation des Nord-Africains en France...

Rassurer les consciences troublées par l'exploitation et les violences dont sont victimes les immigrants nord-africains, sans mettre en cause leur origine et leur fondement réel, restaurer ou renforcer chez les autres un racisme « raisonné » qui permette d'aggraver la situation en paraissant y porter remède, « mater » le mouvement national et syndical en prétendant l'assagir, fournir une « base » idéologique à des mesures éventuelles de « réglementation », telle est la tâche « nouvelle » assignée à Robert Montagne, prestidigitateur de l'impérialisme pourrissant.

ALGÉRIE ET PORTO-RICO

COLONIALISME FRANÇAIS ET COLONIALISME AMÉRICAIN

par M. BENCHETRIT, J. VOGT et J. TRICART

II. — LE REFORMISME [1]

LES grandes crises des années qui précèdent la guerre de 1939 exaspèrent les contradictions de l'exploitation coloniale ; les peuples colonisés prennent une conscience de plus en plus nette de leur situation politique et de leurs droits nationaux. La guerre elle-même est une étape décisive dans l'évolution de Porto-Rico comme de l'Algérie : elle a l'effet d'un catalyseur pour les mouvements politiques et sociaux. Porto-Rico est la pièce maîtresse du système américain de défense des Caraïbes ; le commerce est menacé par les sous-marins allemands. On sait le rôle que joue l'Algérie dans la dernière phase de la guerre, elle est de plus coupée de la métropole et occupée par les troupes américaines. Les Etats-Unis peuvent alors jouer à fond le jeu « anticolonialiste » en Afrique du Nord. Enfin les très mauvaises récoltes de l'année 1945 provoquent une véritable famine dans tout le pays. La même année, des troubles dans la région de Sétif (Constantinois) provoquent une répression féroce qui fait plus de 45.000 victimes parmi les petits fellahs musulmans.

Cet ensemble de causes profondes et de bouleversements et crises récentes ont rendu indispensable une série de mesures « réformatrices », pour le maintien même de la domination coloniale : il faut modifier les formes de l'exploitation coloniale pour adapter le Pacte colonial aux conjonctures nouvelles et essayer d'étouffer « dans l'œuf » le mouvement d'émancipation nationale. Des programmes de « réformes » sont donc élaborés et largement diffusés : diversification de l'économie des régions soumises à des monocultures de spéculation, atténuation de la crise démographique et augmentation du niveau de vie des populations indigènes par la modernisation de l'agriculture et même des projets de véritable réforme agraire, et par l'industrialisation, tels sont les thèmes essentiels qui sont mis en avant dans les deux cas. Dans les deux colonies, ce programme est lancé sous l'égide de la social-démocratie : les gouverneurs Chataigneau et Naegelen en Algérie ; les gouverneurs Tugwell, ancien administrateur de la « Resettlement Administration » sous le New-Deal, et Muñoz Marin, leader du Parti démocratique populaire, actuellement au pouvoir, à Porto-Rico.

Le réformisme agraire

Dans un rapport publié dans les *Documents algériens* de mai 1946, le Gouvernement général reconnaissait que :

---

1. Voir *la Pensée*, n° 54 (mars-avril 1954), pp. 45-60.

Si 150.000 familles musulmanes possèdent de grands domaines ou des superficies suffisantes pour assurer leur subsistance, plusieurs centaines de milliers de familles ne disposent pas d'assez de terres. De plus, un demi-million de foyers environ n'ont pas de terre du tout et gagnent leur vie comme métayers, fermiers ou salariés agricoles. En fait la répartition actuelle des terres a abouti à la création d'un immense prolétariat agricole dont les conditions de vie sont difficiles et précaires.

L'objet de la « réforme agraire » va être de « résorber » ce sous-prolétariat et d'accroître le niveau de vie de la masse des petits fellahs. Trois « solutions » sont envisagées : améliorer les méthodes de culture et par conséquent les rendements de l'agriculture indigène ; conquérir de nouvelles terres par l'irrigation ; distribuer ces terres et celles qui seront « récupérées par d'autres moyens » aux paysans qui ne possèdent rien (ce qu'on appelle le *recasement* des petits fellahs).

On reconnaît que « les terres des petits fellahs sont souvent de valeur inférieure et de mauvaise qualité » ; l'occupation des meilleures terres des plaines telliennes par l'agriculture coloniale spéculative étant bien établie et hors de question, on s'apitoie sur « l'agriculture indigène déshéritée », de même que, une fois la conquête bien terminée, Napoléon III put se déclarer « protecteur des Arabes »... Pour parer à la pauvreté du fellah qui l'empêche de réaliser les améliorations indispensables et d'en attendre les résultats, c'est d'abord le Crédit Agricole qui doit être organisé.

En dehors des banques, aux guichets desquelles, dans leur immense majorité, ils ne sont évidemment pas admis, les agriculteurs musulmans pouvaient s'adresser soit à une Caisse locale de Crédit agricole mutuel, soit à la Caisse des prêts agricoles, soit à la Société Indigène de Prévoyance (S.I.P.).

Les Caisses de Crédit agricole mutuel sont la principale institution de crédit de l'agriculture en Algérie : elles accordent tous les prêts nécessaires à l'exploitation, l'entretien, l'équipement, etc. Mais la part des agriculteurs musulmans dans les crédits distribués par ces organismes est infime : moins de 10 % dans la catégorie des prêts à moyen et à long terme (rappelons que les fellahs représentent environ 97 % de la population rurale), 25 à 30 % pour les crédits de campagne (environ 12.000 demandeurs par an, contre 8.000 Européens), 3 % seulement pour les crédits de financement de récolte et 3 % pour les crédits d'équipement. Les demandes arrivent en grand nombre, mais sont pour la plupart rejetées, faute de garantie suffisante.

La situation est sensiblement la même en ce qui concerne les Caisses de prêts agricoles (créées en 1935) : les fellahs qui constituent environ 90 % des demandeurs, ne représentent que 50 % à peine des agriculteurs qui ont pu être aidés effectivement. Et encore nombreux sont ceux qui ont laissé leur terre dans une opération malheureuse.

Restent les S.I.P. qui ne distribuent qu'une « poussière » de crédits à la « poussière » des fellahs, selon l'expression de M. Cadi Abdelkader (note à la Commission des réformes en 1944) : « prêts de semences, menues avances ou subventions exceptionnelles ». Elles doivent être réorganisées et devenir le principal instrument de la « réforme agraire ».

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance, qui existent officiellement depuis 1893, se présentaient à l'origine comme de simples sociétés de secours mutuel. En fait, comme les S.I.P. d'Afrique Noire, elles sont essentiellement des appareils de spoliation aux mains de l'administration pour extorquer l'impôt. Elles deviennent des organismes d'évolution, qui doivent disparaître une fois leur but atteint : c'est-à-dire qu'elles auront conduit leurs adhérents musulmans aux formes normales du Crédit agricole. Ce but doit être atteint en spécialisant leurs

activités agricoles et en les groupant dans des « communautés d'intérêts ». L'instrument de cette spécialisation et de ce groupement sont les « Secteurs d'amélioration rurale » (S.A.R.), secteurs découpés à l'intérieur des circonscriptions des S.I.P. et financés par elles. Le Secteur d'amélioration rurale qui est chargé de l'encadrement et de l'éducation des fellahs, qui doit leur fournir matériel et directives, et qui doit aussi trouver les terres pour le recasement des paysans qui n'ont rien, constitue donc le fondement de la réforme agraire. Deux objectifs : trouver des terres pour y recaser les fellahs, regrouper les paysans pour les diriger, les équiper, etc.

On comptait trouver les terres nécessaires d'abord par l'irrigation, ensuite par la location des terrains domaniaux et communaux, enfin par le rachat de terres privées et notamment de quelques grands domaines.

L'irrigation soit par barrages, soit par l'utilisation des eaux souterraines, permettrait la conquête d'immenses superficies de terres arables, mais incultes ou faiblement productrices, faute d'eau. Mais pour éviter que ces nouvelles terres ne fussent immédiatement accaparées par la spéculation, pour pouvoir installer au contraire de petits exploitants sur ces terres, une législation toute nouvelle devait être élaborée, fondée sur le principe de la « nationalisation de l'eau ».

Le prélèvement des terres sur les propriétés, à titre de récupération en nature d'une partie des plus-values données par les travaux d'Etat, déclarait le rapport déjà cité, et l'installation de nouveaux agriculteurs sont des corollaires du principe de nationalisation de l'eau : corollaires nécessaires pour permettre de tirer des travaux exécutés tout le profit dont ils sont susceptibles en matière économique et sociale.

Une loi, dite « loi Martin », a même été votée en ce sens, prévoyant effectivement le prélèvement d'une fraction des terres nouvellement irriguées, pour le « recasement » de familles françaises ou indigènes. Mais la loi Martin rencontra chez les colons européens déjà en place et chez les spéculateurs une opposition si énergique qu'elle reste lettre morte : en principe elle est toujours en vigueur et toujours applicable automatiquement ; en fait, on n'ose plus en parler !

En ce qui concerne les terrains domaniaux et communaux, une enquête de 1945 faisait état de 250.000 ha environ disponibles. Mais la plus grande partie de ces terres est inutilisable ou propre seulement au maquis. Elles sont généralement louées comme terrains de parcours.

On a enfin songé à exproprier certains grands domaines et à acquérir des terres volontairement vendues. Notamment a été envisagé le rachat des domaines concédés par le Second Empire à de grandes sociétés. Mais on a fait valoir qu'étant donné qu'une partie importante de ces domaines est travaillée par des fermiers, métayers ou ouvriers indigènes, il n'était pas nécessaire d'exproprier ou de racheter ces domaines ! En fait 4.000 fellahs exploitent en location une partie du domaine de 20.000 ha concédé à la Compagnie genevoise et 55.000 ha sur les 70.000 appartenant à la Compagnie algérienne sont affermés à des Européens et surtout à des indigènes (environ 20.000). Le Gouvernement général a toutefois entrepris des démarches auprès de la direction de la Compagnie genevoise en Suisse « pour faire admettre dans ce domaine les principes de la politique suivie par le Gouvernement en matière de paysannat ». Ces négociations n'ont évidemment pas abouti.

C'est donc sur des terrains communaux ou domaniaux et sur quelques terres achetées ou louées à des particuliers qu'ont pu être effectivement orga-

nisés un certain nombre de *secteurs d'amélioration rurale*. Dans les territoires du Sud, les pasteurs musulmans ont également été groupés en S.A.R. sur leurs immenses terrains de parcours divisés en un certain nombre de secteurs.

Comment fonctionnent ces S.A.R. Quelle en est l'importance ?

Que le S.A.R. ait été organisé sur des terres fournies par l'administration et où ont été « recasés » des fellahs, ou qu'il résulte du groupement « volontaire » des paysans, son organisation et son fonctionnement sont à peu près les mêmes. Mais dans le premier cas, la sujétion des fellahs au conseil d'administration de la S.I.P. est évidemment beaucoup plus forte : les paysans sont alors simplement locataires des terres qu'ils ont reçues, à titre précaire pendant quatre ans, puis à vie, mais avec un bail toujours résiliable par l'administration.

Sur des superficies extrêmement variables, allant de 150 à 49.000 ha, pour les S.A.R. de cultivateurs, et atteignant 320.000 ha pour les S.A.R. de pasteurs, l'ensemble de l'activité agricole des fellahs est donc prise en main par l'administration des S.I.P. Son intervention doit se traduire auprès de ses membres par l'application du plan de culture, des prêts en argent et en nature, la fourniture de produits agricoles (plants, semences, etc.), l'utilisation d'un matériel moderne, l'écoulement des récoltes, etc... [1] Qu'il s'agisse d'agriculteurs recasés ou de propriétaires libres, l'adhésion au S.A.R. est régie par un contrat bi-latéral. En échange de l'aide matérielle, financière et « morale » apportée par le S.A.R., le paysan doit souscrire à un certain nombre d'obligations :

obligation de soumettre sa terre au plan de culture et aux façons culturales imposées par le S.A.R. ;

obligation d'effectuer sur sa terre le nombre de journées de travail correspondant à une mise en valeur rationnelle des parcelles ;

obligation de livrer à la S.I.P., par l'intermédiaire du S.A.R., aux jours et lieux indiqués, la totalité de ses récoltes, sauf les quantités nécessaires à ses besoins, à ceux de la famille, de son cheptel qui sont fixés par catégories par le conseil d'administration de la S.I.P. sur proposition du comité de gestion du S.A.R.

La première démarche de la direction des S.A.R. est de *spécialiser* l'agriculture indigène à l'instar de l'agriculture européenne, en fonction des conditions locales, pour la *commercialiser*. Il existe donc trois grandes catégories de S.A.R. : de céréaliculture, d'arboriculture et d'élevage. C'est d'ailleurs la S.I.P. qui prend seule en charge l'écoulement des récoltes, l'adhérent renonçant dès l'abord à tout pouvoir à cet égard. Tous les impôts, charges, cotisations, etc. sont imputés sur le prix de vente, et le surplus lui est remis.

Les S.A.R. apparaissent donc comme une entreprise généralisée d'intégration de l'agriculture musulmane dans le circuit capitaliste européen. La solution du problème agraire indigène est escomptée par l'encadrement et le contrôle général du travail des fellahs et la commercialisation de leur production. C'est en effet surtout l'accroissement des rendements, par une mécanisation et une rationalisation maxima, qui constitue l'objectif essentiel de toute la réforme agraire. Le recasement des fellahs sans terres passe par la force des choses au second plan : les terres disponibles n'ont permis de recaser que quelques milliers de paysans. Les S.A.R. ainsi constituées servent surtout d'expériences

---

1. Nous nous en tenons ici à une étude des dispositions officielles. Lors des débats de l'Assemblée de l'Union française sur les S.A.R., on a pu citer les multiples scandales, dilapidations, sévices de toutes sortes qui accompagnent l'application du « système ».

« modèles » pour promouvoir, par la propagande et par l'exemple, la constitution de S.A.R. de petits propriétaires « libres ». Tout le territoire occupé par l'agriculture musulmane en Algérie doit finalement être découpé en secteurs d'amélioration rurale, encadrant la masse des petits cultivateurs ou pasteurs arabes.

En 1947, il existait déjà :

34 S.A.R. de céréaliculteurs, couvrant 261.000 ha, avec 10.334 participants ;

5 S.A.R. d'arboriculteurs, couvrant 10.883 ha, avec 1.126 participants ;

1 de culture maraîchère, couvrant 150 ha, avec 150 participants ;

41 de pasteurs (dans les Hautes plaines steppiques), couvrant 5.337.741 ha, avec 45.000 participants environ.

Soit 81 S.A.R., contre 12 seulement en 1946. Il y en a 103 en 1948, 122 en 1949, et 147 en 1951, qui se répartissent en : 59 de céréaliculture, 27 d'arboriculture, 56 d'élevage, 2 de maraîchers et 3 d'oasiens, couvrant au total près de 11.500.000 ha (90 % environ de terrains de parcours).

Le nombre de fellahs et pasteurs encadrés par les S.A.R. ne dépasse toutefois pas 112.200. La grosse masse des petits paysans sédentaires reste encore à l'écart du mouvement. Le faible rayonnement de l'entreprise est d'ailleurs révélé par la modicité des crédits dont elle dispose : 2,6 milliards de francs de 1945 à 1951, dont 800 millions attribués par le fonds commun des S.I.P. et 1.800 par l'Etat :

en 1945 : 100 millions
en 1946 : 220 «
en 1947 : 400 «
en 1948 : 500 «
en 1949 : 250 «
en 1950 : 330 «

Le S.A.R. étant fondé sur le regroupement des terres et des hommes, il était en 1946, au moment du lancement de la « réforme », comparé parfois au kolkhoz ! Il ne viendrait à l'idée de personne aujourd'hui de faire un tel rapprochement. La réforme des S.I.P. et l'organisation des S.A.R. apparaît en fait comme une entreprise de « nationalisation » de la petite agriculture musulmane et de « mobilisation » de sa production. Le senatus-consulte de 1863, importante réforme foncière de la première phase de la colonisation, avait assuré la « francisation » et la « mobilisation » des terres indigènes, ce qui avait permis le grand essor de la spéculation et l'acquisition par la « colonisation privée » des meilleures terres des plaines. La mobilisation actuellement entreprise de la production agricole indigène, déguisée aux fins de propagande sous le nom de « réforme agraire » pour la modernisation, l'équipement, la rationalisation de cette agriculture « archaïque », n'est qu'une nouvelle étape dans la sujétion croissante du paysannat musulman à l'économie coloniale et à l'autorité de l'administration. La commercialisation accrue de la production signifie, en effet, en économie capitaliste, une exploitation accrue de l'agriculteur. Plus la part de sa récolte qui est vendue est considérable, plus élevé est le prélèvement capitaliste qu'elle subit. L'exemple de la culture des arachides du Sénégal, du tabac à Porto-Rico, le démontre.

Le problème agraire indigène résulte avant tout de la compression d'une population trop dense sur les moins bonnes terres du pays (montagnes, hautes plaines steppiques, territoires du sud) négligées par l'agriculture européenne.

Il résulte de l'expansion des grandes exploitations coloniales fondées sur l'exportation et la spéculation (vignes, agrumes, etc.) C'est une conséquence du fait colonial. Sa solution ne réside pas dans une aggravation de ce fait colonial.

L'agriculture musulmane restait arriérée du fait de sa situation géographique, et le divorce entre cette agriculture périclitante, sous-équipée et se repliant de plus en plus sur elle-même, et l'agriculture coloniale se modernisant, se développant et s'étendant de plus en plus grâce aux grands travaux hydrauliques dont elle est seule à profiter, ne faisait que s'accentuer. L'institution des S.A.R. qui doivent tenter de résorber ce déséquilibre devenu dangereux, s'attaque aux effets sans toucher aux causes. Tout le progrès tient dans la transformation de la foule des petits propriétaires musulmans, cultivateurs, arboriculteurs ou pasteurs, équipés et éduqués, en équipes de prolétaires au service de l'agriculture algérienne, dirigés, contrôlés et assujettis à l'économie coloniale, par l'intermédiaire des S.A.R. d'abord, des organismes de Crédit ensuite.

On insiste toujours sur la remarquable « souplesse » d'adaptation des S.A.R. C'est en effet une forme très souple d'impérialisme économique camouflé en entreprise de progrès économique et social. La « réforme agraire » se ramène en dernière analyse à un perfectionnement et à une accentuation de l'exploitation coloniale de l'Algérie : exploitation maxima et intégrale des terres et des hommes.

Par bien des côtés la réforme agraire lancée par les Américains dans leur territoire de Porto-Rico, est semblable à la « réforme » algérienne, et elle aboutit aux mêmes résultats.

Avec l'instauration du New-Deal, Porto-Rico était devenu un terrain d'expériences tropicales de plus en plus amples. La solidarité de la maladie et de la crise sociale avait notamment été mise en relief par de multiples recherches médicales. Les mesures des années de crise, qui étaient toutes négatives et ne faisaient que maintenir le statu-quo, comme l'a reconnu en 1948 l'ancien gouverneur Tugwell, créèrent cependant l'habitude de l'intervention des pouvoirs publics. A la veille de la guerre, les Porto-Ricains exigent l'adoption d'un dirigisme économique et social, indispensable pour assainir la situation créée par le maintien et l'aggravation de la colonisation américaine. La montée du Parti démocratique populaire victorieux avec la devise « Pain-Terre-Liberté », puis la guerre, poussent à des compromis et font admettre, malgré de tenaces résistances, le principe de réformes structurelles.

Les responsables de l'économie insulaire commencent à s'intéresser, autrement que par des subventions occasionnelles, à la crise de la montagne caféière. Si l'on ne voulait pas voir se combler en peu d'années des réservoirs qui alimentent les centrales électriques et permettent l'irrigation de la plaine méridionale, il fallait réduire la charge des cours d'eau, et par conséquent rendre à la montagne son rôle d'éponge, de régulatrice, ici comme en Algérie. D'autre part, il était nécessaire de fixer la population de la montagne, de l'empêcher de s'ajouter à la population déjà surabondante des plaines sucrières et des villes. La meilleure manière de réaliser ces objectifs était donc de « réhabiliter » la production caféière qui pouvait occuper une main d'œuvre nombreuse que le machinisme ne saurait concurrencer et dont le couvert d'arbres d'ombre protégerait les pentes de l'érosion.

Les mesures sont, ici comme en Algérie, le regroupement d'une population dispersée en communautés villageoises et le développement de la coopération.

Dès 1925 est fondée l'association des « cafeteros de Puerto-Rico » qui, soutenue par la « Federal Land Bank of Baltimore », vend le café et fournit les engrais, mais n'avait réussi à contrôler en 1946 que 40 % de la récolte. L'acheteur ambulant, s'assurant la récolte par des prêts usuraires, en espèces ou en nature, n'est pas éliminé.

On cherche en outre à rationaliser et à intensifier la production par l'adoption de nouvelles espèces, en subventionnant la construction de terrassettes individuelles, de fossés de drainages, etc... Là où l'application de ces mesures a été possible, des améliorations notables se sont produites, mais leur généralisation est rendue difficile par la structure même des exploitations : les 3/4 des plus de 20.000 exploitants font moins de 5 acres de café et ne disposent que du 1/6 des superficies, tandis que 1,3 % d'exploitants font plus de 100 acres, groupant plus du tiers des superficies. D'ailleurs comme on n'a aucun espoir de trouver des débouchés substantiels à l'extérieur, la portée de ces mesures reste extrêmement limitée : elles s'appliquent dans l'étroite marge admise par le Pacte colonial, fondé, comme nous l'avons vu, sur le sucre, et qui n'est évidemment pas modifié.

Des mesures analogues sont prises pour stabiliser la partie orientale de la montagne, spécialisée dans le tabac : communautés villageoises, organisation du commerce. Des coopératives de vente sont fondées avec l'appui de la « Commodity Credit Corporation », mais elles n'ont réussi à contrôler en 1949-50 que le tiers de la production. Comme dans la région caféière, ces tentatives sont étouffées par les créances d'une foule de petits commerçants, créances gagées sur les récoltes. La culture du tabac conserve donc son caractère spéculatif.

Ces coopératives ne sont-elles pas par ailleurs asservies à la finance capitaliste, ce qui serait seulement une technique de concentration, dirigée contre le ramasseur local ?

C'est dans les plaines sucrières que le réformisme prend le plus d'ampleur. Les timides initiatives du New-Deal mènent à une tentative de réforme agraire.

En 1932 est posée la question d'une meilleure alimentation des familles d'agregados. Le gouverneur demande à quelques compagnies de mettre à leur disposition des parcelles qui échapperaient à l'impôt. Les semences seraient fournies gratuitement et la culture des légumes serait enseignée aux ouvriers. Le résultat est négligeable : rares sont les agregados qui bénéficient de telles parcelles. En 1935 l'Etat achète à une compagnie en déconfiture la centrale et la plantation de Lafayette, confiées à des coopératives qui, abandonnées à elles-mêmes, furent bientôt dissoutes. Fuite des dividendes et crise sociale provoquent un mouvement d'opinion en faveur de l'abolition de la grande propriété et surtout de celle des compagnies absentéistes. En fait, ce propos n'a rien de révolutionnaire : au lendemain de l'annexion, il s'était trouvé au Congrès de Washington une majorité favorable à la limitation de la propriété à 500 acres. L'afflux de capitaux américains, l'accaparement des meilleures terres par de puissants intérêts et les problèmes sociaux liés à la concentration foncière, tous ces aspects de l'exploitation coloniale avaient été pressentis. Un représentant prédit que si l'on tolérait la grande propriété, les populations porto-ricaines seraient réduites à une condition de servitude absolue et contraintes à cultiver les terres des sociétés à n'importe quel prix.

Faute de sanctions, cette interdiction resta lettre morte. En vain, Iglesias, leader du parti socialiste, dénonce-t-il, dès avant la première guerre, les plantations qui ont à leur service des milliers de serfs ; en vain de nombreuses grèves brisées à l'aide de bandes de chômeurs qui ne discutaient pas les salaires,

éclatent-elles. Les compagnies visées par la loi l'ignorent avec la complicité des administrations. Le rapport sur l'île que publie en 1930 la « Brookings Institution » la ridiculise.

Ce n'est qu'en 1934 qu'elle est remise en vigueur et incorporée dans la législation insulaire : une loi prévoit des expropriations et — enfin — des sanctions. Une première application en est tentée en 1936 : la Cour suprême de Porto-Rico poursuit la « Rubert Hermanos Co », propriétaire de 12.000 acres, et ordonne sa dissolution. Puis l'on assiste à une épreuve de force devant les juridictions d'appel de la métropole : la Cour de cassation de Boston casse l'arrêt pour excès de pouvoir, mais la Cour suprême de Washington s'empresse de le rétablir ; un second appel entraîne la cassation pour... vice de forme et une seconde fois la Cour suprême le rétablit. Nous sommes en 1942 et la Cour rend hommage à la juridiction porto-ricaine et condamne la grande propriété, contraire au bien-être du peuple d'un pays agraire.

Les obstacles juridiques enfin balayés, le programme de réforme agraire prend forme. L'échec de l'expérience de Lafayette fait rejeter la solution coopérative. Le partage des terres en une multitude de petites exploitations familiales, solution qui aurait permis de nourrir une abondante population, de réduire les importations de vivres, mais qui n'aurait pas permis au sucre porto-ricain de se maintenir contre la concurrence de Hawaï et Cuba, est rejeté. On préfère une nationalisation : achat des terres par l'Etat, maintien de la grande exploitation permettant une culture rationnelle, participation des ouvriers aux bénéfices. Les attendus de la « Land Law » sont ceux d'une « loi agraire » : ils insistent sur les ravages sociaux du système de plantation : le paysan est devenu péon, l'ouvrier agricole n'est plus qu'un mendiant ; des milliers d'agregados sont en fait des esclaves ; le produit du travail de tout ce prolétariat est converti en capitaux qui ne lui sont d'aucun profit ; il ne doit plus y avoir d'agregados ; ceux qui vivent exclusivement du travail de leurs bras ont droit à la propriété d'une parcelle leur permettant d'établir leur propre habitation, de cultiver, de discuter librement de la valeur de leur travail. Nous retrouvons, après un demi-siècle, les préoccupations du Congressman de 1900 [1].

Quelles sont les modalités de la réforme agraire ? Une « Autoridad de Tierras » achète plantations et centrales. Ces dernières sont gérées indépendamment des plantations qui sont divisées en unités d'exploitation optima, en « Proportional Profit Farms », dirigées par des spécialistes de la culture de la canne, intéressés, comme les ouvriers, aux bénéfices. L'entretien du matériel est assuré par des ateliers autonomes. Les anciens « agregados » deviennent « parceleros » par l'attribution d'une parcelle d'un demi à trois acres qu'ils utilisent à leur guise. Ils sont regroupés en communautés rurales, s'inspirant d'expériences faites en montagne sous le New-Deal et conçues d'une façon telle que l'électrification, l'adduction d'eau, la construction d'églises, etc. puissent être réalisées facilement.

Quelles sont les réalisations ? Fin 1948, 80.000 acres et 2 centrales avaient été acquis à grand frais. Blanshard parle de « more than adequate Compensation » [2] et depuis l'expérience piétine. Sur ces 80.000 acres, la moitié à peine produit de la canne, et fournit le dixième seulement de la production porto-ricaine. L'acquisition des centrales n'a pas suivi le même rythme que celle des

---

1. W.-E. Packard : *The Land Authority and Democratic Processes in Puerto Rico*, Inter-American Economic Affairs, été 1948.
2. Blanshard : *Democracy and Empire in the Caribbean*, New-York.

terres, de sorte que les 3/5 seulement de la canne produite sont travaillés par les centrales d'Etat. Ainsi, on a acquis des terres en laissant les centrales aux mains des anciens propriétaires, qui continuent à contrôler la transformation de la canne produite dans les terres vendues à l'Etat. On reconnaît là les méthodes éprouvées de la « nationalisation » en économie capitaliste. Les compagnies, grassement indemnisées, abandonnent l'activité la moins rentable et conservent la principale source de bénéfice : transformation et surtout commerce. Par ce dernier, elles contrôlent sans appel la production qu'elles ont théoriquement abandonnée. Par ailleurs, le prix élevé de la cession, le mauvais entretien et les gros frais de rééquipement des domaines cédés permettent de rendre leur gestion difficile et de créer le point de départ d'une propagande anti-réformiste. L'Etat semble dès lors se désintéresser de l'expérience pour de nombreuses raisons. D'abord, son caractère fragmentaire tient au mode de financement de l'Autoridad de Tierras : elle l'a été par une ressource passagère, les droits perçus aux Etats-Unis sur le rhum porto-ricain consommé en grandes quantités à la place du whisky pendant la guerre et dont bénéficie le budget insulaire. Les fermes à bénéfice proportionnel sont aux prises avec de nombreuses difficultés : elles emploient une main-d'œuvre pléthorique occupée pendant quelques mois seulement, de sorte que les primes s'ajoutant aux salaires ne sont que des indemnités de chômage ; dans le cadre du contingentement du sucre, elles doivent consentir à des réductions de la superficie plantée ; bon nombre d'entre elles sont déficitaires. Notons enfin que l'exploitation des deux centrales d'Etat a été compromise en 1950 par une grève. Le vice-président de l'une des compagnies sucrières américaines, après avoir mis en relief la faible mécanisation des fermes d'Etat, a pu écrire récemment :

On pense en général que le gouvernement ne s'intéresse plus à l'achat de terres à canne.

Lié à la réforme agraire, le regroupement de l'habitat devait assurer la solution du problème sanitaire et social, en même temps que de la crise des subsistances. Dès 1912, les socialistes porto-ricains avaient réclamé ce regroupement pour faciliter le combat contre l'analphabétisme et permettre la construction de routes. Après la première guerre est entrepris le « recasement » de familles par la « Comision de Hogares Seguros », dont l'action n'a porté que sur quelque 2.200 familles installées dans des régions déshéritées. Sous le New-Deal, la « Puerto Rico Reconstruction Adm. » crée des communautés rurales groupant une dizaine de milliers de familles ; l'effort semble avoir porté surtout sur la montagne et l'on reconnaît que les emplacements choisis sont souvent médiocres. La « Ley de Tierras » de 1941 permet la multiplication des communautés rurales particulièrement dans les plaines sucrières : jusqu'en juin 1951, 25.000 familles sont installées ; à cette date on compte 181 communautés. Elles sont inégalement réparties : dans le municipe de Toa Baja, 94 % des agregados sont regroupés, dans celui de Rincon 7 % seulement ; et il reste à « recaser » le nombre imposant de 70.000 familles d'agregados.

Il est certain que là où l'entr'aide villageoise a pu naître, des progrès notables ont été réalisés ; en particulier, des huttes sordides ont été remplacées par des cubes en ciment plus hygiéniques. Mais ce ne sont que des exceptions : bien des communautés se sont soldées par un échec total. Ainsi W. Brown juge sévèrement une tentative de regroupement faite aux abords de Ponce :

Le Parti populaire a pu acheter une certaine étendue de terrain..., mais la plupart des terres étaient pauvres. C'étaient les terrains vagues en bordure des grandes plantations de sucre. Les

centrales sucrières étaient bien aises de se débarrasser de cette terre et les jibaros étaient heureux d'avoir un petit coin à eux, si pauvre fût-il. Au total l'opération ne servit pratiquement à rien pour résoudre les problèmes économiques de Porto-Rico.

Sur cet espace « caillouteux et, sauf quelques ceibas, sans végétation » surgit « au bout de quelques mois un nouveau village de cabanes..., mais il n'était pas meilleur que l'ancien... ».

Que valent ces tentatives de réforme agraire à Porto-Rico ? On a voulu les présenter comme « révolutionnaires ». L'acquisition d'une partie des terres des grandes compagnies et l'organisation de fermes d'Etat a provoqué des accusations de « communisme ». Peut-on parler, comme en Algérie à propos des S.A.R., de kolkhoz sucriers sur terre américaine ? Le rapprochement est aussi ridicule dans ce cas que dans l'autre. Le Pacte colonial reste inchangé et les quelques semblants de réformes introduites, comme les fermes d'Etat dans la plaine sucrière, sont rendues inefficaces du fait que l'économie capitaliste domine toujours la production au stade de la transformation et la contrôle par la commercialisation, qui rend toute la réforme tributaire de la conjoncture générale du marché national ou mondial, utilisée à ses fins par la haute finance. C'est aussi ce qui condamne les timides essais de coopératives et de regroupement faits dans les régions montagneuses productrices de café ou de tabac, qui restent toujours, elles aussi, sous la coupe des spéculateurs coloniaux.

Ici comme en Algérie, les tentatives de réformisme agraire apparaissent donc bien comme des entreprises purement formelles de mystification, qui ont surtout pour objectif d'alimenter une propagande bien orchestrée et de camoufler le Pacte colonial pour le maintenir et le consolider ; quant au profit qu'en peuvent tirer les colonisés, il reste très limité, nul ou à court terme.

Les essais d'industrialisation

Dans les deux colonies, l'industrialisation est présentée comme entrant dans le cadre des plans généraux de « réformes » et de « modernisation » des économies coloniales et comme susceptible de résoudre en partie la crise sociale et démographique, en absorbant une partie de l'excédent démographique. « Fomento » industriel à Porto-Rico, « Plan d'industrialisation » en Algérie. Quels en sont les effets et quels bénéfices respectifs en tirent colonisateurs et colonisés ?

A Porto-Rico, la première industrie qui se développe à partir de 1900 est celle de la transformation du tabac, mais dès 1930, elle quitte l'île pour le continent, après une série de grèves. L'annexion a d'autre part permis l'essor, après la première guerre, de la broderie pour le compte de maisons américaines. Elle est pratiquée aujourd'hui dans des ateliers et à domicile, par 70.000 ouvrières environ, dans la région de Mayaguez surtout. Son développement s'explique par les salaires extrêmement bas, qui assurent de gros bénéfices aux maisons américaines ainsi qu'à de nombreux intermédiaires. La législation sur le salaire minimum n'est pas appliquée à cette exploitation coloniale typique, de peur de la voir quitter l'île. Aussi l'atmosphère sociale de cette industrie est-elle celle des « sweatshops » américains du début du siècle[1].

---

1. *Puerto Rican activities in the Needle Trade, Facts and Figures.* (O.R.I.T.), 1953, Vol. III, n° 3.

Ainsi, des deux principales industries de l'île, l'une, utilisant une matière première locale, a quitté l'île ; l'autre, pratiquant le finissage de valeur de textiles importés et aussitôt réexportés, fournit à de nombreuses familles un revenu de complément, mais hors de proportion avec la valeur du travail fourni.

A partir de 1939, est lancée une politique de « Fomento » industriel, telle qu'on la trouve dans toute l'Amérique Latine. Par des facilités de crédit et des exemptions d'impôts, on cherche à attirer des investissements industriels. En dépit de ces avantages et d'une main-d'œuvre ne coûtant que le 1/3 de celle des Etats-Unis, les résultats restent négligeables. Sauf de rares exceptions, les capitaux privés américains ne se laissent pas tenter. Le gouvernement se résigne alors à prendre lui-même en main un début d'industrialisation et lance la fabrication du carton, du verre, des produits céramiques, des chaussures, etc., utilisant le plus possible les matières premières locales. L'exploitation de ces industries d'Etat reste déficitaire, sauf pour le ciment.

Le gouvernement s'empresse de vendre ses usines en 1946, à bas-prix et avec des privilèges financiers qui leur sont attachés jusqu'en 1960 : l'usine de chaussures passe à la Joyce Inc. de Pasadena ; le reste (ciment, verre, céramique, carton) est rassemblé par les frères Ferré, capitalistes locaux, possédant déjà l'usine de ciment de Ponce, et qui contrôlent dès lors la plus grande partie de la nouvelle industrie porto-ricaine. Cette expérience fructueuse a fait fléchir la réserve des hommes d'affaires américains et il semble que les investissements industriels (notamment dans les textiles) se succèdent maintenant à un rythme assez rapide. La propagande gouvernementale affirme d'ailleurs ne pas vouloir provoquer de migrations d'industries aux dépens de la métropole, mais faire de Porto-Rico un foyer industriel pour l'ensemble des Caraïbes.

Une brochure de l'Association américaine de planification permet de saisir l'esprit de cette nouvelle phase de l'industrialisation de l'île. La dénationalisation est triomphalement présentée comme la capitulation des administrations à tendance socialisante, qui renoncent à leur « dogme ». Leurs fonctionnaires, dit-on ironiquement, font visiter des emplacements d'usines aux capitalistes corrompus et leur montrent comment accroître leurs profits. Ferré, le nouveau magnat industriel porto-ricain par la grâce du gouvernement, définit ainsi sa politique d'industrialisation : à l'Etat de prendre la charge et le risque de nouvelles industries, qu'il confiera aux hommes d'affaires, une fois qu'elles seront bien en train! Ni capitalisme, ni socialisme, conclut-on, mais une « nouvelle dimension »... Cela permet de mieux comprendre pourquoi la réforme agraire piétine à Porto-Rico, malgré la victoire du Parti populaire démocratique « pour le Pain, la Terre et la Liberté » [1] : la social-démocratie fidèle à sa position mondiale, n'est qu'un paravent démagogique destiné à duper le puissant courant populaire exigeant des réformes : une fois au pouvoir, elle est, suivant l'expression célèbre de Léon Blum, le « fidèle gérant du capitalisme », à Porto-Rico comme en France.

L'industrialisation ne passe même pas par ces deux étapes en Algérie, où la population autochtone est mieux tenue en main, grâce à un fort encadrement de colons français, ce qui rend moins nécessaire le camouflage démagogique. La technique du capitalisme parasitaire est appliquée d'emblée ; l'industrialisation est directement réalisée par les capitaux privés soutenus par l'Etat.

---

1. S. Chase : « *Operation Nootstrap* » *in Puerto Rico*, Report of Progress, 1951. National Planning Association, Planning Pamphlets, n° 75.

Un plan d'équipement industriel, déclare un communiqué du Gouvernement général paru en avril 1946 (*Documents algériens*), dont le principe a été consacré par une décision du Gouvernement prise sur le rapport de la Commission des Réformes, entre dans sa phase de réalisation. Des mesures seront prises pour aider les industriels en mesure de faire concourir leur technique et leurs capitaux à l'exécution de ce plan ; d'autre part, une formule d'intervention temporaire de l'Etat a été mise au point afin de garantir l'écoulement des produits industriels d'origine locale.

Le climat, le sol, la facilité des relations avec la France avant 1939 et, il faut bien l'avouer, la crainte pour les producteurs métropolitains de voir un de leurs principaux marchés disparaître, ont donné à l'économie algérienne un caractère essentiellement agricole. L'avenir du pays exige son industrialisation, tout au moins en ce qui concerne l'exploitation de ses richesses naturelles.

Jusqu'en 1939, en effet, le Pacte colonial empêche toute industrialisation importante en Algérie. Il n'y a que trois grandes industries, qui demeurent aujourd'hui encore les seules industries majeures du pays : la meunerie, la vinification et l'industrie des tabacs. Les usines modernes de meunerie (minoteries et semouleries) furent les premières installées : l'ensemble de ces usines n'occupe que 2.000 ouvriers et présente une capacité de mouture annuelle de 1 million de tonnes environ. L'industrie viticole s'est développée en même temps que le vignoble ; elle se double actuellement d'industries annexes : fabrication de mistelles et vins de liqueur, alcools et eaux-de-vie, moûts concentrés. Industrie presque entièrement tournée vers l'exportation. Enfin la fabrication des tabacs à fumer occupait en 1948 14 manufactures d'importance diverse et employait près de 10.000 ouvriers ; c'est la plus importante industrie algérienne quant à la main-d'œuvre.

D'importantes matières premières étaient exportées entièrement à l'état brut. L'alfa d'abord, dont la métropole possède le monopole d'exploitation dans les hautes plaines (4 millions d'hectares pouvant produire 250.000 tonnes environ) ; par suite de conflits entre Service agricole et Service industriel, aucun plan n'existe pour leur exploitation rationnelle, et l'alfa continue à être exporté à l'état brut vers l'Angleterre, ce qui en fait entraîne le transport onéreux de 60 % de déchets ! La France ne traite que 25.000 tonnes environ d'alfa algérien pour la papeterie et l'Algérie, depuis deux ans, environ 30.000 tonnes...

La seconde matière première algérienne est le liège : les forêts de chênes-lièges couvrent 440.000 ha et produisent annuellement 375.000 qx (1/6 de la production mondiale) : la presque totalité de cette production est exportée à l'état brut (vers les Etats-Unis surtout). Il n'existe actuellement en Algérie qu'une douzaine de petites bouchonneries employant chacune de 200 à 500 ouvriers et une quarantaine de petits ateliers. On a tenté de lancer une industrie plus vaste de fabrication d'agglomérés de liège demandés par les industries du froid, de l'automobile et du bâtiment, qui avait une possibilité de développement considérable en Algérie. Mais ici comme au Portugal, ce développement a été étouffé par les pays importateurs de liège brut et fabricants d'agglomérés (Etats-Unis, Angleterre). Il fallait trouver des débouchés ailleurs et ces débouchés existaient largement en U.R.S.S. Un accord commercial fut envisagé en 1947 :

Contre le liège fourni, déclarait le Gouvernement général, l'Algérie pourrait recevoir de l'amiante dont l'U.R.S.S. dispose comme ressource naturelle. Ce matériau, de la plus haute importance pour les usines de tuyaux en fibro-ciment construites ou en construction au titre de l'industrialisation, ainsi que pour l'équipement industriel comme calorifuge à haute température, ne se trouve en Algérie qu'en faibles quantités dans le Sud oranais.

Par l'intermédiaire du gouvernement français, les Etats-Unis firent obstacle à cet accord et l'empêchèrent.

Pendant la guerre, l'Algérie fut coupée de la France et cette situation particulièrement grave imposa le développement d'un certain nombre de petites industries de remplacement pour alimenter le marché local : industries alimentaires (conserveries), textiles (en Oranie), chaussure, verrerie, cimenterie, etc... L'Etat d'autre part développait l'exploitation des mines de charbon du Sud oranais, de fer et de phosphate du Constantinois.

Dès la reprise des relations avec la métropole, certaines de ces industries périclitèrent rapidement, mais il était impossible de revenir en arrière, et comme le déclarait un grand industriel algérien au Congrès de l'Industrie et du Commerce en 1948 :

> Du passé récent, la France devait surtout tirer l'enseignement de tendre à faire de l'Afrique du Nord, non plus seulement un réservoir d'hommes, de minerais et de quelques matières brutes, mais un véritable maillon complémentaire de sa structure économique générale, susceptible de jouer un certain rôle sur le plan des échanges internationaux.

Le plan d'industrialisation a officiellement pour objet de stimuler l'entreprise privée par des facilités fiscales et des avances à court ou moyen terme, pour développer les entreprises anciennes et en établir de nouvelles (industries métallurgiques, électriques, chimiques, etc.). Mais le Pacte colonial joue toujours : la plupart des industries « de remplacement », créées ou développées pendant la guerre, sont écrasées à nouveau par la concurrence métropolitaine et ne peuvent évidemment être protégées du fait de l'Union douanière. L'administration les empêche même, par une rigoureuse réglementation fiscale, de renouveler leur matériel, et ne fait rien pour les aider.

Les nouvelles industries développées récemment le sont dans le cadre très étroit laissé par la concurrence métropolitaine ou étrangère (notamment américaine). Elles restent dominées par le capitalisme français et par le capitalisme américain par l'intermédiaire des crédits du Plan Marshall, base du financement accordé par le gouvernement aussi bien à la « réforme agraire » qu'au « plan d'industrialisation ». Faiblesse et régression des investissements caractérisent l'un et l'autre de ces domaines. Un seul élément nouveau : les projets d'édification d'industries d'armement en Afrique du Nord, considérée comme réduit stratégique, mais dont le Maroc, où les Américains ont les coudées plus franches, « profite » davantage que l'Algérie.

Quant à « l'absorption de la main-d'œuvre indigène en surcroît », présentée comme le principal intérêt des populations musulmanes à cette opération, elle se réduit en tout et pour tout à l'emploi de 35.000 ouvriers (1950). Rappelons que la population s'accroît de 130.000 individus par an.

CONCLUSION

Le développement et les formes de l'exploitation coloniale à Porto-Rico et en Algérie présente, au delà de différences secondaires, résultant des conditions géographiques et historiques de la colonisation dans ces deux régions et sur lesquelles insistent naturellement les esprits formalistes qui font le jeu de la bourgeoisie, de profondes analogies de structure, qui résultent des caractères fondamentaux de l'impérialisme colonial. A Porto-Rico, l'annexion a pour conséquence immédiate l'apport massif de capitaux américains, qui provoque en quelques années une réorganisation régionale complète par suite de l'adaptation intime de l'économie de l'île aux intérêts métropolitains, exploitant au

maximum les conditions créées en leur faveur par un Pacte colonial remarquablement perfectionné. Le mouvement est plus lent en Algérie, mais de même nature et de même sens. Dans les deux cas : cultures spéculatives refoulantes, prolétarisation et servitude croissantes d'une population en rapide accroissement, régions difficiles dont les spéculateurs se désintéressent, sacrifiées, vouées à l'érosion ; hypocrisie des actions humanitaires qui ne font que perpétuer l'exploitation coloniale en aménageant et en perfectionnant le Pacte colonial camouflé. Même flot de miséreux se déversant vers les villes et s'accumulant dans des « bidonvilles » ; même courant d'émigration vers les métropoles qui briment, méprisent, isolent, exploitent à leur tour.

Dans les deux colonies le réformisme ne fait que masquer une accentuation de l'exploitation et de la sujétion coloniales. Il s'accompagne nécessairement d'un travestissement de la vérité scientifique.

Pour Porto-Rico, les économistes américains, heureux de renoncer à une réforme agraire volontairement sabotée, et relevant les lenteurs de l'industrialisation propre au système capitaliste, confondent volontairement les causes et les conséquences. Le système économique étant admis comme intangible, le malthusianisme est mis à profit, l'expansion démographique est présentée comme « faussant » le jeu des lois économiques et comme seule responsable des crises et de la misère croissante.

On discute systématiquement de la meilleure façon d'arrêter l'essor démographique à Porto-Rico, qui se fait au rythme de quelque 60.000 individus par an. Pour Perloff, une seule solution à la crise porto-ricaine : la réduction des naissances. C'est en invoquant cette crise qu'il réclame le développement de l'éducation, répandant le sens de la responsabilité propre à la société américaine, société-modèle qui a pris le parti de compenser la réduction de la mortalité par l'abaissement du taux des naissances. Le contrôle des naissances, dit-il en substance, est aussi important que le contrôle de la mortalité et doit faire l'objet de mesures de santé publique avec l'ardeur même qui a caractérisé le combat contre la mort. Mais ces raisonnements se heurtent à une vive résistance de la part des autorités catholiques de l'île. En 1937 déjà, une loi organisant la vulgarisation des procédés anti-conceptionnels s'était heurtée à leur opposition. On peut donc espérer que les programmes de contrôle des naissances actuellement mis au point resteront longtemps encore théoriques [1].

Le problème est le même en Algérie. Les économistes et les milieux officiels manifestent une propice inquiétude à l'égard de l'accroissement démographique qui est également présenté comme la cause de tous les problèmes économiques et sociaux. Mais la propagande malthusienne n'est pas encore solidement organisée. Afin de ne pas avoir à modifier en quoi que ce soit le système qui fait que la plus grande partie des 3 millions d'ha des meilleures terres du pays est vouée aux grandes cultures spéculatives d'exportation, on affecte de croire que la crise sera résolue en augmentant la productivité de l'agriculture indigène « déshéritée », qui serait embrigadée dans une exploitation dirigée. Cette politique repose, comme d'ailleurs la propagande malthusienne américaine, sur le dogme de la supériorité raciale des colonisateurs, inséparable de l'impérialisme.

---

1. H.-S. Perloff : *Puerto Rico's Economic Future*, Chicago, 1950.
J.-H. Westermann : *Conservation in the Caribbean, a Review of Literature...* Publ. Found. for Sc. Res. in Surinam and the Neth. West Indies, Utrecht, 1952.
M.-N. King : *Cultural Aspects of Birth Control in Puerto Rico, Human Biology*, février 1948.

Le capitalisme français s'en sert pour pratiquer la même politique qu'en France : prôner comme solution aux problèmes nés de l'exploitation capitaliste une exploitation capitaliste accrue. Et le rôle des intellectuels asservis ou inconscients consiste à faire prendre ces mesures comme de véritables réformes grâce à toute une tradition formaliste, permettant d'esquiver les vrais problèmes.

C'est pourquoi il appartient à la pensée marxiste, forme la plus achevée et la seule objective de la pensée scientifique, de rétablir les vraies données, de poser les vrais problèmes. Nous devons dénoncer la vieille méthode monographique de la géographie régionale, propre, en isolant les faits, à couvrir les pires malversations intellectuelles en faisant oublier les problèmes fondamentaux.

Le parallèle entre Porto-Rico et l'Algérie fait ressentir l'accentuation constante de la main-mise coloniale et de l'exploitation impérialiste des deux pays au profit des intérêts du grand capitalisme métropolitain, allié à une bourgeoisie locale. Les différences sont minimes. Par suite de sa croissance plus rapide, l'impérialisme américain a brûlé les étapes et l'évolution de Porto-Rico a été accélérée par rapport à celle de l'Algérie. Les résistances nationales et sociales qui en ont résulté ont obligé à la mise au point d'un système de camouflage particulièrement soigné. Au lieu de réprimer les émeutes dans le sang, on a eu recours au réformisme avec son cortège obligatoire de dépravations intellectuelles. En dénonçant ces dernières, on met l'impérialisme américain à nu. Et le thème, cher à nos falsificateurs, de l'exceptionnalisme du capitalisme américain devient insoutenable. On aperçoit clairement l'hypocrisie de l' « anti-colonialisme » américain, qui n'est qu'un paravent commode pour la politique de domination mondiale, tendant à évincer les vieilles puissances coloniales de leurs possessions d'outre-mer, pour y prendre purement et simplement leur place, sous le couvert d'une « émancipation » du type porto-ricain. La misère porto-ricaine, sœur de la misère algérienne, affirme avec véhémence que les colonialistes américains ont les mêmes mobiles que les colonialistes français. Et on les voit plus clairement mettre en place, dès aujourd'hui, dans notre propre pays qui leur est livré, les dispositifs qui ont déjà fait leurs preuves dans l'asservissement du peuple porto-ricain.

Signe des temps...

Il y a quelques années, les directeurs des salles de cinéma en France ne croyaient pas avoir de meilleur moyen d'attirer le public que de parler du triomphe remporté aux Etats-Unis par certains films. Il faut croire que l'opinion publique française a évolué, puisqu'une affiche publicitaire récente (programme des cinémas du 5[e] arrondissement de Paris, pour la semaine du 12 au 18 mai) croyait devoir allécher sa clientèle en présentant un film avec cette simple phrase : « *Le film qui a choqué l'Amérique* »...

ACTUALITÉ DE « L'IDÉOLOGIE ALLEMANDE »

par Guy BESSE

POURSUIVANT sous la direction d'Emile Bottigelli la publication des classiques du marxisme, les Editions Sociales nous ont donné *L'Idéologie allemande, 1re Partie : Feuerbach* [1].

On sait que *L'Idéologie allemande* ne fut jamais imprimée du vivant des auteurs : ils y voyaient moins une œuvre qu'une ébauche. Aussi bien, le mouvement de la pensée n'est-il pas toujours facile à suivre, ce qui n'allège pas la tâche du traducteur. Renée Cartelle, qui a pris pour base l'édition Mega (Institut Marx-Engels-Lénine, Moscou), s'est acquittée avec honneur de ce travail. Un index fait suite.

Marx a exposé dans sa célèbre Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* comment, en 1845-46, Engels et lui-même résolurent de se mettre en règle avec leur « conscience philosophique d'autrefois ». Tel fut précisément l'objet de *L'Idéologie allemande*. A cette époque, en effet, les principes du matérialisme historique avaient, pour l'essentiel, pris forme : recueillant la méthode dialectique de Hegel, Marx dépassait définitivement l'idéalisme hegelien. Mais celui-ci se survivait dans la « critique critique » des Jeunes-Hegeliens. *L'Idéologie allemande*, c'est donc tout à la fois le premier exposé du matérialisme historique et la liquidation des idéologues. A quelques années près, voici cent ans que les racines *sociales* de l'idéalisme ont été mises à nu : c'est pourquoi, par-delà Bruno Bauer et Stirner, la polémique de Marx-Engels garde sa vertu contre les manifestations de l'idéalisme contemporain.

Dans la préface de son *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (1888), Engels a retracé la genèse de *L'Idéologie allemande*. Il constate que, dans cet écrit de jeunesse, l'information économique est encore insuffisante. Sur bien des points, la pensée et l'expression sont incertaines. Aussi *L'Idéologie allemande* vaut-elle surtout par l'abondance et la profondeur géniale des aperçus. Sa lecture, nécessaire, ne saurait donc épargner l'étude des œuvres de maturité, — cela dit aussi bien pour la philosophie que pour l'histoire et l'économie : pas plus qu'elle ne dispense de l'étude du *Capital*, *L'Idéologie allemande* ne permet d'ignorer l'*Anti-Dühring* [2] ou la *Dialectique de la nature* [3]. Laisser *L'Idéologie allemande* à sa place, c'est en reconnaître tout le prix : par elle, nous mesurons l'importance du chemin parcouru depuis les tout premiers écrits [4] et l'impor-

1. Karl Marx et Friedrich Engels : *L'idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*. Editions sociales, Paris, 1953.
2. Œuvres complètes de Friedrich Engels : *Anti-Dühring*. Paris, Editions sociales, 1950.
3. Œuvres complètes de Friedrich Engels : *Dialectique de la nature*. Paris, Editions sociales, 1952.
4 Pour l'étude de ces écrits, on se reportera avec profit à l'article publié dans le nº 54 de la *Pensée* (mars-avril 1954), par Auguste Cornu : « Les œuvres de jeunesse de Karl Marx » (pp. 66-74).

tance du chemin que Marx et Engels allaient suivre, — *Le Manifeste communiste* [1] est tout proche déjà, — grands penseurs qui jamais ne séparent l'analyse de l'action.

Trois sections d'ampleur inégale partagent la 1re partie de *L'Idéologie allemande* : A. « L'Idéologie en général et en particulier l'idéologie allemande » ; B. « La base réelle de l'idéologie » ; C. « Communisme, production de la forme des relations elles-mêmes ».

Je ne me donne pas pour tâche de les résumer, mais plutôt de mettre en lumière quelques moments de l'analyse, parmi ceux qui peuvent nous aider à résoudre les problèmes d'aujourd'hui.

L'histoire, processus objectif

Il n'est venu à l'idée d'aucun de ces philosophes de se demander quel était le lien entre la philosophie allemande et la réalité allemande, le lien entre leur critique et leur propre milieu matériel (p. 11).

Idéalistes, Saint-Bruno et Saint-Max réduisent l'histoire à la conscience qu'ils en ont. Ainsi peuvent-ils se persuader que l'histoire entière s'achève en leur philosophie. Le premier mérite de *L'Idéologie allemande*, poursuivant le chemin ouvert par le manuscrit *Economie politique et philosophie* et les *Thèses sur Feuerbach*, c'est de remettre le monde humain à l'endroit. L'histoire est un processus objectif qui naît dans l'activité productrice, mère de toute société et, médiatement, de toute pensée. Certes, l'étude scientifique de la production n'a pas encore acquis dans *L'Idéologie allemande* la souveraine rigueur que les grands travaux de maturité lui vaudront. Mais de bout en bout s'affirme la conception matérialiste de l'histoire : elle ne laisse pas pierre sur pierre de l'idéalisme. Léon Blum se demandait en quoi les données économiques sont plus matérielles que les idées ; les auteurs de *L'Idéologie allemande* se chargent de le montrer. C'est le développement des forces productives qui détermine les rapports sociaux entre les hommes, rapports qui ne relèvent pas du bon vouloir des princes ou des fantaisies du conquérant. La thèse qui subordonne les grands changements historiques aux invasions néglige ce fait fondamental.

La prise de possession est... conditionnée par l'objet dont on s'empare (p. 59).

Un régime social ne s'importe pas. Les rapports féodaux ne pouvaient naître qu'à un certain stade des forces productives qui les rendait à la fois possibles et nécessaires.

De façon générale, une société ne peut résoudre, à un moment donné, que les problèmes qui sont les siens, que ses contradictions *internes*, venues à maturité. Tout volontarisme, tout aventurisme est promis à l'échec. C'est bien pourquoi ceux qui, chez nous, en prennent à leur aise avec la réalité nationale, et croient pouvoir la « dépasser » par décret, découvrent chaque jour davantage qu'il est plus facile de corrompre un politicien que d'abolir les lois de l'histoire.

Oui certes, les hommes sont les auteurs de leur propre histoire, puisque celle-ci a pour origine, en dernière analyse, — par delà les reflets idéologiques, par delà les conflits politiques et les formes du droit —, les processus de la

---

1. Karl Marx et Friedrich Engels : *Manifeste du Parti communiste*. Paris, Editions sociales, 1954.

production. Mais la division du travail, condition du progrès de la production, en même temps qu'elle rend possible l'essor de la conscience et sa relative autonomie, refuse à l'homme une juste vue de sa situation. L'homme producteur de son histoire ne se reconnaît pas tel, parce que l'activité productrice engendre des rapports sociaux qui circonscrivent chaque individu, dominent sa vie et sa pensée comme un destin.

L'histoire de ces rapports sociaux, rapports de classes, Marx et Engels la retracent, notamment dans la section B1, « Relations humaines et force productive » : certains passages font pressentir la puissante ampleur du *Manifeste*. Historiens, sociologues ne peuvent manquer de trouver là maints sujets de réflexion. Seule en effet l'étude approfondie des rapports de classes, eux-mêmes conditionnés par le niveau des forces productives, et l'étude de leur action réciproque (car ils sont indissociables) donnent une base sûre à l'investigation ; les concepts de « civilisation » ou de « genre de vie » ne retiennent que des aspects secondaires du processus historique. Et seule aussi une telle étude nous gardera d'identifier l'*existence sociale* à la *conscience sociale*, comme il est si tentant de le faire quand on n'a pas préalablement dégagé les rapports matériels entre individus ; cette confusion a pour inévitable effet que l'historien juge une époque sur l'idée fausse qu'elle avait d'elle-même.

Genèse de l'idéologie

Produisant leur vie, les hommes produisent aussi leur conscience. Sur ce point également, la 1re partie de *L'Idéologie allemande* (notamment la section A2) vaut qu'on la médite.

Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc., mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des relations qui y correspondent, y compris les formes les plus larges que celles-ci peuvent prendre. La conscience ne peut jamais être autre chose que l'Etre conscient (Das bewusste Sein) et l'Etre des hommes est leur processus de vie réel. Et si, dans toute l'idéologie, les hommes et leurs rapports nous apparaissent placés la tête en bas comme dans une chambre noire, ce phénomène découle de leur processus de vie historique, absolument comme le renversement des objets sur la rétine découle de son processus de vie directement physique (p. 17).

Ainsi, tandis que la philosophie allemande, la « Critique critique », va du ciel sur la terre et asservit le processus historique aux fantasmagories de la conscience incréée, le matérialisme dialectique va de la terre au ciel : les démarches de la conscience, dans le moment même où elle se dit pure et ne croit rien devoir qu'à son autodynamisme, reflètent en fait la situation objective du sujet. L'idéologue n'y prend pas garde parce que l'existence des classes sépare sa conscience du processus matériel, de l'activité productrice. Quand il parle de « l'Homme », il entend non pas la réalité d'un être concrètement défini par ses rapports à l'univers naturel et social (et la pensée ne vient pas d'ailleurs), mais *la conscience* abstraite, conscience qui, parce qu'elle ne soupçonne pas son lien au monde, trouve en soi sa justification et dispose souverainement, comme diraient nos phénoménologues, des « significations ». Les limites qui séparent l'idéologue de sa propre humanité lui apparaissent dès lors comme le signe même de sa grandeur, le témoignage irrécusable qu'il se suffit et qu'il peut « se choisir ». Mais, incapable de *transformer* le monde puisqu'il est prisonnier de

son idéologie, il se satisfait de l'*interpréter* d'une façon ou d'une autre. Il se donne à lui-même l'assurance que ses exercices spirituels révolutionnent la société ; en fait, il détourne les opprimés — et lui-même — de l'action révolutionnaire, que seule peut éclairer l'analyse matérialiste des rapports sociaux.

La critique marxiste de l'idéologie serait toutefois mal comprise si on lui prêtait le sens d'une lutte du Bien contre le Mal ! L'inversion idéaliste des rapports réels est l'effet d'un processus historique.

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel. A partir de ce moment, la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente *réellement* quelque chose de réel. A partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie « pure », théologie, philosophie, morale, etc. (p. 23).

La genèse du *concept*, reflet mental des propriétés essentielles de l'objet, ne fut possible que par cette « émancipation » de la conscience. Mais l'idéalisme substantifie ce moment nécessaire du savoir. Il détache le concept de la pratique humaine qui l'a suscité et qui le valide. « Excroissance » sur l'arbre du savoir — comme dira plus tard Lénine —, l'idéalisme sacrifie le tout à la partie, *mais la partie n'en existe pas moins*. La conscience idéaliste est conscience fausse non pas parce qu'elle serait sans support, mais bien plutôt parce qu'elle s'illusionne sur sa situation objective. Vaincre l'idéalisme, c'est donc faire qu'il se reconnaisse *comme tel*.

D'où suit une conséquence à ne pas oublier, sous peine de trahir les analyses de Marx : lutter contre l'idéalisme, c'est dénoncer et décrire la mystification dont il se nourrit ; mais c'est aussi, *inséparablement*, aider le philosophe qui en est victime à découvrir par sa propre expérience, par sa participation personnelle aux luttes sociales, les limites où son idéologie l'enferme et la nécessité de penser le monde à l'endroit.

Le mérite de Feuerbach, observent les auteurs de *L'Idéologie allemande* (pp. 34-35), tient précisément à l'effort qu'il fit pour restituer à la conscience déracinée sa base matérielle, pour rendre à l'être pensant sa réalité d'être naturel. Mais Feuerbach n'est pas dialecticien. Pour lui, l'unité du monde et de l'homme s'accomplit dans la sensation, reflet passif de la nature. Aussi le matérialisme de Feuerbach reste-t-il un matérialisme abstrait. Le lien concret de l'homme à la nature, c'est dans le travail social qu'il se noue, dans la pratique transformatrice qui modèle la sensibilité humaine, engendre le mot et le concept, en même temps qu'elle fait de la nature, jusqu'à un certain point, « le produit » de l'industrie millénaire. Jusqu'à un certain point, disons-nous, car « le primat de la nature extérieure n'en existe pas moins » (p. 37) : comment en effet la pratique sociale aurait-elle pu transformer la nature si elle ne s'était pas appuyée sur ses lois ?

Langage et conscience

La réflexion de Marx et Engels sur la pratique sociale est à la source d'observations sur le *langage*, qui sont de pleine actualité. Dans son étude *A propos du marxisme en linguistique* [1], Staline s'y réfère, et l'on peut dire que

---

1. J. Staline : *Derniers écrits* 1950-1953, pp. 13 à 59. Paris, Editions sociales, 1953.

les acquisitions pavloviennes les confirment avec éclat. On trouvera ces observations à la section A2 (pp. 21-22). « Le langage est aussi vieux que la conscience » et les progrès de la conscience sont conditionnés par ceux du langage. La langue, en effet, n'est pas l'objectivation d'une pensée antérieurement constituée (car d'où viendrait-elle ?), qui chercherait à s'exprimer en mots. Le besoin de communiquer par des mots naît du travail. Il n'est pas de travail social sans coordination des efforts ; or les sensations — premier système de signalisation, dira Pavlov — ne peuvent suffire à assurer cette coordination : elles sont trop limitées, trop pauvres dès lors que le travail, approfondissant le réel, dégage des rapports objectifs jusqu'alors inconnus. Il ne faut pas moins que le mot pour signaler ces rapports. Et puisque la pensée, détachée du réel immédiat — sensible —, a bien évidemment pour contenu des *rapports*, — qui ont quelque degré d'universalité, — on comprend qu'elle ne puisse se différencier et s'épanouir sans le support des mots. Vouloir qu'elle existe avant son expression linguistique est absurde ; c'est vouloir qu'un chariot roule sans roues.

Bien des réflexions seraient à faire ici par le grammairien et l'esthéticien. Mais aussi, je crois, par le pédagogue qui, combattant les officiels projets de « français élémentaire », se flatte avec raison de défendre par là-même la *pensée* de l'enfant. Restreindre le vocabulaire de l'enfant aux besoins d'une communication sommaire, c'est compromettre tout son avenir d'homme. Nous disons : loin de faciliter l'échange entre hommes d'un même pays et de pays différents, tel *basic French* ou *basic English* l'étoufferaient, en même temps qu'ils frapperaient la pensée d'impuissance. L'échange durable et sérieux entre les hommes requiert qu'on assure à toute pensée les plus riches moyens linguistiques, — et ce sont ceux, d'abord, de la langue maternelle. Les peuples n'auront quelque chose *à se dire* que s'ils ont quelque chose à dire.

L'Etat bourgeois défend sa base

Bien d'autres enseignements, puisés dans la 1re partie de *L'Idéologie allemande*, pourraient être retenus pour nos luttes d'aujourd'hui. C'est ainsi que la section B nous aide à mieux comprendre la portée des indications de Staline sur la *superstructure* (voir *A propos du marxisme en linguistique*). Celle-ci se définit très précisément par sa fonction : protéger et consolider les rapports de production existants. Elle englobe donc les idées et institutions (politiques, juridiques, religieuses, etc.) qui jouent un rôle actif dans la défense de la classe au pouvoir.

L'Etat n'est pas le moindre aspect de la superstructure bourgeoise. Marx et Engels donnent ici les éléments d'une analyse qui sera développée par Lénine :

> L'Etat, écrivent-ils, [c'est] la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs et dans laquelle se résume toute la société d'une époque (p. 57).

De là deux conclusions : l'Etat bourgeois, pas plus qu'un autre, ne tient par lui-même ; il repose sur sa base économique, l'exploitation capitaliste. Se borner à la critique de l'Etat, c'est donc laisser échapper l'essence de la société. Mais si l'Etat n'est que *par* sa base, il n'est aussi que *pour* elle ; c'est-à-dire qu'il la sert, qu'il la défend contre toute atteinte, qu'il se moule sur ses intérêts : le prolétariat ne peut donc détruire les rapports capitalistes de production que si sa lutte économique et sociale est aussi lutte politique, que s'il brise la force

politique de l'Etat, que s'il crée un nouvel Etat, instrument de l'édification socialiste.

Ce rôle actif de l'Etat — et en général de toute la superstructure, — on le voit bien aujourd'hui quand la bourgeoisie réactionnaire, de plus en plus étrangère à la nation, s'emploie, pour prolonger sa domination de classe, à refaçonner l'Etat selon ses besoins. Reviser la Constitution dans un sens réactionnaire, renforcer l'exécutif..., toutes campagnes qui n'ont qu'un but : permettre à la superstructure de mieux jouer son rôle au service de la grande bourgeoisie. La république parlementaire ayant de plus en plus de difficultés à jouer ce rôle, la fascisation de l'Etat est à l'ordre du jour. Livrant notre pays aux pouvoirs d'une autorité supranationale incontrôlée, la ratification de la C.E.D. faciliterait fort cet « aménagement » de l'Etat. Comme quoi la politique « européenne » de la bourgeoisie réactionnaire est fonction de ses intérêts de classe. Comme quoi aussi les chefs social-démocrates à la Guy Mollet, qui chantent que la C.E.D., c'est l'aurore du socialisme, jouent bien leur rôle d'agents de la bourgeoisie : l'idéologie social-démocrate fait intégralement partie de la superstructure bourgeoise, comme toute idéologie qui a pour fonction de sauvegarder la base capitaliste. Quand donc la classe ouvrière française, dirigée par le Parti communiste, développe la lutte patriotique contre la C.E.D., elle ne fait nullement abstraction de ses intérêts de classe ; elle les défend au mieux.

« Le communisme n'est pas une opinion »

Le communisme n'est pas pour nous un *état* qui doit être créé, un *idéal* d'après lequel la réalité doit se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel (p. 27).

Le communisme n'est donc pas — tant pis pour M. Martinaud-Déplat — une « simple catégorie » de la pensée. L'avènement d'une société sans exploiteurs est un processus naturel, conditionné par le développement nécessaire de la contradiction qui porte le capitalisme au tombeau, contradiction entre les forces productives et la forme des « relations sociales » (entendez : les rapports capitalistes de production). Seule une révolution est, en dernière instance, capable de briser cette forme.

Ce n'est donc pas la critique philosophique qui constitue le moteur de l'histoire, mais la lutte du prolétariat, antagoniste de la bourgeoisie exploiteuse. Cette révolution, c'est la plus grande date de l'histoire. Jusqu'alors en effet, expliquent Marx et Engels (p. 70), l'apparition de nouveaux rapports de production faisait succéder une forme d'exploitation à une autre. Mais le triomphe du prolétariat, en brisant l'oppression de classe, libère chaque individu comme tel. Ainsi pourront être vaincues les limitations que l'exploitation du travail imposait à l'activité humaine. Par la société communiste, les conditions objectives sont enfin créées pour qu'en chaque homme l'humanité fleurisse.

N'est-ce pas là le programme que le peuple soviétique réalise aujourd'hui ? De *L'Idéologie allemande* aux *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* [1], de Marx à Staline, le matérialisme historique trace, pour tous les peuples, le chemin de l'avenir.

---

1. J. Staline : *Derniers écrits* 1950-1953, pp. 93 à 184, Paris, Editions sociales, 1953.

LES PROBLÈMES DE LA MUSIQUE ET LE MARXISME

par Marc SORIANO

A PROPOS D'UNE POLEMIQUE RECENTE

LES musiciens soviétiques auraient levé le drapeau de la révolte contre les « directives » de Jdanov, le « stalinisme » serait dépassé, etc. A. Werth, de *l'Observateur d'aujourd'hui*, se croyait en mesure, il y a quelques mois, de tirer ces conclusions d'une déclaration de Khatchatourian. *Les lettres Françaises, l'Humanité, la Nouvelle Critique* rétablirent en leur temps la vérité, versèrent au dossier la traduction intégrale de l'article de Khatchatourian, ainsi que celle d'un texte de Chostakovitch qui le confirmait, se livrèrent enfin à une exégèse bien instructive des falsifications qui étaient intervenues. Il n'est donc pas utile de revenir sur le détail de cette affaire. Toutefois elle constitue un bon point de départ pour rappeler l'apport du marxisme-léninisme au domaine musical, — ce qui n'était certes pas l'intention de M. Werth.

Notons d'abord que cette campagne faisait partie d'une offensive plus générale qui se renouvelle à la mort de chaque dirigeant. En vain l'a-t-on injurié et vilipendé tout au long de sa vie. Voilà qu'il devient tout à coup le seul dépositaire de la vérité. Mais ce n'est naturellement que pour mieux combattre ceux qui continuent la lutte. Autre forme de la manœuvre : « Le défunt a abusé des méthodes autoritaires, ses principes sont abandonnés. Vous avez bonne mine, vous qui, en France, avez expliqué sa pensée, avez cherché à préciser à sa suite les positions de la classe ouvrière en cette matière. »

Dans le cas particulier de la musique, on trouvera, malgré tout, plaisant de voir M. Werth administrer des leçons de marxisme-léninisme, se présenter en défenseur du réalisme socialiste et par exemple plaider pour Prokofief dont le prestige, déjà immense, ne cesse de grandir en U.R.S.S.

Il s'agit donc d'une mauvaise querelle, mais qu'elle ait pu avoir lieu et qu'on ait pu la présenter comme sérieuse, voilà qui mérite, me semble-t-il, qu'on y réfléchisse. Werth a spéculé sur les difficultés inhérentes aux problèmes musicaux et sur les habitudes de pensée du public français, que le point de vue de Jdanov et du marxisme-léninisme a pu et peut encore surprendre, ne serait-ce que par sa nouveauté dans l'histoire de la critique musicale et de l'esthétique.

Je me propose donc d'avancer quelques remarques sur trois points qui me paraissent essentiels.

— Qui peut parler de musique ? Comment en parler ?

— Qu'a dit Jdanov en 1948 ? Y a-t-il solution de continuité avec les positions théoriques soutenues ces derniers mois par les critiques et compositeurs ?

— Quelles sont les données du problème en France ?

Il ne s'agit ici, bien entendu, que de notes fragmentaires et limitées. Elles

renvoient à des textes qu'il serait bon d'avoir présents à l'esprit et à des discussions qui se poursuivent [1].

Qui peut parler de la musique ? Comment en parler ?

Les responsables des partis ouvriers parlent de la musique comme d'un fait idéologique et insistent sur un aspect, d'ailleurs essentiel, de ce fait — le contenu et le sens *politique* de ce contenu. Ils ne veulent pas dire pour autant que le problème n'a pas un aspect technique. Ils reconnaissent l'importance des questions techniques en musique, comme d'ailleurs dans les autres arts — mais la question du contenu se trouvant négligée et omise dans un but politique par la critique bourgeoise, ils estiment — dans un but politique qui n'est pas sans incidence technique — qu'ils doivent d'abord parler politiquement du problème politique du contenu. Cette tâche est difficile, car le contenu en musique est, encore plus que dans les autres arts si possible, engagé dans la forme. Parler du contenu suppose qu'on parle aussi, dans une certaine mesure, de la forme, à moins de se contenter de généralités. Parler du contenu en musique suppose une « culture musicale » qui ne se borne pas à des idées vagues sur l'aspect politique de la musique, mais qui suppose une familiarité avec la musique, avec l'évolution du langage et des formes musicales.

Voilà pourquoi sans doute nous trouvons si peu de textes d'esthétique et de critique marxistes concernant la musique. Les dirigeants gardent une certaine réserve, faite de modestie et de prudence — prudence, cela va de soi, devant un domaine qu'ils savent spécialisé et dont ils ne sauraient parler sans information poussée préalable, qui en plus doit correspondre à un goût naturel, à un don. Ce qui fait que beaucoup qui pourraient sans doute en parler n'en parlent pas.

Cette réserve est encore aggravée par l'attitude d'un certain nombre de spécialistes qui refusent aux non techniciens le droit de parler de musique. Si cette « défiance » se bornait à éliminer les « profanes » et les confusionnistes des discussions musicales, il n'y aurait rien à dire et ce serait même une attitude assez saine. Mais cette attitude peut signifier aussi que pour parler de musique, il faut d'abord et avant tout être un technicien, c'est-à-dire reviendrait en somme à nier que la musique est aussi un fait idéologique dont il est possible de parler politiquement. Or c'est là précisément l'attitude politique que l'on voit poindre derrière la critique « technique » d'un Alexander Werth. Sur le plan esthétique, cela revient à dire que la musique (puisque seuls les compositeurs peuvent en parler) n'est écrite que pour les compositeurs — et que l'avis du public, qu'il soit inculte ou cultivé, ne compte pas.

Revenons à la réalité, même si c'est pour réaffirmer quelques vérités premières. La vie contemporaine nous fait vivre — que nous le voulions ou non — *dans* la musique. La radio la fait entrer dans notre chambre, elle est dans la rue, nous la retrouvons au cinéma, etc. [2] Sur le plan historique, le progrès technique a en somme conféré à la musique d'extraordinaires possibilités de retrouver son sens et sa destination populaires.

---

1. Nous n'avons pas la place de publier ici les extraits de Jdanov, Hubov et Khatchatourian qui résument l'essentiel de ces discussions. Nous espérons pouvoir donner dans un prochain numéro ces documents importants.

2. Il faudrait aussi analyser en détail l'importance de la technique du microsillon qui (par l'intermédiaire de la radio, en tout cas) permet à l'auditeur de connaître *intégralement* les grandes œuvres du passé.

Mais cette masse considérable d'auditeurs qui se trouve « pénétrée » avec des moyens si nouveaux et si étendus, quelle est son attitude à l'égard de la musique ? Dans un brillant feuilleton du *Monde* (22 octobre 1953), René Dumesnil tentait de caractériser les mélomanes, famille à la fois unie et divisée en « genres, espèces et variétés » qui... « se disputent âprement »: Mais l'étude des mélomanes actuels, pour utile qu'elle soit, n'éclaire qu'un aspect de la question.

Il faut encore étudier les mélomanes « en puissance ». Car ce « grand public » que d'aucuns se désolent de trouver indifférent à la « vraie musique » (et sur cette « indifférence », naturellement, il y aurait beaucoup à dire), voilà que déjà de temps en temps il en sort et se passionne. Il était auditeur passif et d'avance consentant ; le voilà actif et exigeant. Comment s'est produit le « miracle » ? Il n'y a pas de miracle. Dans le cas qui nous intéresse le plus, dans telle ou telle œuvre, cet auditeur a rencontré un type de beauté qui lui a paru accessible ; grâce à elle et à travers elle, il a découvert nos traditions, il a aperçu le lien entre les problèmes particuliers de la musique et ceux de la lutte politique qu'il mène d'autre part, il dispose ainsi d'une « clé » qui l'introduit dans un domaine qu'on lui avait présenté comme défendu. Cette révélation peut se produire à propos d'œuvres dont les « spécialistes » ne parlent que rarement : les chants patriotiques (on relira avec profit les pages que M. Thorez a consacrées en 1936 et en 1949 à *la Marseillaise* et à *l'Internationale*, Ed. Soc., 1950), les chansons du répertoire d'artistes comme Yves Montand, Lemarque, etc. Tout cela pour dire qu'il y a en France un immense public musical qui n'est pas encore entré en scène — qui y entre soudain quand une œuvre l'émeut et le touche, à la fois par ses qualités esthétiques et par son contenu, comme cela est arrivé par exemple pour *Le chant pour les Mineurs* de Serge Nigg et pour *A l'Assaut du ciel* de J. Kosma. Ce public nouveau se manifeste déjà par l'intermédiaire des Chorales populaires, par les groupements d'amateurs ; il ne coïncide pas avec le public du mouvement, digne certes d'intérêt, des J.M.F. (Jeunesses Musicales de France).

Quelle conclusion préalable peut-on tirer de cet état de choses ? Celle-ci, me semble-t-il : cet embarras que nous éprouvons pour parler des questions musicales (embarras technique — s'entend, car sur les questions de principe il ne fait pas l'ombre d'un doute que la méthode marxiste-léniniste nous fournit un point de départ absolument juste) correspond à une période où la grande masse secoue l'indifférence où on l'avait maintenue, où elle s'éduque et entre dans la lutte.

La grande masse a déjà un avis, mais elle en cherche une expression adéquate sur le plan technique. Il est absolument normal que nous tentions de préciser ces questions à partir des discussions qui ont lieu en Union soviétique, où bientôt quarante ans de pouvoir populaire ont permis à de larges masses d'éclaircir le problème sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Il serait bien entendu absurde d'appliquer sans discernement certaines indications qui concernent plus particulièrement la musique et la tradition de là-bas à notre musique et à notre tradition, qui ont une histoire qui leur est propre. Nous reviendrons sur ce point.

Que dit Jdanov ? Y a-t-il une révolte contre ses « directives » ?

Je pense qu'il est vraiment inutile, malgré M. Werth, de se demander encore sérieusement, en 1954, si Jdanov s'y connaissait en musique. Georges

Snyders parlait excellemment (N° 21 de *la Nouvelle Critique*, déc. 1950) de cet homme

> qui a réalisé dans sa vie l'union de la pratique révolutionnaire et de la théorie marxiste-léniniste ; ...non spécialiste qui dissipe tous les nuages accumulés, volontairement ou non, par les armées de spécialistes — et cela parce qu'il rétablit le contact entre l'histoire de la musique et l'histoire du monde, ...entre les admirations musicales et toutes les autres admirations.

Ce qu'il y a de sûr aussi, c'est que Jdanov exprimait l'opinion d'une masse imposante de « nouveaux [et d'anciens] consommateurs de musique ».

S'il s'était agi de tout autre que d'un dirigeant soviétique, il y a fort à parier que beaucoup de bons esprits auraient reconnu sans peine le goût et l'amour de la musique que respirent les interventions de Jdanov. Et aussi sa culture, qui dépasse très largement la culture d'un amateur moyen. Il est clair qu'il connaît familièrement les classiques russes, par exemple. De remarques avancées ici et là, on peut même tirer une description assez précise de son « goût musical » — goût que manifestement il s'efforce cependant de ne pas imposer, de ne pas présenter comme l'unique goût possible. Les mots qui reviennent le plus souvent sont : *clair, compréhensible, élégance, beauté, musicalité, humain, normal.* Ces mots cernent un monde esthétique auquel beaucoup d'amateurs de musique, qui n'ont pas la moindre idée du sens politique du problème, se rallieraient volontiers. Je pense aussi que les connaissances musicales de Jdanov s'étendaient à la musique des autres pays, classique et non classique. Il conseille aux compositeurs soviétiques d'étudier les richesses de ces musiques étrangères, tout en développant de façon indépendante l'art national.

Jusque-là, on le reconnaîtra sans peine, rien de bien révolutionnaire, sauf pour ceux qui, bien entendu, tiennent la raison et le bon sens pour un scandale. Debussy, Ravel et Paul Dukas ont soutenu des positions assez proches.

Jdanov, en même temps, cela est vrai, critique la « musique bourgeoise occidentale décadente ». C'est bien sûr une épouvantable audace...

> ...Nous savons à quoi nous en tenir sur les tendances réactionnaires des derniers successeurs de Schumann et de Mendelssohn. Cela tient en deux mots : ne plus voir dans la musique instrumentale quoi que ce soit de dramatique ou d'expressivement passionné, mais un pur jeu du son pour le son... M. Hanslick a même été jusqu'à prétendre que la musique était, par elle-même, incapable d'exprimer quelque sentiment que ce fût, et il la considère comme le plus formel des arts... Il est à peine besoin de démontrer tout ce qu'une pareille théorie contient d'erroné et de superficiel...

Ne cherchez pas ce texte dans l'intervention de Jdanov ; il est de Paul Dukas (*Ecrits sur la Musique*, pp. 60-61) et il concerne la symphonie en ré de J. Brahms. Dukas nuance d'ailleurs son jugement de la façon suivante :

> Voici pour la théorie [dont Brahms se réclame]. Revenons maintenant à la pratique et à la symphonie en ré de Brahms.

A propos de cette notion de « réaction » en musique, on me permettra une apparente digression. Jdanov, quand il parle de musique « décadente », ne cite pas d'autres noms que ceux qui avaient été prononcés dans la discussion de l'opéra de Mouradéli. Je ne crois pas qu'il pensait à tel ou tel musicien de chez nous. Je ne crois pas davantage que dans l'état actuel de notre critique, on puisse, à partir des déclarations de Jdanov, discerner ce qui dans la

musique de Debussy, Ravel ou Dukas, par exemple, est décadent ou ne l'est pas. On peut certes étudier historiquement leurs déclarations théoriques où s'équilibrent les professions de foi contradictoires, les unes pour une musique populaire et universelle, les autres pour une musique byzantine. Mais ces musiciens restent de prestigieux musiciens et il leur arrive d'avoir fait de l'excellente musique avec de la mauvaise théorie. Ils font partie du patrimoine national et il serait foncièrement injuste de leur reprocher de ne pas avoir professé les idées de Jdanov ou de ne pas s'être insurgés *seuls* contre l'esthétisme de leur époque, qui n'avait pas — ne l'oublions pas — la signification historique que peut avoir l'esthétisme de la nôtre.

Jdanov, lui, ne tombe jamais dans cette erreur. Il ne néglige pas les théories esthétiques professées par les musiciens du passé, surtout quand elles sont justes et invitent à lier la musique au peuple ; il juge les musiciens à partir de leurs œuvres, de la qualité de ces œuvres. Il n'interprète pas mécaniquement le fait que tel ou tel musicien appartenait à un milieu bourgeois. Il dit aux musiciens soviétiques qui font profession de progressisme et qui s'écartent dans les faits de la tradition progressiste :

> Peut-être faudra-t-il reconnaître que le propriétaire foncier Glinka, le fonctionnaire des tsars Serov et le gentilhomme Stassov étaient plus démocrates que vous.

Cette remarque semble aller de soi, mais en fait, dans l'état actuel de la question, elle ne va pas du tout de soi. Dans l'article déjà cité et par ailleurs plein de choses excellentes de Georges Snyders, on trouve ce jugement sur Ravel :

> ...Autre exemple de ce pessimisme, trop complaisant pour mener même à aucun éclat de révolte, chez Ravel ; le scepticisme, l'impossibilité de se donner vraiment, le refus de prendre le monde au sérieux, font qu'il se réfugie dans la parodie (*Alborada del Gracioso*), dans le pastiche (*Tombeau de Couperin*, *Valses Nobles et Sentimentales* qui portent en épigraphe un vers de H. de Régnier : « le plaisir délicieux et toujours nouveau d'une occupation inutile »), ou encore il évoque le monde des automates, des mécanismes d'horlogerie et d'hommes réduits à une mécanique (*L'Heure espagnole*) et dans ce jeu de balancements extrêmes qui ne retrouvent jamais le point d'équilibre et la vie de l'homme d'aujourd'hui, les automates mathématisés le renvoient à l'évasion de l'enfance : *Ma Mère l'Oye*, *L'enfant et les sortilèges*.

Sans doute, l'apport de Ravel concerne davantage la « technique » que le contenu humain — dans la mesure bien entendu où il n'est pas arbitraire de séparer un apport technique valable de son contenu humain. Mais un contenu humain — bouleversé et sombre assurément — existe aussi chez ce grand artiste dont on ne saurait réduire l'inspiration au cadre d'un « monde ludique ». L'analyse est excessive et ne montre qu'un aspect du musicien ; elle étonne chez un dialecticien et un amateur de musique aussi averti que Snyders. Je ne pense pas qu'il y souscrirait aujourd'hui. Si pour ma part je ne la critique qu'aujourd'hui, c'est que pendant longtemps j'ai, en ce qui concerne cette musique que j'avais beaucoup aimée, eu la même réaction de défense que Snyders. Cette réaction me semble saine, à condition bien sûr de la dépasser, en se servant précisément de ce qui, dans les discussions qui ont lieu en U.R.S.S., peut nous y aider [1]. Il est clair en effet qu'une interprétation des

---

1. Voir, en ce qui concerne Ravel, une brève, mais excellente réévaluation de son œuvre dans un article de G. Léon (*Radio-Liberté*, n° 211, 10 janvier 1954) : « Ravel fut-il seulement un bon horloger suisse ? »

textes de Jdanov qui nous entraînerait à négliger l'apport de musiciens tel que Saint-Saens, Debussy, Ravel, Fauré, Satie, etc. serait une interprétatior inexacte et fausse.

Si nous avons des comptes à régler avec notre culture, il nous est permi de le faire, avec la violence et même l'injustice qui nous sont provisoiremen nécessaires ; mais peut-être ne serait-il pas juste de faire endosser à Jdanov le responsabilités de nos outrances. Préférer Chostakovitch ou Kabalevski ne nou entraîne nullement à minimiser l'apport de nos musiciens du XIXe et d XXe siècles. La position du marxisme-léninisme devrait au contraire nous servi à les situer à leur vraie place, à comprendre leurs contradictions historiques leurs réussites, à étudier le langage musical qu'ils ont offert aux musicien qui à présent sont armés de la prise de conscience politique. De semblable « à peu près » se retrouvent parfois sous la plume de critiques d'ailleurs bien intentionnés. Ainsi l'un attaque Adam, qu'il oppose à... Berlioz dont il était c'est vrai, l'ennemi, oubliant que l'auteur du *Postillon de Longjumeau* est ur des créateurs de l'opérette, genre qui a ses lettres de noblesse. Tel autre d'ur trait de plume déclare inintéressante toute la musique contemporaine française Et Milhaud, Honegger, Ibert, Auric, Poulenc, Barraud, Capdevielle, Loucheur Thiriez et quelques autres ? Et Claude Delvincourt que nous venons de perdre Que notre pays devienne une démocratie populaire ; pense-t-on que ces artiste ne continueront pas, en même temps que ceux que le prolétariat aura formés à représenter la musique française ? Cette science, cette technique et aussi ce dons qui sont les leurs, pense-t-on peut-être que notre peuple, dès maintenant n'en a pas besoin ou les renie ?

C'est pourquoi, je crois, il faut apporter plus de soin dans nos analyses e plus d'attention à ce qui existe déjà. Nos positions de parti n'en seront qu plus efficaces et plus fidèles... à Jdanov. Car enfin, que dit Jdanov ?

D'abord Jdanov se garde bien d'imposer ses préférences ; ce sont pourtan celles d'un homme fort cultivé et averti. Pourquoi ? C'est qu'il ne s'agit pa d'imposer à l'artiste un type d'art, si remarquable soit-il. Jdanov sait bien qu les talents, les « natures » doivent s'épanouir librement, c'est-à-dire éprouve « de l'intérieur » les sentiments qui émeuvent les masses populaires. Alor seulement ils pourront résoudre les problèmes techniques posés par ce nouveau contenu. Ce qui est donc souligné, c'est l'exigence d'un contenu et d'un qualité dans l'expression de ce contenu ; ce qui est affirmé, c'est le lien entr la « musique savante » et la « musique populaire » chez les compositeur classiques. De même, dans un autre domaine, lorsque chez nous Mauric Thorez soulignait une réussite de tel ou tel peintre, il n'entendez pas faire d celui-ci le modèle de toute la peinture et encore moins un peintre « officiel » du Parti. Il indiquait seulement que la voie esthétique suivie par ces peintres étai une voie juste et il saluait une réussite technique dans cette voie. Sans dout s'agit-il là d'observations « générales », mais on peut trouver étrange que de gens qui se plaignent d'une part des « directives » que le Parti communist donne aux artistes, se désolent d'autre part que ces « directives » ne soient pa assez précises et ne mâchent pas la besogne aux spécialistes.

Tout en restant suffisamment général pour ne pas imposer un goût qu serait le sien ni une directive qui puisse créer un conformisme, Jdanov es malgré tout assez précis.

Quels sont les problèmes traités ? La définition du réalisme par oppositior au formalisme, l'attitude à avoir par rapport à l'héritage classique, l'actior réciproque de la musique savante et de la musique populaire, le rapport d

la musique soviétique et de la musique étrangère, l'innovation, la clarté, la musicalité et la simplicité de la langue musicale, les genres musicaux. Il est difficile de les reprendre tous dans le cadre de cette étude. Ces idées sont devenues familières. Il me semble plus utile, si on veut les appliquer aux problèmes de la musique française, de les étudier non en ce qu'elles ont de général, mais plutôt dans leur rapport avec les conditions politiques et sociales nouvelles qui permettent à Jdanov d'élever le débat à un tel niveau et à une telle précision.

Une œuvre musicale est d'autant plus haute qu'elle fait entrer en résonance plus de cordes de l'âme humaine. L'homme du point de vue de la perception musicale est une membrane merveilleusement riche, un récepteur travaillant sur des milliers d'ondes — on peut sans doute choisir une meilleure comparaison...

Il s'agit là d'un rappel rapide des célèbres analyses de Marx sur l'objet de l'art. A partir des données des sens, par une éducation liée à son travail et à ses luttes historiques, le sens esthétique se joint historiquement au sens naturel. L' « objet musical est à la fois donné et créé ». Je renvoie ici à l'intéressante analyse d'Henri Lefebvre dans *Contribution à l'Esthétique* (p. 46). Notons en passant que Jdanov indique bien ce que la musique a de spécifique et qui précisément crée un embarras : l'expression de la pensée est confiée aux données auditives qui n'utilisent la parole — élément d'explication rationnelle — qu'exceptionnellement. C'est là précisément une des caractéristiques de la musique : elle *exprime*, par des moyens qui éliminent à l'avance toute explication, ce que d'autres arts (la littérature par exemple) peuvent *expliquer* (ce qui ne veut pas dire que les autres arts, la littérature en particulier, ne disposent, pour exprimer, que du moyen rationnel de l'explication). Aussi, le mot « compréhensible » a-t-il un sens tout à fait particulier en musique : il renvoie à un type de compréhension spécifique, qui semble passer directement par les sens. De là la force (apparente) des arguments des esthètes pour qui « il n'y a rien à comprendre en musique ». En fait, ils jouent sur les mots.

L'ambiguïté est sans doute embarrassante quand il s'agit de trouver des définitions, mais elle se trouve compensée par un avantage non négligeable ; s'adressant directement aux sens et à cette intelligence affective qu'ils stimulent, la musique, quand elle est compréhensible, peut l'être beaucoup plus immédiatement que d'autres arts.

Jdanov, à partir de ce rappel de principe, énonce une vérité historique pleine de sens :

Si Glinka, Tchaïkovski, Serov ont parlé du haut développement du sens musical dans le peuple russe, au temps où ils s'exprimaient ainsi le peuple russe n'avait pas encore une large idée de la musique classique. Sous le pouvoir soviétique, la culture musicale des peuples s'est extraordinairement développée ; si déjà auparavant notre peuple se distinguait par son sens musical, aujourd'hui son goût artistique s'est enrichi en raison de la diffusion de la musique classique. Si vous avez laissé s'appauvrir la musique, si, comme il est arrivé dans l'opéra de Mouradeli, ne sont utilisées ni les possibilités de l'orchestre ni les aptitudes des chanteurs, alors vous avez cessé de satisfaire les besoins musicaux de vos auditeurs...

Ce texte, ainsi que le passage capital qui suit et où Jdanov précise que le peuple n'a pas à « s'élever » jusqu'aux musiciens et où il formule une nouvelle fois le souhait d'une musique « compréhensible », constituent une précision importante. Jdanov n'invite nullement les compositeurs à écrire une musique simpliste, à gros effets immédiatement accessibles, comme les Werth de service

ont essayé et essayent encore de nous le faire croire. En rappelant les exigenc auditives d'une oreille (cultivée) normale — contre les outrances de la musiq non-tonale ou envahie par « le bruit démusicalisé » —, Jdanov répète la véri bien connue, mais toujours si actuelle, que la musique est l'art des sons non celui des bruits, le bruit y jouant tout au plus le rôle — épisodique de « faire-valoir » du son. En même temps que ces limites « naturelles », rappelle aux musiciens les immenses possibilités de l'orchestre et de la vo humaine. C'est en les élargissant que les artistes du passé ont pu exprimer sensibilité de leur époque dans des œuvres à la fois valables artistiqueme et populaires. A partir de l'élargissement de la compréhension populaire et d nouvelles dimensions de l'homme soviétique, on peut mesurer quelles per pectives s'ouvrent devant les artistes de qualité.

A propos du problème de la « nouveauté à tout prix », Jdanov fourn une nouvelle explication exempte de toute équivoque sur le terme « compr hensible ».

A chaque époque, dans le domaine de l'art, et ici de la musique, corre pond un langage. Ce langage n'est pas un conformisme. Il se constitue à part des données de la musique populaire et des réalisations les plus achevées la musique savante. Il n'est pas une moyenne de toutes les musiques d'u époque, mais bien au contraire la stylisation, l'ensemble de toutes les recherch valables entreprises par les plus grands musiciens d'une époque en tant q « transcripteurs » de la musique créée par le peuple et en tant que créateu originaux de musique populaire. Ce langage musical, défini comme le sty d'une époque, correspond à une possibilité de compréhension du public. entre dans les mœurs précisément dans la mesure où cette forme correspond un contenu, aux aspirations historiques de son public. Lorsque le conten change, pour exprimer des sentiments nouveaux, les créateurs sont obligés à fois d'utiliser et de faire « craquer » le cadre de ce langage, un peu à la faço dont les philosophes marxistes ont été obligés de faire craquer le vocabulai et les concepts de la philosophie classique allemande pour exprimer un mat rialisme et une dialectique d'un type nouveau. Il n'y a jamais intérêt à fai craquer tout ce langage d'un coup, à supposer bien entendu que ce soit cho possible. La comparaison du langage musical avec le langage tout court n'e évidemment pas satisfaisante, car la musique, comme fait idéologique, est u superstructure, alors que le langage est lié à l'action de l'homme et comme t peut servir à des idéologies contradictoires. Mais il y a dans l'art des exigenc fondamentales, des lois qui font que précisément l'art est l'art, lois que l récentes analyses du typique permettent d'entrevoir. Un des efforts essentie de la science critique marxiste consistera à les préciser. Dès maintenant science et le bon sens sont d'accord pour nous conseiller de ne pas bouscul ces lois qui s'imposent à toute expression artistique. On aboutirait ainsi à liquidation pure et simple de l'art. Jdanov le rappelle avec deux exemples, ég lement intéressants et actuels, celui de l'éducation nouvelle et celui de la pei ture moderniste. Sans juger autrement ces tendances qui n'ont trouvé aucu écho dans le public, Jdanov nous invite à nous demander si ces soi-disa nouveautés, qui se présentent la plupart du temps comme une rupture complè avec le passé, ne sont pas en même temps une rupture avec les lois fondame tales de la musique. On dit souvent par métaphore : « un artiste a son univers Cela ne signifie nullement que chaque artiste se trouve dans la nécessité de réinventer son langage de A jusqu'à Z, car cet « univers » que l'artiste cré il le crée pour le transmettre et non pour son usage personnel ou pour le pet groupe d'initiés qui connaîtrait les règles du jeu.

Je vois bien ce qui inquiète quelques amateurs sincères de musique, ıxquels on ne peut prêter les intentions de M. Werth. Leur culture musicogique même les empêche de donner à l'exigence du compréhensible le sens ı'elle a. Ils se souviennent qu'un certain nombre de grandes œuvres musicales u passé, à leur première audition, ont été considérées comme « incompréhenbles ». Des critiques très « distingués » ont trouvé confus et obscurs Beethoven, chumann, Debussy, Ravel, Satie, Prokofiev, Bartok. L'exigence du « compréhenble » ne pourrait-elle pas aboutir à promouvoir une musique aussi « comréhensible » que celle de Meyerbeer, qui est compréhensible, mais en même mps plate et vulgaire ?

Je crois vraiment que le texte de Jdanov ne se prête pas à de tels contrens. D'abord parce que Jdanov se réfère en même temps à la tradition musiıle la plus haute sur le plan de la qualité (Glinka, Moussorgski, par ex.), ıis parce que les marxistes n'ont pas l'habitude d'employer des mots du genre « compréhensible » sans entrer dans des précisions. Compréhensible pour ıi ? Compréhensible pour faire comprendre quoi ?

Compréhensible pour un peuple éduqué dans la tradition des œuvres clasques les plus achevées et les plus belles. Pour faire comprendre et rendre lus universels encore les sentiments les plus élevés d'un peuple libre. N'est-ce as là définir une rigoureuse exigence de qualité ?

Le texte de Jdanov présente aussi l'avantage de s'inscrire en faux contre n préjugé assez courant parmi l'intelligentzia des compositeurs : celui du génie méconnu ». « Ma musique n'est pas comprise ; c'est tant mieux ; écris pour les générations à venir. » On se croirait presque déshonoré si l'on vait du succès.

En fait, il s'agit d'un alibi : il justifie, fort mal d'ailleurs, un formalisme ıvétéré. La réalité est bien différente. Tous les grands compositeurs, même ils ont surpris au début, ont rallié le suffrage populaire. Il n'y a pas de génie ıéconnu. Le contact direct, réel entre l'artiste et son public est absolument écessaire.

Il y a dans le texte de Jdanov une phrase que j'avais, à la première lecture, ouvée bien ambitieuse :

> Il ne faut pas oublier que l'U.R.S.S. est actuellement l'authentique dépositaire de la culture usicale universelle (p. 87).

Mais à la relecture, je comprends que Jdanov ne veut pas dire que les musiens soviétiques sont les meilleurs *a priori*, meilleurs que les musiciens alleands ou français par exemple. Non. S'ils le sont, ce sera un fruit heureux du avail de tout un peuple et de dons individuels. Nos amis soviétiques pourront en réjouir, non s'en vanter. Ce qui est leur fierté et leur souci, c'est qu'ils se ntent dépositaires de la signification de la musique — que bien sûr d'autres étiennent à titre individuel, mais eux, c'est en tant que peuple, en tant que remier peuple qui est parvenu à se rendre maître de son destin. C'est en tant ıe dirigeant socialiste que Jdanov se préoccupe de la musique de ce peuple ers lequel tous les peuples ont les yeux fixés, c'est en tant que musicien soviéque que Kabalevski chante, pendant son voyage au pays de Romain Rolland, s vieilles chansons françaises que même les paysans de chez nous commencent oublier [1].

1. Reportage de D. Anselme sur le voyage de Kabalevski en Bourgogne. *Les Lettres françaises.*

Si nous examinons le texte de Khatchatourian après une relecture de Jdanov, nous voyons qu'il n'en est que le commentaire, un commentaire qui ne se borne pas à des citations, comme le souhaiterait sans doute M. Werth, mais un commentaire créateur. Khatchatourian, et après lui Chostakovitch rappellent l'existence d'un public nouveau et exigeant. Et aussi — pour ces bureaucrates que déjà Jdanov attaquait — que l'artiste est un travailleur « spécialisé ». Quand il a donné des preuves suffisantes de maîtrise, il ne serait pas juste, sous prétexte de travail collectif, d'attenter à l'œuvre qu'il a mise au point. C'est qu'il y a partout des gens — et n'y en a-t-il pas en France ? — qui avec la meilleure volonté du monde, simplement par manque d'attention et de culture, ou plus rarement par « excès » de culture, par réaction contre *leur* culture (bourgeoise), déforment et rapetissent les directives les plus intelligentes. Khatchatourian, dans le même ordre de préoccupation, précise ce qu'est le caractère national de la musique. La chanson populaire, qui en est un élément important, n'est pas le seul élément. Il n'est pas davantage question de « citer », mais de créer.

Il faut aborder le problème du style national en musique avec un vaste horizon.

Mais il y a plus. Ce qui est essentiellement « jdanovien » dans le texte de Khatchatourian, c'est qu'à partir des points de vue de Jdanov, un nouveau pas se trouve franchi.

Nous sommes résolument pour le réalisme et le caractère populaire. Chez nous, il n'y a pas et il ne saurait y avoir de discussion idéologique sur le contenu de la musique soviétique. A ce propos tout est clair.

Le problème que Khatchatourian propose à présent à l'attention, c'est celui d'un style, de nouvelles formes artistiques « correspondant au contenu perpétuellement renouvelé ».

En France, il n'est pas exagéré de dire que nous n'en sommes pas là.

Quelques données du problème chez nous

Chez nous, les données de la situation sont différentes. Et je ne pense même pas à la surprise et à la méfiance qui accueillent parfois, encore maintenant, l'exposé de points de vue critiques qui représentent pourtant un progrès considérable dans l'esthétique musicale. Ce qui rend la situation différente, c'est le progrès immense qu'a réalisé dans sa masse le public soviétique, c'est l'intervention de ce public dans une discussion qui suppose une certaine culture, aussi bien sur le plan esthétique (signification de la musique, rapport forme-contenu) que sur le plan pratique (habitude d'entendre de la musique, notions sur le langage musical et sur l'histoire de la musique).

Chez nous, cette entrée en scène du « public de masse » ne se produit encore qu'occasionnellement. Nous n'en sommes qu'à la phase où le problème commence à se poser.

Pourtant, sur le plan national, des progrès essentiels ont été réalisés. Les classes d'enseignement musical (1er et 2e degrés) fonctionnent suivant une nouvelle formule depuis 1947. Les classes du 1er degré préparent les conditions d'une culture musicale vraiment populaire, mais celles du second degré ne touchent que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, puisque les enfants d'ou-

vriers et de paysans ne constituent qu'une infime minorité parmi la population scolaire du second degré.

Les émissions musicales et musicologiques de la Radio sont d'un niveau nfiniment supérieur à celui des émissions parlées (par exemple les séries « Grands concerts d'autrefois », « Trésors retrouvés », « Cantate à Saint Thomas », « la Tribune des critiques de disques », « les grands musiciens », .a retransmission de grands concerts, avec en particulier les présentations de Gustave Samazeuilh). Les Jeunesses musicales de France tentent un gros effort. Enfin, certaines critiques musicales, par exemple celles de M. Dumesnil, dans *le Monde*, sont d'une haute qualité et se réfèrent plus ou moins explicitement aux critères d'une musique qui garderait le contact avec les sentiments et les aspirations populaires.

Sans doute l'esthétique qui sous-entend cette culture est souvent influencée par les théories formalistes que critiquait Dukas ; mais dans la pratique la jeunesse estudiantine et le public « cultivé » réagissent de façon saine à la musique formaliste, lui opposent une remarquable froideur et se rejettent vers la meilleure musique du passé. Cette réaction de défense présente sans doute certains dangers, en particulier celui de créer une désaffection à l'égard de la musique contemporaine, de diffuser un préjugé défavorable à l'égard d'une musique qui se proposerait de traduire nos sentiments actuels dans un langage qui soit celui de notre temps. J'avoue que pour ma part je ne crois pas trop à ce danger, car il n'y a pas de fossé entre les traditions les plus vivantes et les œuvres vraiment nouvelles.

Mais encore une fois cette éducation musicale n'atteint chez nous à l'époque actuelle que des cercles restreints. Ce qu'il faudrait, c'est encourager, faciliter l'apparition d'un public de masse qui apportera des exigences nouvelles. Les chorales populaires, les groupes musicaux d'amateurs, dont la qualité est toujours plus grande, sont le signe que cette apparition n'est plus éloignée. Mais il ne s'agit plus d'un problème seulement musical.

En ce qui concerne les tâches d'une critique progressiste, il vaudrait la peine qu'on s'attache à les définir.

Elle pourrait d'abord s'attacher à expliquer et à vulgariser les positions marxistes sur ces problèmes, car elles sont encore trop peu connues. Il ne faudrait pas se borner à publier des textes théoriques qui, malgré leur valeur, ne s'appliquent pas si immédiatement que certains semblent le croire à des cas concrets. On devrait éditer ou rééditer par exemple l'introuvable volume de Stassov sur *Les Cinq*, le *Glinka* d'Assafiev et les œuvres créatrices de la critique soviétique, publier d'une façon beaucoup plus méthodique les discussions qui se déroulent là-bas. Dans le cadre de ces publications théoriques, il faudrait réserver l'attention qu'ils méritent à certains compositeurs et critiques français qui, malgré certaines positions réactionnaires, ont défendu sur certains points essentiels une définition du réalisme qui est bien proche de la nôtre ou des idées qui peuvent être considérées comme des étapes sur le chemin de cette définition.

Sur le plan pratique, notre critique pourrait avoir pour tâche de réévaluer notre patrimoine musical (évitant en particulier les travaux superficiels de démolition de nos grands artistes), de réserver une grande attention à toutes les œuvres nouvelles qui sont produites chez nous et de les juger à partir d'une position de parti approfondie et objective. Notre critique d'ailleurs commence à viser cet objectif de façon méthodique.

Nous ne devons pas oublier que nombreux sont les créateurs, les amateurs de musique, dont les idées, profondément saines, sont déjà très proches des nôtres. Nous pourrions être au centre de ce rassemblement.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

Dans la revue *Littérature Soviétique* (en français) :

1948, n° 6 (après le rapport de A. Jdanov sur la musique).
B. Yaroustovski : Les traditions classiques et l'esprit novateur dans la musique (pp. 136 sq.).
Y. Chaporine : Les tâches de la musique soviétique (p. 143).
Serge Prokofief : Mes Plans (pp. 144 sq.).
N° 7 — Compte-rendu du 1er Congrès des compositeurs soviétiques avec en particulier un résumé du rapport du célèbre critique Assafief (pp. 180 sq.).
N° 10B — Yaroustovski : Le congrès international des Compositeurs et le Festival de Musique à Prague (Impressions et Conclusions, pp. 153 sq.).
1949, N° 4 — Compte-rendu de l'ouvrage de B. Assafief sur Glinka (pp. 151 sq.).
N° 7 — Chostakovitch : texte de l'importante communication du compositeur au Congrès de la Paix des Etats-Unis, La place de l'artiste d'aujourd'hui (pp. 178 sq.)
N° 11 — Intervention du compositeur Khrénikov à la conférence des Partisans de la Paix de l'U.R.S.S. (pp. 217 sq.).
1950, N° 4 — Tchaouréli : L'essor de l'art soviétique (pp. 136 sq.).

Dans *la Nouvelle Critique* :

N° 20 — Serge Nigg : Béla Bartok et le folklore (pp. 98 sq.).
N° 21 — G. Snyders : Jdanov s'y connaît-il en musique ?
N° 40 — R. de Jouvenel : Sur J.-S. Bach, qui fut laquais.
N° 46 — Problèmes de la musique.
N° 56 — Discussion des compositeurs soviétiques sur la Xe symphonie de Chostakovitch.

Dans *la Pensée* :

N° 1, 1939 — Ch. Kœchlin : Modes anciens et Musique moderne.
Nos 2 et 3, 1945 — Ch. Kœchlin : Quelques vues sur le présent, l'avenir et le passé de la musique française.
N° 17, 1948 — Ch. Kœchlin : Musique atonale.
N° 24, 1949 — Ch. Kœchlin : A propos de Camille Saint-Saëns.
N° 27, 1949 — Ch. Kœchlin : Quelques mots sur Chopin.
N° 50, 1953 — A. W. Berry : Avenir de la musique nègre.

HOMMAGE AUX MORTS DE LA RÉSISTANCE

par Pierre VILLON

Nous sommes heureux de publier le beau discours prononcé le jeudi 27 mai dernier par Pierre Villon, président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, sur la tombe de Georges Politzer et Jacques Solomon.

Il y a douze ans, ils sont tombés sous les balles de l'occupant hitlérien :

le philosophe Georges Politzer,
le physicien Jacques Solomon,
l'écrivain Daniel Decourdemanche, dit Jacques Decour.

La police de Pétain les avait arrêtés, après des semaines de filature, au cours du mois de février et des premiers jours de mars 1942, dans un monstrueux coup de filet, avec environ 140 autres patriotes, dont Danièle Casanova, Maï Politzer, Hélène Solomon-Langevin, Yvonne Blech, Georges Dudach, rédacteur en chef des *Cahiers de la jeunesse*, le médecin Bauer, les instituteurs André Pican et Laguesse. Il y avait parmi eux l'ancien métallo de chez Renault Arthur Dalidet et le dessinateur en tulle de Calais Georges Cadras, membres de la direction clandestine du Parti communiste français.

Livrés à la police allemande aux ordres d'Abetz, ils furent tenus trois mois au secret. Aucun ne parla, malgré les tortures. Aucun ne capitula, malgré les menaces et les promesses.

Les hommes furent fusillés ; les femmes, et parmi elles 25 veuves de héros exécutés au Mont-Valérien, furent déportées à Auschwitz.

L'occupant n'avait pas osé faire leur procès, sachant bien que c'était lui qui l'aurait perdu. Même enchaînés, ils étaient plus forts que leurs geôliers.

Epouvantés, les monstres ont cru les vaincre en les tuant. Mais ce sont les morts qui ont vaincu, parce qu'ils étaient du côté de la vie et de l'avenir, du côté de la raison et de l'homme, et parce qu'au lieu de nier le réel, ils l'avaient mis de leur côté, un réel aussi fort que la soif de bonheur et de liberté et le sentiment national.

Dès le mois d'août 1940 Georges Politzer avait rédigé et diffusé une lettre aux Universitaires. Dès septembre 1940 Jacques Solomon avait pris contact avec des professeurs et des chercheurs de la Sorbonne et du Collège de France pour préparer l'action à mener.

Au début d'octobre Georges Politzer m'exposa le projet d'éditer avec Jacques Solomon et Jacques Decour un journal clandestin, *l'Université libre*, afin d'unir autour de lui l'intelligence française fidèle à la patrie, et il demanda l'appui de son parti pour l'impression et la diffusion. En même temps qu'ils constituèrent ainsi le noyau des résistants universitaires de toute opinion,

Politzer, Solomon et Decour participaient au combat que leur parti livrait sur le plan des idées contre l'obscurantisme propagé par l'occupant et ses agents effort pour mobiliser les consciences, sans lequel le combat armé eût été impossible. Avec *Sang et Or ou le Mythe du vingtième siècle*, Politzer arrache son masque pseudo-scientifique à la justification théorique du crime hitlérien tenté par Rosenberg, philosophe officiel du Troisième Reich.

Lorsque, dans un manifeste du 15 mai 1941, le Comité central du Parti communiste réitère l'invitation à la lutte et à l'union autour de la classe ouvrière ardente et généreuse lancée par Jacques Duclos et Maurice Thorez le 10 juillet 1940, et appelle à la formation d'un Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, Politzer, Solomon et Decour sont parmi les militants les plus actifs pour obtenir l'adhésion de patriotes non communistes, appartenant à l'élite française, à la constitution de ce mouvement d'unanimité nationale.

Et chacun sur son plan étendait et approfondissait le mouvement. A côté de celui des universitaires, Solomon avait créé un comité des médecins du Front national ; des comités de peintres, de cinéastes, de musiciens et d'acteurs avaient été mis sur pied sous la direction de Politzer. Jacques Decour avait réuni des poètes et des écrivains avec les conseils d'Aragon, venu de zone sud à Paris. Ce comité décida la publication des *Lettres françaises*. Jacques Decour en était le rédacteur en chef et il avait transmis les manuscrits du premier numéro au service d'impression lorsqu'il fut arrêté ; les manuscrits tombèrent aux mains de la police à l'occasion d'une perquisition.

La part que Georges Politzer, Jacques Solomon et Jacques Decour ont prise, par leur travail et leur exemple, à la résistance à l'occupant et à la victoire commune des Alliés sur la barbarie nazie, ne pourra jamais être estimée à sa valeur.

Ceux qui leur refusent aujourd'hui la mention « *mort pour la France* » ou le titre de résistant, se condamnent eux-mêmes et point n'est besoin de savoir qu'ils ont libéré Abetz pour les juger.

D'aucuns diront : « Ne mêlons pas les morts à nos querelles », et ils ajoutent qu'on ne sait pas de quel côté ils se placeraient s'ils étaient vivants.

Mais pourquoi alors les gouvernants qui font de l'Allemagne du *Deutschland über alles* leur alliée, cherchent-ils querelle à ces morts glorieux ?

Est-ce parce que Politzer était celui qui, le 6 juin 1940, transmit au gouvernement de Paul Reynaud à Bordeaux la proposition de son parti réduit à la clandestinité, demandant de ne pas livrer Paris aux armées hitlériennes, mais d'arrêter les traîtres, de libérer les patriotes, de rétablir les libertés démocratiques et d'armer le peuple pour changer le caractère de la guerre et faire de la « drôle de guerre » une guerre de salut national ?

Est-ce parce que ce fait d'histoire condamne ceux qui n'ont pas écouté cet appel ?

Est-ce parce que Decour a écrit, en janvier 39, ces lignes :

> L'Allemagne est un champ de bataille séculaire entre la civilisation la plus haute et la barbarie la plus inhumaine. Sans cesse à travers l'histoire, le pays des poètes et des penseurs, le pays qui mérite ce beau titre est rejeté dans les mêmes folies d'orgueil... Ce rythme sera-t-il un jour brisé ? Nous le souhaitons de tout notre cœur d'Européens et de Français, c'est-à-dire d'humanistes.

Est-ce parce que ces lignes seraient dangereuses pour ceux qui encouragent les pangermanistes de Bonn et qui n'ont que mépris et haine pour le gouvernement allemand qui reconnaît comme définitive la frontière de l'Oder-Neisse

et qui proclame que jamais il ne permettra que des Allemands attaquent le peuple français ?

Ou est-ce simplement parce que ces hommes étaient communistes et qu'en admettant que les communistes ont été et sont des patriotes, il ne serait plus possible d'exciter au pogrome anticommuniste et d'empêcher ainsi l'union de toutes les énergies nationales et démocratiques, qui seule peut empêcher les mauvais coups tramés contre la France ?

Mais l'exemple de Georges Politzer, de Jacques Solomon et de Jacques Decour est plus fort que les petitesses de ministres provisoires.

Ils nous ont enseigné qu'à l'heure du danger il faut écarter nos divergences et nous unir pour sauver l'essentiel.

Ils ont appelé à l'union des hommes qui ne partageaient ni leur philosophie, ni leur idéal social, pour lutter, pour libérer la France. Ils nous appellent aujourd'hui à nous unir, contre des traités d'esclavage et de guerre, pour sauver l'indépendance et l'existence de la France, pour sauver l'esprit et l'homme.

C'est en pensant à eux que le poète a dit :

> Les meilleurs d'entre nous sont morts pour nous,
> et voici que leur sang retrouve notre cœur.

C'est pourquoi leur exemple vivra et vaincra.

JEAN DAUDIN

JEAN Daudin n'est plus. A tous ceux qui l'ont connu dans les milieux scientifiques et progressistes, il laissera le souvenir d'un être exceptionnel.

Fils du regretté professeur Henri Daudin, collaborateur de *la Pensée*, disparu il y a quelques années, Jean Daudin était né à Paris le 13 juillet 1912. Affligé d'une légère gêne de prononciation due à un bec de lièvre, il réussit avec courage et persévérance à atténuer cette gêne et à se faire comprendre de tous. Après de brillantes études secondaires, il fut reçu en 1931 à l'Ecole normale supérieure, promotion scientifique. C'est là que je l'ai connu lorsque j'y entrai trois ans plus tard, et il fit tout de suite une grosse impression sur moi. Communiste militant en même temps que travailleur acharné, il alliait la rigueur du raisonnement et la solidité de ses connaissances marxistes à la compréhension la plus humaine de tous les problèmes. Animateur du Comité antifasciste de l'E.N.S. qui se composait d'élèves d'opinions les plus diverses, il savait montrer à tous la nécessité de l'union la plus large en face du péril que représentaient à cette époque les ligues fascistes et le danger hitlérien et mussolinien. Les adversaires politiques eux-mêmes respectaient en lui le sérieux de ses convictions et le désintéressement, le dévouement total dont il faisait preuve. Son rayonnement entraînait la conviction et nous sommes nombreux, depuis le socialiste que j'étais en entrant à l'Ecole jusqu'à des catholiques pratiquants, à avoir donné notre adhésion aux Jeunesses communistes, convaincus surtout par nos discussions avec Daudin.

Après deux ans d'enseignement secondaire à la Roche-sur-Yon, il revint à Paris en 1938 où il travailla au Centre national de la Recherche scientifique et se consacra à l'étude du rayonnement cosmique. Dans ce domaine il fit preuve rapidement des plus grandes qualités scientifiques ; il se spécialisa dans l'étude des grandes gerbes d'Auger et soutint en 1941 une brillante thèse de doctorat. Les privations de l'occupation le rendirent malade ; atteint de tuberculose pulmonaire, il interrompit ses recherches de 1944 à 1946 et depuis cette époque dut ménager sa santé. Néanmoins, malgré ses deux pneumos, il poursuivit ses belles recherches dans un domaine où il était à peu près seul des cosmiciens français et il acquit une renommée internationale. Vivant en province à Bagnères-de-Bigorre, il travaillait surtout au laboratoire du Pic du Midi, où il avait réussi à grouper autour de lui et de sa compagne une petite équipe pleine d'allant. Il semblait avoir dominé la maladie et travaillait avec ardeur, mais une leucémie pernicieuse devait l'enlever brutalement le 25 janvier à Toulouse où il se soignait depuis quelques mois.

Esprit d'une ampleur considérable, s'intéressant particulièrement à l'histoire et à la philosophie, il s'attachait à tout ce qui touchait à la Révolution française qu'il avait particulièrement étudiée et dont il admirait profondément l'esprit patriotique, tel qu'on le trouve chez Saint-Just et Robespierre.

Le Comité de rédaction de *la Pensée* prie sa compagne Alice Daudin, ses enfants et sa mère, ainsi que notre collaborateur Philippe Malrieu, beau-frère de Jean Daudin, de croire à toute sa sympathie. La mémoire de Jean Daudin doit nous aider à mieux lutter pour la science et pour le progrès.

Eugène COTTON

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

A PROPOS D'UN LIVRE DE M. JEAN ROSTAND[1]

par Marcel PRENANT

DEPUIS une trentaine d'années, un public nombreux, qui s'intéresse aux problèmes scientifiques, et singulièrement à ceux de la biologie, suit avec une attention soutenue l'œuvre où M. Jean Rostand met ces problèmes à sa portée. J'évite, à ce propos, de parler de « vulgarisation », car il y a de si mauvaises vulgarisations que le terme est malheureusement bien déprécié. Or les livres de M. Jean Rostand, écrits avec un incontestable et agréable talent, sont, de plus, souvent d'excellente qualité documentaire, étant fondés, à la fois, sur une très large érudition de lectures et sur le contact personnel que l'auteur n'a cessé de garder avec la recherche expérimentale et le travail des laboratoires.

Il est donc d'une haute importance que M. Rostand, parvenu, comme il le dit lui-même, aux approches de la soixantaine, et sentant qu'il a exprimé, sur certains sujets, « des opinions passablement diverses », fasse un retour sur lui, procède à un examen de conscience et s'efforce de coordonner et de clarifier ce qu'il croit. Bien qu'il se défende de faire là de la philosophie, nous avons tous grand intérêt à connaître la philosophie de Jean Rostand.

J'en étais, personnellement, d'autant plus curieux qu'il m'est arrivé, dans cette revue même, de critiquer certaines implications (que certainement il n'avait pas voulues) d'opinions émises par lui sur le plan biologique. C'est ainsi que dans une *Introduction à la génétique,* qu'il écrivit jadis avec Lucien Cuénot, il s'était laissé aller à assimiler sans restriction l'hérédité des aptitudes musicales, chez l'homme, à celle des caractères d'un blé : par ce passage, et par d'autres analogues, il ouvrait sans le vouloir une porte à l'idéologie raciste, qui était particulièrement menaçante à cette époque, et qu'un Alexis Carrel servait, lui, en toute connaissance de cause. Jean Rostand apportait aussi, inconsciemment, des arguments au racisme pseudo-scientifique, lorsqu'il attribuait à la notion de gène une valeur trop dogmatique et métaphysique, trop éloignée de l'expérience, allant jusqu'à figurer les gènes, « unités héréditaires », comme des sortes de billes immuables.

J'avais à la pensée divers souvenirs de ce genre, en ouvrant son nouveau livre, et c'est pourquoi à ma sympathie se mêlait un peu d'inquiétude. Après lecture, ma sympathie a grandi, mais mon inquiétude n'a pas disparu. Ma sympathie a grandi, car l'auteur fait ici, et de façon nette, profession de foi rationaliste, matérialiste, moniste ; parce qu'aussi il exprime, sur l'avenir de la société humaine, des idées généreuses et riches en éléments progressifs. Mais je reste inquiet, car presque rien de tout cela n'a la fermeté que nous voudrions y voir, et que nous tentons d'y apporter grâce à notre méthode marxiste. Malgré l'effort de coordination qu'a fait M. Jean Rostand, ses opinions sont toujours « passablement diverses », et parfois même contradictoires. Le plus souvent une affirmation claire est aussitôt suivie de restrictions qui lui enlèvent une large part de sa portée. Tout cela laisse l'impression d'un éclectisme sentimental

---

1. Jean ROSTAND : *Ce que je crois.* Grasset, éditeur, Paris, 1954, 93 p.

qui répond bien, d'ailleurs, au titre du livre : M. Rostand *croit* être rationaliste, maté-rialiste, moniste ; nous, nous *savons* pourquoi nous le sommes. Là est la différence que je voudrais tenter d'éclairer par quelques exemples.



Prenons la déclaration rationaliste de la page 14 :

> ...Je ne crois pas que l'homme ait à sa disposition d'autre moyen de connaître que sa raison. Moyen imparfait, sans nul doute ; et je conviens que peut-être les jugements où elle nous porte sont, par construction, entachés d'erreur : il se pourrait que rien de valable ne pût éclore d'un cerveau humain...

Il faudrait citer tout le passage, où Jean Rostand, après avoir souligné les risques que nous fait courir la raison, repousse pourtant tout irrationnel, repousse toute révé-lation, et conclut justement :

> Impossible, pour moi, de croire à une Vérité qui serait derrière nous. La seule vérité à laquelle je crois en est une qui se découvre lentement, graduellement, péniblement, et qui imperceptiblement s'augmente chaque jour.

Il peut sembler paradoxal, mais il va pourtant de soi, en réalité, qu'une confiance mise exclusivement dans la raison mène à en douter dès la ligne suivante. Qui, en effet, nous garantit la valeur de ses jugements ?

A cette question nous répondons, nous, que les jugements de la raison, s'ils peuvent être erronés souvent, sont pourtant garantis, dans leur ensemble, par la pratique et par la réussite de l'action humaine. Partie de la pratique, la raison théorique doit retourner à la pratique pour trouver sa propre justification. Et de ce aller et retour, poursuivi pendant une vie sociale cent fois millénaire, elle-même a tiré son existence, son développement, sa valeur, et jusqu'à ses règles logiques. Telle est la véritable base de notre confiance rationaliste ; et si Jean Rostand ne peut qu'y mêler quelque doute sceptique, c'est que dans la recherche de la vérité le critère de la pra-tique ne joue pour lui qu'un rôle bien restreint : il parle souvent de la « compréhension de l'univers », mais jamais d'un fait bien plus solidement assuré, qui est la trans-formation du monde autour de l'homme et par lui : l'univers où la connaissance ration-nelle peut asservir l'énergie nucléaire n'est plus celui que l'homme chelléen affrontait avec un caillou ; et, grâce à la même connaissance rationnelle, il n'a pas fallu deux siècles pour passer de la seule traction animale à l'avion à réaction, en attendant la navigation interastrale par fusées.



Matérialiste et moniste, Jean Rostand s'attaque vigoureusement aux diverses formes de spiritualisme, non seulement dans le domaine de la biologie, mais tout spécialement en ce qui concerne l'homme, où il voit un simple produit de l'évolution animale :

> Une des choses que je crois avec le plus de force, — l'une des rares dont je sois à peu près sûr, — c'est qu'il n'existe, de nous à l'animal, qu'une différence du plus au moins, une différence de quantité et non point de qualité ; c'est que nous sommes de même étoffe, de même substance que la bête.

Il nie avec fermeté l'immortalité de l'âme :

Si, comme je le crois, la conscience est liée indissolublement à son substrat matériel, on ne it guère comment quoi que ce fût de la personnalité spirituelle pourrait survivre à la désagrégation l'organe cérébral, et, plus généralement, de l'édifice corporel... Je pense que la mort est bien la ort, et n'en appelle à aucune réalité cachée ; je crois que lorsqu'on tombe, c'est tout de bon, et l'on ne se relèvera pas tout à l'heure comme font les acteurs sur le théâtre.

Revenant plus loin sur cette même question, il trouve des formules nouvelles qui mènent à s'attaquer à l'occultisme :

Parmi ceux qui affirment l'existence d'une âme personnelle, beaucoup fondent leur croyance sur ne sorte d'intuition directe, sur un sentiment d'évidence subjective : ils ne prétendent nullement prouver ce qu'ils croient, et vont jusqu'à convenir que, de par sa nature immatérielle, l'âme échappe toute démonstration positive.

A un tel sentiment je n'ai rien à objecter, sinon qu'il m'est aussi étranger qu'à un daltonien la fférence du vert au rouge, ou à un non-goûteur la saveur de la phénylthiocarbamide [1]. Mais il n'en pas de même envers ceux qui se flattent de démontrer la persistance des consciences individuelles. our autant que ceux-ci portent leur croyance sur le terrain des faits, j'estime avoir le droit, sinon devoir, de leur être sévère. Et voilà qui m'amène à préciser, une fois de plus, ma position à égard du spiritisme, et, plus généralement, de l'occultisme.

Nous savons gré à Jean Rostand de la position énergique qu'il a prise en face es billevesées de l'occultisme. Dans le monde du capitalisme décadent, l'occultisme t un élément important de désagrégation de la volonté rationnelle des hommes. Plus désarroi s'étend et s'aggrave, plus la crédulité est grande ; et l'on a pu voir pendant dernière guerre, aux époques de débâcle et dans les camps d'officiers prisonniers sifs, à quel point s'étendait la croyance aux prophéties de Nostradamus ou à celles e pendules omniscients. Les maquisards, eux, ne pensaient pas à de telles niaiseries, ccupés qu'ils étaient à faire l'avenir de la France. C'est pourquoi les dirigeants qui mènent le pays à sa perte sont satisfaits de la large emprise qu'a un tel moyen 'abêtissement et de diversion. Et c'est pourquoi, nous, qui tenons à ce que les hommes oient clairement les situations réelles et agissent en conséquence, nous sommes eureux de trouver à nos côtés Jean Rostand, nous disant qu'après avoir tenu à assister un grand nombre de scènes de médiumnité, de clairvoyance, de télépathie, de télé-inésie, etc..., il n'a constaté qu'une chose : « l'atmosphère de naïveté et de crédulité xtrêmes où se déroulaient ces enquêtes ». Et il conclut très justement :

Ma sévérité envers l'occultisme n'est point refus de l'inconnu. Bien au contraire, c'est dans la mesure où la nature toute normale me paraît remplie de vrais et francs mystères que je repousse ces mystères de mauvais aloi.



A côté de points de vue aussi fermes et aussi dignes, il n'en manque pas dans ce vre qui expriment, sur l'homme et l'humanité, un doute désabusé, un désarroi, voire n désespoir. Se posant la question « Qu'est-ce que l'homme ? », l'auteur répond :

Je n'hésiterai pas à dire que, s'agissant de ces problèmes, j'aurai traversé l'existence dans un tat d'incompréhension effarée (p. 17).

---

1. Pour comprendre cette allusion, il faut savoir que la phénylthiocarbamide, qui est perçue omme très amère au goût par une partie des êtres humains, ne l'est absolument pas par les utres (qualifiés de non-goûteurs). Le caractère goûteur ou non-goûteur, ainsi défini, est transmis éréditairement

Que l'insatisfaction de l'esprit soit notre lot, qu'il faille nous résigner à vivre — et à mourir — dans l'anxiété et dans le noir, telle est une de mes certitudes (p. 75).

Lorsque, après des millions et des millions d'années, notre espèce s'éteindra sur la terre, l'homme en sera encore réduit à ruminer son ignorance et à rabâcher son incompréhension... Ainsi l'homme aura-t-il passé, incognito de lui-même, semblable à ces amnésiques qui ne savent plus ce qu'ils sont (p. 75).

Le pessimisme de ce matérialiste provient, très évidemment, de ce qu'une attitude dialectique lui fait à peu près totalement défaut. Face au monde extérieur et à la société humaine, Jean Rostand se situe (et situe l'homme avec lui) en observateur isolé et curieux, sans cesse occupé à se poser des questions nouvelles. Aussi compare-t-il l'existence à « ces rêves d'angoisse où, sans cesse, des portes s'ouvrent devant nous, sur d'autres portes qui sont fermées ». D'une telle curiosité d'allure métaphysique, notre matérialiste ne tire qu'angoisse et « tourment ».

Mais le problème n'est pas là. Le problème réel se pose à une société humaine vivante et agissante, qui plus ou moins consciemment fait son avenir en luttant pour ses besoins présents. Elle a fait beaucoup déjà, cahin caha, depuis quelques milliers d'années, et l'homme d'aujourd'hui, qui peut se retourner avec fierté vers son ancêtre de Neanderthal pour mesurer le chemin parcouru, peut aussi entrevoir pour ses descendants d'éblouissantes perspectives, dans les millions d'années qui s'ouvrent à l'évolution de l'espèce humaine.

Car sous nos yeux s'affirme et se développe une jeune société sans classes qui, consciemment cette fois, s'assigne pour but la transformation du monde, à un rythme sans cesse accéléré. Du même coup évolueront les formes sociales et sera profondément modifié l'homme lui-même. Et les fameuses questions quasi-métaphysiques dont la perspective tourmentait notre philosophe enfermé dans son bureau seront remplacées par d'autres questions, issues de la vie elle-même, du progrès lui-même, et d'ailleurs indispensables à la vie comme au progrès : par là, non pas désespérantes, mais bienfaisantes, du fait même qu'elles renaîtront sans cesse, ouvrant la voie à de nouvelles transformations.

Que Jean Rostand n'ait pas saisi certains des éléments dialectiques fondamentaux qui guident le progrès humain, cela ressort du passage suivant (p. 81) :

Beaucoup de gens se figurent que, sous l'influence du milieu social, l'intelligence et l'affectivité de l'homme ont été peu à peu modifiées, et qu'elles vont continuer à l'être dans un sens favorable aux progrès de la civilisation. C'est là une illusion fondée sur un préjugé biologique, à savoir la croyance à la transmission héréditaire des effets produits par les circonstances. Nous savons qu'une telle transmission n'a pas lieu : ce n'est donc pas parce que la Société aura instruit ou éduqué les hommes que ceux-ci, dans les générations suivantes, se montreront plus intelligents ou plus vertueux, ou même plus aptes à recevoir l'instruction ou l'éducation. Chaque génération, à cet égard, doit repartir de zéro, sans bénéficier aucunement de l'apprentissage de celles qui l'ont précédée.

Dans l'alinéa suivant, l'auteur, constatant cependant que l'homme d'aujourd'hui n'est pas « tout à fait le même que l'homme primitif », admet que cette différence est due à la sélection qui, dans l'intervalle, a été exercée par le milieu social ; mais il ne lui vient pas à l'idée que celui-ci a une autre influence encore.

Il ne s'agit pas, ici, de discuter de l'hérédité des caractères acquis, et, sur ce point, je serais à peu près d'accord avec Jean Rostand. Mais de là ne résulte nullement que chaque génération doive repartir de zéro. Car, bien avant d'avoir reçu la moindre instruction ou éducation volontaire (on pourrait dire dès sa naissance même), l'enfant de 1954 est dans un tout autre milieu que l'enfant de Cro-Magnon, et, qu'on le veuille ou non, son système de réflexes conditionnés, c'est-à-dire sa personnalité, s'édifie tout autrement : le seul fait de voir, de son berceau, un geste vers un commutateur accom

agner régulièrement l'apparition ou l'extinction de la lumière lui donne de la causa-té une notion obscure, certes, mais différente de celle que pouvait avoir un enfant 'il y a un siècle seulement. Quelques mois encore, et, avant même de savoir marcher, enfant d'aujourd'hui se trouvera plongé dans tout un monde artificiel et mécanique, ù une obéissance parfaite est obtenue par des moyens dont les rapports avec le résultat e sont ni directs ni apparents : l'automobile, l'ascenseur, la radio, le téléphone, et ien d'autres éléments courants de la vie moderne, suscitant de façon très précoce des tonnements, des observations, des interprétations sommaires, en attendant que des uestions et des réponses puissent donner à tout cela un aspect plus intellectuel. N'oublions pas, non plus, que le développement des moyens de transport fait faire à eaucoup de très jeunes enfants des déplacements bien plus fréquents et faciles que adis ; que leurs jouets familiers, eux-mêmes, sont profondément modifiés en fonction le toute l'ambiance ; et, en somme, que leur expérience la plus précoce, de tout le nilieu qui les entoure, est à coup sûr autre qu'il y a un siècle, et sans doute plus iche et plus diversifiée.

C'est cette expérience personnelle, et non pas l'instruction donnée aux générations récédentes, qui rend les enfants « plus aptes à recevoir l'instruction » qui leur est lonnée en fonction du même milieu. Et si l'on voulait suivre cette idée dans le détail, n noterait que l'expérience inconsciente, déjà, d'un jeune enfant dans une famille le musiciens doit avoir des effets assez puissants pour rendre caduques toutes consi-érations, et sur l'hérédité acquise des aptitudes musicales, et aussi sur l'influence léterminante de gènes musicaux, jadis admise par M. Jean Rostand. Qu'il y ait, ou ion, hérédité individuelle des caractères acquis, le milieu social marque, dès la nais-ance, le nouveau membre de la société, et cette action dialectique contribue largement assurer le progrès technique et social, qui s'enregistre ainsi, en une certaine mesure, lans les générations successives. Ceci est sans doute, à l'heure actuelle, bien plus impor-ant que le rôle possible de la sélection.



Matérialiste, Jean Rostand est, pensons-nous, inconséquent parce qu'il ignore la lialectique matérialiste. Homme de bonne volonté, il nous semble tout aussi incon-séquent parce qu'il ignore le matérialisme historique. Vers la fin de son livre (p. 90) on trouve les deux passages suivants :

J'ignore quel sera le système d'économie le plus apte à assurer l'équitable distribution des biens natériels et spirituels ; mais je suis à peu près sûr que l'époque ne peut plus être lointaine où l'on s'étonnera que, durant tant de siècles, tant de choses aient pu rester le privilège de si peu de gens, et que la société ait pu se partager en groupes si inégalement traités qu'on y différait par la taille, par le quotient intellectuel, par la résistance aux maladies, par l'espérance de vie, par le taux de criminalité.

Et, plus loin :

Cette nécessaire libération du grand nombre, elle ne pourra s'accomplir sans empiéter un peu rudement sur cette liberté des privilèges que, de nos jours, on confond volontiers avec la liberté.

Pourquoi faut-il qu'entre ces deux textes s'intercale un autre alinéa d'où résulte clairement que les privilégiés sont les meilleurs, et les opprimés les moins bons ?

Certes, aucun ajustement social ne saurait abolir les inégalités naturelles entre les humains ; mais ces inégalités mêmes, je crois que de moins en moins elles seront soulignées par une sanction sociale, car un temps viendra où ce ne sera plus la meilleure récompense des meilleurs que d'avoir en excès ce qui est de manque aux moins bons.

Nous sommes certains que Jean Rostand n'a pas voulu cette justification implicit des privilèges qu'il condamne quelques lignes plus haut. Mais, parce qu'il n'a pa approfondi la notion de classe, il lui reste cette idée obscure que les incontestable inégalités naturelles sont à la base des inégalités sociales. En cela, il rappelle quelqu peu, et certainement malgré lui, Alexis Carrel, pour qui un prolétaire naissait ave une hérédité de prolétaire, un chômeur avec une hérédité de chômeur, et, évidemment un milliardaire avec une hérédité de milliardaire, ceci justifiant cela !



Résumons-nous. Après comme avant son examen de conscience, M. Jean Rostanc a droit à notre sympathie, mais à une sympathie inquiète, et appuyée sur un espri critique sans cesse en éveil. Biologiste averti, rationaliste et matérialiste déclaré, homm de bonne volonté qu'émeuvent les injustices sociales, il nous semble pourtant très loi de toucher le fond des problèmes humains, faute d'avoir rompu les barrières intellec tuelles qui lui viennent de sa classe, faute d'avoir pris un intérêt suffisant au maté rialisme historique, faute d'avoir lu, sans doute, l'admirable fragment de la *Dialectiqu de la Nature*, consacré au rôle du travail dans la transformation du singe en homme [1] Faute aussi d'avoir prêté attention à la vie réelle et actuelle : car si M. Jean Rostanc s'y intéressait vraiment, il saurait que l'angoisse du monde ne vient pas de question métaphysiques que l'humanité n'aura peut-être pas résolues dans un million d'années mais de la menace de guerre atomique qui, demain, risque de couper court à tout vie et à toute spéculation intellectuelle. Or, là-dessus, au terme de son livre, nous n savons pas ce que croit M. Jean Rostand.

---

1. Fr. Engels : *Dialectique de la Nature*, pp. 171-183, Paris, Editions sociales, 1952.

CHRONIQUE HISTORIQUE

I

A PROPOS DE L'ANNÉE 1939 ET DE QUELQUES MÉTHODES DE CRITIQUE HISTORIQUE

par Jean BRUHAT

LE *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire* renferme parmi ses utiles rubriques des pages réservées à la présentation d'ouvrages historiques. Il est fréquent d'y trouver des comptes rendus sérieux et qui servent à orienter professeurs et étudiants dans leurs lectures.

On regrettera d'autant plus qu'à propos d'ouvrages sur les origines de la seconde guerre mondiale le *Bulletin* ait renoncé à cette règle d'objectivité qui doit être la sienne, ne serait-ce que parce qu'il est l'organe officiel de la *Société des professeurs d'histoire et de géographie.*

A cinq années de distance MM. Bruley (président de la Société des professeurs d'histoire) et P. Giraud ont eu l'occasion de signaler deux ouvrages qui ont trait chacun à l'année 1939 et aux origines de la seconde guerre mondiale. Dans le nº 119 de juin 1949, M. Ed. Bruley a ainsi consacré quelques développements au livre de A. Rossi : *Deux ans d'alliance germano-soviétique : août* 1939-*juin* 1941 (Fayard, 1949, 225 p.), et dans le nº 138 de mars 1954, M. P. Giraud (par ailleurs conseiller municipal S.F.I.O. de Paris) a fait en quelques lignes le compte rendu de l'ouvrage de J. Bouvier et J. Gacon : *La Vérité sur* 1939. *La politique extérieure de l'U.R.S.S. d'octobre* 1938 *à juin* 1941 (Editions sociales, 1953, 322 p.).

La comparaison de ces deux comptes rendus, malgré l'espace de temps qui les sépare, n'est point artificielle. Car elle permet de soumettre aux historiens et aux professeurs d'histoire un certain nombre de réflexions.



M. Ed. Bruley parle en ces termes du livre de Rossi :

Etude très sérieuse et fondée en majeure partie sur les documents allemands, les uns publiés en Amérique (*Nazi-Soviet Relations, Nazi Conspiracy and Agression*), les autres inédits. Des sources italiennes ont également été consultées. Seule, la publication des archives soviétiques permettrait d'apporter quelques précisions ou quelques retouches.

Dégageons les principales conclusions :

1º C'est la Russie qui a pris l'initiative de rechercher un accord avec l'Allemagne pour éviter de participer à une seconde guerre mondiale : la décision de Staline date au plus tard du 10 mars 1939.

2º Les accords germano-soviétiques ont été fondés sur un partage de l'Europe orientale et ont donné lieu à trois protocoles (23 août, 28 septembre 1939, 10 janvier 1941).

3º La collaboration politique germano-russe a été très active entre la fin août 1939 et l'été 1940.

4º La collaboration économique, maintenue par l'U.R.S.S. jusqu'à la veille de l'agression allemande, a permis à l'Allemagne de déjouer le blocus britannique.

5º La rupture entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne provient du choc des deux ambitions dans les Balkans et dans les Détroits.

6º Elle a été voulue exclusivement par Hitler, l'U.R.S.S. s'efforçant, jusqu'à la fin de juin, d'appliquer scrupuleusement les clauses du pacte.

Traitant du livre de J. Bouvier et de J. Gacon, M. P. Giraud, de son côté, écrit :

> Peu de sujets aussi controversés que celui qu'ont abordé J. Bouvier et J. Gacon. Il me semble honnête d'indiquer tout de suite que la « Vérité » qu'on y annonce m'a semblé d'inspiration très unilatérale. « Cet essai n'est pas, disent les auteurs dans leur introduction, une défense du pacte de l'été 1939 ; il en est l'explication et la célébration. » C'est bien en effet la version soviétique des événements avec justification du pacte, de l'intervention soviétique en Pologne, de la rentrée dans la fédération soviétique des Républiques baltes, de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, de la guerre due à « l'agression des troupes finlandaises » (p. 214) et glorification du Parti communiste français. Peu de rapports en somme avec ce que les auteurs appellent eux-mêmes « un produit caractéristique de l'histoire universitaire française contemporaine »... parlant, il est vrai, de l'ouvrage de M. Baumont : *La Faillite de la paix.*



Reprenons d'abord le compte rendu de M. Ed. Bruley. Incontestablement il cautionne la valeur du livre d'A. Rossi en insistant sur le fait qu'il est fondé sur des documents diplomatiques allemands et il parle d'une éventuelle publication des archives soviétiques [1]. Or, quand a paru en 1949 le livre de A. Rossi, le gouvernement soviétique avait rendu publique, et depuis de longs mois, sa célèbre déclaration *Les Falsificateurs de l'histoire,* analyse rigoureuse des origines du second conflit mondial. Il avait aussi rendu publique une partie des documents diplomatiques nazis tombés en 1945 entre les mains de l'Armée rouge et édités à Moscou sous le titre *Documents et matériaux pour servir à l'histoire de la seconde guerre mondiale* (2 volumes) sous la responsabilité du ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. A. Rossi dans son pamphlet se garde bien de mettre le lecteur en contact avec de tels documents. Il n'utilise, lui, que le recueil étrangement façonné (« fait à coups de ciseaux », déclarait E. Bevin lui-même) à Washington sous le nom de *Nazi-Soviet Relations.* C'est son affaire, bien sûr, que de ne pas tenir compte de toutes les sources et de masquer entièrement à ses lecteurs toute une partie de la réalité diplomatique de 1939 — à savoir la politique munichoise et ses prolongements jusqu'en septembre 1939, l'extraordinaire cynisme de la diplomatie anglo-française, le plan des cercles officiels de Londres et de Paris visant à détourner l'agression nazie vers l'Est. Oui, c'est l'affaire d'A. Rossi. Mais il revenait à M. Bruley de signaler les lacunes de la documentation de Rossi et de ne pas qualifier d' « étude sérieuse » un livre dont la documentation était pour le moins unilatérale. Il revenait aussi à M. Bruley de ne pas présenter comme établies les « six conclusions » d'A. Rossi, car dès 1949 il ne pouvait ignorer qu'il s'agissait d'une question controversée. Il n'est pas question ici de démontrer pièces à l'appui combien sont mal fondées les six conclusions d'A. Rossi. Cette démonstration a été faite dans *La Vérité sur* 1939 [2]. Ultérieurement J. Bouvier et J. Gacon ont consacré deux articles à Rossi et à ses œuvres (dans les n°s 54 et 55 de *La Nouvelle Critique*). Ces deux articles éclaireront M. Bruley sur les raisons que pouvait avoir A. Rossi de dissimuler une grande partie de la vérité quant à la politique extérieure de l'U.R.S.S. et au Parti communiste français.

En tout cas, et ce n'est qu'un exemple, la pierre angulaire de la thèse de Rossi est la suivante : *Staline a décidé que, quoi qu'il arrive, l'U.R.S.S. ne participera à aucune guerre.* En particulier, il ne veut pas s'engager dans une guerre contre

---

1. Notons en passant que M. Ed. Bruley, en 1949, ne demande ni au gouvernement anglais, ni au gouvernement des Etats-Unis, ni au gouvernement français de publier leur correspondance diplomatique intégrale. Il réserve ses desiderata pour un seul pays : l'Union soviétique. Y aurait-il d'un côté des bons (à qui il est inutile de demander des preuves) et de l'autre un méchant qui, nécessairement mis en accusation, serait seul sommé de fournir la justification de sa politique ?

2. De cet ouvrage, il a été rendu compte par Jean Dautry dans le n° 53 de *la Pensée* (janvier-février 1954), pp. 97-102.

l'Allemagne nazie. Ceci, dit Rossi, est chez Staline une position arrêtée, antérieure aux négociations du printemps et de l'été 1939 avec Paris et Londres. La preuve ? Staline le déclare lui-même — toujours selon Rossi — le 10 mars 1939, dans le discours qu'il prononce au XVIII[e] Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. A. Rossi ne consacre qu'une demi-page à sa démonstration et il appuie son affirmation du document suivant : *une phrase du discours de Staline,* celle où il énonce que l'U.R.S.S. « ne tirera pas les marrons du feu pour les autres ». C'est tout. Qu'on y prenne garde et que M. Ed. Bruley veuille bien y réfléchir, c'est effectivement le point de départ et la base de tout l'ouvrage de A. Rossi. De là, il déduit avec une apparence de rigueur logique sa description entière de la diplomatie soviétique.

Or, il était possible à M. Bruley d'entreprendre la recherche (très aisée) qu'ont faite, eux, J. Bouvier et J. Gacon. Cette recherche l'aurait conduit au texte même du rapport de Staline et il aurait constaté que Rossi fait dire au dirigeant soviétique exactement le contraire de ce qu'il a dit [1]. A Rossi il était aussi possible d'opposer, selon les procédés classiques de la critique des documents, le livre de l'ambassadeur américain à Moscou de 1936 à 1938 [2], Joseph Davies, livre dans lequel, à la date du 11 mars 1939 — 24 heures après le rapport de Staline — le rooseveltien qu'était Davies parlait en termes précis et objectifs de ce rapport. La comparaison des pages sérieuses de Davies et des quelques lignes de Rossi est édifiante.

> C'est une déclaration extrêmement significative, dit Davies. C'est l'avertissement net donné aux gouvernements anglais et français que les Soviets commencent à en avoir assez de l'opposition sans réalisme aux pays agresseurs... C'est certainement là le signal de danger le plus net que j'aie encore observé. Ce sera un désastre si les démocraties n'utilisent pas les forces qui existent là [c'est-à-dire en U.R.S.S.] contre l'agression hitlérienne.

C'est bien en effet *à Londres et à Paris* que s'adresse Staline ; c'est un avertissement solennel et public qu'il leur donne : ne continuez plus à ruser, n'encouragez plus Hitler à nous attaquer, ne tentez plus de détourner contre la seule Union soviétique l'agressivité fasciste. Nous ne voulons traiter avec vous que cartes sur table, et sur pied d'égalité. Sinon, nous aviserons à assurer notre sécurité par d'autres moyens.

J. Bouvier et J. Gacon donnent en appendice de leur ouvrage le texte *intégral* du rapport de Staline. Ils n'ont pas peur de leurs sources, eux. Ils ne les maquillent pas. Aux lecteurs de juger sur pièces. Ajoutons que les autres conclusions de A. Rossi ne sont pas mieux « fondées ».



Le *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire* ayant en 1949 résumé les conclusions du livre de Rossi, il eût été normal, disons objectif, qu'il résumât les conclusions du livre de J. Bouvier et de J. Gacon. Or, les quelques lignes que M. P. Giraud a consacrées à ce livre ne constituent en aucune façon une présentation de l'ouvrage.

La particularité première de M. P. Giraud est qu'il présente lui-même comme « honnête » un compte rendu qui ne saurait mériter un tel éloge. Il y a là quelque raffinement. Son deuxième trait caractéristique est qu'il élude toute analyse véritable du livre dont il est censé parler. Son troisième trait est qu'il tente d'opposer les auteurs de *La Vérité sur* 1939 à tel ou tel historien universitaire contemporain, sous une forme déplaisante, voire suspecte.

---

1. Voir la *Vérité sur* 1939, pp. 58-63.
2. *Mission à Moscou*, Montréal, 1944. Voir pages 380-381. Cité dans *La Vérité sur* 1939, p. 58.

L'idée directrice de M. P. Giraud est la suivante : J. Bouvier et J. Gacon ne se cachent pas ; ils justifient le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 ; ils sont d'accord avec la diplomatie de l'U.R.S.S. à l'époque. Donc — continue M. P. Giraud — leur « inspiration » est « unilatérale » et ils ne font que commenter « la version soviétique des événements ». Conclusion explicite de M. P. Giraud : un tel travail n'a aucun caractère sérieux et ne mérite guère l'épithète d'universitaire, ni l'intérêt des universitaires.

Avant de répondre à M. P. Giraud quant au fond, il faut attirer l'attention sur la preuve qu'il veut apporter à titre d'exemple vraiment définitif, selon lui, de « l'inspiration unilatérale » de *La Vérité sur* 1939. Son procédé, à cette occasion, est très révélateur de cette honnêteté dont il s'est fait, d'entrée, un bouclier de vertu.

Relisez le membre de phrase, qui est une citation, où M. P. Giraud parle de cette « guerre [russo-finlandaise, dans l'hiver 1939-1940 — N. R.] due « à l'agression des troupes finlandaises » (p. 214). Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que M. P. Giraud essaie de ridiculiser l'ouvrage de J. Bouvier et de J. Gacon. Le procédé mérite explication, et M. P. Giraud une leçon.

Dans *La Vérité sur* 1939 quatre pages (pp. 211-215) sont consacrées aux seules origines du conflit soviéto-finlandais. Elles sont, certes, rapides ; il est possible d'apporter d'autres éléments encore à l'explication de ce conflit — comme l'ont fait par exemple G. et Cl. Willard dans le n° 54 de *la Pensée*[1]. On ne saurait d'ailleurs reprocher à J. Bouvier et à J. Gacon de ne pas avoir accordé à cette question un intérêt suffisant. Leur démonstration est à ce propos solidement étayée et valable ; s'ils n'ont pas conduit dans le détail l'analyse, c'est qu'elle les aurait entraînés trop loin, hors du cadre nécessairement limité que leur imposait le plan d'ensemble de leur ouvrage. Ils ont en tous les cas prouvé que la Finlande de 1939 était une alliée militaire et politique de l'Allemagne, que les fortifications de la ligne Mannerheim, à trente kilomètres de Léningrad, représentaient un réel danger pour l'U.R.S.S. en cas de conflit avec l'Allemagne, et que, dans le cadre de sa politique générale après le 23 août — une politique de préparatifs défensifs antinazis — il était nécessaire pour Moscou d'envisager la sécurité de la région de Léningrad. Mais aux propositions raisonnables de l'U.R.S.S., les dirigeants finlandais de l'époque, dont l'hystérie anti-soviétique et anticommuniste était notoire, et qui caressaient des rêves militaires de mégalomanes, appuyés d'ailleurs par Berlin, Paris et Londres (... c'était, ne l'oublions pas, la période de la « drôle de guerre ») répondirent par des canonnades et des coups de mains à la frontière carélienne. Ce fut alors la guerre ; une guerre au terme de laquelle l'U.R.S.S. n'exigea pas beaucoup plus de la Finlande vaincue que ce que celle-ci avait repoussé quelques mois auparavant.

M. P. Giraud, lui, ne s'embarrasse guère de l'étude des origines du conflit, et biffe d'un trait la masse de *faits* et de documents apportée par J. Bouvier et J. Gacon. Il se contente d'un clin d'œil complice à son lecteur, lequel peut ne se souvenir de la guerre soviéto-finlandaise qu'à travers les impressions qu'il a gardées des reportages de *Paris-Soir*. Et de s'esclaffer, entre gens avertis : « Voilà deux historiens « unilatéraux » pour lesquels, comme de juste, c'est la Finlande qui fut l'agresseur ! Nous qui savons que l'ogre russe voulait alors la dévorer, nous sourions ensemble et nous haussons les épaules devant la « version soviétique » de la guerre de Finlande... »

Ainsi M. P. Giraud table sur l'ignorance de son lecteur ; il fait fond sur les préjugés que lui ont inculqués, en 1939-1940, la radio et la presse bourgeoises. Il considère comme acquises, sans discussion, les falsifications qui ont présidé alors à l'exposé

1. « L'U.R.S.S., la Finlande et les Etats baltes en 1939-40 ». *La Pensée*, n° 54 (mars-avril 1954), pp. 30-44.

les origines du conflit soviéto-finlandais. Il tient pour nulle et non avenue l'argumentation sérieuse contenue dans *La Vérité sur* 1939. Le procédé peut relever de la mauvaise polémique. Il n'est guère scientifique. On s'étonne qu'il puisse en être usé dans une revue d'historiens. Il s'apparente très exactement à la façon dont on « explique », de nos jours, les origines du drame indochinois ou de la guerre de Corée. Et l'on sait justement à quoi aboutissent un tel procédé, de tels mensonges — en 1939 comme aujourd'hui !

L'objectivité, dans ce cas, ne consistait pas, pour M. P. Giraud, à applaudir d'emblée aux pages de *La Vérité sur* 1939. Elle consistait, simplement, à faire entendre au lecteur que le livre contenait, sur ce point précis des origines de la guerre en Finlande, des développements qui contredisaient ce qui en avait été dit fort souvent, que ces développements étaient sérieusement argumentés, et que le débat était, dans ces conditions, ouvert. Il n'y avait pas davantage à exiger de M. P. Giraud : un peu de rigueur dans son travail.



Vient alors le fond du débat, qui fait du compte rendu de M. P. Giraud en dépit de sa brièveté une œuvre véritablement utile, parce que caricaturale, et qui permet une mise au point, souvent entreprise, mais toujours nécessaire à reprendre, sur la notion d'objectivité.

En l'état actuel des choses, il apparaît que, pour M. P. Giraud, deux et deux risquent de ne pas faire quatre, si ce sont des marxistes qui cherchent à le démontrer.

« Version soviétique », souligne M. P. Giraud. Bien. Mais quand et où se pose-t-il la question de savoir si, par hasard, cette « version soviétique » ne coïnciderait pas avec la *réalité des faits ?* Jamais et nulle part.

M. P. Giraud ne se pose pas cette question. Il brandit simplement la pancarte-épouvantail : « Version soviétique » ! Alors, tout est dit. Jetons *La Vérité sur* 1939 au panier. Ce sont des Rouges !

Cette position est à la rigueur acceptable venant d'un A. Rossi, d'un Jean-Paul David. Elle ne l'est pas venant d'un rédacteur du *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire*. M. P. Giraud perd toute notion d'objectivité. M. Laniel a pu interdire des ballets sous le seul prétexte qu'ils étaient soviétiques. Il ne suffit pas de dire à des historiens d'une version qu'elle est « soviétique » pour qu'ils la rejettent sans examen. Ils demanderont à connaître cette raison. C'est en l'occurrence une des raisons d'être du *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire.*

L'ironie veut que, dans le même *Bulletin,* M. Braudel, rendant compte de l'agrégation d'histoire 1953, regrette qu'un candidat, lors d'une leçon sur la crise économique de 1929, n'ait pas osé parler du capitalisme. Comment en effet disserter sur notre temps en passant sous silence les grandeurs anciennes et la décadence actuelle du capitalisme ? Comment ignorer les responsabilités encourues par le capitalisme tant dans le déclenchement des crises que dans l'éclatement des guerres ? Comment fermer les yeux sur des réalités telles que l'impérialisme, la crise générale du capitalisme, les luttes et les essais de compromis dans le partage des marchés mondiaux entre monopoles, le rôle de la politique d'armement et d'agression en tant que soutien de la « conjoncture », etc... ? Tous ces phénomènes propres au capitalisme du XXe siècle — que A. Rossi traite quelque part de « mythologie »... — il est difficile qu'un agrégatif les ignore. A plus forte raison ne pardonnera-t-on guère à M. P. Giraud d'accuser *La Vérité sur* 1939 d'être une « version soviétique » des événements, uniquement *parce qu'elle cherche à les expliquer à la lumière de la méthode d'analyse marxiste.*

Là est la question. En partant des matériaux documentaires fournis, le plus souvent, par les témoins bourgeois eux-mêmes, J. Bouvier et J. Gacon ont essayé de montrer que l'histoire diplomatique est en étroite connexion avec l'histoire tout entière ; que la politique extérieure d'un Etat ne peut s'expliquer que par sa structure interne ; que les contradictions impérialistes dominent les chancelleries des Etats bourgeois, et qu'il n'existe pas une diplomatie capitaliste qui serait sans liens avec les rivalités des grands groupes financiers internationaux ; qu'enfin, traiter de la politique extérieure d'un Etat bourgeois sans se référer aux contradictions qui opposent les classes les unes aux autres, à l'intérieur de cet Etat, c'est se condamner à ne rien comprendre à telle ou telle méthode de cette diplomatie — par exemple, à la méthode de « l'apaisement », de la « non-intervention » des années 1931-1939. M. P. Giraud, qui fut un des animateurs du Cercle Jean Jaurès, a-t-il oublié Jaurès et sa dénonciation des responsabilités capitalistes dans le déclenchement des guerres ?

J. Bouvier et J. Gacon ont essayé de montrer en quoi et pourquoi se trouvaient radicalement différentes la diplomatie des Etats bourgeois et la diplomatie soviétique ; ils ont rattaché les principes, les méthodes et les actes de la diplomatie de l'U.R.S.S. à l'originalité structurelle, aux particularités économiques, sociales et politiques de cet Etat.

Ils donnent, par là, une leçon de sérieux, de rigueur et d'objectivité à M. P. Giraud et à d'autres. M. P. Giraud accusera-t-il de partialité « soviétique » un Paul Reynaud lorsque celui-ci écrit (en 1947) : « L'alliance russe, si évidemment nécessaire, nous fut-elle offerte en 1939 ? Oui. Mais c'est nous qui l'avons repoussée » ? Ou un Davies, qui parla en termes justes du discours de Staline du 10 mars 1939 ? Ou un Churchill qui, comprenant intelligemment la défense de l'Empire britannique, eut, en 1938-1939, quelques lueurs de clairvoyance ? Ou tant d'autres, tels Léon Noël, Robert Coulondre, etc... ? Alors, tous ces témoignages, tout cet ensemble écrasant de mémoires, de documents diplomatiques, de relations diverses — émanant des milieux mêmes de la bourgeoisie — et dont *La Vérité sur* 1939 contient le précieux exposé, tout cela : « version soviétique » ? Il est significatif que M. P. Giraud n'en dise mot. Celui qui l'irait croire de confiance devrait s'imaginer que *La Vérité sur* 1939 est faite à coups de ciseaux, une série d'éditoriaux de la *Pravda* et de *l'Humanité* mis bout à bout. Encore que ces éditoriaux constituent pour l'historien des documents indispensables, les auteurs de *La Vérité sur* 1939 ont ce mérite de n'avoir rien négligé de tout ce qui est accessible en notre langue sur les origines de la guerre et d'avoir puisé à toutes les sources, documents de provenance soviétique mais aussi documents établis par les chancelleries des Etats bourgeois. C'est avec ces documents, irréfutables parce qu'ils émanent des sources et des témoignages les plus divers, c'est en confrontant les témoignages les uns avec les autres, selon les méthodes les plus rigoureuses de critique des textes, que J. Bouvier et J. Gacon ont établi leur récit et leur explication.

M. P. Giraud peut jouer avec le mot universitaire. Ecrivant dans une revue professionnelle, il tente de dresser l'opinion universitaire contre Bouvier et Gacon. En fait, lorsque Bouvier et Gacon s'attaquent à un problème, ils le font fort sérieusement, en universitaires rompus aux méthodes propres à la recherche et à l'analyse historique [1]. Que l'on compare leur commentaire du discours de Staline du 10 mars 1939 à celui qu'en donne A. Rossi. Que l'on suive la façon dont ils résolvent le cas de l'attitude de Georges Bonnet, après Munich. Que l'on se penche sur le portrait de Churchill qu'ils esquissent, et sur l'explication qu'ils donnent de la « clairvoyance » churchillienne d'alors. Que l'on prête attention à d'autres de leurs développements

---

1. Jean Bouvier vient de publier dans un numéro récent de *La Revue historique* (octobre-décembre 1953) un article remarqué sur « Les réflexes sociaux des milieux d'affaires aux origines de la Troisième République ».

ce qui concerne les négociations politiques et militaires anglo-franco-soviétiques du printemps et de l'été 1939, le prétendu partage de la Pologne, ou la guerre soviéto-finlandaise, ou encore l'analyse très frappante qu'ils font du pacte germano-soviétique lui-même...

Il a été heureusement parlé ailleurs en termes sérieux de l'ouvrage *La Vérité sur* 1939. La revue *L'Education nationale* de janvier 1954, sous la signature A. M., écrit par exemple :

> Les auteurs sont l'un et l'autre communistes et c'est en marxistes qu'ils analysent la politique extérieure de l'U.R.S.S. d'octobre 1938 à juin 1941, de Munich à l'invasion allemande. D'aucuns hausseront les épaules, sans prendre la peine de lire l'ouvrage : un livre orienté, inspiré, diront-ils, quelque chose comme un blasphème, ou, pour le moins, un ramassis d'injures. Or, on ne peut pas ne pas être frappé par la rigueur logique de sa construction, par la solidité et la variété d'une information qui, bien sûr, fait une place de choix aux sources soviétiques — puisque c'est de la politique soviétique qu'il s'agit —, mais qui puise largement aussi dans les sources les plus officielles des pays capitalistes...

M. P. Giraud prendrait aussi une leçon en lisant le très ample compte rendu du livre fait par Pierre Cazenave dans *La Tribune des nations* du 18 décembre 1953. P. Cazenave n'est pas d'accord, et sur des points fondamentaux, avec les auteurs de *La Vérité sur* 1939. Au moins a-t-il la pudeur et l'honnêteté d'argumenter calmement et sérieusement. Ce qui permettra à J. Bouvier et à J. Gacon d'approfondir l'exposé de telle ou telle partie de leur démonstration. Il est vrai que P. Cazenave est un critique rompu à son art. On ne saurait en dire autant, désormais, de M. P. Giraud.



Il y a longtemps que les marxistes ne confondent plus *neutralité* et *objectivité*. Libre à M. P. Giraud de croire qu'il est neutre. Libre à lui de croire que, parce qu'il serait neutre, il serait objectif. L'histoire n'est pas un jeu, et l'historien n'a pas pour tâche d'en retirer dans tous les cas son épingle. *L'objectivité, c'est le choix, la position délibérément affirmée — une fois l'analyse scientifique terminée, nous disons bien : une fois l'analyse scientifique terminée.*

On connaît ce mot d'Alain à quelqu'un qui lui annonçait : « J'ai fait une histoire *complète* de l'affaire Dreyfus. J'ai parfaitement exposé les deux thèses en présence. » — « Bien, dit Alain : mais n'empêche que l'une de ces thèses est *vraie*, et l'autre *fausse* »... Pour une fois Alain avait raison. Mais comment faire entendre à M. P. Giraud qu'il y a analyse scientifique possible, puisqu'il vous parle de « version soviétique » ? Le marxisme est la science des lois du développement de la société. Le prolétariat y a adhéré non point par une sorte de messianisme, mais tout simplement parce qu'il fonde son action pratique sur l'objectivité même de ses analyses, de même que l'ingénieur ne peut construire un pont qu'en partant de données exactes.

Au demeurant un critique historique peut très bien ne pas admettre cette conception. Son refus d'apprécier le marxisme comme science ne le dispense pas, rendant compte d'un livre dont les auteurs se réfèrent au marxisme, de souligner honnêtement ce que contient l'ouvrage.

Dès lors qu'on nous entende bien : Nous ne refusons pas à M. P. Giraud le droit de n'être point marxiste. Mais nous avons le devoir de nous étonner que, dans une revue comme le *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire*, on puisse présenter comme compte rendu une appréciation qui ne tient aucun compte du livre qu'il convenait de présenter. Ou bien M. P. Giraud a lu le livre et alors nous récusons le qualificatif d' « honnête » dont il veut bien lui-même se parer. Ou bien il

n'a pas lu le livre [1]. Dans ce cas on nous permettra bien de dire qu'il y a là un procédé injurieux, non point tant pour J. Bouvier et J. Gacon que pour les lecteurs du *Bulletin*, c'est-à-dire l'ensemble des enseignants membres de la Société des professeurs d'histoire et de géographie [2].

II

« QUESTIONS D'HISTOIRE »

par Jean DAUTRY

Questions d'Histoire, tome II. Paris, Editions de la Nouvelle Critique, 1954.

Il est difficile de rendre compte sommairement d'un volume qui traite ou qui effleure les questions essentielles de l'histoire française entre 1830 et 1870.

Précisons d'abord qu'à la différence du premier tome (1952), qui mêlait à des études d'historiens soviétiques sur la politique intérieure de notre pays des études sur sa politique extérieure dans ses rapports avec la Russie, ce second tome des *Questions d'Histoire* concerne exclusivement *les luttes sociales et les idées politiques en France au* XIXe *siècle*. Jean Bruhat indique d'ailleurs dans sa préface quelles raisons justifient le changement de méthode intervenu.

Le présent recueil se compose de six articles dont la parution dans les revues russes, *Questions d'Histoire* et *Bulletin de l'Académie des Sciences*, s'est échelonnée de 1947 à 1952. Ces six articles, ce sont : de V. Volguine, *Idées socialistes et communistes dans les sociétés secrètes* (1835-1840) ; de F. V. Potemkine, *Les industries cotonnières en France avant la Révolution de* 1848 ; de A. I. Molok, *Problèmes de l'insurrection de Juin* 1848 ; de N. Zastenker, *La Montagne en* 1849 ; de M. A. Alpatov, *Les idées politiques d'Alexis de Tocqueville* ; de E. A. Jeloubovskaia, *Les événements révolutionnaires en France du 7 au 9 août* 1870.

L'historien français, simplement soucieux d'être honnêtement informé, n'a le droit d'ignorer ni le nom ni les œuvres déjà publiées en français de cinq de ces auteurs : ni l'édition Volguine du *Code de la Nature* de Morelly, ni la monumentale *Histoire de la Diplomatie* dirigée par Potemkine, ni les contributions de Molok à l'intelligence des problèmes fondamentaux de la Commune (*Les ouvriers de Paris pendant la Com-*

---

1. J'ai bien peur que ce soit aussi le cas de Rémy Roure qui a consacré un petit papier du *Figaro* (14.5.54) au livre de Bouvier et de Gacon. Sans quoi il ne se servirait pas exclusivement pour apprécier le livre de phrases extraites littéralement de l'opuscule de A. Rossi : *Le Pacte germano-soviétique*. On nous signale d'un peu partout que cette brochure est très largement répandue dans les milieux universitaires. Quelle générosité ! Critiquant Rossi, J. Bouvier et J. Gacon ont pris la peine de lire Rossi. On pourrait souhaiter que, critiquant l'ouvrage de J. Bouvier et J. Gacon, nos divers auteurs ne se contentent pas de lire... Rossi.

2. Il est surprenant de voir M. P. Giraud, dans le même *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire* de mars 1954, rendre compte, cette fois en termes convenables, de la récente édition de *La guerre civile en France* (Editions sociales, Paris, 1953). Il signale que cet ouvrage « sera désormais indispensable pour l'étude de cette période ». C'est bien aimable à lui de ne pas renier trop ouvertement Marx mort, enterré sous les fleurs par les sociaux-démocrates de droite. Le marxisme vivant, c'est une autre affaire... Mais enfin, dira M. P. Giraud, voyez comme je suis objectif ! M. P. Giraud a d'ailleurs répondu par une fin de non-recevoir à l'offre d'une discussion privée, mais ouverte et franche, sur les origines de la seconde guerre mondiale, présentée par les auteurs de *La Vérité sur 1939*...

une, « Cahiers du Communisme » de mai 1951 ; *Staline et la Commune,* « Cahiers u Communisme » de mars 1952), ni la critique incisive des actes du Congrès du ntenaire de la Révolution de 1848 par Zastenker (*Questions d'Histoire,* t. I, 1952), la démonstration apportée par Alpatov que

> Fustel de Coulanges... couvrait de ses déclarations sur une science pure, impassible, la réaction ourgeoise engagée dans une lutte sans merci contre le socialisme (Questions d'Histoire, t. I, p. 157).

Ce bref rappel de titres scientifiques acquis n'a d'autre motif que d'aider à la iffusion du tome II des *Questions d'Histoire* dans le public cultivé que n'aveugle pas haine antisoviétique.

Bruhat rapporte le vœu exprimé par A. I. Molok, dans une correspondance, que

> la collaboration des historiens français et des historiens soviétiques continuera et sera dans avenir encore plus intense, pour le bien de nos deux pays, dans l'intérêt de l'amitié de nos deux euples (p. 7).

Nul doute qu'après avoir pris contact eux-mêmes avec ces nouveaux travaux oviétiques d'histoire, nombreux seront nos amis qui auront à cœur de les répandre ans leur entourage et ainsi d'élargir le cercle des échanges culturels franco-soviétiques, e qui revient à opposer aux armes de guerre des Baylot et des Martinaud-Déplat une fficace arme de paix.

Ecartons encore une possible ambiguïté : ce n'est pas seulement aux intellectuels rançais que s'adresse le tome II des *Questions d'Histoire,* mais à tout Français sou- ieux du passé de la nation, à tout ouvrier français curieux de mesurer le chemin arcouru depuis que le jeune « David prolétarien » essayait ses premières frondes. 'ierre Angrand a su faire de ce livre, comme il l'avait su faire de celui qui l'a précédé, n livre de lecture courante, en rétablissant le texte des citations françaises originales u'une retraduction défigurait nécessairement, en ajoutant aux notes d'érudition infra- aginales copieuses des historiens soviétiques des notes explicatives plus modestes, lestinées à remplacer les ouvrages de références auxquels les spécialistes ont ordinaire- nent recours.

Labeur patient et ingrat dont il doit être remercié ici, et par quoi se manifeste e respect des éditeurs pour le lecteur, quel qu'il soit [1].



Le personnage central de ce recueil, c'est justement, pour abuser d'une expres- ion familière de Marx, le « David prolétarien », tel qu'il s'est préparé à combattre ous la monarchie de Juillet, tel qu'il a combattu pendant la Révolution de 1848, en Février et Juin, et tel qu'il se préparait à combattre de nouveau pour la Patrie et our la Révolution en 1870.

Economie, société, idéologie, tout part du prolétariat français, et tout se définit par rapport à lui.

---

1. La recherche minutieuse des lapsus et des obscurités qui auraient échappé à la vigilance de P. Angrand ne nous a amené qu'a poser deux questions : P. 18, on lit : « Une profonde crise industrielle atteignit l'ensemble des pays capitalistes entre 1839 et 1849. » Il est difficile d'accepter que Volguine ait voulu fondre en une seule les deux crises de 1836-1839 et de 1847-1850 ; de la seconde, Zastenker parle avec autorité pp. 102 et sq. P. 87, qu'est-ce que la « prison Saint-Michel » où, lors d'une tentative d'évasion, en 1853, est tué l'admirable dirigeant du faubourg Saint-Antoine et des barricades de la place des Vosges en juin 1848, l'ouvrier mécanicien Racary ? S'agit-il de la prison du Mont-Saint-Michel ?

F. V. Potemkine nous montre la principale industrie capitaliste d'alors, celle du coton, engendrant le prolétariat moderne entre 1830 et 1848. Les conditions de travail étaient si barbares qu'il arrivait à un préfet de la Seine-Inférieure de s'en rendre compte, aux philanthropes d'en être émus. Potemkine nous apporte là-dessus des témoignages inédits, qui corroborent ceux que l'on connaissait déjà. Surtout il est amené à insister sur la lenteur de l'industrialisation dans notre pays, même s'agissant d'une branche aussi mécanisée que la production cotonnière. La cause profonde, ce n'est pas comme on le dit souvent superficiellement, notre pauvreté en houille et en fer. Elle tient à

> ce grand malheur national qui s'est abattu sur la France du XIX[e] siècle et s'y est aggravé : la disproportion, — très particulière à la France, — entre le développement du capital bancaire et le développement des forces productives du pays (p. 42).

Potemkine dégage le rôle néfaste de l'aristocratie financière philippiste, son indifférence à l'égard des voies ferrées utiles à l'industrie, sa politique malthusienne en matière de crédit qui aboutissait, dans la plupart des villes d'industrie, à un loyer de l'argent très élevé. Il éclaire, parmi les prodromes de la Révolution de 1848, l'opposition vue par Marx d'une fraction de la bourgeoisie industrielle contre l'oligarchie des banquiers et des agioteurs de la bourse de Paris.

V. Volguine conclut ainsi son étude sur la prise de conscience d'une élite prolétarienne :

> Les aspirations pour former des organisations ouvrières communistes, les tentatives pour répandre parmi les ouvriers l'idée d'une unique organisation de classe du prolétariat sont des symptômes extrêmement importants du développement de la classe ouvrière française, pendant les années qui suivirent la révolution de 1830. Les ouvriers avaient constitué les cadres essentiels parmi les combattants révolutionnaires de 1830, mais le prolétariat ne s'était pas manifesté, au cours de cette révolution, comme une force de classe poursuivant la réalisation de ses propres buts. La classe ouvrière qui s'avance vers les luttes révolutionnaires de 1848 se distingue nettement de la classe ouvrière de 1830. non seulement de façon quantitative, mais de manière qualitative.
>
> Les ennemis du communisme sont eux-mêmes obligés de reconnaître le rôle initiateur qui revient aux ouvriers communistes dans les journées de février 1848 (p. 37).

Ce rôle initiateur est en effet indéniable. Mais il n'est pas facile de voir comment étaient devenus communistes les ouvriers des sociétés secrètes qui, du 22 au 24 Février, sur les barricades, fédérèrent entre eux les combattants. Il est non moins malaisé de discerner de quelles idéologies communistes, utopiques certes, mais révolutionnaires, se réclamaient ces hommes, dont Marx avait fréquenté les réunions clandestines, — près de la barrière du Trône, — pendant l'été de 1844, et chez qui il avait admiré

> le goût de l'étude, la soif de connaissance, l'énergie morale, l'inapaisable besoin de dépassement (*Marx-Engels Gesamtausgabe*, III, 135).

Volguine a rassemblé toute la documentation accessible, suivi toutes les traces subsistantes, formulé les hypothèses vraisemblables et soupesé les idées, pour déterminer leur valeur dans l'action. On ne pourrait guère ajouter à son travail que des détails qu'il a omis sciemment.

A. I. Molok nous donne à propos de l'insurrection de Juin des leçons de méthode. Sa documentation, n'importe quel historien français en dispose aussi commodément que lui, puisqu'elle consiste avant tout dans les imprimés de la *Commission d'Enquête,* conservés par maintes bibliothèques. Lui seul y a puisé les preuves non contestables que les agents bonapartistes n'eurent d'autre fonction que de tenter vainement d'exploiter un mouvement spontané du prolétariat parisien, et que, pour spontané

ı'elle ait été au départ, l'insurrection n'a finalement manqué ni de programme ni organisation politique. Ce à quoi tendaient les insurgés, ils parvenaient déjà à le finir comme étant

le gouvernement des ouvriers (p. 83).

Cette clairvoyance du prolétariat parisien, malgré la répression qui l'a affaibli, ais aussi à cause de la répression qui l'a instruit, N. Zastenker la retrouve en 1849 ıns le bloc hétérogène, démocrate-socialiste, de la Nouvelle Montagne. Face à la tite bourgeoisie hésitante et à la paysannerie dispersée, les ouvriers, et avant tout ux de Paris, savaient, eux, comment s'organiser. C'est à leur action que la Montagne ıt son succès électoral à Paris le 13 mai 1849. C'est à de graves erreurs de ses chefs r la faiblesse de la réaction, à leur incapacité de comprendre la lutte des classes, ıe la Montagne dut, au contraire, de ne pouvoir exploiter à fond une situation très vorable à la démocratie.

Il n'est que de lire sous l'œil de M. A. Alpatov les réflexions inspirées à Alexis Tocqueville par la Révolution de 1848 pour prendre la mesure de cet aristocrate telligent et pour comprendre combien est importante, à juste titre, la place qu'il a nue dans l'*historiographie bourgeoise* française au XIX[e] et au XX[e] siècles. Nul plus ıe Tocqueville en France n'eut le sentiment que 1848 marquait le début d'un monde ouveau. Il se targue d'avoir prévu

qu'il ne fallait pas aspirer de régler par degrés et en paix le mouvement de la révolution de vrier, et qu'il ne serait arrêté que tout à coup par une grande bataille livrée dans Paris (cité p. 153).

Cette bataille livrée dans Paris, il l'appelle

un combat de classe, une sorte de guerre servile (*ibidem*).

Et consciemment il a travaillé pour que la République soit la forme politique ous laquelle les classes possédantes, qu'il avait le souci d'unir, remportent la victoire ı Juin. C'est ce qu'il nomme

vaincre la démagogie par la démocratie (cité p. 155).

On devine dès lors quelle espèce de démocratie Tocqueville avait découverte en mérique du Nord au début des années 30 [1]. « Démocratie » caractérisée par la haine ı Peuple et de la Révolution, par la férocité du régime des « classes moyennes », ien plus apte qu'un régime aristocratique à tenir en respect *ceux qui ne possèdent as*. La conclusion pratique en faveur de l'embourgeoisement de l'aristocratie franıise, de la liquidation du conflit entre elle et la bourgeoisie, qui durait depuis la estauration, Tocqueville l'a tirée au lendemain de la première insurrection des anuts lyonnais. Ses plans sont prêts de longue date en 1848. Mais si la peur comıune inspire un rapprochement temporaire contre les ouvriers de Paris en Juin et un eu après Juin, le conflit recommence ensuite. Conséquent avec lui-même, Tocqueille vote pour Cavaignac contre Louis-Napoléon le 10 décembre 1848, ce qui ne empêche pas, il est vrai, d'être un instant le ministre des Affaires étrangères de ouis-Napoléon. Sa pensée ne sera sûrement intelligible aux classes possédantes que ans une France, celle de la fin du siècle, où la domination sociale ne pourra plus tre contestée sérieusement à la bourgeoisie par l'aristocratie.

Délaissant 1848 et ses leçons, le recueil se termine sur l'article très neuf de . A. Jeloubovskaia. Les histoires générales ne tiennent à peu près pas compte des emous provoqués dans les masses ouvrières parisiennes par les défaites impériales

1. TOCQUEVILLE : *De la démocratie en Amérique*. Paris, 1833 et 1840.

du 6 août 1870. Ce que le gouvernement redoutait, c'était une conjonction des ouvriers et de la gauche républicaine bourgeoise, quand le corps législatif se réunit, le 9 août. Les ouvriers étaient dans la rue. Un bonapartiste y reconnaissait avant tout les métallurgistes de chez Cail (v. p. 185), autrement dit les représentants de la grande industrie capitaliste parisienne née d'assez fraîche date. Mais les violences de langage du Palais-Bourbon et la proposition de la gauche bourgeoise de remettre le pouvoir exécutif à une commission de quinze députés n'aboutissent qu'au remplacement du ministère Emile Ollivier par le ministère Palikao, plus à droite que le ministère Ollivier. Bonapartistes et gauche bourgeoise, en dépit de leurs injures, étaient tacitement d'accord pour barrer la route à une révolution prolétarienne et patriotique dont tous les témoignages, bonapartistes ou républicains, allégués par Jeloubovskaia, confirment qu'elle était possible ce jour-là et dont un Jules Favre a reconnu (v. p. 192) qu'il avait déployé tous ses efforts pour l'empêcher d'éclater. Varlin qui se morfondait en exil à Bruxelles, alors qu'il réprouvait l'erreur tactique commise le 9 août (v. p. 194), ne semble pas avoir vu clairement que, faute de cadres et de chefs, le prolétariat ne pouvait encore agir seul.



Sans nous dissimuler les imperfections et les lacunes de cette analyse, nous espérons cependant y avoir inclus une bonne part du contenu. Et ce rapide compte rendu aura rempli sa mission si nous avons réussi à piquer suffisamment la curiosité des lecteurs de *la Pensée* pour leur donner le désir de lire par eux-mêmes et d'un bout à l'autre le tome II des *Questions d'Histoire*.

Nouvelles de l'Edition

Plusieurs livres écrits par des collaborateurs de notre revue ont eu à l'étranger un succès mérité, ceux notamment de Paul Labérenne et de Roger Garaudy, qui ont été traduits eu plusieurs langues. Voici un nouvel exemple de cette diffusion de la pensée marxiste française :

Les Editions sociales ont publié en 1948 l'ouvrage de notre collaborateur Albert Soboul, *La Révolution française* (1789-1799). Une seconde édition a paru en 1952.

Cet ouvrage a été traduit en hongrois (Editions Szikra, Budapest, 1949), en slovaque (Editions Pravda, Bratislava, 1949), en tchèque (Editions Rovnost, Prague, 1re édition 1950, seconde édition 1951), en polonais (Editions Czytelnik, Varsovie, 1951), en hébreu (Editions Hakibuz Hamenchad, Tel-Aviv, 1953), en japonais (Editions Iwanami, Tokyo, 1953).

CHRONIQUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE

I

RABELAIS VIVANT

par Jean VARLOOT

Paulette Lenoir : **Quelques aspects de la pensée de Rabelais.** Paris, Editions Sociales, 1954. Collection « Problèmes ». Prix : 150 frs.

AVEC un titre modeste, voilà un volume qui tient sa place dans la collection *Problèmes*. Paulette Lenoir essaie de faire le point dans le débat ouvert depuis longtemps entre l'école d'Abel Lefranc et celle de Lucien Febvre, à propos du rationalisme de Rabelais. Le livre de Lucien Febvre, *le Problème de l'incroyance au* XVIe *siècle, la religion de Rabelais,* fut publié en 1942 dans la collection dirigée par Henri Berr, *L'Evolution de l'humanité.* Ce livre était une prise de position contre le grand savant Abel Lefranc, responsable de la monumentale édition de Rabelais qui sert de base à tous les travaux modernes. Dès 1922, paraît-il, M. Lucien Febvre avait reçu un « choc » en lisant la préface de Lefranc en tête du *Pantagruel,* et voulut « poser, *par réaction* (je souligne. J. V.), les difficiles problèmes de l'incroyance ». Comment les a-t-il envisagés ? C'est certainement à la lumière des événements contemporains interprétés à sa façon. Comme il le dit dans son introduction : « De 1900 à 1941, que de tragédies et d'effondrements ! » Comprenez : effondrement du positivisme de Taine, de Burckhardt devant le relativisme idéaliste, déviation du sociologisme (dont Lévy-Bruhl s'est repenti trop tard) vers une conception de l'histoire humaine en périodes séparées par des cloisons étanches, incompréhensibles les unes pour les autres.

Tout l'effort de M. Lucien Febvre consiste à appliquer au XVIe siècle cette idée que les mentalités « primitives » sont irréductibles à la mentalité moderne, et par conséquent que l'on avait eu tort de reconnaître dans les penseurs de la Renaissance les précurseurs du rationalisme du siècle dix-huitième et des suivants. « Nos pères se sont fabriqué leur Renaissance. »



Il est certain qu'il y eut dans ce sens des excès ; la double erreur des historiens est de tirer tantôt à hue vers le passé, tantôt à dia vers le présent : défaut métaphysique, au sens marxiste du mot, que la bonne dialectique nous apprend à éviter. M. Febvre au contraire, pour corriger une erreur, est tombé manifestement dans l'autre et tire le XVIe siècle vers la mentalité « prélogique ». Son livre, fruit de longues recherches, dit-il, est paru en tout cas à un moment où l'on cherchait à « décartésianiser » la culture française, ce qui est pour le moins regrettable.

Il se signale aussi, tous les lecteurs l'ont remarqué, par une hargne déplaisante

à l'égard de l'homme affable, du grand humaniste que fut Abel Lefranc. On en jugera aisément si l'on compare ses diatribes avec la sérénité des textes de Lefranc publiés à nouveau par les éditions Albin Michel en 1953 [1], dont je ne saurais trop recommander la lecture, enrichissante pour l'esprit et le cœur. M. Robert Marichal, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes, les a fait précéder d'un avant-propos qui rappelle à juste titre tous les mérites de Lefranc, ses scrupules, son sens critique si aigu, sa prudence, bref son apport inestimable aujourd'hui encore pour la connaissance de Rabelais. Abel Lefranc fut un de ces grands historiens de la littérature, de l'école de Taine, que de petits maîtres formalistes essaient vainement depuis trente ans de faire oublier. Heureusement ses disciples lui restent fidèles, et M. R. Marichal écrit sans ambages à la fin de son avant-propos :

> Au Rabelais athée d'Abel Lefranc, M. Lucien Febvre a tenté de substituer un Rabelais « érasmien », « évangélique ». Le Maître n'était pas convaincu : huit jours avant sa mort, il rappelait encore le texte connu de Robert Etienne : « sceleratus impiusque iste homo ac plane atheus, Fr. Rablesus »... La position de M. Lucien Febvre, n'est pas, somme toute, très éloignée de celle de Stapfer...

Stapfer s'opposait avant tout à une explication historique de Rabelais, et attaquait le positivisme dans la science littéraire. M. Febvre apporte tout l'arsenal de l'érudition à montrer qu'après tout Rabelais n'a pas dépassé son temps. Position qu'il résume dans une phrase que chacun appréciera à sa juste *profondeur* [2] :

> Si intelligent, si cultivé, si exceptionnel qu'il puisse être, un homme ne peut penser à tout, dans tout pays, dans tout domaine : il prend la queue, et s'il s'en évade, il manque l'autobus...

Ainsi Rabelais, pour ne pas manquer l'autobus (lequel, grands Dieux érasmiens ?) a pris la queue, comme un petit-bourgeois résigné et conscient ! Et l'historien a pour tâche de démontrer qu'il ne s'en est pas évadé, de rendre l'œuvre du passé, « inassimilable » par elle-même aux hommes du présent, « assimilable » d'une certaine façon. Car, figurez-vous, sans cela, les sociétés humaines seraient

> écrasées, vivantes, sous le poids d'un passé mort, sous le poids des milliards de cadavres qui... s'entassent sur elles et menacent leur avenir.



Ce n'est pas ainsi qu'Abel Lefranc aimait Rabelais. Ce n'est pas ainsi que la classe ouvrière commence à comprendre et à aimer Rabelais, en un temps où elle défend et revendique tout l'héritage de la culture nationale. Avec Abel Lefranc, avec Frédéric Engels, nous voyons en Rabelais un des géants de la Renaissance, qui ont ouvert la voie à la pensée libre, rationaliste, matérialiste.

Quel que soit le droit de chacun de lire une œuvre à sa façon, il n'y a pas de monopole Febvre sur Rabelais. Bien plus, la version Febvre date terriblement, même dans l'Université, parce qu'elle est ambiguë. Je me rappelle le ricanement suscité chez un de mes amis par la page (p. 138) où il compare l'accusation d'athéisme au XVIe siècle avec celle de communisme en 1936. Il veut montrer apparemment que tout le monde n'est pas ce que « les commères » chuchotent (que peut-être aussi, lui,

---

1. Abel Lefranc : *Rabelais. Etudes sur Gargantua, Pantagruel, le Tiers Livre.* Paris, Albin Michel, 1953, 840 fr.

2. « Comment lire Rabelais », par Lucien Febvre, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, dans l'*Education Nationale* du 16 avril 1953.

M. Febvre, n'était pas communiste, même en 1936, ceci pour le lecteur de 1942), et que les mots sont souvent galvaudés, dirons-nous. Mais en faut-il conclure qu'il n'y avait pas de vrais communistes en 1936, et même en 1942, à la connaissance de M. Febvre ? Il le faut, chers lecteurs, si vous voulez affirmer avec lui qu'il n'y avait pas (ou si peu) de vrais athées au XVIe siècle. Et cela malgré les commères..: Les commères du XVIe siècle, c'est Robert Etienne, c'est Calvin !



Car pour M. Febvre les témoignages ont parfois le sens qu'il veut bien leur prêter. On sourit de lui voir reprocher à Abel Lefranc certaines hypothèses provisoires quand on trouve chez lui des « interprétations » comme celle-ci, qui concerne les réactions supposées de Guillaume Postel devant Rabelais (nous soulignons certains termes caractéristiques) :

> L'ironie, le lucianisme du Pantagruel ne *pouvaient* manquer de choquer le philosophe... Il en voulait à Rabelais, *sans doute*... Mais qu'il qualifie Rabelais de Christomastix [c'est-à-dire de bourreau du Christ !], *faut-il* le prendre au tragique ?

Voilà un exemple parmi cent autres de la façon dont est discuté Abel Lefranc. La conclusion que les lecteurs ont tirée depuis longtemps, c'est que le seul mérite de cette diatribe est d'avoir apporté sur certains points de détail le fruit de recherches à coup sûr précises et parfois originales. Mais ce n'est pas dans le livre de M. Febvre, malheureusement pour M. Henri Berr, qu'on va chercher une image historique exacte de la pensée du XVIe siècle.



Paulette Lenoir n'avait pas l'intention de faire la critique des thèses de M. Febvre, avec des arguments d'érudit. Elle a eu raison. Il lui a suffi de mettre en relief les principes mêmes de ces thèses, et, dans le détail, de leur opposer par exemple les travaux de Henri Busson sur les origines du rationalisme en Italie et en France. Parfois cependant, elle a été tentée de « recueillir assez de citations pour renverser la thèse ». Ce serait de mauvaise méthode de se livrer à ce jeu. Nous n'avons pas à écrire en des pages, fussent-elles jolies et fines, les impressions d'un critique marxiste sur tel ou tel grand écrivain. Opposer au portrait « faux » de Rabelais tracé par M. Febvre, un portrait dont on avoue qu'il est lui aussi « inexact » (p. 92), c'est tomber dans l'ornière métaphysique, — ou plutôt s'y croire encore, par modestie, alors qu'on en est déjà sorti, même si l'on n'a pas beaucoup progressé.



C'est peut-être pour cela que certaines discussions en restent à leur début. Exemple : il y a dans l'abbaye de Thélème des chapelles. Pour M. Febvre, comme d'ailleurs pour Abel Lefranc, c'est parce que l'Evangile est « le facteur unique de la vie spirituelle des Thélémites ». Paulette Lenoir répond : « *tolérants,* ils offrent *aussi* des chapelles ». Non, ce qui compte, c'est que ce sont des chapelles *individuelles,* où l'on peut prier Dieu « sans intermédiaire ». Dans la vie collective des thélémites, la religion devient une affaire individuelle (cela me fait penser à la Bible sur la table de nuit dans les hôtels anglo-saxons), et la vie collective n'est pas réglée par la religion, mais par la *raison,* ou plus exactement (car il est faux de dire qu'ils se *soumettent à l'em-*

pire de la raison), par cet équilibre harmonieux des goûts et des besoins qui se réalise dans un groupe et en chaque membre du groupe, une fois supprimées toutes contraintes sociales, toutes perversions provoquées par le milieu. Thélème est fondée sur la croyance dans la bonté intrinsèque de la nature humaine, qui s'épanouit et se réalise dans une société juste ; elle nie le péché originel, l'ascétisme. Thélème est irréductible aux religions de fait ; elle n'admet que les croyances philosophiques individuelles ; les prêtres, les dogmes et les rites en sont absents. Les déistes du XVIIIe siècle n'en diront pas plus.

Rabelais a été déiste avant d'être athée : le ton de certaines pages de *Gargantua* le prouve, et cela n'a pas été découvert par M. Febvre. Mais d'abord M. Febvre ne veut tenir compte que de cette première période. Et surtout il s'est refusé à voir que ce qui compte dans le déisme, c'est le rationalisme qu'il contient. La satire du miracle par l'absurdité, telle que la fait Rabelais, fonde la valeur suprême de la réflexion rationnelle. On en trouvera chez Paulette Lenoir (pp. 43-60) les preuves indéniables.

Le rationalisme français (un des traits les plus authentiques de notre culture) est sorti peu à peu de l'humanisme chrétien. Quiconque connaît un peu le XVIIe siècle ne me contredira pas, et c'est toute l'explication du *Tartuffe,* sous la forme où il s'est finalement présenté au public. Si Diderot a pu écrire :

Nous avons eu des contemporains sous le règne de Louis XIV,

La Mothe le Vayer aurait pu lui répondre :

Nous en avons eu aussi, nous, sous le règne de François Ier.

J'imagine assez bien un dialogue des morts entre Rabelais et Diderot, et, pourquoi pas ? avec Abélard.

Ces grands hôtes des Champs-Elysées se seraient certainement compris d'emblée, malgré leurs incontestables différences... d'âge, et mieux qu'avec ceux qui les ont suivis. Car le trait commun le plus frappant de tous les hommes qui vécurent sous l'Inquisition et la persécution, c'est d'avoir porté souvent le *masque. Larvati fuerunt.* Ils ne purent jamais ni les uns ni les autres dire ouvertement tout ce qu'ils pensaient. Et comme la forme achève le contenu, peut-être ne purent-ils même pas, à cause du masque, aller jusqu'au bout de leur pensée. M. Febvre prétend que Rabelais, s'il n'a pas tout dit, est un *pleutre.* Quel singulier oubli, chez un historien, des conditions historiques les plus connues ! L'astucieux Calvin le savait bien, qui écrit en pensant à Rabelais :

Les chiens dont je parle, pour avoir plus de liberté à dégorger leurs blasphèmes sans répréhension, font les plaisants.

Il n'est pas question ici de courage ou de franchise. Je songe à ces poèmes d'Aragon que nous lisions dans la N.R.F. dans l'hiver 1939. *Le Temps des mots croisés !* Que d'écrivains au masque, exaltant la chaleur de la vie *contre* tout ce qui veut l'écraser, auraient pu dire :

Je ne suis pas des leurs enfin parce que l'ombre
Est faite pour qu'on s'aime et l'arbre pour le ciel.

Rabelais crie lui aussi que l'arbre est fait pour le ciel, la vie pour être vécue vers l'avenir, la raison pour s'épanouir. Littérature de contrebande, comme dit Aragon ; toutes nos grandes œuvres du passé sont plus ou moins des œuvres de contrebande, où la transposition artistique désarme les Calvin de toute époque. Il est diffi-

cile de dénoncer et surtout de faire condamner une conception du monde qui ne s'exprime qu'en *images* artistiques. Et c'est tant mieux, car l'image artistique est le meilleur propagandiste au bout du compte de cette conception du monde que l'écrivain-penseur porte en lui plus ou moins consciemment. De là vient que la *pensée* d'un Cervantès, d'un Molière, d'un Gœthe, d'un Tolstoï est une réalité agissante, progressive.

De là vient aussi que nous en sommes encore aux balbutiements, nous critiques littéraires, quand il s'agit d'analyser cette pensée sans fausser grossièrement les règles de la transposition d'art.



Mais peut-être comprendrions-nous mieux la conception du monde qui fut celle d'un Rabelais, si nous connaissions mieux le monde même où il vivait, ses circonstances. Bien sûr il en est d'évidentes. Comme dit Galina Nicolaïeva, l'image artistique, tout « individuelle » qu'elle est, est forcément « habillée » ; et il est facile de savoir comment on s'habillait au XVI[e] siècle. Il est facile de comprendre que Thélème ne peut être, architecturalement, qu'un château Renaissance (c'est-à-dire la plus belle demeure qui pût alors s'imaginer), et que la vie splendide des Thélémites ne peut être qu'à l'image des princes courtois et des dames à la licorne. Le nouveau s'habille de l'ancien, mais le nouveau, c'est ici la liberté que l'ancien revêt de beauté.

Mais pour aller plus loin, il faudrait que nos historiens aient fait plus que se contenter des géniales indications de Marx et d'Engels sur la Renaissance. Paulette Lenoir n'avait pas à faire ce travail. Et pourtant. Ne pouvait-elle pas marquer plus nettement quelques rapports ? Les racines sociales de Rabelais sont la bourgeoisie judiciaire et terrienne dont il est issu, et le milieu urbain où il a vécu, à Lyon, le plus grand centre de commerce international de la France d'alors. Ses attaches avec le peuple de Touraine expliquent son amour pour les simples gens, bien souligné par Paulette Lenoir. Ses relations avec les imprimeurs lyonnais, couche d'avant-garde où se produisit la « grande rebaine des typographes », méritaient d'être mieux marquées. Lié avec de grands personnages du royaume, il exprime, dans son image d'une monarchie juste et pacifique, les aspirations que la bourgeoisie gardera jusqu'au XVIII[e] siècle. Et il mène le combat contre la superstructure féodale, il attaque en particulier le donjon idéologique qu'est l'Eglise, qui défend alors une organisation sociale périmée et, en dernière analyse, un régime économique en décomposition. Aussi est-il pour une religion individuelle, pour un gallicanisme antipapiste, contre les moines improductifs, contre aussi l'excès des fêtes religieuses chômées.

De même lutte-t-il contre la *superstition*, c'est-à-dire contre les pratiques religieuses qui abrutissent.



Sur tous ces points, il annonce les Encyclopédistes. Mais il faut lire les textes attentivement et au complet pour résister aux notions fausses qui encombrent la critique scolaire sur Rabelais. Il faut par exemple rejeter les sophismes répandus sur sa pédagogie ; elle n'est nullement fondée sur la pure mémoire, à y bien regarder. Et le pédagogue rabelaisien, après avoir entraîné son élève princier aux plus humbles travaux rustiques, le mène écouter les voyageurs et regarder les artisans. Descartes et Diderot sont là, déjà, attentifs aux arts et aux métiers.

De là se dégage ce qu'on peut appeler l'humanisme positif de Rabelais, et qu'aucun texte, à mon avis, n'exprime aussi bien que l'éloge du Pantagruélion. Habillée d'un mythe poétique issu et digne de l'Antiquité, voici l'image, l'idée d'un

Prométhée moderne qui invente l'aviation, l'astronautique, et *chasse les dieux du ciel.*

En même temps cette conception du monde ne peut se séparer de sa forme nationale, française, « s'arracher de sa peau vivante ».

Pour n'en considérer qu'un trait, ce goût pour le bien-manger et le bien-boire, de prudes et constipés critiques l'ont signalé avec une nausée, sans voir qu'il reflète exactement un des éléments les plus anciens et les plus tenaces de notre culture nationale, élément lié à la géographie, à la qualité du sol, à notre tempérament de jardiniers... Ce n'est pas moi qui fais ce rapprochement, messieurs les idéalistes, c'est le grand géographe Vidal de la Blache...



En vérité, discuter de la religion de Rabelais et des humanistes du XVIe siècle, mettre cette question en avant, c'est brouiller les cartes ; comme de discuter du jansénisme de Racine. Le rôle que joue la religion est ici encore celui d'un habit du temps. Non pas à vrai dire d'un costume passe-partout ; la couleur et la draperie sont choisies ; mais le tissu n'a pas encore changé. La religion de Rabelais est un froc reteint et retaillé pour l'usage civil, pour vêtir le médecin de l'Hôtel-Dieu de Lyon, l'humaniste sérieux et gai, l'artiste génial et le penseur géant que la France a donné à la culture des hommes de tous les temps et de tous les pays.

II

A PROPOS DE LA LITTÉRATURE OUVRIÈRE

par Pierre BROCHON

Michel Ragon : **Histoire de la littérature ouvrière du Moyen âge à nos jours.** Préface par Edouard Dolléans, Paris, les Editions ouvrières, 1953.

EDOUARD Dolléans, dans sa préface, donne la clé de ce livre. Il félicite l'auteur « d'avoir marqué la séparation entre l'histoire de la littérature ouvrière et l'histoire du mouvement ouvrier ». C'est dire que l'auteur, faute d'une définition scientifique empruntée aux maîtres du marxisme, nous introduit dès l'abord dans la plus remarquable confusion.

Pour définir la classe ouvrière il se réfère au... Dictionnaire de l'Académie Française. Ses premiers chapitres, qui se veulent rétrospectifs, ne sont faits que de compilations ou de documents de seconde main. Il va chercher les prémices de la littérature ouvrière dans la littérature du moyen âge ; il classe dans cette littérature ouvrière les œuvres poissardes de Vadé (sans être aussi méprisables qu'on peut le croire, elles n'ont rien à faire avec les marchandes de poissons et s'adressaient aux spectateurs, bourgeois pour la plupart, du théâtre de la foire Saint Laurent-Saint Germain). Sous prétexte qu'il a été employé de chemin de fer, deux pages sont consacrées à Bruant, qui se fit une réputation en injuriant les snobs qui fréquentaient tout spécialement pour cela son cabaret. A peine moins de place est consacrée à Jehan Rictus, parce qu'il a fait dans le genre argotique, parfois même ordurier. Par contre Pierre Dupont n'a droit qu'à vingt-six lignes, moins que Rictus, et Eugène Pottier s'en

voit généreusement octroyer six : encore n'est-ce que pour contester son talent. Quant au chansonnier populaire et militant ouvrier Jean-Baptiste Clément, Michel Ragon ignore probablement son existence. L'instituteur Claude Tillier, l'admirable pamphlétaire, n'a droit qu'à une demi-ligne, privilège qu'il partage avec Erckmann et Chatrian, qui comptent parmi les écrivains les plus populaires de France.

Cependant, comme Edouard Dolléans annonçait dans sa préface une analyse détaillée de la poésie sociale des ouvriers de 1830 à 1848, nous nous sommes attendus à découvrir de l'inédit. Nous avons déchanté. La documentation de Michel Ragon n'est faite, ici encore, que de quelques anthologies ou de documents de seconde main : rien de nouveau et d'original. Pourtant à côté de quelle mine inexploitée de littérature d'expression populaire authentique n'est-il pas passé ! Il ignore une bonne partie des chansonniers populaires et il croit la poésie d'expression populaire disparue avec la naissance du Second Empire, alors qu'elle n'est morte en vérité qu'aux environs de 1880, tuée par le café-concert. Il ignore tout du mouvement des goguettes, plus ou moins satellites de la « Lice chansonnière », et de toutes ces sociétés chantantes progressistes sur lesquelles les archives de la police nous apporteraient certainement de précieux renseignements, si elles nous étaient ouvertes. Dans toutes ces œuvres Michel Ragon ne voit d'ailleurs qu'une plate imitation de Hugo ou de Lamartine ! Il ignore l'échange vivifiant qui s'est fait alors entre nos grands poètes et le peuple. Sans doute trouve-t-on du Hugo dans Pottier ; mais sans tous les poètes venus alors du peuple, Victor Hugo n'aurait peut-être pas été notre Hugo, le poète populaire des *Châtiments*.

Et quel mépris pour nos poètes populaires : « Ils rêvent ! » Mais notre Ragon les excuse : « Tout le monde rêve... Comment les poètes ouvriers ne rêveraient-ils pas aussi ? » Voilà comment est exécutée la conscience de classe qui s'éveille alors chez les ouvriers.

Tout cela nous conduit aux écrits de quelques employés de bureau anarchistes, dont tout n'est peut-être pas à rejeter... mais aussi à Pierre Hamp:

> On a beaucoup reproché à Pierre Hamp, dans les milieux révolutionnaires, son rôle de conseiller économique et ses amitiés politiques,

déclare pudiquement Michel Ragon pour blanchir le collaborateur Pierre Hamp ; et il ajoute naïvement :

> Il ne m'appartient pas de discuter son attitude surtout lorsque l'on sait la « moralité » de ses adversaires.

Voici donc pointer le bout de l'oreille (anticommuniste). Elle va apparaître bien plus encore dans les chapitres suivants qui abordent l'histoire de la littérature dite « prolétarienne ».



A vrai dire on fait de bien curieuses rencontres parmi les tenants de cette littérature prolétarienne. A côté de quelques honnêtes gens, combien de futurs renégats du mouvement ouvrier !

Elle était malheureusement bien juste, la constatation de Tristan Rémy que les *écrivains prolétariens*

> individuellement oscillaient de l'impressionnisme anarcho-syndicaliste au coopératisme mutualiste... Restés en dehors du grand mouvement d'unité de la classe ouvrière, incapables d'en exprimer concrètement les aspirations malgré leur prétention à le pouvoir et à le faire seuls, ces écrivains donnèrent

leur mesure dans des ouvrages marqués surtout par leur souci d'authenticité et leur goût prononcé pour l'individualisme et l'autobiographie.

N'en déplaise à Michel Ragon, il n'avait que trop raison, Jean Fréville accusant les écrivains prolétariens de ne peindre que des ouvriers qui acceptent leur sort. Comme les populistes, n'apparaissaient-ils pas

> comme des manœuvres retournant le sol ingrat de la misère sans s'élever au « pourquoi », ni au « comment », ni au « demain » des choses,

selon la saisissante formule de Paul Vaillant-Couturier ?

Dans un article de la revue *Nouvel Age* (Juin 1931, n° 6), Poulaille lui-même était contraint de reconnaître que les *écrivains prolétariens* limitaient leur moyens, qu'ils avaient une tendance à rejeter ce qui n'est pas nu et que leurs œuvres se cantonnaient dans la mesquinerie quotidienne, tendaient à la grisaille. Et il prétendait justifier la faiblesse, la « nudité » de ces œuvres parce qu'elles relevaient d'une littérature d'instinct, opposée à la littérature prétendue formelle de la bourgeoisie. Il invoquait en outre un hypothétique public prolétarien « qui, disait-il, un jour ou l'autre nous comprendra ».

Ainsi la littérature dite prolétarienne était, la plupart du temps, sans perspective révolutionnaire et même le plus souvent sans aucune perspective que ce fût. Pas la moindre lumière en elle : ce qui l'apparente au naturalisme et fait qu'elle ne se distingue en rien de la littérature bourgeoise. La littérature dite prolétarienne devient ainsi du « misérabilisme ».

Pourquoi alors ne pas lui annexer Bruant et Rictus ? Cette « littérature d'instinct » n'était évidemment pas sans rapport avec l'anarcho-syndicalisme. Elle nous fait singulièrement penser à cette « spontanéité des masses » chère aux théoriciens social-démocrates et anarchisants, qui a fait tant de mal au mouvement ouvrier. Soulignons à ce propos combien le grand écrivain Louis Aragon a eu raison de fustiger, dans son intervention au XIII[e] Congrès du Parti communiste français,

> la prétendue doctrine de la spontanéité des masses, l'exaltation du sens de classe transformé en un instinct incontrôlé, quasi animal, en une sorte de flair ouvrier.

Faute de s'appuyer sur la lutte des classes, le problème des deux cultures, l'une bourgeoise, l'autre prolétarienne, se trouvait posé à faux. Sous le prétexte que la littérature bourgeoise produirait des œuvres purement formelles, donc sans contenu, on réduisait la littérature prolétarienne à un prétendu réalisme superficiel, formel, non élaboré d'ailleurs. En même temps que l'on vidait la culture bourgeoise de son contenu réactionnaire, on vidait la « culture prolétarienne » de tout contenu révolutionnaire. Ainsi, au nom de la lutte contre l'esthétisme, pouvait-on en venir à dédaigner le « métier » de l'écrivain, en même temps que l'héritage culturel national dont ce « métier » est l'expression. La faiblesse du contenu conditionnait directement la médiocrité, voire l'indigence de la forme, et cela conduisait à une régression par rapport à la très consciente poésie d'expression populaire du siècle dernier et même par rapport au folklore traditionnel.

En outre, cette littérature qui se recommandait du prolétariat, malgré sa suffisance, — comble de l'ironie, — ne touchait pas ce prolétariat. Voilà qui est significatif. Seul un parti ouvrier puissant pouvait être en mesure d'organiser la diffusion de la littérature auprès des masses, que par ailleurs, — et c'est bien compréhensible — une littérature décevante par son misérabilisme n'attirait en aucune façon.



> Les meilleurs et les plus authentiques militants ouvriers [*sic*] passèrent à l'opposition, au trotskisme ou à l'anarchisme. Et, par là, ils furent coupés de la masse. C'est assez symptomatique,

écrit Michel Ragon.

Mais oui, Michel Ragon, c'est en effet symptomatique. On ne rompt pas avec le parti de la classe ouvrière sans rompre avec la classe ouvrière elle-même, et sans se dresser contre elle. Et ils nous font bien rire, les « purs » militants... d'on ne sait trop quoi, puisqu'on ne saurait décemment qualifier de militants ouvriers des individus pour le moins coupés des masses ouvrières. Au demeurant nous savons où et dans quel état ils sont arrivés. Leur attitude n'était d'ailleurs pas aussi inconséquente qu'il pouvait paraître sur le moment. Elle menait tout droit à F.O., aux scissionnismes patentés, à une collaboration ou à l'autre. Voilà où mène cette pseudo-authenticité !

En vérité, la littérature dite prolétarienne n'était et ne reste que la littérature d'une certaine aristocratie ouvrière. Elle était, avec l'anarcho-syndicalisme, la manifestation idéologique de cette couche favorisée du prolétariat la plus directement influencée par la bourgeoisie. Objectivement cela se traduisit par une opération de diversion idéologique tentée en direction de la classe ouvrière. Cela va nous apparaître encore plus nettement dans le livre de Michel Ragon.



La littérature prolétarienne ayant été finalement un échec, on ne peut évidemment remonter l'opération telle quelle ; d'ailleurs les objectifs se sont précisés et il faut tenter d'y associer autant que possible certains intellectuels. Aussi Michel Ragon rectifie-t-il le tir.

La nouvelle manœuvre consiste à « orienter » la culture populaire. Partant d'une prétendue culture ouvrière soigneusement vidée de tout contenu de classe, il s'agit en fait de condamner la littérature progressiste, sous le prétexte d'insincérité et d'artificialité, parce que non-ouvrière d'origine, et d'essayer ainsi d'en détacher le prolétariat. Michel Ragon finit par avouer où il veut nous conduire :

> Cette culture, nous pensons qu'elle doit être avant tout une culture ouvrière. C'est-à-dire que nous croyons qu'il est préférable que l'ouvrier lise d'abord Zola plutôt que Montherlant, et les écrivains prolétariens plutôt que les symbolistes... Fort de sa propre culture, que le lecteur ouvrier s'ouvre ensuite d'autres horizons, qu'il aille même jusqu'aux arts modernes d'avant-garde.

Ainsi : *d'abord Zola,* il est entendu que cela signifie : *ensuite Montherlant !* Toute l'opération n'a d'autre but que de mener insensiblement, sans douleur, à la littérature bourgeoise, de Montherlant aux divers succédanés du surréalisme, et non, bien entendu, à la littérature progressiste de tous les temps. Ici comme à F.O., c'est la même manœuvre scissionniste qui ne peut faire que le jeu de la bourgeoisie. La confusion que nous avions cru découvrir au début de ce livre n'était qu'une tentative, combien maladroite, d'élargissement de l'opération qualifiée de « littérature prolétarienne » sur la base de l'anticommunisme, et l'on est prêt naturellement à appeler à la rescousse non seulement Bruant, mais aussi les collabos Pierre Hamp et Montherlant. Notre Paulhan au petit pied, pour cela, ne recule pas même devant les calomnies antisoviétiques les plus usées, les plus risibles. Mais il ne peut (prudence ou impuissance) que présenter des affirmations gratuites, en se gardant bien d'ébaucher la moindre preuve. Jean Kanapa, dans un article de *la Nouvelle Critique* (Février 1954, n° 52) lui a implicitement répondu en rappelant, textes à l'appui, l'histoire du « Proletkult » et de ses divers successeurs idéologiques en U.R.S.S.

Il s'agissait en effet si peu de « bureaucratisation de la pensée » dans la condamnation des survivances du « Proletkult » que Maxime Gorki pouvait déclarer dans son discours de clôture au premier Congrès des écrivains soviétiques, en 1934 :

Le Congrès pan-unioniste des écrivains soviétiques souligne que les progrès de l'unité idéologique dans le domaine du travail littéraire... sont le résultat de la décision du Comité Central du Parti de Lénine et Staline, prise le 23 avril 1932, et condamnant les groupements d'écrivains inspirés par des mobiles qui n'ont rien à voir avec les grandes tâches de notre littérature soviétique dans son ensemble, mais, par contre, laissant aux artistes toute liberté de se grouper pour résoudre en commun les problèmes techniques de leur complexe travail créateur.

Et Gorki ajoutait, évoquant les rapports nouveaux de l'écrivain et du peuple soviétique :

Il y a environ deux ans, Joseph Staline, cherchant à élever la qualité de la production littéraire, disait aux écrivains communistes : « Apprenez à écrire chez les artistes sans parti. » Je ne sais pas si les communistes ont profité de l'expérience des artistes sans parti. Mais je constate que les sans-parti n'ont pas mal profité de l'expérience du prolétariat qui leur a appris à penser.

Les écrivains de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques savent pour qui ils travaillent. Le lecteur vient lui-même vers ceux qu'il appelle « les ingénieurs des âmes », pour leur demander d'organiser ses pensées, ses sentiments et ses sensations, de diriger son travail héroïque par des paroles simples, par de bonnes images véridiques. Ce congrès permet d'espérer que la notion d'écrivain sans parti deviendra désormais une notion purement formelle...

Il s'agissait si peu d'étouffer la création populaire que Gorki, qu'on ne saurait sans quelque abus (n'est-ce pas, Monsieur Ragon ?) qualifier d' « intellectuel bourgeois », déclarait dans le même discours :

Dans nos républiques sœurs les écrivains naissent au sein du prolétariat, et l'exemple de notre pays montre de quoi est capable le prolétariat qui, en peu de temps, a donné naissance à tant de talents et qui en crée, tous les jours, de nouveaux.

A propos du poète illettré Souléiman Stalski, il lançait aussi cette exhortation :

Prenez soin des hommes capables de créer de pareilles perles de la poésie. Je le répète : les sources de la poésie se trouvent dans le folklore.

Rappelons à ce sujet qu'il existe actuellement à Moscou une « Maison de l'œuvre populaire », spécialement créée pour la connaissance et la défense du folklore et de la création populaire en général, dans le but d'aider tous les « amateurs ».



On voit bien ce qui chagrine les fantômes et revenants de la *littérature prolétarienne*. Ils ne peuvent se résigner à ce que la classe ouvrière ne soit pas divisée, en même temps qu'isolée et sans alliés ; ils ont peur de l'unité, de l'union. Diviser la classe ouvrière, l'isoler dans un sectarisme de tout repos, la couper des intellectuels progressistes et de la classe moyenne, pour mieux la précipiter dans les bras des idéologues bourgeois réactionnaires, tel est leur rêve. Dans le rapport présenté par lui devant le Congrès du Parti communiste siégeant à Strasbourg en 1947, Maurice Thorez caractérisait ainsi les moyens offerts à la bourgeoisie par ses idéologues : « le culte de l'individualisme et l'anarchie intellectuelle ». C'est bien à cela que les bons apôtres voudraient pouvoir finalement conduire la classe ouvrière... avec la bénédiction des Montherlant.

Non, Michel Ragon, la classe ouvrière ne veut pas qu'on la mène de Zola à

Montherlant, puis d'une littérature ou d'une culture artificiellement entretenue en serre chaude à de quelconques épigones du surréalisme. Cependant

> les communistes savent reconnaître les valeurs où elles se trouvent. Ils ne polémiquent pas avec l'histoire,

disait Paul Vaillant-Couturier. Ils ne renient pas Zola, ni Balzac, ni Hugo, parce que la lumière du marxisme leur permet de comprendre l'histoire et de saisir l'enchaînement des faits et la succession des luttes qui ont fait de la société ce qu'elle est, parce qu'ils ont conscience de continuer l'œuvre civilisatrice du passé.

Paul Vaillant-Couturier s'adressait ainsi aux écrivains progressistes de notre temps (*Commune*, 1934, n° 13-14) :

> L'essentiel est de s'engager dans la bonne voie. C'est tout ce que nous demandons aux écrivains qui se tournent vers nous. Ceux qui se tournent vers nous sont des écrivains en mouvement, des hommes en marche. Cela nous suffit.
>
> Nous ne leur demandons pas : « D'où venez-vous ? » Nous leur disons : « Où allez-vous ? » S'ils ont des doutes, qu'ils viennent discuter avec nous. Ils seront cordialement accueillis.

C'est ce que Maurice Thorez a une fois encore magnifiquement exprimé du haut de la tribune du XIIIe Congrès, le 7 juin dernier :

> Hostile à tout sectarisme, le Parti communiste français appelle les écrivains et les artistes à se battre sur les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière qui veut arracher notre pays à la décadence, qui a la certitude de continuer la France.

CHRONIQUE POLITIQUE

MAURICE THOREZ ET LE ROLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE A LA TÊTE DE LA LUTTE NATIONALE

par Victor LEDUC

Il y a chez Maurice Thorez une telle architecture du discours, une telle adéquation de l'expression à la pensée, une telle plénitude de sens et densité de langage que l'on se demande, comme devant tout grand texte présentant une puissante synthèse, si l'analyse, en en brisant la continuité et l'harmonie, ne va pas en laisser perdre le plus profond et le plus riche.

Jamais peut-être cette appréhension ne fut plus justifiée qu'à propos du discours de clôture au XIIIe Congrès du Parti communiste français, prononcé le 7 juin dernier à Ivry. Aussi bien rien ne peut remplacer la lecture et la méditation de ce texte, dont chaque phrase et, pour ainsi dire, chaque mot exigent réflexion et étude.

Il ne s'agit ici que de quelques remarques sur un des thèmes possibles d'étude.



L'idée autour de laquelle, nous semble-t-il, s'organise tout le discours est celle de l'union entre les intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt national. Plus on le relit, et plus on a le sentiment que Maurice Thorez s'est attaché avant tout à fonder et à mettre en valeur la politique nationale du Parti communiste français.

Certains pourraient croire que la lutte de classe est une chose et que la politique nationale en est une autre ; qu'il y a, pour ainsi dire, dans ce domaine, atténuation de la politique de classe du Parti communiste et référence à des principes particuliers. D'autres, estimer, mus je ne sais par quelle crainte, qu'il convient de taire les buts et les intérêts de classe, quand on traite de la question nationale.

Maurice Thorez a pris le soin, au contraire, de mettre constamment en avant les intérêts de la classe ouvrière, car telle est la nature du Parti communiste, sa raison d'être et comme sa définition : il est

l'expression des intérêts de la classe ouvrière.

Et c'est précisément parce qu'il est l'expression des intérêts de la classe ouvrière, *non pas quoiqu'il le soit ou en même temps qu'il l'est,* que le Parti communiste français exprime les véritables intérêts de la France. Maurice Thorez dit de la classe ouvrière qu'elle est devenue « porteuse des destinées de la nation ». Cette idée ne peut s'entendre que dans sa liaison avec cette autre idée que les milieux dirigeants de la bourgeoisie française ont abandonné depuis longtemps la cause nationale, qu'ils prêchent maintenant et pratiquent « le mépris de la nation, de sa culture et de sa tradition ».

Telle est donc la position respective à laquelle l'évolution de la société capitaliste et le développement de la lutte des classes ont conduit prolétariat et bourgeoisie dominante dans notre pays. Celle-ci, s'accrochant à ses privilèges, sacrifie le sort de la

nation tout entière, piétine « le drapeau de l'indépendance nationale ». Elle est devenue « incapable de continuer l'histoire de la France dans l'indépendance, la paix et l'honneur ».

La classe ouvrière, dans sa lutte contre la bourgeoisie, « est seule en mesure de relever le drapeau de l'indépendance nationale » et cela pour une raison de principe que Maurice Thorez énonce en un membre de phrase d'une rare densité :

> L'internationalisme prolétarien suppose que l'on respecte et que l'on aime son propre peuple.

En effet, l'internationalisme prolétarien comporte l'exigence, non pas d'un sacrifice des souverainetés nationales, mais au contraire de leur épanouissement au bénéfice des peuples. Staline en donnait un bel exemple, en définissant l'attitude du peuple soviétique, le 7 janvier 1947, lors de la conclusion du pacte d'assistance mutuelle avec la Finlande :

> Le peuple soviétique considère que toute nation, grande ou petite, a ses qualités particulières, ses caractéristiques qui lui appartiennent à elle seule, à l'exclusion de toute autre nation. Ces particularités sont la contribution que chaque nation apporte au trésor commun de la culture, qu'elle enrichit et complète.

Défendre l'égalité des droits entre toutes les nations, c'est défendre aussi sa propre nation, et quel autre fondement à cela que la volonté de sauvegarder le présent et l'avenir de son pays, parce que l'on respecte et que l'on aime son propre peuple ?

Maurice Thorez rappelle d'ailleurs que s'ils incarnent l'avenir de la France,

> la classe ouvrière et son Parti plongent de profondes racines dans le passé de notre pays.

Partant des intérêts de la classe ouvrière, s'appuyant tant sur les faits historiques et sur ce qu'il y a de plus profond dans le cœur du prolétariat français que sur l'analyse de ses positions idéologiques et politiques, le secrétaire général du Parti communiste français procède, pourrait-on dire, à une triple démonstration de la concordance entre les intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt national.



Une démonstration théorique. — Nous avons évoqué le rapport entre l'internationalisme prolétarien et l'amour de son propre peuple. Un rapport de même ordre commande l'attitude de la classe ouvrière à l'égard de la paix. Comment la classe ouvrière, « sachant par expérience à quel abîme de souffrances le peuple est conduit par la guerre », pourrait-elle ne pas s'opposer de toutes ses forces à « toute politique de rapine », politique qui a toujours été le fait des classes possédantes et que poursuit la bourgeoisie réactionnaire au Viet-Nam et ailleurs ?

Les périls que « les cercles privilégiés et les valets de l'impérialisme américain » font courir à la paix sont autant de menaces contre la survie du pays. La conclusion, Maurice Thorez la condense en une brève formule, qui établit de façon irréfutable l'accord entre la défense des intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt de la nation :

> la classe ouvrière... monte une garde vigilante autour de la paix, — et la paix est l'intérêt majeur de la France.

Ce qui est vrai de la paix l'est, au même titre, de l'indépendance nationale :

> La classe ouvrière est l'adversaire acharné de toute oppression, donc aussi de l'oppression nationale, — et il n'y a pas de pire danger pour la France, à l'heure actuelle, que la menace de son asservissement définitif par les impérialistes américains.

La lutte pour l'indépendance nationale est définie dans son essence de classe, qui consiste en la lutte contre le capitalisme impérialiste devenu, selon le mot de Lénine, « le plus grand oppresseur des nations ». Et formuler clairement le caractère de classe de cette lutte, c'est du même coup mettre en pleine lumière le caractère pleinement national des positions fondamentales de la classe ouvrière. Il en est de même de la défense des valeurs culturelles :

La classe ouvrière, dit Maurice Thorez, a soif de culture et son Parti, le Parti qui compte dans ses rangs un Aragon et un Joliot-Curie, s'attire la confiance d'un cercle toujours plus large d'intellectuels, en défendant tous les grands intérêts nationaux dans le domaine de l'esprit, en luttant contre la régression intellectuelle, l'obscurantisme et l'offensive antilaïque, la dégradation des valeurs héritées de notre glorieux passé.

Entre bourgeoisie et prolétariat, la lutte de classe se mène aussi sur le plan de la bataille des idées et de la culture. Sacrifiant les intérêts de la nation, les milieux dirigeants de la bourgeoisie ne pouvaient manquer de s'attaquer à ses meilleures traditions intellectuelles ; à tout ce qui, dans sa culture, est ferment de liberté, de progrès, exalte la grandeur de son peuple et de son histoire. Qui, sinon la classe ouvrière et son guide, le Parti communiste, va, dans ces conditions, mener, contre la bourgeoisie réactionnaire, en tout domaine, la bataille pour la défense et le progrès de la culture française, en appelant à y participer l'ensemble des intellectuels ?

Hostile à tout sectarisme, ajoute Maurice Thorez, le Parti communiste français appelle les écrivains et les artistes à se battre sur les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière, qui veut arracher notre pays à la décadence, qui a la certitude de continuer la France.

On voit que sur le plan de la culture comme sur tous les autres, ce sont « les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière » qui déterminent les solutions d'intérêt national.



Une démonstration historique, que Maurice Thorez conduit en rappelant que le Parti communiste a constamment *servi l'intérêt national,* en combattant le traité de Versailles « qui contenait tous les germes d'une recrudescence du militarisme et de l'esprit de revanche en Allemagne » ; en s'opposant, dès 1926, au pillage du peuple français. par les banquiers anglo-américains ; en luttant pour l'amitié du peuple de France et des peuples d'outre-mer, contre la guerre du Maroc et les féroces répressions en Indochine. Il servait l'intérêt national en proposant le Front français contre la menace hitlérienne, en se dressant contre la prétendue non-intervention en Espagne et, plus tard, contre la capitulation de Munich. Et Maurice Thorez évoque l'attitude du Parti communiste pendant « la drôle de guerre » et son rôle comme initiateur et principal organisateur de la Résistance, puis au lendemain de la Libération, entraînant les masses pour une politique de renaissance française. C'est toute l'histoire du Parti communiste français qui apporte la preuve par les faits de la concordance entre les intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt de la France.



Une démonstration politique. Nous entendons par là une démonstration tirée des solutions que préconise le Parti communiste pour répondre aux problèmes de l'heure. On a déjà dit que luttant pour la paix, pour l'indépendance nationale et pour la défense de la culture, contre l'impérialisme américain et les couches dirigeantes de la

bourgeoisie française, le Parti de la classe ouvrière continue de jouer son rôle historique de défenseur de la France.

Mais la pensée politique de Maurice Thorez serait dénaturée si l'on n'insistait pas sur cette idée qui est au cœur du discours : la nécessité d'aboutir au rassemblement de toutes les forces nationales et démocratiques.

En travaillant de toute son énergie à unir pour la défense de la paix et de l'indépendance nationale, pour le progrès et la liberté, les couches prolétariennes et non prolétariennes de la population, le Parti communiste français se montre fidèle à l'enseignement des maîtres du marxisme.

Et Maurice Thorez va consacrer un passage très important de son discours à montrer que la mission de la classe ouvrière lui commande

de s'intéresser à tout mouvement démocratique et de ne pas craindre les accords temporaires, même avec des alliés instables, de ne pas se refuser aux compromis possibles avec d'autres couches sociales, à la seule condition que ces compromis et ces accords aident réellement la classe ouvrière à lutter pour le progrès, à entraîner en avant le mouvement démocratique général des masses.

La classe ouvière, si elle est « seule en mesure de relever le drapeau de l'indépendance nationale », si son guide, le Parti communiste, constitue « la principale force dirigeante du mouvement national et démocratique », n'est pas seule à aspirer à un changement de politique. Paysans, fonctionnaires, intellectuels, classes moyennes des villes, et « une partie de la bourgeoisie elle-même, interviennent contre la politique de trahison nationale et de guerre ». Des personnalités, des groupements politiques, que détermine le mouvement objectif des couches et classes diverses de la société, la dynamique sociale dans les conditions nouvelles, « changent actuellement d'attitude ».

L'intérêt de la classe ouvrière ne consiste pas, Maurice Thorez y insiste, à repousser telle personnalité ou groupement en vertu « d'appréciations morales », mais au contraire à comprendre les raisons profondes, réelles, qui expliquent leurs démarches, et à rassembler toutes les forces, dont au surplus « nos appels répétés à l'union dans la lutte, et l'exemple donné par la classe ouvrière » ont contribué à modifier l'attitude.

L'efficacité et la solidité de ce rassemblement ont pour condition la réalisation du front unique de la classe ouvrière. Maurice Thorez attire l'attention de chaque communiste sur la nécessité « d'être unitaire pour deux » dans le travail de conviction auprès des socialistes et, revenant à l'idée centrale, il montre que lutter contre la politique néfaste du Parti socialiste,

c'est ramener tout aux intérêts essentiels des travailleurs socialistes et communistes, de la classe ouvrière tout entière, dans la lutte contre leur ennemi commun : la réaction et ses agents.



Front unique de la classe ouvrière et rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques, telles sont donc les grandes tâches assignées par Maurice Thorez et par tout le XIII[e] Congrès aux communistes. Ces tâches correspondent à la fois aux intérêts de la classe ouvrière et à ceux de la nation, puisqu'elles concourent à rendre possible le changement d'orientation souhaité par le pays tout entier, à l'exception d'une mince couche de privilégiés, qui ne sont plus la nation. Ce changement, Maurice Thorez a réaffirmé la volonté du Parti communiste de le promouvoir en appuyant toute politique qui tiendrait compte des grandes nécessités nationales en politique extérieure et intérieure :

1. En politique extérieure, le refus de ratifier les accords de Bonn et de Paris, l'application d'un « cessez-le-feu » en Indochine, l'organisation de la sécurité collective en Europe et le règlement des différends entre les grandes puissances par voie de négociation.

2. La satisfaction des revendications économiques pressantes de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

3. La défense effective des libertés démocratiques.

Le Congrès a confirmé que les communistes sont toujours prêts à soutenir, au Parlement et dans le pays, tout pas en avant effectif, toute disposition conforme à l'intérêt de la classe ouvrière, à l'intérêt du peuple, à l'intérêt de la paix.

Ainsi se vérifie, sur le plan de l'actualité politique, ce que nous avons vérifié sur le plan de l'histoire et de la théorie et qui fait l'unité de ce grand discours :

L'union indissoluble des intérêts de la classe ouvrière et de ceux de la nation.

NOTE A NOS ABONNES

Chaque année, à cette même époque, plus de la moitié de nos abonnés reçoivent leur dernier numéro. Disposant d'un délai de quatre mois avant la publication du numéro suivant, notre service d'abonnements pouvait sans difficulté, malgré la réduction de notre personnel en période de vacances, recevoir et remettre en service tous les renouvellements d'abonnements, sans interruption préjudiciable à l'abonné.

Cette année ce délai, sera réduit de moitié, puisqu'au lieu du numéro double habituel, nous publions ce numéro 56 de *la Pensée* pour les mois Juillet-Août. Rappelons que nous publierons, au début de Septembre, un numéro très important entièrement consacré à notre Colloque sur Lénine philosophe et savant.

Tenant compte de ces dispositions et persuadés que nos abonnés tiendront à recevoir dès sa publication ce numéro particulièrement intéressant, nous prions ceux d'entre eux dont le présent numéro porte sur l'étiquette d'expédition la mention « *Votre abonnement se termine avec ce numéro* » ou « *Votre abonnement se terminera avec le prochain numéro* », de bien vouloir nous adresser leur réabonnement dans les prochaines semaines.

Nous rappelons à nos abonnés qu'à la suite de la publication d'un numéro supplémentaire de *la Pensée* dans le cours de leur abonnement — le nº 51 de Novembre 1953 — la durée de leur abonnement s'est trouvée normalement abrégée de deux mois, l'abonnement « annuel » comprenant six numéros.

CHRONIQUE MUSICALE

par Marc SORIANO

Dans ce numéro de notre revue où une très large place a déjà été faite aux discussions théoriques sur la musique, je ne puis parler que très brièvement des événements musicaux de ces derniers mois. Aussi bien, dans une revue comme *la Pensée,* je me propose surtout de dégager, à partir de l'actualité, un certain nombre de questions plus générales en rapport avec nos préoccupations.



Sur le plan du théâtre lyrique, il faut insister sur l'importance de la reprise et de la nouvelle présentation de l'*Obéron* de Weber, à l'Opéra. Elle se situe dans le cadre général d'une tentative qui se propose de rendre à l'opéra son intention première : être la synthèse de la poésie et de la musique, faire concourir tous les arts dans une expression *totale.* M. Lehmann s'est expliqué plusieurs fois là-dessus et même ces vaporisations de parfum qui envahissent la salle pendant *les Indes Galantes,* et dont on s'est beaucoup moqué, se rattachent à cette conception esthétique, qui dans son principe est tout à fait valable et qui a le mérite de restituer au théâtre lyrique son ampleur et sa signification historiques.

En ce qui concerne *Obéron,* mon compte rendu sera remplacé par deux questions auxquelles je voudrais bien que répondent ceux de nos lecteurs qui ont assisté au spectacle. Nous publierons tout ou partie de leurs lettres et un échange fructueux pourrait s'engager sur la question si importante du théâtre lyrique.

Première question : *Obéron,* est-ce un bon choix ? S'il s'agissait de rester dans le cadre du « théâtre total », pourquoi pas une œuvre de Berlioz ? Ou encore, si l'on tenait à Weber, n'était-il pas plus significatif de monter *Euryanthe* ou *le Freischütz ?* Cette fois, le choix me semble moins valable que celui des *Indes Galantes.*

Je n'oublie certes pas, en posant la question, qu'on retrouve dans le dernier opéra de Weber l'essentiel de ce qui constitue l'apport du grand musicien : choix de sujets nationaux, utilisation systématique du folklore qui s'intègre de façon vivante à l'inspiration de l'artiste et, sur le plan technique, valeur expressive donnée aux timbres, préfiguration du « leitmotiv » conçu comme élément expressif et comme facteur de l'unité de l'œuvre. Mais en 1826, Weber, obsédé par le souci de ne pas laisser sa famille dans le besoin, fait des concessions au goût du public bourgeois londonien. *Obéron* marque en ce sens un recul par rapport aux nouveautés du *Freischütz,* en particulier sur le plan de la création, si chère à l'artiste, d'un opéra national. Weber se propose d'ailleurs peu de temps avant sa mort de reprendre ou de revoir son opéra en rentrant à Dresde.

Deuxième question : les remaniements qu'on a fait subir à *Obéron* sont-ils tous valables ? Et l'élément « grand spectacle » qui est sans doute essentiel dans le cadre d'un « drame total » n'est-il pas traité pour lui-même ? Il y a là, en tout cas, un danger qu'il faut bien apercevoir.



Autre reprise intéressante, celle de *l'Opéra de Quat'sous.* Est-ce le dernier de ses avatars ? Ancienne pièce anglaise à l'origine, elle devint, dans une adaptation libre

du grand poète allemand Bert Brecht, un des plus grands succès du théâtre allemand d'avant-guerre, puis le film classique de Pabst et plus récemment un roman éblouissant de Bert Brecht. Voilà qu'elle se conforme à son titre et se présente comme « opéra ». Thiriez entoure et développe les refrains et la musique souvent bouleversante et toujours si personnelle de Kurt Weil.

Qu'on m'excuse encore cette fois de ne pas aborder le chapitre des œuvres contemporaines ; surtout que ces derniers mois en ont vu naître un certain nombre qui sont fort remarquables ; mais c'est là une critique difficile et qui suppose à mon sens plusieurs auditions, des analyses attentives et un travail d'équipe. Nous espérons consacrer une chronique à ce sujet dès que possible.

LES DISQUES

De la musique russe à la musique soviétique. Questions de style. Documents humains

Voici d'abord trois disques précieux pour la connaissance du fameux « groupe des cinq » ou plus exactement (puisque ni Glinka ni Dargomijski ne sont habituellement comptés parmi les « cinq ») des fondateurs de l'école moderne russe (Ecole Russe, I, II et III, Chant du Monde, LD-M 8055-56-70). Les extraits sont groupés dans un ordre qui, pour des raisons sans doute techniques, n'est pas chronologique ; les deux premiers disques sont consacrés à des ballets et des poèmes symphoniques, le troisième à des airs d'opéra. J'ai parlé ici même du très bel enregistrement d'*Ivan Soussanine*. Voici, encore de Glinka, un air et des danses de *Russlan et Ludmilla*, la valse fantaisie et le poème symphonique de *la Kamarinskaïa* où un air de danse aux accents typiquement russes s'associe à une mélancolique chanson populaire dans une composition savante et colorée. Dargomijski est représenté par un conte symphonique savoureux, aux rudes accents pleins d'humour et de couleurs populaires : *Baba Yaga*. De Balakirev, deux poèmes symphoniques, *Russie* et *Islamey* (ce dernier étant à l'origine, je crois bien, écrit pour le piano). De Moussorgski, deux fragments de la *Khovantchina*, dont l'édition intégrale s'impose, car il s'agit là d'un chef-d'œuvre au moins aussi grand que *Boris*. Un immense « drame musical populaire » où, pour exprimer le heurt entre la vieille Russie et l'occidentalisme, Moussorgski utilise et oppose deux sources fondamentales de la musique russe, les chants de l'église orthodoxe russe et les thèmes populaires. On devine, dans la noble simplicité de l'air de Marfa, les recherches de l'artiste pour « transformer le récitatif en mélodie ». *La Danse des Zaporogues* et l'air de Lenski, d'*Eugène Onéguine* de Tchaïkovski, et l'air de Marfa, de *la Fiancée du Tsar* de Rimsky-Korsakov, complètent ce panorama musical. On saisit sur le vif les traits essentiels de ce renouveau qui, comme l'écrivait Combarieu, « a constitué un des principaux courants artistiques du siècle pour ...aboutir aux formes les plus hardies de l'esthétique d'avant-garde »... et qui « a mis fin à l'hégémonie musicale du monde germanique... » Ces traits, schématiquement, sont : la fidélité aux sources populaires profondément comprises et assimilées, une culture d'une grande ampleur qui fait siens les progrès du langage musical sans jamais sacrifier la spontanéité de l'inspiration, le lyrisme, qui sait passer de la grandeur à l'humour. Melik-Pachaiev, Gaouk, Ivanov, Golovanov, etc. dirigent tour à tour l'orchestre du grand théâtre de Moscou, l'orchestre national et celui de la Radiodiffusion nationale de l'U.R.S.S. Solistes des grands théâtres soviétiques aux admirables voix amples et pures.

Glazounov, dont le Chant du Monde nous donne le *Concerto en la mineur* pour violon et orchestre (je reparlerai plus loin de l'interprétation de D. Oïstrakh), un extrait du ballet *Raymonda* et la *Marche sur un thème russe* Op. 76 (LD-A 8.041) représente une transition assagie entre le « groupe des cinq » et les nouvelles écoles du XXe siècle. Très direct, très romantique, très chantant, le concerto figure au répertoire de tous les grands violonistes et s'il met en valeur leur virtuosité, ce n'est certainement pas au détriment de la « musique ». Il se range dans la tradition des grands concertos qui chantent dans la mémoire du grand public, en bonne place entre ceux de Brahms, de Mendelssohn et de Tchaïkovski.

En écoutant à la suite des disques précédents les œuvres de Prokofief, Chostakovitch, Kabalevski, etc. dont je vais parler à présent, j'ai mieux mesuré à quel point les compositeurs soviétiques restent fidèles à la prestigieuse tradition créatrice de leur pays.

Etes-vous encore peu sensible à la grandeur de Serge Prokofief ? N'hésitez pas à vous introduire dans son univers avec *Pierre et le Loup*, ce petit chef-d'œuvre d'humour et de grâce. Musique pour enfants, mais l'adulte ne cesse pas d'y faire des découvertes. Ce conte, cette leçon souriante sur les instruments de l'orchestre est aussi un poème symphonique léger, lyrique, une confidence de

l'artiste sur la manière dont ses thèmes naissent, conquièrent leur ligne simple, s'entrelacent, s'inventent et se renouvellent. L'exécution de la Philharmonia Orchestra que dirige Igor Markévitch avec, comme récitant, André Reybas, est sobre et jolie (La Voix de son Maître, FMLP 1001).

La *Sonate n° 7 en si bémol* maj. pour piano. op. 83, date de 1943. Un Prix Staline lui fut décerné. Prokofief revient à un mode d'expression qui lui est cher, mais en élargissant le genre de la sonate pour piano seul au delà même des dimensions des dernières sonates de Beethoven. Le lyrisme intimiste s'élargit aux dimensions épiques de *Guerre et Paix*, le grand opéra qu'il vient de composer d'après le roman de Tolstoï. Le premier mouvement fait alterner l'invention et la verve mordante d'une marche violente et barbare et une mélodie d'une grande pureté. Au second, une admirable mélodie qui rappelle le thème apaisé de la berceuse dans *La garde de la Paix*. Le dernier morceau est une étourdissante toccata mouvement perpétuel. Horowitz y est étonnant de précision et de verve (La Voix de son Maître, FALP 230).

La *Sonate* n° 1, op. 80, pour violon et piano (CDM, LD-A-80-78, avec D. Oïstrakh et Oborine) date de 1946. L'auteur y songe dès 1934, puis en 1939. C'est une véritable somme. Les thèmes lyriques qui l'apparentent au 2e Concerto pour violon se lient aux thèmes épiques contemporains de la cantate *Alexandre Nevski*. Dans le second mouvement sans doute encore quelques recherches heurtées qui relèvent d'un « primitivisme », mais ce n'est là qu'une technique qui permet de faire mieux ressortir la délicieuse simplicité des thèmes mélodiques. Le violon est manifestement choisi pour l'ampleur de ses possibilités qui sont utilisées au maximum. La fantaisie et la verve rappellent, surtout dans le 1er et le 3e mouvements, la sonate pour piano et violon de Debussy, mais ici tout est clair et apaisé, ou se résout en mélodies heureuses. L'interprétation, qui est digne de l'œuvre, fait de ce disque un des plus émouvants que l'on puisse entendre et réentendre.

La *Cinquième symphonie* de Chostakovitch [1] date de 1937. Elle est beethovenienne, non seulement par l'intention de l'auteur qui veut figurer la lutte de l'homme et du « Destin », mais par l'ampleur, la gravité du ton, l'utilisation des timbres. Explicitement, l'artiste a voulu peindre « l'affirmation de la personnalité » et l'échec de l'individualisme. Mais rien d'abstrait dans cette « musique à programme » psychologique. Ce drame est traité dans une langue claire, puissante, créatrice. Les 1er et 3e mouvements ont la tension dramatique de la 4e symphonie de Tchaïkovski, mais avec une richesse de formes absolument nouvelles. Les 2e et 4e mouvements sont vertigineux d'invention et de bonheur. L'enregistrement de l'Orchestre symphonique de Vienne sous la direction de Jascha Horenstein est vraiment éblouissante de force et d'intelligence (Pathé-Vox, PL-7610).

Il faut à mon avis réserver une attention particulière à deux œuvres de jeunes compositeurs soviétiques inconnus en France, la *Ballade héroïque* de Arno Babadjanian et les *Esquisses subcarpathiques* de Vadim Gomoliaka (CdM, LDX-M 8072). Œuvres savantes qui supposent l'assimilation de l'apport classique, mais aussi celui de Prokofief, Khatchatourian et Chostakovitch. Mais ici la science est le point de départ d'un nouveau naturel. Plus de recherches parfois laborieuses. C'est tout naturellement que la mélodie populaire et le tour national se rencontrent avec la science et l'inspiration. Dans la *Ballade*, on admirera la maîtrise dans l'utilisation du piano soliste et le « mariage » du piano et de l'orchestre. Dans les *Esquisses*, l'utilisation d'un splendide motif du cor comme lien entre les parties de la suite. Le « programme » qui inspire ces deux jeunes compositeurs également doués, c'est l'histoire de leur nation, l'Arménie pour l'un, l'Ukraine pour l'autre. Passé ténébreux du servage, luttes et travaux populaires, et à présent, la construction de l'avenir dans le cadre de l'Etat multinational socialiste.

Il est extrêmement difficile de dégager les caractéristiques communes d'artistes aussi différents, de chercher à définir le « style » qui se fait jour par exemple dans les œuvres dont nous venons de parler. Pourtant, comme cela s'est produit au XIXe siècle pour le « groupe des cinq », chacun de ces compositeurs se reconnaît dès les premières mesures, non seulement à cause de son génie propre qui le distingue de tout autre créateur, mais encore comme participant à une esthétique commune, qui le fait appartenir à sa tradition, à sa nation, à son peuple. Il y a, bien sûr, le culte de la mélodie populaire et ces tournures mélodiques spécifiquement russes qui se retrouvent chez tous. Mais on ne peut pas dire que dans le cas de la sonate n° 7 de Prokofief et dans la 3e (également pour le piano) de Kabalevski (La Voix de son Maître, FALP 230 Artistique) cette utilisation du folklore se fasse directement. C'est une évocation par les moyens de l'art, une reconstruction du folklore : le folklore reprend vie dans l'artiste. Ce qui explique qu'il garde sa richesse et ce tour d'improvisation. Le caractère expérimental et parfois heurté de certaines compositions a été la rançon de la couleur et de la richesse de langage qui ont caractérisé depuis le début cette tradition

1. Chostakovitch vient de recevoir le Prix Staline de la Paix.

musicale. Il se résout dès maintenant en œuvres claires et pourtant complexes, où l'invention mélodique et rythmique n'est jamais développée pour elle-même et sert à exprimer des sentiments avec lesquels il est difficile de ne pas communier, tant sont grandes leur force et leur sincérité.

Ces quelques remarques éclairent un peu, pour moi, ce qu'il y a de vraiment exceptionnel dans les interprétations des artistes soviétiques que nous avons entendus ces derniers mois à Paris et dont le Chant du Monde nous présente divers enregistrements. En particulier David Oïstrakh, qui en plus du Concerto de Glazounov et de la sonate pour piano et violon (avec Lev Oborine) joue (CdM, LD-A-8077) la Sonate à Kreutzer de Beethoven et, dans un « longue-durée récital » (CdM, LD-M-8075) la Sonate en ré majeur de Leclair, la Sonate nº 3 op. 27 d'Eugène Isaye, deux pièces de Khatchatourian et une Valse Scherzo op. 34 de Tchaïkovski. Les critiques ont rivalisé de superlatifs, et ce n'est que justice. Le « style » de ces interprétations est aussi, bien entendu, plein d'enseignements sur le plan technique. Mais c'est encore d'autre chose que je veux parler. D'abord du choix des œuvres. Il est significatif qu'Oïstrakh tienne à jouer des œuvres comme la sonate de Leclair qui, reprise rarement, n'en reste pas moins une étape importante de notre littérature violonistique et les sonates d'Isaye (même remarque au sujet de son fils, le prestigieux violoniste Igor Oïstrakh, qui joue un concerto de Viotti) qu'on n'entend jamais et qui pourtant sont d'admirables exercices de style, qui ont éduqué des générations de virtuoses, en France et en Belgique en particulier.

Autre caractéristique : une culture musicale qui permet à l'artiste d'affronter des œuvres aussi différentes que celles de Leclair, Beethoven, Prokofief avec un style toujours adapté, à la fois fidèle historiquement (mais sans pédanterie) et moderne, car l'artiste sait dégager dans l'œuvre ce qui est réellement important et durable. C'est particulièrement net dans la Sonate à Kreutzer [1]. De très grands virtuoses la jouent en mettant l'accent sur son côté « brillant » et c'est à qui, du pianiste ou du violoniste, se fera le plus valoir, à qui jouera le plus « monstre sacré ». Rien de tel dans la sage et pourtant brûlante version Oïstrakh-Oborine. C'est le conflit entre les deux instruments que dégagent les deux artistes et c'est en fonction de ce conflit, de ce sens qu'est traitée la virtuosité. Il est évidemment facile de comparer des artistes sur des enregistrements d'âge et donc de qualité technique différents, mais cette sonate à Kreutzer, admirablement gravée par le Chant du Monde, est la seule que l'on puisse comparer à celle, très ancienne, de Thibaud et Cortot. Et ce n'est sans doute pas un hasard. Une parenté réelle lie notre école française de violon et de piano, si brillante, à l'école soviétique qui, à l'heure actuelle — est-il besoin de l'ajouter ? — bénéficie d'une situation matérielle et de possibilités qui manquent à la nôtre.

Lettres de la Maison de la Mort. La voix de Paul Eluard.

Deux disques hors série et profondément émouvants.

Berthe Bovy et Julien Berthaut lisent quelques-unes de ces lettres où l'amour de l'homme et de la femme, l'amour de l'enfance passent par l'amour de l'humanité. La sobriété et la justesse du ton des deux artistes nous font revivre cette tragédie qui n'a pas fini de bouleverser.

Cinq poèmes écrits entre 1942 et 1952 (*Courage, Aujourd'hui, Liberté, L'amour, la mort, la vie, Dominique aujourd'hui présente*) [2], où se retrouvent les principaux thèmes du lyrisme d'Eluard : la colère contre l'envahisseur et l'amour du peuple travailleur, l'amour d'un être aimé non « *contre* », mais « *avec* » et « *pour* » le monde. Le poète les récite avec cette voix grave et simple, dense et profonde qui rend leur sens humain aux mots les plus usuels (Chant du Monde, LD-M-6003 et LDY-M-6000).

---

1 et 2. Ces disques ont été couronnés par le Grand Prix du Disque 1954.

DOCUMENTS

I

UN OUTRAGE AUX MORTS DE LA RÉSISTANCE

Nous avons déjà signalé le scandaleux refus du gouvernement français d'accorder à la mémoire de Georges Politzer et de sa femme la qualité de combattants de la Résistance [1]. *Nous publions ci-dessous le texte de la protestation que l'Union française universitaire envoie à ses adhérents pour susciter parmi tous les membres du corps enseignant un mouvement capable de faire cesser les manœuvres indignes de la Commission nationale des déportés et internés de la Résistance.*

LES Français, membres du corps enseignant, qui pendant l'occupation, de 1940 à 1944, ont participé à la lutte antihitlérienne, s'émeuvent aujourd'hui de certaines mesures inadmissibles de discrimination qui tendent à briser l'unité de la Résistance et à séparer ceux qui, pendant cinq ans, ont lutté coude à coude pour la libération de la France.

Les autorités d'occupation et le gouvernement de Vichy avaient établi trois catégories parmi les Français qu'ils arrêtaient : les premiers étaient des Israélites, arrêtés pour appartenance à une race condamnée ; les seconds avaient été faits prisonniers, un peu au hasard, dans des rafles, ou arrêtés sous des prétextes politiques, comme appartenant à des partis opposés au nazisme et au régime de Vichy ; les troisièmes avaient, sous une forme ou sous une autre, participé à une lutte active contre l'occupant nazi. Dans les trois cas, des hommes et des femmes furent fusillés ou déportés.

Après la Libération, des mesures furent prises par les gouvernements français pour établir le Statut des « anciens combattants et victimes de la guerre », selon le titre même du ministère constitué à cet effet (Loi du 6 août 1946). Les deux premières catégories furent confondues en tant que « victimes de la guerre » et eurent droit à des pensions civiles ; la troisième catégorie, constituée par les « anciens combattants », avait droit à des pensions militaires. L'article 11 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 énumère les « actes qualifiés de résistance à l'ennemi à condition qu'ils aient été accomplis à dater du 16 juin 1940 », qui doivent donner droit au titre « d'Interné résistant », et par conséquent à la pension militaire. On y trouve, à côté de la participation armée à la Résistance et de l'appartenance aux Forces françaises combattantes (F.F.C.) et aux Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.), le fait d'appartenir à la Résistance intérieure française (R.I.F.) et « tout acte, même isolé, d'action contre l'ennemi et qui consiste en : *a*) la rédaction, l'impression, le transport ou la distribution de tracts ou journaux clandestins établis par une organisation reconnue » (suivent 8 autres conditions considérées comme qualifiant les actes de Résistance). Une Commission nationale des Déportés et Internés de la Résistance, après avis de Commissions départementales, fut chargée de décider de l'attribution du titre d'interné résistant (c'est-à-dire ancien combattant de la Résistance), tandis qu'une Commission natio-

---

1. Voir *la Pensée*, n° 54 (mars-avril 1954), p. 7. Voir aussi, dans le présent numéro, le discours de Pierre Villon, pp. 89 à 91.

nale des Déportés et Internés politiques décidait l'attribution du titre d'interné politique (c'est-à-dire victime de la guerre, sans participation effective à la Résistance).

Ce sont les décisions prises par cette Commission qui soulèvent aujourd'hui notre indignation. Il semble en effet que dans de multiples cas le titre d' « interné résistant » ait été refusé à des hommes dont l'activité au service de la Résistance ne peut être mise en doute. Ce refus est rendu facile par les textes législatifs qui exigent, pour que la carte d' « interné résistant » soit attribuée, que la preuve soit faite d'un lien de cause à effet entre l'arrestation et l'activité résistante. Il est clair que ce lien peut toujours être mis en doute, même dans les cas les plus évidents. C'est ainsi qu'un de nos collègues, instituteur parisien, ayant été arrêté alors qu'il portait des tracts et journaux clandestins, et déporté ensuite, la carte d'interné résistant lui a été refusée sous le prétexte que rien ne prouve que cette activité de résistance, qui n'est cependant pas contestée, ait été la cause de son arrestation.

La même réponse négative a été donnée, sous le même prétexte, à un autre de nos collègues, professeur agrégé de mathématiques à Paris, arrêté et déporté alors qu'il venait, en février 1942, d'assumer la direction du journal clandestin *l'Université libre,* après l'arrestation et l'exécution de ses premiers directeurs.

Dans ces deux cas, il s'agit de membres du parti communiste, et il semble que les décisions de la Commission nationale des Déportés et Internés soient particulièrement dirigées contre les membres de ce parti. Mais des refus semblables ont été opposés à des hommes d'une tout autre orientation politique, notamment à des officiers d'active et de réserve, qui n'ont reçu aussi que la carte d'interné politique. Il semble donc s'agir, de la part des membres de la Commission nationale, de la volonté de réserver la qualité de résistant aux membres de certains partis politiques, à l'exclusion de tous les autres.

La preuve la plus éclatante de ce parti-pris scandaleux a été donné au début de cette année. Au nom de Michel Politzer, fils de Georges et de Maïe Politzer, sa grand'mère madame Larcade, tutrice légale de l'enfant mineur, avait demandé l'attribution du titre d'internés résistants à Georges Politzer, fusillé au Mont-Valérien le 23 mai 1942, et à sa femme Maïe, morte en déportation le 6 mars 1943 au camp d'Auschwitz. Le 25 janvier 1954, madame Larcade était avisée que, après avis de la Commission nationale des Déportés et Internés de la Résistance, et de celle des Déportés et Internés politiques, le ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre refusait les cartes d'internés résistants, à titre posthume, à Georges et Maïe Politzer, et leur accordait seulement des cartes d'internés politiques. Les refus du titre d'interné résistant à Georges Politzer, déclaré « décédé à Suresnes », et à Maïe Politzer, « décédée à Auschwitz », sont rédigés selon la même formule : « Il résulte du dossier que l'intéressé ne remplit pas les conditions exigées par les dispositions combinées des articles R. 286 et R. 287 du Code des Pensions. »

Ainsi, ces deux héros de la Résistance sont aujourd'hui considérés par le ministre des Anciens Combattants comme simples victimes de la guerre, assimilés à tant de malheureux arrêtés par les Allemands au hasard d'une rafle ! Faut-il rappeler l'admirable action de Georges Politzer, professeur agrégé de philosophie au Lycée de Saint-Maur : le 6 juin 1940, il présente au gouvernement, au nom du parti communiste français, des propositions pour la lutte armée du peuple contre l'envahisseur ; dès l'automne de 1940, il rédige, avec Jacques Solomon et Jacques Decour, le journal clandestin *l'Université libre* et fonde le Front national universitaire ; il dirige la rédaction de la revue clandestine *la Pensée libre ;* il publie clandestinement le pamphlet *Sang et Or* contre le racisme nazi et son théoricien Rosenberg ; il est arrêté le 17 février 1942, avant que paraisse le premier numéro du journal clandestin *Les Lettres françaises* qu'il a préparé avec Jacques Decour et les écrivains groupés dans le Front

national des écrivains. Et nul ne peut oublier son attitude sous les coups de la Gestapo, les mots historiques de ses interrogatoires, et son courage devant la mort.

Cette activité d'héroïque militant de la Résistance a été reconnue par tous ceux qui ont eu l'honneur de le connaître : aussi bien ses anciens collègues du lycée Marcelin-Berthelot, où une salle de classe porte son nom et où chaque année une cérémonie commémorative a lieu le 23 mai, que les habitants de la ville d'Arcueil où il habitait, qui ont donné à leur centre médico-social le nom de Maïe Politzer, et dont le Conseil Municipal a voté, le 21 avril dernier, à l'unanimité des 21 membres présents, de toutes opinions politiques, une motion de protestation : « Le Conseil Municipal d'Arcueil, à l'unanimité, demande de la façon la plus énergique que le gouvernement revienne sur sa décision et que la mémoire de Georges Politzer et de Maïe Politzer soit honorée du titre auquel leur donnent droit leur héroïsme et leur martyre, dans la lutte qu'ils ont menée pour la libération de la France. »

Mais il y a plus : la participation de Politzer et de sa femme à la Résistance a été officiellement reconnue. *Le Journal officiel* du 12 décembre 1950 a porté en effet l'homologation au titre de capitaine de Georges Politzer, « mort pour la France le 23 mai 1942 — date prise de rang : 14 février 1942 — », et l'homologation au grade de sous-lieutenant de « Madame Politzer Marie, morte pour la France le 6 mars 1943 — date prise de rang : 14 février 1942 ».

Un autre numéro, celui du 30 septembre 1945, avait publié le décret du 22 septembre 1945 qui décerne à titre posthume la médaille de la Résistance française à Georges Politzer.

Ainsi, tandis que le gouvernement français, en 1945 et en 1950, glorifiait la mémoire de Politzer et de sa femme, un autre gouvernement français, en janvier 1954, prétendait ternir cette gloire et effacer leurs noms de l'histoire de la Résistance nationale ! C'est une scandaleuse atteinte à l'honneur de l'Université française.

Il faut que dans nos facultés, nos lycées, nos collèges, nos écoles, tous ceux qui se souviennent de la Résistance universitaire se joignent à nous pour réclamer du gouvernement qu'il répare l'injure faite à leur mémoire, comme les atteintes portées à tous ceux de nos collègues à qui est aujourd'hui refusé injustement le titre d'interné résistant. Nous n'admettons pas qu'à la faveur d'un texte de loi obscur et insidieux certains tentent aujourd'hui de séparer et d'opposer ceux qui, de 1940 à 1944, se sont élevés au-dessus de toutes les divergences politiques ou religieuses et se sont unis pour la Libération de la France.

P.-S. — Pour constituer un dossier complet des injustices commises, nous demandons à tous les membres de l'Université qui auraient été l'objet de discriminations semblables de nous fournir les documents nécessaires. S'adresser à l'Union française universitaire, 2, rue de l'Elysée, Paris (8[e]).



Le document qu'on vient de lire est actuellement soumis à la signature des membres du Comité clandestin du Front national universitaire ; nous sommes sûrs qu'il recueillera l'adhésion de tous les universitaires qui se trouvaient, il y a dix ans, unis dans la Résistance, et qui gardent tous aujourd'hui la volonté de défendre le même idéal d'indépendance nationale. — R. M.

II

UN PACIFISTE CHRÉTIEN EN ALGÉRIE

*Nous croyons utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs un document publié par une organisation chrétienne, l'*Internationale des Résistants à la Guerre (War Resisters' International), *dans son « Bulletin de nouvelles » n° 65, daté du 18 mars 1954. Il s'agit d'un article écrit par M. Günter Köpf, qui était, jusqu'en novembre 1953, président à Ulm d'un groupe de la section allemande de cette organisation pacifiste et partit à cette date travailler en Algérie avec le Service civil international (S.C.I.). Nous reproduisons intégralement cet article, daté du 12 décembre 1953 (nous avons seulement remis en un français plus correct quelques formules, sans en altérer aucunement le sens).*

Il est clair que l'idéal du pacifisme chrétien qui inspire ce texte est fort éloigné de notre rationalisme marxiste, mais nous en tirons deux conclusions importantes : d'une part un témoignage émouvant sur la misère de la population nord-africaine, qui vient s'ajouter aux importants articles que nous publions plus haut sur les problèmes du colonialisme ; d'autre part la dénonciation sincère et lucide de l'hypocrisie par laquelle l'impérialisme se couvre du voile de la religion chrétienne. Quant à croire qu'il suffirait aux « Occidentaux » de « se tourner vers Jésus-Christ » pour que disparaissent les problèmes sociaux, nous laissons à M. Günter Köpf la responsabilité de son hypothèse. — R. Maublanc

Ayant travaillé dans des chantiers du S.C.I. en Allemagne et en France, je suis, depuis début novembre, dans le chantier à une quinzaine de kilomètres d'Alger. J'ai été profondément choqué par les conditions que j'y ai trouvées ; des huttes construites de bidons rouillés et de vieilles boîtes, les gens en haillons et un nombre considérable d'enfants sales. La pauvreté, la misère, une odeur indescriptible ; rien pour subvenir aux besoins de l'esprit général désespéré, et le premier soir de mon arrivée, mon seul désir était de m'endormir pour chasser ces impressions.

Le lendemain matin, je suis descendu au puits du village pour y prendre de l'eau. Le village tout entier y puise son eau, car dans les huttes il n'y a rien — ni eau, ni cabinets d'aisance, ni électricité —, aucune des commodités qu'on accepte comme normales en Europe. On fait la cuisine sur des réchauds à pétrole ou sur un feu ouvert construit de pierres.

Après quelques jours j'ai donné un coup d'œil sur l'intérieur d'une des huttes. Bien entendu, aucune fenêtre (le verre est trop coûteux), mais dans quelques huttes il y a un trou dans le mur. Pour la plupart on laisse les portes ouvertes. Beaucoup de familles sont logées dans une seule pièce de 4 à 6 mètres carrés, et il peut y avoir jusqu'à dix personnes dans une famille. Sous ces conditions terribles la maladie règne.

Les habitants viennent de l'intérieur du pays, et s'ils ont la chance de trouver du travail, ne reçoivent qu'une maigre pitance. Toute la terre est aux grands propriétaires et il n'y a aucun lotissement. La faim pour la terre dans ce grand continent d'Afrique est gigantesque. Les gens sont attirés vers la ville dans l'espoir d'y trouver du travail dans les usines ; presque tous sont déçus, ne veulent plus rentrer chez eux, et campent aux alentours des villes, y construisent ces baraques et y végètent pendant des semaines, des mois, des années — toujours dans l'espoir de trouver du travail dans la ville.

Ce sont les enfants qui méritent la plus grande sympathie. Ils errent çà et là

dans leurs haillons sales et cherchent toujours quelque chose — du bois pour le feu ou pour réparer un trou dans la hutte, ou quelque chose à manger dans les poubelles puantes. Même les tout petits doivent lutter pour l'existence. Ils n'ont point de jouet ; la seule chose qu'ils savent, c'est qu'ils ont toujours faim. Il n'y a pas d'école — rien que l'école de fortune érigée par le S.C.I.

Notre tâche ici est vaste. Nous essayons de réparer les pires huttes qui appartiennent aux familles les plus pauvres. Nous construisons des marches dans certaines rues en pente raide, car par un temps pluvieux elles deviennent impraticables. Nous faisons des meubles pour notre école en utilisant de vieilles boîtes. Nous donnons les premiers soins aux blessés. Il faut être partout et pouvoir tout faire. Le pire aspect est que nos fonds sont limités et que nous ne pouvons aider là où nous voudrions le faire. Le groupe algérien du S.C.I. se maintient par les souscriptions de ses quelques membres. Ce n'est que trop fréquemment que notre secrétaire doit expédier des lettres pour mendier, pour nous permettre de continuer encore quelques semaines ; les braves gens ici (Européens et indigènes) font tout ce qu'ils peuvent. De temps en temps nous recevons des vieux vêtements et toute sorte de bric-à-brac qui ne peut plus servir selon le standard européen. Les boîtes sont défaites et les clous redressés. Nous pouvons utiliser tout ce qui est vieux — c'est pour nous de la matière première de premier ordre.

Les enfants attendent pendant que nous travaillons sur nos boîtes en bois, espérant trouver une poignée de clous usés, du bois qui ne sert plus, des copeaux. Et lorsque nous mangeons devant la tente, les voilà de nouveau — et il faut voir la façon dont leurs yeux suivent chaque bouchée.

Le soir, nous sommes moins fatigués par le travail qu'éreintés par la détresse que nous avons vue ; trop fatigués pour lire, nous n'avons qu'un seul désir — celui de dormir pour tout oublier. Mais même dans le sommeil on voit toujours les yeux des enfants, les maigres mains tendues. La misère terrible des enfants crie au ciel — un témoignage contre l'Europe, contre l'Ouest « chrétien » qui gaspille son argent pour des bombes, des canons, des sous-marins.

Nous sommes trois à travailler ici — un Suisse, un Français et moi-même. Il y a aussi une Belge qui, depuis deux ans, instruit les filles dans l'école malgré les plus grandes difficultés. L'école, ce n'est qu'un grand tonneau en fer cannelé haut de deux ou trois mètres, deux fenêtres derrière, une porte devant et une cloison au milieu. Quand le soleil brille, il fait terriblement chaud. Les meubles sont cloués grossièrement. Il n'y a point de punition corporelle dans notre école ; la seule punition pour l'enfant méchant est de l'expulser de la classe ; il s'assied des heures à la porte en attendant la permission de rentrer. Tous, ils veulent apprendre quelque chose — à lire, à écrire ou à calculer, et la soif pour la connaissance est grande parmi les enfants et les adultes.

Une fille de l'équipe, une Française, a commencé des cours le soir pour les jeunes hommes ; d'abord il y avait 6 élèves, mais bientôt l'assistance s'éleva jusqu'à 60. Dès midi ils attendaient à la porte de l'école pour pouvoir y entrer le soir. Heureusement nous avons pu aménager une autre salle, de sorte que garçons et filles peuvent tous recevoir des leçons.

Il y a aussi une infirmière ici pour soigner les malades. A l'origine cette infirmerie appartenait au S.C.I., mais la communauté en accepte actuellement la responsabilité, car le S.C.I. n'avait plus assez de fonds pour la maintenir.

Je ne cesse de m'émerveiller devant nos deux éducateurs et l'infirmière qui continuent leur travail dans les conditions les plus difficiles et pour une maigre pitance, pendant des semaines, des mois, des années. Ils conquièrent les cœurs des hommes et reçoivent bien des sourires reconnaissants — et ceux-ci sont d'une plus grande valeur que tous les honneurs accordés par tous les pays du monde. Lorsque

nous parlons aux indigènes de notre travail, leur disant que nous sommes des volontaires ne recevant que la nourriture, ils secouent la tête, ne pouvant nous croire.

Ils ne peuvent croire que des Européens puissent montrer tant d'humanité ; ils ne connaissent les Européens que comme grands propriétaires qui ne paient pas assez de salaire, comme patrons d'usines, commerçants, capitalistes.

Ce sont des intrus qui leur ont volé la terre et veulent leur imposer une nouvelle religion. Ce Dieu d'amour, offert par les Européens, n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Ils connaissent les Européens à travers de nombreuses guerres cruelles, comme des hommes cruels qui ne fléchissent pas. Mais ils ne peuvent croire que nous travaillons ici sans paiement et devons payer même nos frais de voyage.

Il est difficile de se mettre en rapport avec les gens, mais de temps en temps on se rend compte que la lutte du S.C.I. ici porte des fruits. Notre travail est minime en comparaison de la montagne de besoins qui menace toute l'Europe comme une soute aux poudres. On voit dessinés sur les murs des marteaux et des faucilles en quantité. Quelle réponse l'Europe possède-t-elle à tout ce nationalisme croissant des peuples coloniaux et au bolchévisme ? Peut-être de nouvelles méthodes pour le carnage en masse ? Lorsque cette force dynamique, cette rage, supprimée depuis des décades, seront déclanchées, rien ne les arrêtera.

Qu'est-ce que l'Ouest « chrétien » a fait jusqu'ici de son riche héritage de progrès, de technologie, de science, d'hygiène, etc. ? Il a fait des guerres, il détruit, il tue et il vole en gros. Qu'est-ce que le Chrétien répondra quand on lui demande des nouvelles de ses frères et sœurs qui sont dans la misère et la disette par sa faute ? Depuis longtemps cet Ouest n'est plus chrétien, il a perdu sa foi en Jésus-Christ. Il a créé ses propres idoles — l'Etat, l'argent, le pays, le drapeau, l'honneur, etc. L'enseignement de Jésus-Christ est changé pour devenir l'autorisation du meurtre en masse, de la destruction organisée par l'Etat, une assurance de vie « dans le cas où... », un réconfort religieux pour les riches, une tradition vide et morte.

Et parce qu'il a quitté Dieu, à cause de son manque d'amour et de son enthousiasme pour la destruction, à cause de son fardeau de péché et en face du jugement de Dieu, l'Ouest tourne sa face vers l'Est, fou de peur, vers le bolchévisme — cet enfant de l'Europe, ce fruit de l'Ouest « chrétien ». Et au lieu de combattre le Communisme dans les territoires coloniaux et dans les régions sous-développées par une action sociale — avec l'alimentation, le vêtement, la maison, etc., — l'Europe ne connaît pas aujourd'hui de meilleure méthode que le réarmement total, la Communauté Européenne de Défense, le meurtre, la destruction.

Et au lieu de se repentir et de se tourner vers Jésus-Christ, les pays de l'Ouest prient leur dieu, l'Etat, lui obéissent sans condition, parce que ce dieu, l'Etat, porte le masque chrétien et que les Chrétiens ne voient pas le diable qui se cache derrière. Et ils n'entendent pas les cris de leurs frères maltraités et ne comprennent pas que demain ces cris deviendront des cris de guerre — sous le Drapeau Rouge.

LES REVUES

REVISTA DE GUATEMALA — SAKER-TI

Ce compte rendu a été écrit avant que fût déclenchée la criminelle agression, préparée et stipendiée par les Etats-Unis, contre le régime démocratique du Guatémala. L'émotion qu'elle a suscitée à travers le monde, la sympathie agissante que tous les démocrates d'Amérique latine, et spécialement les étudiants, ont témoignée au Guatémala, montrent la conscience de plus en plus nette que les honnêtes gens prennent, dans tous les pays, de la mégalomanie stupide de l'impérialisme américain, dont les succès ne pourront plus être que provisoires. — R. M.

Depuis quelque temps le nom du Guatémala, ce petit pays de l'Amérique centrale, commence d'être connu sur le plan international. Le Guatémala a été l'objet des foudres de M. Foster Dulles pendant la récente Conférence interaméricaine de Caracas, supportant la trop dangereuse accusation de « communisme ». Les raisons ? Le Guatémala a la prétention de se donner démocratiquement un gouvernement qui, soucieux de la souveraineté politique et de l'indépendance économique du pays, limite la toute puissante domination de l' « United Fruit Company ». Le gouvernement du Guatémala donne la terre aux paysans et jette les bases d'une industrie nationale. Le 20 février 1954, plus de 900.000 hectares, qui n'étaient pas cultivés, avaient été déjà expropriés, dont 154.000 qui appartenaient à l' « United Fruit Company ». Le peuple du Guatémala est en train de retrouver, avec sa terre et son indépendance économique, les voies d'un épanouissement culturel, les raisons d'être d'une culture nationale et populaire.

C'est pour cela que les dernières publications qui nous arrivent du Guatémala ont la valeur très particulière d'exprimer la voix d'un peuple qui ne se plie pas à l'impérialisme, qui résiste à l' « américanisation » de la culture prônée par M. Milton Eisenhower dans son fameux rapport sur l'Amérique latine.

★

La *Revista de Guatemala* nous présente le n° 6 de sa seconde série. C'est un volume de 265 pages qui rend compte des problèmes concernant non seulement la culture guatémaltèque, mais aussi cette vaste communauté culturelle de l'Amérique latine et de l'Espagne. On peut dire sans crainte que *Revista de Guatemala* est une riposte réussie aux essais bâtards sur « l'hispanité », à la mode chez les franquistes. Dans ce numéro l'Espagne est présente partout ; dans l'admirable essai de Rafael Alberti sur « Picasso et le peuple espagnol », comme dans l'émouvant reportage sur l'Espagne martyre de nos jours de l'écrivain guatémaltèque Juarez Toledo. A côté de l'Espagne authentique, l'Amérique latine authentique et ses meilleures traditions ; le cubain Juan Marinello écrit une étude très complète sur José Marti. Il replace dans son époque la personnalité de Marti, protagoniste de la tâche historique de ce temps-là : la lutte pour l'indépendance contre la monarchie espagnole. Et Marinello ajoute que la tradition de cette lutte de Marti est prolongée aujourd'hui par la lutte contre l'impérialisme des Etats-Unis.

D'autres travaux importants sur la littérature, la sociologie, ainsi qu'un très intéressant répertoire bibliographique, font de ce numéro de *Revista de Guatemala* un document d'exceptionnel intérêt. Soulignons que l'économie occupe une place d'honneur avec une étude du professeur Rafael De Buen sur « La situation économique dans les pays capitalistes ». Enfin, la France, dont la création culturelle progressiste est suivie dans les milieux guatémaltèques avec une véritable passion, possède aussi sa place : l'article d'Aragon

au lendemain de la mort de Paul Eluard est ainsi porté à la connaissance des lecteurs de langue espagnole.

★

Ce qui est remarquable dans l'effort culturel du Guatémala actuel, c'est que ses intellectuels n'entendent pas se cantonner dans une fausse « haute culture ». A côté de cette *Revista de Guatemala* de grande tenue et d'une portée continentale, nous lisons le nº 4 de la revue mensuelle *Saker-Ti*, publiée par l'association du même nom qui groupe les jeunes artistes et écrivains. *Saker-Ti* est une revue de masse, fidèle expression du nouveau courant culturel du Guatémala. Le travail de Huberto Alvarado, « Pour un art national, démocratique et réaliste », est un témoignage des nouvelles perspectives intellectuelles que la lutte pour la révolution antiféodale et antiimpérialiste ouvre devant le peuple du Guatémala. Un conte de Otto Raul Gonzalez et plusieurs gravures sur des sujets concernant la réforme agraire, ainsi que des poèmes qui chantent la lutte pour la paix et les travaux pour l'indépendance économique du pays, sont un exemple indéniable des nouvelles sources de création qu'ont trouvées les intellectuels du Guatémala liés à leur peuple et à leur patrie. Ce récit de l'enfant paysan qui demande à « Santa Claus » (le père Noël du Guatémala) un tracteur pour labourer les terres que son père a déjà reçues, exprime mieux que dix rapports la profonde transformation des campagnes dans ce pays qui sort maintenant du régime féodal. De même ce poème, avec son rythme de chanson populaire :

Vámonos al Puerto de Santo Tomás, puerta del futuro, puerto de la paz [1].	Allons au Port de Santo Tomás, porte du futur, port de la paix.

[1]. Santo Tomás est le port national sur l'Atlantique que le gouvernement démocratique d'Arbenz fait construire pour écarter définitivement le monopole de l' « United Fruit » sur les ports du pays.

Il fait réfléchir sur ce qui se passe dans ce petit pays de l'Amérique centrale encore peu connu de nous.

On ne saurait trop recommander la lecture de ces publications à tous ceux qui se penchent non seulement sur les problèmes de l'Amérique latine, mais sur l'apport culturel des peuples semi-coloniaux qui luttent pour leur libération.

T. L.

The Marxist Quarterly (Londres)
(janvier et avril 1954)

Nous annoncions dans le numéro 53 (janvier-février 1954) de *la Pensée* la disparition de la revue *The Modern Quarterly* qui devait laisser la place à une revue nouvelle, *The Marxist Quarterly*. Depuis, deux numéros de cette publication trimestrielle ont paru, et il est peut-être prématuré de porter sur elle un jugement d'ensemble. Nous sommes toutefois déjà à même de constater une maturité idéologique plus grande, une solidité de contenu qui nous laisse l'espoir de ne plus retrouver certains égarements théoriques que nous avons eu alors le regret de devoir signaler. Un autre trait, qui est sans doute lié au précédent, est le souci de ne pas perdre le contact avec la réalité britannique immédiate. Il en résulte qu'une part plus grande semble accordée à l'étude politique au détriment, peut-être, de l'effort proprement culturel. Il s'agit là probablement d'une saine réaction, et il n'y a pas lieu de douter qu'un juste équilibre soit rapidement réalisé.

On ne peut, d'ailleurs, que se féliciter de lire sous la plume d'Emil Burns (janvier) et de R. Palme Dutt (avril) des articles qui font, de façon globale et sérieusement documentée, le point de la situation politique en Grande-Bretagne. Ils nous apportent des indications précieuses sur les caractères particuliers de la lutte dans ce pays où l'influence néfaste des dirigeants réformistes brouille les perspectives, et sur la prise de conscience grandissante des masses dans les derniers

mois. Des aperçus très concrets sur les origines, la formation et la carrière de certains leaders travaillistes nous sont, au surplus, fournis dans un article plein d'humour rédigé à partir de mémoires et d'autobiographies (R.A.P., janvier). Un des points d'appui essentiels de la démagogie travailliste a été et demeure encore la question des nationalisations. Dans un excellent exposé, qui s'élève au niveau théorique, Finlay Hart (avril) étudie le contenu de ces nationalisations effectuées en régime bourgeois et au service de la bourgeoisie. Peut-être cet article aurait-il été plus convaincant encore si le rappel de l'interpénétration des capitaux à l'époque de l'impérialisme avait aidé à comprendre avec quelle facilité la classe possédante peut abandonner à la nationalisation certains services publics moins rentables sous gestion privée — surtout dans les conditions de rachat acceptées par le gouvernement travailliste et qu'évoque judicieusement l'auteur ! Toute cette démagogie ne doit pas nous faire oublier le fait qu'un anticommunisme systématique est pratiqué par les deux partis successivement au pouvoir, que la « chasse aux sorcières » a fait des progrès, notamment dans l'enseignement (Edward Burton, avril), et qu'il est nécessaire de réaliser un front uni contre les émules britanniques de Mc Carthy.

★

La partie culturelle de la revue est plus réduite, mais son intérêt n'est pas moindre. Citons avant tout le bon travail d'Alick West (janvier) qui dégage les traits et l'idéologie de ce poète et critique à la renommée surfaite qu'est T. S. Eliot. A ce formalisme réactionnaire et décadent s'oppose le réalisme socialiste dont Margot Heinemann (avril) montre les possibilités à partir du *Premier Choc* d'André Stil, récemment traduit en anglais. Mais, et cela apparaît encore comme une faiblesse du nouveau *Quarterly*, peu de pages sont consacrées à la recherche d'une culture anglaise progressive, à part l'étude intéressante de A. L. Lloyd sur l'avenir de la chanson populaire (janvier).

Les questions scientifiques sont également abordées, et nous tenons à signaler le très utile exposé de E.H.S. Burhop (avril) sur les applications pacifiques de l'énergie atomique, qui permet au profane de s'initier sans difficulté à des données complexes. S'élevant à un niveau théorique plus élevé, J. D. Bernal (janvier) montre quelles immenses perspectives sont ouvertes en U.R.S.S. à la science, et cet article est, en somme, complété par celui de John Gollan (janvier) sur l'humanisme communiste.



Il n'en demeure pas moins que la revue ne tient pas entièrement la promesse de son nouveau titre. Nous sommes persuadés que nos amis britanniques auraient tort de sous-estimer leurs forces dans le domaine des études théoriques plus approfondies ; la qualité du travail déjà réalisé le prouve amplement. C'est cette qualité même qui nous rend exigeants à leur égard dans ce compte-rendu où, en leur souhaitant bienvenue et succès, nous leur demandons de faire plus et mieux encore.

Paul Meier

Masses and Mainstream (New-York)

(novembre 1953-mars 1954)

Le propre de cette belle revue culturelle éditée par les éléments les plus progressifs de l'intelligence américaine, c'est, malgré la dureté du combat où ils se trouvent engagés, de ne pas se contenter d'une attitude défensive. C'est non seulement d'attaquer avec vigueur et de dénoncer l'étouffant appareil physique et idéologique de Wall Street, mais aussi de faire œuvre constructive et de rendre au peuple américain la fière conscience de son passé culturel et de sa mission.

Les conditions sont pourtant dramatiques, et le maccarthysme enserre toute pensée dans un réseau de peur et d'humiliation, qu'il s'agisse de l'Université (Doxey A. Wilkerson, décembre) ou de la presse (James Aronson, mars). De gigantesques provocations sont montées, comme la fameuse affaire Alger Hiss dont A. B. Ma-

gil nous démonte (décembre) le mécanisme en un exposé instructif et convaincant. La tactique préconisée, face aux inquisiteurs maccarthystes, c'est de se servir des ressources mêmes qu'offre la Constitution de ce qui fut la grande démocratie américaine, afin de faire la démonstration publique que les méthodes fascistes sont à la fois illégales et contraires à la tradition nationale. On lira avec un particulier intérêt l'étude que consacre le grand écrivain Howard Fast au Cinquième Amendement (février). Il est réconfortant de constater que nos amis américains sont de moins en moins isolés dans leur combat, que d'autres voix s'élèvent et que l'ennemi doit parfois battre en retraite. C'est à cette mobilisation de l'intelligence américaine que nous assistons tout au long des remarquables éditoriaux de Samuel Sillen, rédacteur en chef de la revue, dont tous les articles sont d'une belle écriture et d'une grande portée.

C'est Samuel Sillen qui anime aussi, de toute sa foi clairvoyante, l'effort en vue de restituer au peuple américain son héritage culturel. Il sait camper sous nos yeux des silhouettes vivantes, et ses études, appuyées sur une solide documentation, constituent des références précieuses. Signalons celles qu'il consacre à Randolph Bourne, essayiste du début de ce siècle (décembre), et au polémiste et poète Joel Barlow, contemporain de Tom Paine (mars), dont il publie un curieux poème sur la campagne de Russie. Nous sommes, d'autre part, reconnaissants à la revue d'exhumer des écrits peu connus de grands écrivains qui viennent heureusement contrebattre certaines présentations et interprétations officielles, tel ce fragment splendide de Whitman (*Two Paths for Culture*) dont l'accent et la pensée annoncent déjà Gorki (décembre). On lira, de même, avec surprise une étourdissante et féroce fantaisie de John Reed sur le traité de Versailles (novembre). Les auteurs actuels sont aussi étudiés, et l'on appréciera le remarquable travail qu'a consacré John Howard Lawson à Eugène O'Neill (mars) : il y a là, sur la tragique solitude et sur les limites de ce grand et étrange écrivain, des jugements qui semblent durables. La littérature n'est, d'ailleurs, pas le seul domaine exploré, et Sidney Finkelstein se livre, à propos d'Aaron Copland, à de judicieux commentaires sur la crise de la musique américaine dite d' « avant-garde ».

Mais le visage culturel des Etats-Unis serait déformé si l'on ne tenait compte du considérable apport du peuple noir, allié naturel des travailleurs blancs dans la lutte pour la liberté. C'est à cet apport qu'est principalement consacré le riche numéro de février 1954. Herbert Aptheker montre avec force à quel point cette lutte du peuple noir est inséparable de ce qu'il y a de meilleur dans la tradition américaine, et il n'est pour s'en convaincre que de lire l'émouvant plaidoyer que prononça en 1858 l'avocat nègre Charles H. Langston en faveur d'un esclave évadé. Cette période de la lutte pour l'abolition de l'esclavage reste lourde d'enseignements : elle suscita un vaste choc d'idées et une production littéraire de premier plan, qui font l'objet d'une excellente étude de William Foster. Quelques belles figures du peuple noir sont enfin évoquées. Abner W. Berry retrace la carrière du grand acteur et interprète shakespearien Ira Aldridge, sans cesse en butte aux attaques racistes, et James W. Ford nous parle du grand combattant de la paix qu'est le docteur Du Bois.

Masses and Mainstream semble avoir compris la nécessité d'enrichir l'expérience de ceux qui luttent aux Etats-Unis sur le front culturel de l'expérience abondante et variée des divers peuples du monde. Des articles sont consacrés au prodigieux essor de la culture en U.R.S.S. (Joseph Clark, novembre) et dans la Chine populaire (Joseph Starobin, janvier), essor qui fait contraste avec le dépérissement lamentable de la littérature dans l'Espagne franquiste (Juan Vicens, février). De louables emprunts sont faits aux revues étrangères : traduction d'un très utile article d'Armando Borrelli dans la revue *Rinascita* sur les limites du réalisme dans le cinéma italien (novembre) et reproduction de l'article d'Arnold Kettle, publié dans *Arena*, sur l'héritage culturel britannique (janvier). Signa-

ons aussi l'étude d'Howard Selsam sur l'actualité de Copernic (novembre).

La seule faiblesse de la revue nous semble être encore l'étude insuffisante des grands textes du marxisme. Nous comprenons mal pourquoi nos amis américains ne font pas un effort plus grand pour puiser dans ce patrimoine de l'humanité en marche vers l'avenir les leçons qui, dans le domaine culturel comme dans les autres, leur seraient aussi précieuses qu'à nous. Certes, un effort a été tenté dans les derniers numéros, mais le souci du pittoresque semble l'avoir emporté dans le choix sur l'utilité immédiate. Signalons le grand intérêt biographique des lettres peu connues de Lénine à sa famille que publie le numéro de janvier, et surtout le très grand intérêt théorique des deux lettres de Staline au poète Demian Bedny (mars), dans lesquelles le grand guide de l'Union soviétique se penche avec un humour vigoureux sur le contenu de l'œuvre poétique et les exigences du peuple à l'égard de cette œuvre. Mentionnons aussi dans cette rubrique la publication en février du discours retentissant de Khatchatourian sur la création musicale. Mais, comme on le voit, les préoccupations théoriques demeurent encore restreintes.

Il n'en reste pas moins que cette revue, sans doute susceptible de progrès comme toutes les revues, est d'une richesse indiscutable. Nous ne pouvons qu'indiquer rapidement ici l'intérêt qu'on éprouve à y lire aussi des nouvelles, des extraits de romans, des poèmes parfois très beaux comme ceux de Lowenfels (janvier), des extraits de presse suggestifs, etc... La matière est abondante, et la qualité de l'effort nous laisse pleins d'optimisme quant aux forces d'avenir de la culture américaine.

Paul Meier

Political Affairs (New-York)

(novembre 1953-mars 1954)

Il paraît difficile de se faire une idée exacte de la situation véritable aux Etats-Unis, sans recourir à la riche documentation de première main que nous offre dans tous ses articles cette revue éditée par le Parti communiste américain. Il ne s'agit évidemment pas d'une documentation de fichier, mais d'une documentation vivante, établie en fonction des luttes de l'avant-garde du peuple américain contre la tyrannie du grand capital — et cela ne lui enlève rien, bien au contraire, de son caractère scientifique.

Les derniers numéros que nous avons en mains se situent dans une période d'aggravation de la crise générale du capitalisme et de menace d'une nouvelle crise cyclique, dont les premières secousses commencent à ébranler le colosse yankee. Cette situation économique redoutable est étudiée par Mary Norris (février et mars) avec une instructive abondance de détails et une remarquable dialectique : l'auteur nous y rappelle qu'une crise ne décrit pas une courbe régulière, mais que d'innombrables facteurs quantitatifs en modifient sans cesse et brusquement l'aspect qualitatif, un des facteurs décisifs demeurant l'action des peuples.

Cette absence d'équilibre constitue un danger croissant pour la paix, car elle incite les magnats de Wall Street à rechercher une issue dans une politique aventuriste dont William Foster définit clairement les mobiles (décembre). C'est évidemment l'antisoviétisme qui servira d'aliment à cette hystérie (Henry Goodwin, décembre), mais en même temps certaines considérations contraignent le gouvernement des U.S.A. à ne pas rompre les ponts avec l'Union soviétique : en particulier, la peur panique de souffrir d'un retard dans la production de l'énergie nucléaire à des fins industrielles a amené Eisenhower à provoquer lui-même des négociations atomiques qu'analyse judicieusement James A. Allen (mars).

★

Sur le plan intérieur, l'hystérie anticommuniste ne connaît de limite que la résistance encore très insuffisante du peuple américain (décembre, janvier, mars). Cette résistance deviendra efficace lorsque la classe ouvrière aura secoué le joug de ses

dirigeants syndicaux et quand la conscience des perspectives politiques et sociales aura imprégné le mouvement ouvrier (W. Foster, novembre). Ce qui n'exclut nullement la nécessité de renforcer la lutte revendicative quotidienne et la bataille pour les salaires (Charles T. Murray, janvier). La situation à cet égard dans les charbonnages fait l'objet d'une étude utile de Mike Meadows (décembre) qui démontre à quel point les problèmes politiques et revendicatifs sont dans cette industrie intimement liés.

L'absence aux Etats-Unis d'un grand parti politique de la classe ouvrière pose au Parti communiste des problèmes tactiques difficiles : une analyse constante et claire de la situation doit faire découvrir en toute circonstance le lien avec les masses et l'alliance avec des organisations diverses, sans rien aliéner de la pureté théorique. Ce double combat contre le sectarisme et l'opportunisme anime la préparation par le Parti des élections de 1954 (Peter Colton, novembre), en s'appuyant sur l'expérience électorale très caractéristique de New-York en 1953 (George Blake Charney et Harry A. Levin, janvier).

Le constant appel à l'unité de la classe ouvrière comporte une invitation non moins répétée à l'unité entre travailleurs blancs et travailleurs noirs. La lutte contre le chauvinisme blanc et l'alliance avec le peuple noir des Etats-Unis comptent parmi les préoccupations majeures du Parti communiste. Les efforts de toutes les organisations de Noirs sont analysés et encouragés avec clarté et sollicitude (Hugh Bradley, novembre ; Pettis Perry et Abner Berry, février). Des progrès sérieux semblent avoir été réalisés. Un ouvrage théorique considérable aidera les communistes américains dans cet effort. Il s'agit du livre de William Z. Foster sur *Le Peuple noir dans l'histoire américaine*, dont la revue publie (mars) une analyse détaillée et (février) un intéressant extrait concernant le mouvement dirigé au début du siècle par Garvey.

Cette unité, il convient de la réaliser avec toutes les minorités ethniques dispersées ou groupées sur le territoire des Etats-Unis. L'une d'elles, particulièrement opprimée et exploitée, la minorité mexicaine, fait l'objet de la part de James Burnhill d'une étude très documentée.

★

Ce grand combat, difficile et complexe, exige du militant communiste un effort incessant de réflexion et d'éducation théorique. Il nous semble que, dans ses numéros récents, la revue manifeste un souci plus régulier de répondre à ce besoin. L'exemple d'autres peuples en lutte contre leur propre bourgeoisie est proposé : France (décembre), Italie (février), Argentine (mars). L'étude de l'essor prodigieux de l'Union soviétique (Betty Garnett, novembre) montre les voies de l'avenir. Des extraits sont publiés des classiques du marxisme : de Lénine une préface aux Lettres de Marx et Engels à Sorge (novembre), de Staline des réflexions sur la critique et l'autocritique (mars). Catherine Welland étudie longuement dans deux articles (janvier et février) l'illustration qu'offre le capitalisme américain de la loi stalinienne du profit maximum. Le néomalthusianisme remis à la mode par les bellicistes de Wall Street est dénoncé avec vigueur par David R. Haynes qui rappelle la position déjà prise par Marx face à Malthus (mars). Nous attirerons enfin l'attention sur les trois articles (décembre, janvier, février) que Herbert Aptheker intitule : *Le « Big Business » réécrit l'histoire de l'Amérique*. L'auteur, dans ce style mordant qui lui est propre, expose comment, par ses historiens à gages, le grand capitalisme américain publie à tous échos sa propre apologie et tente de faire croire que le « Big Business » se confond avec la nation. On y trouvera un florilège de citations suggestives [1].

Nous souhaiterions que ce rapide compte rendu incite tous ceux qui désirent à juste raison être mieux informés des réalités américaines à recourir régulièrement à la précieuse source que constitue *Political Affairs* : une telle revue mériterait chez nous une plus ample diffusion.

Paul Meier

---

1. Ces articles ont été groupés en une brochure intitulée *Laureates of Imperialism* qu'édite à New-York *Masses and Mainstream*.

LES LIVRES

Maurice Thorez : **Œuvres.** Tomes XI, XII et XIII. Paris, Editions sociales, 1953-1954.

Les tomes XI, XII et XIII des *Œuvres* de Maurice Thorez, parus respectivement les 15 août 1953, 15 janvier et 28 avril 1954, portent le titre de Livre troisième. Les discours, articles et lettres qu'ils contiennent vont de janvier 1936 à mars 1937. C'est dire la très grande importance de ces textes, qui représentent autant de documents essentiels sur l'histoire de la France du Front populaire, comme sur le rôle du Parti communiste français pendant cette grande période d'action créatrice des forces démocratiques de notre pays.

Maurice Thorez, homme de pensée et d'action, disciple de Marx, Engels, Lénine et Staline, n'a cessé d'éclairer et de guider non seulement son Parti, mais la classe ouvrière de France, mais les classes moyennes alliées et associées à la classe ouvrière dans le Front populaire, mais enfin le peuple français tout entier, à qui allaient sans cesse ses avertissements et ses appels à la lutte unie contre les « deux cents familles », contre le fascisme et contre la guerre. Ses paroles, riches de pensées si claires, si simples et puissantes à la fois, d'analyses exactes des situations, d'études précises des forces en présence en France comme dans le monde, ont joué un rôle efficace dans notre histoire. Aussi bien ces textes apporteront-ils aux générations futures une connaissance objective des événements de 1936 et un exemple remarquable d'application de la méthode du matérialisme dialectique à la situation originale de la France à ce moment de son développement politique, économique et social.

Des « Index thématiques » placés au tome XII (pour les tomes XI et XII) et au tome XIII pour ce dernier volume, reprennent la classification des thèmes telle qu'elle figure dans un volume à part (*Index thématique du Livre II*) pour les dix premiers tomes, et permettent ainsi des études analytiques, en étendant à cette nouvelle période la documentation accumulée sur chaque thème.

Ce classement par catégories des problèmes traités à travers les différents discours, risquerait d'avoir un caractère quelque peu formel si le lecteur n'essayait de situer les analyses propres aux événements de 1936-37 dans leur contexte historique. Des études par thèmes ne dispensent donc pas de lire ces livres dans leur ordre chronologique et naturel, selon le rythme même de l'histoire.

★

Un premier ensemble de textes forme en quelque sorte un tout, ce sont ceux relatifs au VIIIe Congrès du Parti communiste français qui se tint à Villeurbanne au mois de janvier 1936. Il fournit au lecteur une analyse très complète de la situation en janvier-février 1936 et de la ligne politique du Parti communiste français à cette époque.

Maurice Thorez part d'une vue scientifique de l'état économique de la France, de ses richesses, de son agriculture, de son industrie, des signes numériques qui permettent de chiffrer le degré d'évolution de la crise économique mondiale (chômage, production, etc...) et ses manifestations en France. Puis il décrit les forces sociales en présence, le rôle néfaste des « deux cents familles » qui tiennent dans leurs mains l'économie et la politique du pays, enfin le sort des classes exploitées, classe ouvrière, fonctionnaires et

employés, paysannerie laborieuse, etc... Il décrit les conséquences sociales de cet état de choses : dénatalité, décadence des lettres et des arts et, cherchant des remèdes, il dénonce d'abord la politique de guerre de Laval, complice de Mussolini et saboteur du pacte franco-soviétique. Il avertit des dangers du fascisme ; puis donne les solutions du Parti communiste : lutte pour le pain, par l'unité de la classe ouvrière et l'alliance indispensable de la classe ouvrière avec les classes moyennes — alliance dont l'absence fut une cause principale d'échecs pour le peuple français au cours de son histoire. Et c'est l'affirmation du mot d'ordre mobilisateur : le Front populaire pour le pain, la paix, la liberté.

L'idée avait déjà commencé, alors, à s'emparer des masses. Elle avait été proposée par le Parti communiste dès octobre 1934. Dès juillet 1935 « cette formule sublime des communistes » avait, au dire du secrétaire du Syndicat national des instituteurs, insufflé aux masses une énergie nouvelle.

Aux « ides de mars », Hitler a repris de force la rive gauche du Rhin, accompagnant ce geste du menaçant discours du 7 mars. Le 5 avril, Maurice Thorez a prononcé à Buffalo cette fameuse réponse à Hitler (t. XI, p. 181) où, stigmatisant tous les agissements du fascisme, citant *Mein Kampf*, il dit le grand péril qui menace la France, à la fois de l'extérieur et de la part des complices des fascistes à l'intérieur du pays.

Toutes ses prévisions, fondées sur une analyse marxiste du phénomène du fascisme, devaient, hélas, se vérifier. Le secrétaire général du Parti communiste français s'affirme comme le champion de l'indépendance de la France, de cette France démocratique dont les communistes sont les plus authentiques représentants, de cette France progressiste et républicaine que les impérialistes voudraient bien étrangler.

★

De grands événements vont suivre : les élections françaises des 25 avril et 3 mai 1936, d'où sort la victoire électorale du Front populaire, suivie de conquêtes sociales.

Un ensemble de textes émane de cette période d'action constructive. La lutte pour le pain y est inséparable de celles pour les libertés et pour la paix. On trouvera là d'importantes précisions sur le programme du Rassemblement populaire, ce programme d'action minimum, distinct du programme propre du Parti communiste et sur lequel a pu s'établir l'action commune. L'attitude du Parti communiste à l'égard du Front populaire, de son gouvernement se dégage aussi en toute clarté. Tout pour le Front populaire, pour la réalisation effective de son programme. Quant au gouvernement de Front populaire, il ne peut s'agir d'y participer, mais seulement de le soutenir au Parlement, d'appuyer son action dans les Comités de Front populaire. Du gouvernement de Front populaire, on soutiendra tous les actes conformes au programme d'unité dirigé vers le mieux-être du peuple français, vers le pain, la liberté et la paix. Le gouvernement de Front populaire est et doit être celui de la France. Les communistes le soutiennent en tant que tel, tant qu'il remplit ses promesses d'assurer le mieux-être du peuple français, sa sécurité et ses libertés.

Dans la tradition même de la double lutte léniniste contre les erreurs opportunistes et gauchistes, Maurice Thorez ne cesse de définir une double opposition aux tièdes qui ne veulent pas mettre fin aux agissements des ligues factieuses, aux spéculations des riches, qui ne veulent pas faire payer ces riches, ni établir une fiscalité démocratique, et d'autre part à ceux qui prétendent à tort et à travers « socialiser », qui affectent de considérer les comités de Front populaire comme des

Soviets », prêtant ainsi le flanc aux lomnies des adversaires, qui se fusent à soutenir comme il le faut s' chômeurs, les paysans, les travail-urs indépendants. Dans une situation onnée, il y a ce qui est possible et ce ui ne l'est pas. Il faut « savoir terminer ne grève ». Une grande leçon de gesse révolutionnaire, de discipline de sens des réalités, en même temps le d'énergie calme et raisonnée, ressort ces nombreux entretiens du guide lairé avec le peuple qui l'écoute.

C'est un Français fier des traditions évolutionnaires de son pays, petit-fils es Conventionnels de 1793, des Ca-uts de Lyon, des hommes de juin 1848 de la Commune de 1871, qui parle ix Français le langage de leurs grands rivains, de leurs grands artistes et rands savants, l'ami de Paul Langevin de Jean-Richard Bloch, de Vaillant-outurier et de Barbusse, qui célèbre s strophes héroïques de *la Marseil-ise* en même temps que celles de *Internationale* et ne se lasse jamais 'unir ouvriers, paysans et intellectuels, asse ouvrière et classes moyennes, ersuadé après Marx et Engels, Lénine Staline que cette union est la condi-on même des victoires du peuple ans sa lutte contre ses exploiteurs.

★

Tout au long de ces trois tomes, pparaissent encore les maillons d'une ngue chaîne d'efforts faits par Mau-ce Thorez, au nom de son Parti, pour ppeler les dirigeants socialistes et Internationale ouvrière socialiste à ne action commune, tant sur le plan u progrès social que sur celui de sécurité internationale. Ce sont alors es discours de juillet 1936, ensemble e textes qui répondent déjà à la iolente campagne déclenchée contre Front populaire.

On trouvera dans le tome XII et sur-out dans le tome XIII les admirables éponses de Maurice Thorez aux détrac-teurs du Front populaire. En particu-lier les textes du début de 1937, après avoir fait le point à nouveau sur la situation économique de la France, disent d'une façon précise les réalisa-tions du Front populaire, qui consti-tuent d'ailleurs la raison première pour laquelle la réaction voudrait le briser. Citons Maurice Thorez (III, p. 201) :

> [Le Front Populaire] a procuré des avantages aux travailleurs de toutes conditions :
>
> *aux ouvriers* : outre l'augmentation des salaires, le bénéfice des lois sociales, les congés payés, la semaine de quarante heures, les conventions collectives et l'institution des délégués d'ateliers ;
>
> *aux petits fonctionnaires, aux anciens combattants* : l'abrogation des décrets-lois Doumergue-Laval, qui avaient amputé les traitements, les indemnités, les pensions et les allocations ;
>
> *aux petits commerçants et artisans*, dont le chiffre d'affaires a augmenté avec l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs salariés, ce qui allège leur situation : l'arrêt des saisies, de nouvelles facilités de crédit, le moratoire, l'aménagement des billets de fonds, l'amorce d'une réforme fiscale comportant notamment la supression de la taxe sur le chiffre d'affaires ;
>
> *aux paysans* : la revalorisation des produits agricoles.

Mais les dévaluations successives abaissent le pouvoir d'achat des masses laborieuses ; c'est la vie chère, la « pause » déjà envisagée par les hommes qui sont à la solde des trusts ou qui cèdent devant leurs menaces grandissantes :

> Le grand patronat, les oligarchies financières qui organisent la vie chère veulent empêcher les rajustements des salaires et des traitements, l'institution de l'échelle mobile, l'attribution d'une indemnité de vie chère aux salariés de l'industrie, de l'Etat et des grands services publics...

C'est-à-dire que

> la réaction veut briser le Front populaire non seulement pour ce qu'il a donné, mais pour ce qu'il doit encore donner aux masses laborieuses.

Car il y a encore du travail à parfaire : les secours aux chômeurs, la mise en route des grands travaux, des mesures nécessaires en faveur des commerçants et des paysans, enfin une

politique de protection de l'enfance et de régénération du sport, l'organisation de la solidarité en faveur des vieux travailleurs.

Les partisans de la « pause » s'en prennent à l'augmentation des salaires qui ferait soi-disant monter les prix. A cette théorie du cycle infernal, à cette prétendue « loi d'airain », Maurice Thorez oppose l'analyse marxiste de la valeur et ajoute à la théorie des salaires et profits des pages d'une éloquente clarté sur lesquelles maints « économistes bourgeois » gagneraient encore à méditer. Il montre comment,

sous les efforts de la pression ouvrière, le rapport entre le salaire et le profit peut varier sans que soit modifiée la valeur de la marchandise produite (III, pp. 208 et suivantes).

C'est dans un prélèvement sur les grosses fortunes, dans une fiscalité démocratique que se trouvent les véritables solutions aux difficultés du pays. Mais tout se tient, et les défis lancés par la réaction à l'intérieur ne sont pas sans rapport avec la situation internationale, avec l'arrogance croissante du fascisme : dès le 18 juillet 1936, elle s'est manifestée par l'agression de Franco, fomentée par Hitler et Mussolini, contre la République espagnole. Avec l'Espagne, c'est la France qui est menacée et que les dictateurs fascistes voudraient bien pouvoir encercler. La lutte pour la liberté se confond, plus étroitement que jamais, avec les combats quotidiens pour la paix : lutte en France, pour unir nos concitoyens dans le Front français pour le respect des lois, pour la défense de l'économie de la France, pour le salut du peuple de France ; lutte partout pour soutenir la République espagnole — il ne s'agit pas d'intervenir, mais de lui permettre d'acheter des armes par le simple respect du droit international — ; lutte contre le blocus de l'Espagne républicaine que l'on étouffe hypocritement, au nom de la non-intervention ; lutte aussi pour la collaboration avec l'Union soviétique, rempart de la paix ; lutte pour la sécurité collective.

★

Ce sont là les objectifs majeurs des efforts inlassables de Maurice Thorez et du Parti communiste français au cours des mois qui suivent.

La défense de la démocratie s'allie sans cesse à la défense de la paix, « ce bien le plus précieux des hommes », pour organiser, selon une formule de Romain Rolland, la « ronde de la paix. »

Il faut s'entendre, disait Maurice Thorez, avec quiconque veut la paix, avec quiconque offre une chance, si minime soit-elle, de sauvegarder la paix (p. 186).

Et encore :

Il est possible, souhaitable que même ceux qui ne sont pas entièrement d'accord avec nos conceptions sociales et politiques puissent collaborer avec nous sur un point déterminé à l'œuvre de la paix, à la grande cause commune (p. 194).

Maurice Thorez allait jusqu'à dire :

Je suis prêt moi-même à parler avec Hitler si ce dernier offre enfin la garantie que ses paroles de paix ne sont pas destinées à voiler ses actes de guerre, si Hitler consent enfin à retirer *Mein Kampf* et les menaces insolentes qu'il fait peser sur notre peuple.

Aujourd'hui, en 1954, dans un monde où le rapport des forces est différent, mais où les risques de guerre sont bien semblables, les appels à l'unité, à la négociation et à la paix que Maurice Thorez lançait il y a vingt ans, ont une étrange actualité. Il s'agit encore d'unir tous les Français, si différents soient-ils, qui sont partisans de l'indépendance nationale et de la paix, tous les Français, quels qu'ils soient, qui ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht et veulent faire échec à la C.E.D. comme à la politique de guerre des impérialistes américains. Ne valent-elles pas encore mot pour mot, ces paroles de Maurice Thorez :

La guerre, si elle éclatait malgré tous nos efforts, ne serait pas seulement le carnage sanglant sur la ligne de feu pour les soldats du front : la guerre serait l'extermination de tous les peuples.

Bombe atomique et bombe H donnent seulement un sens plus horrible et plus complet à cet anéantissement.

Ainsi, par la profondeur de la pensée agissante, les textes de Maurice Thorez non seulement ont un grand intérêt historique et philosophique, mais ils débouchent encore, pour ainsi dire, dans notre actualité même et restent, pour notre pensée et notre action présentes, des leçons d'analyse politique, bien plus, un témoignage essentiel du marxisme vivant.

Gérard Milhaud

Jean Kanapa : **Bulgarie d'hier et d'aujourd'hui.** Collection « Démocraties populaires ». Paris, Editions sociales, décembre 1953.

La transformation apportée par l'édification du socialisme à la vie d'une très grande partie de l'humanité est certainement aujourd'hui la préoccupation majeure pour l'esprit des hommes qui pensent, — qu'ils s'en réjouissent, ou qu'ils aient ou croient avoir, *a priori*, des raisons de lui être hostiles.

Il va de soi que dans l'histoire de la révolution mondiale commencée en 1917 l'œuvre conçue et exécutée par les géants soviétiques est et restera de loin dominante. Mais les conditions différentes dans lesquelles se trouvaient les nations déjà entrées dans la voie tracée, les problèmes particuliers, les difficultés diverses rencontrées, comment elles les ont résolus, sont des questions dont l'intérêt s'impose — pour des raisons différentes, sans doute, mais également — à tous. La réponse aux questions multiples que nous nous posons ainsi les uns et les autres ne peut donc se trouver dans la seule synthèse des principes communs qui ont dirigé l'évolution des démocraties populaires et qui a été déjà supérieurement dégagée par Pierre George[1] ; la monographie de chacune de ces républiques s'imposait et plusieurs ont paru.

Celle que Jean Kanapa a consacrée récemment à la Bulgarie est en tout point remarquable : en 200 pages d'une lecture facile et attachante, passionnante, puis-je dire, il nous fait comprendre la nécessité de la révolution bulgare à l'heure où elle s'est produite et la régularité, l'aisance avec lesquelles le régime nouveau se développe depuis.

Pendant une longue suite de siècles, le malheureux peuple bulgare n'avait connu que l'oppression ; la plus cruelle, la plus longue fut celle du conquérant ottoman qui, par le fer et par le feu, ne cessa de s'opposer à toutes les libertés pour la conquête desquelles, partout, les simples gens n'hésitent pas à sacrifier leur vie. Mais la libération du joug turc, à la suite d'une guerre meurtrière où le sang russe se mêla au sang bulgare largement répandu, n'apporta pas la fin de la servitude ; celle qui pesa encore pendant trois-quarts de siècle sur les travailleurs bulgares était imposée par une monarchie étrangère au service du capitalisme occidental ; elle se termina par quatre années de domination allemande. On peut imaginer ce que fut la Résistance nationale au fascisme en Bulgarie : elle prenait simplement la suite de tous les mouvements de résistance antérieurs qui, pendant des siècles, s'étaient presque succédé sans interruption ; elle fut telle que pas un seul soldat bulgare ne put être envoyé combattre sur le front antisoviétique.

Or, un jour survint où « la dictature monarcho-fasciste s'effondra sous les coups de boutoir des masses populaires, aidées par les détachements de partisans et les soldats et officiers révolutionnaires » ; l'entrée sur le sol bulgare de l'armée soviétique devant laquelle les troupes allemandes battaient précipitamment en retraite avait été le signal du soulèvement général. Le même jour, 9 septembre 1944, le premier gouvernement populaire, le gouvernement du Front de la Patrie était proclamé.

---

1. Pierre George : *Les Démocraties populaires*. Paris, Editions sociales, 1952.

★

Jean Kanapa a consacré le quart de son livre au chapitre qui traite du passé, sous le titre bien choisi : « Avant le 9 septembre ». C'est à tort que certains pourraient être surpris de l'importance donnée à ce passé dans un ouvrage destiné à faire connaître la Bulgarie d'aujourd'hui. La véridique histoire de ce petit peuple, atroce et héroïque, ne se trouve dans aucun manuel ; sans la connaître serait-il possible de comprendre l'unanimité presque totale de son adhésion au régime nouveau, l'ardeur au travail et la joie avec lesquelles il s'y est engagé, la confiance qu'il accorde à ses dirigeants formés et éprouvés par les luttes passées ? On sait ce que fut le premier d'entre eux, le grand Georges Dimitrov dont la gloire est mondiale ; l'autorité et l'affection dont jouit son successeur actuel, V. Tchervenkov, ne saurait surprendre les lecteurs du livre de Jean Kanapa.

Par ailleurs, celui-ci écrit qu'à la question qui lui fut maintes fois posée durant son séjour en Bulgarie : « Qu'est-ce qui vous a le plus frappé chez nous ? », il n'a pas hésité à répondre chaque fois : « Votre gaîté ; aux champs, dans les rues, à l'usine, dans vos foyers, votre merveilleuse gaîté. » Je serais surpris que ceux qui ont visité la Bulgarie nouvelle n'en aient pas rapporté, comme moi-même, une impression identique.

★

Ecrire une courte monographie sur une république populaire est chose malaisée : il y a tant à exposer, tant à décrire, tant à expliquer pour faire comprendre l'œuvre immense accomplie dans tous les domaines ! L'auteur de *La Bulgarie d'hier et d'aujourd'hui* a tenu à se rendre maître et s'est rendu maître de son sujet passionnant avant d'écrire son ouvrage, ce qu'il a fait ensuite en écrivain de talent, simplement et clairement. Jean Kanapa est parvenu à éviter le plus dangereux des écueils : dans la masse des réalisations extraordinaires de huit années — années de préparation comprises —, il s'est borné à donner trois exemples de ce que peut produire l'édification socialiste appliquée à des situations spécifiquement bulgares ; cela en trois remarquables reportages.

Pour le surplus il a brièvement et clairement exposé tout ce qu'il est essentiel de savoir, en théoricien averti et en homme qui a vu, étudié ce dont il parle ; il a insisté à juste raison sur l'organisation démocratique et l'importance du rôle des Conseils populaires, ainsi que sur la réforme monétaire et la baisse des prix. Peut-être peut-on regretter que n'ait pas été indiquée ici la grande importance de la création, au début de 1949, du *Conseil d'aide économique mutuelle* unissant les démocraties populaires entre elles et avec l'Union soviétique — sur la base de la stricte égalité ; cette institution, en même temps qu'elle permet la spécialisation rationnelle par république de certaines industries de transformation, nécessite une évaluation rigoureuse de la valeur des monnaies intéressées par rapport à une unité qui est l'or.

★

Le petit livre de Jean Kanapa est un excellent instrument d'enseignement permettant de comprendre, par l'exemple de la Bulgarie, ce que peut produire la planification socialiste. Les résultats, prodigieux pour nos vieux pays occidentaux, auxquels sont parvenus déjà nos amis bulgares par le labeur acharné, mais conscient et joyeux, de tous et grâce à la valeur des dirigeants responsables qu'ils ont su démocratiquement se donner, n'auraient bien évidemment pu être atteints — et dans un temps aussi bref et sans, pour ainsi dire, aucune erreur — si

les expériences de l'U.R.S.S. n'avaient eu lieu préalablement, si celle-ci, d'autre part, ne leur avait prodigué avec un désintéressement absolu conseils et aide matérielle. Le ministre des finances d'une autre république populaire à qui je disais en 1950 combien j'avais été frappé par la rapidité avec laquelle son pays venait de se débarrasser du déficit budgétaire et de la dépréciation monétaire, maladie de ses finances presque chronique antérieurement, pouvait ainsi justement me répondre : « Nous n'y avons eu aucun mérite. Notre travail était dirigé par les principes du marxisme-léninisme ; nous connaissions bien l'histoire économique de l'Union soviétique ; enfin, chaque fois que nous avons eu à lui en demander, nous avons reçu de celle-ci les conseils les plus précieux. » Il ajoutait aussitôt en souriant : « Si vous décidez — de vous-mêmes, car nous ne ferons rien, ni les uns ni les autres, pour vous y inciter, vous comme quelqu'autre pays que ce soit — si vous décidez un jour de vous engager dans la même voie que nous, il est certain que vous rencontrerez encore moins de difficultés que nous : vous disposerez de tout ce dont nous avons bénéficié ; en outre, de l'expérience acquise dans l'action par toutes les démocraties populaires, qui ont eu à faire face à des situations différentes ; et, comme l'Union soviétique, toutes seront heureuses de répondre à toutes les demandes de renseignements complémentaires que vous pourriez souhaiter. » Comment pourrait-on être surpris de la reconnaissance, de l'affection sans bornes que le peuple bulgare a pour sa grande voisine de l'Est, qui l'a — seule — toujours aidée à conquérir sa liberté nationale et dont l'appui lui donne la certitude d'atteindre très vite le niveau de prospérité des nations les plus évoluées du monde ?

Ces sentiments du peuple bulgare pour l'U.R.S.S., aussi bien que sa volonté de paix, apparaissent tout au long du livre de Jean Kanapa. *Bulgarie d'hier et d'aujourd'hui*, portant à bien des réflexions utiles, est un livre qu'il faut lire et faire lire autour de soi.

Emile Labeyrie

André Wurmser et Louise Mamiac : **Aux meilleurs Français et aux pires (Lettres de Budapest).** Tome I. Paris, les Editeurs français réunis, 1954.

Il existe déjà en France beaucoup de livres sur les démocraties populaires : ce sont ou bien des ouvrages qui résument l'histoire récente de ces nations, les épisodes de leur libération et la formation des régimes nouveaux, ou bien des études économiques sur le développement de l'agriculture et de l'industrie, appuyées sur de convaincantes statistiques, ou bien enfin de vivants reportages sur tous les aspects de la vie présente. Tous ces livres sont utiles et certains sont d'un intérêt essentiel, tantôt pour les spécialistes, tantôt pour le grand public. Mais le livre récent d'André Wurmser et de sa femme Louise Mamiac est d'un genre nouveau ; il ne s'adresse pas à telle ou telle catégorie de lecteurs ; il veut parler de la Hongrie nouvelle, comme le dit son titre, *Aux meilleurs Français et aux pires*, entendez : d'une part à ceux qui d'avance éprouvent de la sympathie pour la République populaire hongroise et qui ont besoin d'appuyer cette sympathie préalable sur une connaissance approfondie des réalisations et des problèmes actuels de ce pays ; à ceux aussi qui, trompés par les déformations et les mensonges de la presse, sont prêts, par ignorance et naïveté, à s'associer, avec le « monde libre », à une croisade anticommuniste, mais qui sont gens de bon sens et capables, dans une discussion honnête, de reconnaître leurs illusions ; à ceux enfin qui poursuivent le combat déloyal du mensonge, à qui il est nécessaire de mettre le nez dans leur fange et qui, une fois

démasqués devant l'opinion publique, ne pourront plus que se taire.

Tout ce qu'André Wurmser et Louise Mamiac ont pu voir dans leurs voyages en Hongrie, tout ce qu'ils ont appris aussi de l'histoire passée et récente de ce pays, ils vont donc le dire, sur le ton le plus simple et le plus familier, à des interlocuteurs nommément désignés, en choisissant chacun d'eux pour lui expliquer ce qui le concerne le plus directement. Il s'agit bien ici des questions les plus diverses, et des interlocuteurs les plus variés. Soit par exemple les questions agricoles et la vie paysanne : c'est au député Waldeck-Rochet et à un paysan, Sylvain Gervais, que Louise Mamiac s'adresse. Soit les conditions du travail chez les ouvrières et apprenties hongroises : c'est à une ouvrière française du textile que la même Louise Mamiac les explique. Mais s'agit-il de la vie culturelle et de la popularité de Molière en Hongrie ? André Wurmser propose ses remarques à un réputé professeur en Sorbonne, M. Antoine Adam. Que représente à présent la police dans la Hongrie nouvelle, et pourquoi ses représentants sont-ils pour leurs compatriotes de véritables « gardiens de la paix », et non des « flics » ? C'est à l'agent matricule n° 3.114 que Wurmser l'explique. Lorsqu'il s'agit de faire comprendre l'étonnant renouvellement du personnel politique qui marque l'histoire récente de la Hongrie, la disparition totale des politiciens tarés des anciens régimes et la prise du pouvoir par des hommes nouveaux, nets de toutes compromissions, éloignés de toutes intrigues et dépourvus d'ambitions personnelles, il est naturel que notre auteur veuille opposer cette politique nationale, franche et droite, aux jeux politiques que nous continuons à connaître en France, sous la quatrième autant que sous la troisième République : c'est donc à un représentant qualifié de cette race qu'il s'adresse, et nous avons trois lettres, d'une ironie implacable, « à M. Queuille, ministre de n'importe quoi dans le gouvernement de n'importe qui ». Ces lettres ont d'ailleurs le mérite, non seulement de nous apprendre beaucoup de choses sur l'histoire de la Hongrie, que nous connaissons mal, mais de nous en rappeler sur l'histoire de la France beaucoup d'autres que nous avons trop souvent tendance à oublier.

Chemin faisant, une documentation précieuse nous est offerte sous la forme la plus accessible : ces statistiques, que trop souvent les spécialistes nous présentent de façon un peu rebutante, les voici qui viennent à leur place, dans le cours d'un récit toujours vivant et amusant. Rarement, je crois, des sujets aussi sérieux et parfois aussi tragiques ont été exposés avec autant de verve.

Une dernière observation : la remarquable unité de ton du livre. Il est difficile de distinguer ce qui est de la plume de Louise Mamiac et de celle d'André Wurmser. Il semble même que certaine préciosité et quelque artifice de langage qu'on a pu parfois surprendre dans l'œuvre romanesque de Wurmser ont disparu ici.

Un second tome nous est promis, dont la table des matières nous est donnée déjà à la fin de ce premier volume. Je sais bien que tous ceux — tous les lecteurs de *la Pensée*, bien sûr — qui auront lu celui-ci avec joie et profit, attendront avec impatience la suite de cette passionnante confrontation entre les réalités hongroises et les réalités françaises d'aujourd'hui.

René Maublanc

Diderot : **Textes choisis.** Paris, Editions Sociales, 1954, 2e volume. *Les Classiques du Peuple.* Préface et Commentaires par Jean Varloot.

Avec le deuxième volume des *Œuvres choisies* de Diderot, Jean Varloot poursuit un travail qui lui a mérité, dans des milieux divers, la plus sympathique attention.

Ce deuxième volume comporte *De l'interprétation de la Nature* (1753-1754), l'un des plus grands textes de notre littérature, — qui devra bien un jour trouver place dans le programme-option des classes de philosophie —, et divers extraits des sept premiers tomes de l'*Encyclopédie* (1751-1757) [1].

On appréciera les notes nombreuses, sans surcharges, efficaces. Par exemple celles qui caractérisent, citations à l'appui, le débat Diderot-Maupertuis.

Il faut remercier Jean Varloot d'avoir fait que, pour la première fois, l'édition 1753 de *l'Interprétation* soit connue du public ; Varloot suit certes le texte de 1754 (arrêté par Diderot), mais tient compte avec bonheur de la première édition.

Le mérite essentiel de Jean Varloot ? Sans jamais céder aux attraits de l'analogie facile — la pensée de Diderot nous est si proche ! —, reconnaissant avec scrupule les limites d'un matérialisme qui, pour novateur qu'il soit, reste celui du siècle de Newton, Jean Varloot sait, dans sa présentation vivante et lumineuse — qui fait suite à l'Introduction du 1er volume —, nous placer au fort de la mêlée, au centre du combat que Diderot conduit contre une société lente à mourir. Dès lors chaque page lue retrouve sa vertu, — qu'il s'agisse des articles techniques, sociaux ou politiques de *l'Encyclopédie*, de la critique inexorable des religions (ce n'est pas en vain que *l'Interprétation de la Nature* se place sous le signe de Lucrèce), ou de la méthode qui n'avoue d'autre autorité que les faits.

Certes il ne faut pas voir en Diderot un homme assuré de toute vérité. Sans cesse en alerte, sa pensée polémique avec elle-même. Souvent elle s'interdit de conclure, renvoyant à d'autres, ou à plus tard. Mais toujours quêteuse, elle n'est jamais sceptique, et chaque coup porté atteint l'idéologie de la classe au pouvoir. Homme de science averti, Diderot n'a pas de réponse à tout ; mais les problèmes qu'il ouvre ou qu'il reprend, il les pose en matérialiste, convaincu que la solution n'est pas chez les théologiens. La phrase la plus révélatrice du volume, peut-être nous vient-elle au fil de l'article « Encyclopédie » (p. 138) ; après avoir savoureusement exposé la tactique des combattants, montré l' « utilité secrète » des « renvois », Diderot définit l'objectif de l'*Encyclopédie* : « *changer la façon commune de penser* ». L'ouvrage qui produira « ce grand effet général » sera bien le plus considérable du siècle, le plus décisif : armant les soldats par milliers, il frappera au cœur les préjugés d'une société contre-nature, où les privilèges font gabegie du bien public, où le travail est avili, où l'oisif consume les richesses de la nation. « Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire... », — entendez qu'il faut mobiliser les esprits contre la sottise en place. Non qu'il y ait à faire de Diderot — et Jean Varloot nous met en garde — un révolutionnaire de 89, un preneur de Bastille. Mais, en ce milieu du XVIIIe siècle, il est le type le plus pur du philosophe lié à la bourgeoisie montante : il partage ses intérêts, il exprime ses impatiences, il pressent ses conquêtes.

Qu'on en juge par son ardeur à critiquer tout ce qui freine l'essor des forces productives, la diffusion des procédés nouveaux (il condamne le secret de fabrication), l'expansion des arts mécaniques. Reprenant l'idée cartésienne d'un conservatoire des métiers, d'une académie des techniques, il décrit des machines, propose telle innovation. Il fustige les pouvoirs pense-petit et les routines ; il n'y a de bon que le mouvement. Ceux qui, pieuses gens, réduisent leur ambition sociale aux aumônes, Diderot les rudoie : développez la production ! répandez l'abondance !... et la misère disparaîtra.

1. Rappelons que la même collection doit à Albert Soboul un excellent choix de Textes de l'Encyclopédie.

Tout cela, n'est-il pas vrai, s'inscrit au programme d'une classe qui dirigera la Révolution. Mais Diderot, bien qu'il critique la féodalité, *ne pense pas cette critique comme critique de classe.* Partageant l'illusion des meilleurs esprits du temps — illusion qui tient à la situation historique d'une classe appelée à remplacer une exploitation par une autre —, Diderot atteste l'éternelle « Humanité ». Mais ici le mot n'est pas un alibi — comme il advient de l'humanisme bourgeois dégénéré ; c'est un mot d'ordre, le drapeau du combat libérateur. Le *philosophe* n'est pas un truqueur, un faux frère arrangeur de songes. C'est le meilleur des hommes ; il ne vit, il ne pense, il ne souffre que pour eux.

Le vrai martyr est celui qui meurt pour un culte vrai et dont la vérité lui est démontrée...

C'est la 38e des *Pensées philosophiques*, et la mieux nommée, car elle noue la couronne du philosophe. Diderot, qu'on a dit léger, savait le poids des mots.

★

Le dernier ouvrage philosophique par lui publié — de *l'Interprétation de la Nature* —, Diderot l'offre *aux jeunes gens.* Il s'agit bien d'un testament ! Il n'a lui-même que quarante ans... A la vérité, c'est une invite à pousser plus loin, s'il se peut. Comme Descartes, quand il écrivait son *Discours*. En ce sens aussi *l'Interprétation de la Nature* est au XVIIIe siècle ce que le *Discours de la Méthode* est au XVIIe : elle fait école.

Comme les meilleurs écrits de Diderot, *De l'interprétation de la Nature* est tournée vers l'avenir : elle définit une méthode, elle fraie des pistes.

La méthode, c'est l'investigation expérimentale, qui croise l'hypothèse à l'observation. De toutes parts les sciences de la nature débouchent : Diderot, philosophe ennemi des systèmes qui emprisonnent l'avenir dans le passé, suit pas à pas la physique, la chimie, l'histoire du globe, des êtres vivants... Quand elles hésitent, il marche hardiment, questionneur infatigable. Plus d'une piste se perd... Mais ailleurs l'horizon se dégage, et dans cette lumière soudaine Denis Diderot prend toute sa taille. Qui resterait insensible à cette page (p. 103) où l'immense souffle de raison balaie le « Créateur » et ses mirages et la poussière des siècles agenouillés ? Enfin voici la Nature, et nul jamais n'a mieux dit à quel point elle est *naturelle.* Unique réalité, qui n'a d'autre origine que soi, — brute, végétale, animale et pourquoi pas ? pensante ; transformée par son éternel mouvement, qui ne doit rien à Dieu, car l'être ne doit rien au néant.

Le grand bonhomme ce jour-là put s'endormir content. Il avait défriché un fameux carré pour « les jeunes gens qui se disposent à l'étude de la philosophie naturelle »... et pour d'autres, encore enfants, — le petit Lamarck, par exemple, qui, en 1753, n'a pas dix ans.

Guy Besse

Jean-Alexis Néret : **Histoire illustrée de la Librairie et du Livre français.** Paris, Lamarre éditeur, 1953.

Comment ne pas accueillir avec sympathie l'ouvrage qui promet de traiter un pareil sujet ?

Comment ne pas être séduit par les quelque 200 figures qui reproduisent, dans des conditions très satisfaisantes, marques de libraires, frontispices, pages de titre, images diverses, pour les temps anciens ; couvertures, gravures sur acier, bois gravés, affiches publicitaires, fragments de catalogues, échantillons de caractères, pour les temps modernes et contemporains ?

Comment ne pas louer l'auteur d'avoir emprunté au Diderot de la *Lettre à un*

magistrat sur le commerce de la librairie, de 1767, l'une de ses épigraphes liminaires ?

Ce souci des conditions économiques et sociales du métier de libraire-éditeur, qui avait déterminé Diderot à le défendre par la plume et qui le faisait, dans le passage cité par M. Néret, opposer au petit nombre des parvenus le grand nombre des faillis ou des candidats à la ruine, ce souci de Diderot, M. Néret ne le partage que dans la mesure où il énumère tour à tour les gagnants et les perdants, mais on n'est pas davantage éclairé, après l'avoir lu, sur les débuts du capitalisme dans la librairie ou sur la croissance du monopole Hachette. Et plus on avance vers notre époque, plus on se convainc que M. Néret, s'il est tout miel et tout sucre pour les voraces de l'édition, montre plus que de la partialité envers le menu fretin, soit qu'il le mentionne, soit qu'il l'oublie.

Inutile de préciser que M. Néret, qui se permet de mêler des jugements de valeur très réactionnaires sur les livres actuels à ses considérations sur les éditeurs, ne daigne connaître ni les *Editions Sociales Internationales* d'avant 1939, ni aucune des maisons d'éditions progressistes d'après la Libération. Et s'il parle, comme d'une chose significative, du rôle présentement joué dans les mécanismes de diffusion du livre par les lecteurs eux-mêmes, il ne faut pas croire que ses exemples soient empruntés à la vente du C.N.E. ou aux B.B.L.

Passons sur le style et sur les plaisanteries : celle sur les *plans*,

> dont le propre est d'être inclinés afin d'y mieux faire glisser ce qu'on y pose (p. 84),

qui arrive à propos du XVIIe siècle (!), donnera une idée de l'*esprit* que M. Néret dépense au service de ce qu'il appelle sans doute la *libre entreprise*.

Mais nous nous devons au moins de relever ici les *malfaçons* typographiques de cette *Histoire*, si convenablement illustrée. Coquilles diverses. Orthographe incertaine des noms propres. (Cf. pour Josse Bade, p. 28 et p. 37 ; pour Moreri, p. 97, note; pour Agasse, p. 100 et p. 377 ; pour Panckoucke, p. 100, p. 132 et p. 383 ; pour Wurtz, p. 136, etc...) A la fin, un index absolument bâclé.

On se demande pour quel public a écrit M. Néret, puisque l'*honnête homme* ne gagne à peu près rien à sa fréquentation et que le professionnel du livre dispose heureusement de bien meilleurs outils.

Quant à l'historien, s'il en avait le temps, il lui faudrait reprendre une bonne partie des assertions proprement historiques de M. Néret pour les critiquer ou les rejeter.

Jean DAUTRY

Michel RAGON : **Drôles de métiers.** Roman. Paris, Albin Michel, 1953. 251 pages.

M. Michel Ragon est un jeune romancier issu du peuple. Il a quitté l'école primaire à quatorze ans, il a fait sa culture lui-même en dévorant des livres le soir, après la journée de travail, au cours de ses nombreux métiers. C'est cette expérience qui lui a fourni la matière de son roman, écrit à la première personne, et où le narrateur ressemble beaucoup à l'auteur.

En dix ans environ, il se frotte à treize métiers, ou plutôt à treize gagne-pain : saute-ruisseau à Nantes, aide-comptable, emballeur, fonctionnaire, vacher, fondeur, libraire, peintre en bâtiment, et j'en passe. Le roman est une série de treize tableaux, écrits avec un humour parfois un peu facile.

Une telle vie était un bien beau sujet. Rares dans notre régime sont les ouvriers qui, réduits à leurs seules forces, ont pu devenir des intellectuels. L'auteur en a tiré des observations parfois intéressantes : par exemple sur le barrage que constituent les diplômes. Muni de son certificat d'études primaires, il ne peut pénétrer dans un bureau. Il faut les circonstances particulières de la guerre pour qu'il parvienne à se glisser dans une administration. Et il a beau satisfaire ses

supérieurs, lorsqu'on découvre que cet intrus est sans parchemin, il est tout de suite remercié. Comme il ne peut s'accommoder de la vie ouvrière, il est rejeté dans le chômage et sombre parfois dans la bohême. Si bien qu'il a l'air partout déclassé. D'où l'amertume que dégage le livre.

On sera déçu si l'on veut y trouver un témoignage sur la vie des travailleurs de notre temps Le récit va de 1938 à 1948 environ. Est-il un seul travailleur dont la vie n'ait pas été bouleversée par les cataclysmes de cette période? Pour le narrateur, ils ne sont que des incidents lointains et sans intérêt, sauf aux rares moments où il doit les subir directement. Fonctionnaire, il est dénoncé par une femme jalouse pour avoir tamponné de fausses cartes d'identité. Recherché par les Allemands, il se réfugie dans un hameau perdu de Vendée, où il garde les vaches jusqu'à la libération. Lorsqu'il nous dit n'avoir jamais rien eu de commun avec la résistance, reconnaissons-lui le mérite de la franchise, mais c'est bien le seul compliment auquel il ait droit. Dans sa vie ballottée, le narrateur s'intéresse exclusivement à sa personne. Nulle part il n'aperçoit la lutte des travailleurs, qui ennoblit leur vie. Le mot grève ne figure pas une seule fois dans ces deux cent cinquante pages. Il ne voit donc dans ses compagnons de travail que des gens qui supportent passivement leurs misères. Sa sympathie pour eux n'a rien d'excessif, et il laisse passer cette réflexion digne de Jules Romains : si les ouvriers ne lisent pas, ce n'est pas parce que les livres sont trop chers, c'est parce qu'ils préfèrent le tabac et l'apéritif.

M. Michel Ragon suit le même chemin que nombre d'autodidactes. Ayant, à force de travail, accédé à la culture, étant sorti de sa classe, il juge les travailleurs selon les règles de cette culture bourgeoise qu'il a absorbée sans distinguer ce qui est mort de ce qui reste vivant. Certes, il affiche un amour fraternel à leur égard, mais la vie ouvrière n'est pour lui qu'un thème littéraire à exploiter. M. Michel Ragon donne dans le « populisme ».

J.-L. Lecercle

Martin Andersen Nexö : **Pellé le conquérant** : I. *L'enfance*. Paris, Editeurs français réunis, 1954.

Martin Andersen Nexö vient de mourir. Il atteignait ses 85 ans. On l'appelait « le doyen des lettres mondiales ». Pourtant les journaux qui constituent ce que l'on appelle *la grande presse*, n'ont pas jugé que la mort de cet écrivain danois pouvait intéresser leurs lecteurs. A peine ont-ils annoncé la nouvelle entre deux dépêches d'agence.

C'est vrai. Andersen Nexö est à peu près inconnu en France [1].

Mais lisez seulement un de ses livres... Ouvrez *Pellé le conquérant* dont le volume : *Enfance* paraissait chez nous, juste quelques jours avant que *le doyen des lettres mondiales* ne s'éteignît. Dès les premières lignes vous sentirez que vous avez affaire à un écrivain authentique et quand vous vous arracherez au livre, une fois tournée la dernière page, vous vous étonnerez, vous vous indignerez que nous soyons restés si longtemps privés d'une œuvre comme celle-là. Alors que tant de sottises ou de médiocrités, et tant de vilenies ont les honneurs d'une traduction et encombrent les étalages des libraires français !

Quand vous vous arracherez au livre...? Mais vous n'oublierez plus, de votre vie, le héros du roman, le petit Pellé, dont les livres suivants nous raconteront l'adolescence, ni son père, ni l'oncle aux douze enfants, ni la grand' mère dont la fin est si admirable, ni

1. Les lecteurs de *la Pensée* avaient du moins eu leur attention attirée sur Martin Andersen Nexö, par un article paru dans notre numéro 27 (novembre-décembre 1949, pp. 81-82) sous la signature d'Alfred Jolivet, qui a préfacé la présente édition de *Pellé le conquérant*. — N.D.L.R.

aucun de ceux qui vivaient à la grande ferme, à la *Ferme de pierre*, dans l'île danoise de Bornholm, vers 1880.

Quel monde étrange, le monde de cette ferme-là ! Se peut-il qu'hier, en somme, et à si peu de distance de chez nous, on ait ainsi vécu, que des serfs aient pu trimer ainsi, ouvriers agricoles, bergères et charretiers, abrutis de misères, de fatigue et d'alcool, accablés par la servitude et l'ignorance, affolés par les superstitions ?

Mais Pellé l'enfant, c'est Martin Andersen Nexö lui-même. Il raconte sa propre enfance. Il avait huit ou neuf ans, lui aussi, comme son Pellé, quand il débarqua avec son vieux père sur l'île de Bornholm et qu'il pénétra dans l'étrange monde de ces hommes rendus inhumains par les conditions de leur existence.

Rendus inhumains et restés pourtant si humains. La grandeur et la générosité éclatent soudain, éclairant la nuit de leurs misères. Au milieu des violences et des haines, par instant paraissent la douceur et la fraternité. Et voici qu'avec Pellé l'espoir va luire.

Ce petit Pellé, qui trime de l'aube à la nuit, garde les bêtes, aide les ouvriers agricoles, ce petit-là qui est bon pour toutes les corvées, c'est, en effet, un *conquérant*. Dans les larmes et les humiliations il apprend la vie, sa vie, celle de ses frères, celle des adultes malheureux comme lui. Il se griffe à toutes les ronces ; il saigne sous les coups. Mais il apprend. Il apprend comme il doit se défendre. Il prend conscience. Il aura bientôt la volonté de sortir d'un monde où il ne pourrait, en restant, que se détériorer. D'abord fuir de là, pour ne pas se perdre, pour ne pas être écrasé comme les autres, pour se conserver.

Pour ne pas finir comme son père. Il l'aime, son père, et comme son père l'aime aussi ! Leur tendresse est merveilleusement pure. Son père est une sorte de saint. Il a un cœur admirable, cet homme, un cœur que la haine ni la méchanceté n'ont jamais mordu. Mais il a été dans toute sa vie si malmené, il a tant souffert de pauvreté, il a si souvent lutté pour être toujours vaincu, qu'il ne connaît plus que les vaines révoltes de l'imagination, les euphories que donne une fiole d'alcool. Alors le voilà bravache, tout à coup. Il s'envole dans les hauteurs. Sa vie va devenir belle. Il va en sortir, de la misère. Il se retrouve si usé, si chétif, le lendemain !

Ou imiter les charretiers qui firent un jour claquer le fouet de la révolte ? Ils ont serré les poings. Ils ont sorti les couteaux. Ils sont devenus sauvages, tout à coup, sans plus de raison ce jour-là qu'un autre, sans même l'avoir vraiment voulu. Ça ne les a pas menés loin.

On sent que Pellé va chercher d'autres voies. Mais n'allez pas croire que ces idées que je résume soient, à proprement parler, exposées par le romancier, et que l'histoire soit agencée pour développer ces idées-là ! M. Alfred Jolivet, qui a écrit une préface pour le livre, dit très justement :

> Les idées de Martin Andersen Nexö sont si claires et si nettes qu'elles pénètrent tout naturellement l'ensemble sans que le lecteur ait jamais le sentiment qu'on a voulu lui faire la leçon.

En effet, elles émanent le plus naturellement du monde des choses racontées. Elles ne sont ni indiquées, ni même suggérées. Elles sortent spontanément de la vie qui est ici représentée. Voilà, vraiment, le réalisme.

Ah ! certes non, Martin Andersen Nexö n'est pas un discoureur. Et son art, non plus, n'est jamais expressionniste, ni théâtral. L'auteur, en tant que tel, ne paraît point dans le livre. Il laisse la parole à la vie, comme elle est. Même pour raconter les événements les plus émouvants, ou les plus cruels, ou les plus attendrissants, il garde le ton le plus simple. *Vous voyez, c'est*

ainsi, semble-t-il dire. Que le lecteur voie lui-même comme les choses se produisent. Qu'il entre dans le cœur du personnage. Et qu'il juge, lui, lecteur !

Le livre vous prend ainsi, dès la première page. Je vous assure qu'il ne vous lâche pas. Quel chef-d'œuvre !

Marcel CORNU

Quelques livres récents

Une fois de plus, l'étendue et l'importance de nos articles et chroniques nous empêchent de publier aujourd'hui un nombre suffisant de comptes rendus de livres. Mais nous devons citer quelques-uns de ceux qui méritent spécialement d'attirer l'attention de nos lecteurs.

D'abord un nouveau recueil de souvenirs de notre ami Francis Jourdain : *Jours d'alarme* (Corrêa, éd.). Il s'agit cette fois de l'occupation et de la libération, depuis l'été 1940 jusqu'à l'automne 1944, et le caractère émouvant de cette évocation ne peut échapper à personne. Nous savons bien d'ailleurs que les lecteurs de *la Pensée*, apprenant la publication de ce livre, n'ont pas attendu pour se précipiter sur lui d'en lire le compte rendu dans notre revue. Signalons seulement, avant d'en parler plus longuement, qu'une édition spéciale de ce livre vient de paraître, réservée aux Amis du Livre progressiste, édition somptueusement reliée et enrichie de photographies qui réveillent en chacun de nous des souvenirs poignants.

Voici ensuite, dans la collection « Problèmes » (Editions sociales) un petit livre d'une extrême actualité, dû à cinq historiens bien connus de nos lecteurs :

L'Europe (de Napoléon à nos jours), mythes et réalités, par E. Tersen, J. Dautry, Cl. Willard et J. Chambaz, avec une préface de J. Bruhat. Inutile d'insister sur l'urgence de lire ce texte sérieusement documenté sur un des plus graves problèmes de l'heure.

Nous aurons l'occasion, à propos du 30e anniversaire de la mort d'Anatole France, de commenter le second tome de *Trente ans de vie sociale* (1905-1908), articles et discours du grand écrivain recueillis par Claude Aveline (Emile-Paul).

Enfin je regrette de ne pouvoir aujourd'hui que signaler brièvement l'admirable album de Georges Wildenstein : *Ingres* (Editions Phaidon). Il comprend 120 planches, dont 8 en couleurs, et une étude remarquablement documentée sur la vie et l'œuvre du grand peintre. Nous reviendrons sur ce livre étonnant, qui permet pour la première fois de se faire une idée complète de Dominique Ingres et de le juger par rapport à son temps et au nôtre.

R. MAUBLANC